



CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES

Cuba : un demi-siècle
d'expérience révolutionnaire

57
58

CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE

Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III

Fondateur : Pierre Monbeig

Directeurs de la publication : Martine Droulers et Georges Couffignal

Rédaction

Institut des Hautes études de l'Amérique latine (IHEAL)

28, rue Saint-Guillaume - 75007 Paris

Membres du conseil scientifique

Claude Bataillon, Carmen Bernand, Jean-Pierre Berthe, Peter Birle, Bernard Bret, Jacques Chonchol, Claude Collin Delavaud, Hal Klepak, Jean-Pierre Lavaud, Annick Lemperière, Jaime Marques-Pereira, Guy Martinière, Jean Revel-Mouroz, Daniel Pécaut, Hélène Rivière d'Arc, Yves Saint-Geours, Gilberto Velho, Laurence Whitehead.

Comité de rédaction

Capucine Boidin, María Eugenia Cosío Zavala, Martine Droulers, David Dumoulin, Renée Fregosi, Christian Gros, Mona Huerta, François-Michel Le Tourneau, Marielle Pépin-Lehalleur, Sébastien Velut, Dominique Vidal, Laurent Vidal, Polymnia Zagefka.

Rédacteur en chef : Olivier Compagnon

Secrétariat d'édition : Joëlle Chassin
avec Amandine Delord et Kim Deneuvel

Assistante d'édition : Marie-Lorraine Bachelet

Conception graphique : Julie Brignonen

Réalisation : La Souris

www.iheal.univ-paris.fr

Contact : olivier.compagnon@univ-paris3.fr

Abonnement (trois numéros)

Abonnement France (TTC) : **45 €**

Supplément avion rapide : **11,30 €**

Prix au numéro : **17,50 €**

Numéro double : **26 €**

Commandes d'abonnements

La Documentation française

124, rue Henri Barbusse

93308 Aubervilliers Cedex France

Tél. : 33 (1) 40 15 70 00

Télécopie : 33 (1) 40 15 68 00

www.ladocumentationfrancaise.fr

**CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES**

57

58

2008 / 1-2

SOMMAIRE



CHRONIQUE 5

- **Le Honduras en crise : vie et mort des Constitutions** 7
Par Alain Musset

DOSSIER

CUBA : UN DEMI-SIÈCLE D'EXPÉRIENCE RÉVOLUTIONNAIRE 15

- **De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques** 17
Par Marie-Laure Geoffray et Silvina Testa
- **La estrategia económica cubana : medio siglo de socialismo** 31
Par Omar Everleny Pérez Villanueva
- **El conflicto Cuba/Estados Unidos, nuevas realidades versus viejas recetas : los límites del cambio** 57
Par Dr Jorge Mario Sánchez Egozcue
- **Cuba e a esquerda latino-americana. Entre o impacto da Revolução de 1959 e a Revolução bolivariana** 75
Par Claudia Wasserman et Vicente Ribeiro
- **Le nouveau mouvement culturel afro-cubain et le débat sur la question raciale dans la Cuba contemporaine** 89
Par Alejandro de la Fuente
- **Acercamiento a la diáspora post-soviética en Cuba** 113
Par Dmitri Prieto Samsonov et Polina Martínez Shvietsova
- **L'Église cubaine : cinquante ans d'expérience « contre-révolutionnaire » ?** 125
Par Philippe Létrilliant

• À propos des cultes d'origine yoruba dans la Cuba socialiste (1959 à nos jours) Par Emma Gobin	143
• Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique Par Martha Peciña	159
• L'individu et le « Nous » révolutionnaire. Réflexion cinématographique autour d'une relation complexe et délicate Par Marie-Catherine Scherer	173
ÉTUDES	189
• Entre concubinage et prostitution. Processus d'exclusion dans le Costa Rica de la fin du XIX ^e siècle Par Marion Giraldu	191
• Faire renaître et faire revivre São Luis : une ville brésilienne en mutation Par Sylvia Marcet	213
INFORMATIONS SCIENTIFIQUES	227
• Lectures	229
AUTEURS	239

CHRONIQUE

Le Honduras en crise : vie et mort des Constitutions

Quand on écrit une chronique sur un sujet d'actualité en sachant que le texte final ne sera publié que trois mois plus tard, sans savoir comment vont tourner les événements et quel chemin va choisir l'histoire, une seule question taraude l'auteur : comment ne pas être ridicule ? J'écris en effet cette petite analyse de la crise hondurienne en plein cœur de la tourmente (le 12 juillet 2009), dans ma chambre d'hôtel du Sueno de Meme, à León (Nicaragua), alors que les lecteurs en savent sûrement plus que moi car on peut supposer qu'au mois d'octobre prochain on aura trouvé une issue à la crise (en particulier parce que le calendrier électoral hondurien prévoyait une élection présidentielle en novembre). Paradoxe de l'écriture et des délais d'impression qui touchent en priorité les éditions universitaires... À quoi peut alors servir cette chronique ? Justement, à jouer sur les paradoxes et à réfléchir sur un événement immédiat en essayant de prendre de la distance, en portant sur les faits un regard éloigné qui permet de les relativiser, de les remettre à leur place et d'en tirer, peut-être, l'essentiel.

Il apparaît dès lors nécessaire de rappeler quelques faits, surtout dans le cas où, l'affaire étant réglée depuis longtemps, plus personne ne s'en souvient. Le 28 juin 2009 le président Manuel Zelaya, au pouvoir depuis 2006, est tiré de son lit par quelques hommes en armes qui le jettent en pyjama dans le premier avion en partance pour le Costa Rica – à la fois la Suisse et l'El Dorado de l'Amérique centrale. Ils obéissent à un ordre de la Cour suprême qui l'a destitué de ses fonctions sous prétexte qu'il projetait d'organiser une consultation populaire (pas un référendum en tant que tel) afin d'obtenir l'appui de ses concitoyens (un appui

* Alain Musset est directeur de recherche en géographie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et membre du Conseil scientifique de l'Institut des Amériques.

avant tout moral), dans le but de légitimer ensuite un véritable référendum qui lui aurait offert la possibilité, en cas de victoire, de proposer une réforme de la Constitution lui permettant, peut-être, de se représenter et (qui sait ?) d'être réélu – à condition d'obtenir la majorité des voix. On voit en effet que le crime politique est monstrueux car quel est ce président qui prétend faire appel systématiquement à l'opinion de ses citoyens pour faire adopter les réformes qu'il juge nécessaire à la bonne marche de son pays ? On peut ne pas être d'accord avec ses orientations ni avec ses visées stratégiques, on peut difficilement l'accuser, comme l'ont fait ses adversaires, de trahir la nation et de préparer un coup d'État (permanent ou pas).

Cependant, il est vrai que la Constitution hondurienne interdit au chef de l'État de se représenter, sous prétexte d'interdire à un simple citoyen de se convertir en tyran perpétuel et de s'approprier le territoire de la Nation¹ : « El ciudadano que haya desempeñado la titularidad del Poder Ejecutivo no podrá ser Presidente o Vice Presidente de la República »². Le Honduras n'est pas le seul pays latino-américain dans ce cas. Suite aux multiples présidences du général Porfirio Díaz (1830-1915), le Mexique a ainsi fondé la légitimité de son système politique sur le principe sacré de la « *No reelección* », ce qui n'a pas empêché le Parti révolutionnaire institutionnel (et ses divers avatars historiques) d'exercer une dictature de fait sur le pays pendant plus de soixante-dix ans. On ne peut donc pas dire que cette formule soit une panacée permettant de conserver le caractère démocratique d'un régime. D'ailleurs, plusieurs pays latino-américains ont déjà aboli cette règle d'un autre âge et ils ne s'en portent pas plus mal – même si le spectre d'Hugo Chávez, président du Venezuela bolivarien, plane sur chaque homme politique de l'hémisphère occidental (au sud du Rio Bravo) qui ose envisager une telle refonte des institutions.

Il me paraît à cet égard important de rappeler que, contrairement aux idées reçues, le dogme de la non-réélection n'est pas une constante dans la vie politique hondurienne puisque l'article 41 de la Constitution de 1825 stipulait que le président et le vice-président pouvaient être réélus – mais seulement une fois (« *El Jefe Supremo del Estado y Vice-Jefe lo serán únicamente por cuatro años, y sólo podrán ser reelectos, una vez* »). Quant à la Constitution libérale de 1957, elle spécifiait que le chef de l'État n'avait pas le droit de se représenter pour un deuxième mandat consécutif : « *Artículo 196 – El ciudadano que haya desempeñado a cualquier títu-*

1. Cette crainte de voir le pays transformé en propriété privée était déjà exprimée dans l'article 1 de la Constitution de 1825, selon laquelle « L'État du Honduras ne sera jamais le patrimoine d'aucune famille ou personne »

(<http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/12471737651469628265679/p0000001.htm>, consultation le 12 juillet 2009).

2. http://www.honduras.net/honduras_constitution.html, consultation le 12 juillet 2009.



lo la Presidencia de la República, no podrá ser Presidente o Designado en el período presidencial siguiente»³. C'est en revanche la Constitution de 1965, établie alors que les militaires dirigeaient le pays d'une main de fer, qui a imposé la règle fausement démocratique de la non-réélection : « Artículo 193 – El ciudadano que haya desempeñado a cualquier título la Presidencia de la República por un período constitucional o por más de la mitad del mismo, no podrá ser nuevamente Presidente de la República ni desempeñar dicho cargo bajo ningún título »⁴.

En préparant le terrain pour une possible réélection, Manuel Zelaya a donc failli toucher à un texte sacré, l'actuelle Constitution – cette Constitution dont les militaires se sont fait les gardiens les plus rigoureux, eux qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais hésité à fouler aux pieds les libertés publiques et à patauger allègrement dans le sang de leurs victimes. Rappelons à cet égard qu'en 1963 le général Oswaldo Lopez Arellano avait renversé le président légitimement élu, soupçonné de sympathie envers le nouveau régime cubain, et qu'il s'était maintenu au pouvoir par la force jusqu'en 1974, avec l'appui des États-Unis. Accusé de corruption par ses propres subordonnés, brutalement touchés par la vertu, il est alors renversé par un autre général qui sera lui-même destitué trois ans plus tard par un groupe de soldats factieux dirigé par le général Policarpo Paz Garcia, président de fait entre 1978 et 1982. De manière tout à fait paradoxale, la Constitution aujourd'hui défendue par les adversaires politiques de Zelaya a été sinon imposée du moins appuyée par la Maison Blanche, au moment où les Sandinistes nicaraguayens venaient de renverser la dynastie Somoza, alliée fidèle des États-Unis dans cette région du monde : « C'est peut-être un fils de pute mais c'est notre fils de pute » (« *Somoza may be a son of a bitch, but he's our son of a bitch* »), comme l'aurait dit de manière élégante le président Franklin D. Roosevelt en parlant du père de la lignée, don Anastasio Somoza Garcia, assassiné en 1956.

C'est pour tenter de rendre plus présentable un régime hondurien chargé de défendre les vertus démocratiques nord-américaines contre une dictature sandiniste, communiste et tropicale que l'armée américaine a demandé aux militaires honduriens de laisser la place à des civils – même s'ils gardaient entre les mains la réalité du pouvoir. Cependant, en 1982, l'élection démocratique de Roberto Suazo Cordova a inauguré une période de terreur qui s'est traduite par l'élimination systématique des leaders de gauche et des sympathisants de la cause sandiniste, considérés comme des traîtres à la nation et à la nouvelle Constitution. Au même moment, les États-Unis appuyaient ouvertement les mouvements de gué-

3. <http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/01478404433725684232268/p0000001.htm>, consultation le 12 juillet 2009.

4. http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/bamerica/04701852311547262977857/p0000001.htm#I_1_, consultation le 12 juillet 2009.

rilla de droite (la *Contra*) opérant contre l'armée nicaraguayenne et qui trouvaient à la fois refuge, aide financière et équipement militaire sur le territoire hondurien. Ce monument présenté comme sacré et intouchable, au nom duquel un président légitimement élu, comme par hasard accusé d'accointances suspectes avec Daniel Ortega (l'ancien *comandante* sandiniste revenu au pouvoir au Nicaragua en 2007), est donc né sous de tristes auspices.

Toutes les arguties juridiques (d'un côté comme de l'autre) ne m'empêcheront pas de penser que le problème central du Honduras n'est pas constitutionnel mais tout simplement démocratique. Proclamer que la Constitution est intangible n'a aucun sens quand on sait que, depuis la première grande Constitution hondurienne, proclamée en 1825, celle de 1982 est la quatorzième⁵. En quoi serait-elle meilleure que les autres? Elle est complexe, rigide et souvent impossible à respecter. L'article 178 du chapitre IX du titre III spécifie ainsi que: «Se reconoce a los hondureños el derecho de vivienda digna. El estado formulará y ejecutará programas de interés social». Tous les Honduriens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (ils sont plus de 70%) et qui logent dans des taudis insalubres infestés par la vermine sauteront de joie en apprenant qu'on a pensé à eux. Doit-on dès lors révoquer tous les présidents démocratiquement élus qui n'ont pas réussi à mettre en œuvre cet article essentiel? En revanche, doit-on combler d'honneurs ceux qui n'ont pas hésité à faire usage de leur droit d'accorder des grades militaires aux soldats qui le méritent – même si la Constitution limite ce privilège aux grades compris entre sous-lieutenant et capitaine (inclus)? Par ailleurs, le caractère particulièrement progressiste de la Constitution de 1957 (celle qui abolit la peine de mort au Honduras et garantit des droits sociaux à l'ensemble de la population), n'a pas empêché les militaires putschistes de s'en servir de paillason pour essayer leurs bottes sales.

À mes yeux de géographe et de simple citoyen non spécialiste de droit constitutionnel, rien ne justifie le fait que la Constitution de 1982 ne puisse pas être modifiée ou amendée (elle l'a d'ailleurs été plusieurs fois) – sauf si on considère que c'est la personnalité du président déchu qui est en cause. En effet, héritier d'une riche famille de propriétaires terriens, membre éminent d'un parti de droite (le Parti libéral), il a en quelque sorte trahi non seulement les siens mais aussi l'ensemble de la classe politique hondurienne en s'engageant dans une voie considérée comme dangereuse (pour ne pas dire hérétique) – celle du «socialisme du XXI^e siècle» prôné par le trublion Hugo Chávez en compagnie de Raúl Castro à Cuba et d'Evo Morales en Bolivie. Le principal tort de Zelaya n'est pas d'avoir envisagé, le cas échéant, de pouvoir être réélu, mais bien d'avoir entraîné

5. J'exclus de ce compte les deux constitutions dites «espagnoles» (1808 et 1812), ainsi que les différentes constitutions fédérales centraméricaines qui ont englobé l'actuel Honduras.

(<http://www.congreso.gob.hn/Constitucion%20Historica.htm>, consultation le 12 juillet 2009).



son pays dans l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), malgré l'opposition de ses pairs, de l'ensemble des entrepreneurs honduriens et d'une grande partie des classes moyennes effrayées par le personnage même de Chávez.

Le résultat de ce processus de fracture politique est que le *golpe* du 28 juin 2009 n'est pas un simple coup d'État militaire comme le Honduras en a connu beaucoup. En effet, l'armée n'a pas directement renversé le président constitutionnel puisque, selon la version officielle, elle n'a agi qu'à la demande des autorités politiques (en particulier le Congrès), qui considéraient la consultation voulue par Manuel Zelaya comme anticonstitutionnelle. C'est d'ailleurs à l'unanimité que les députés ont choisi le nouveau président, Roberto Micheletti, censé occuper le poste jusqu'à la date prévue pour les prochaines élections. Cependant, le rôle joué par l'État-Major a été décisif et on peut penser que dans un pays qui a longtemps été dirigé par des juntes militaires, la destitution a été orchestrée par les généraux. Contrairement à ce qu'espéraient sans doute les « conjurés », pour reprendre l'expression du président déchu, le coup d'État n'a pas reçu le soutien des États-Unis, à l'inverse de ce qui s'était produit en 2002 au Venezuela avec le *golpe* avorté contre Hugo Chávez. À leur décharge, il faut dire que le contexte géopolitique international a changé et que ce n'est plus George W. Bush mais Barack Obama qui se trouve à la Maison Blanche. En outre, le Honduras ne produit pas de pétrole et n'est même plus un pays considéré comme stratégique par les experts du Pentagone, contrairement à ce qu'il a pu être au cours des années 1980, pendant la guerre contre les sandinistes nicaraguayens.

En juillet 2009, l'appui affiché des États-Unis au président déchu posait néanmoins un problème géopolitique intéressant et, d'une certaine manière, inattendu. En affirmant que le seul président légitime était Manuel Zelaya, l'administration américaine tournait le dos à ses alliés naturels (libéraux et nationalistes honduriens) et se retrouvait dans le camp des partisans de Chávez, de Daniel Ortega et de Fidel Castro. Le leader vénézuélien a su jouer sur ce paradoxe en multipliant les gesticulations et les menaces destinées à mettre la Maison-Blanche en porte-à-faux et à fragiliser la position d'Obama et de sa ministre des affaires étrangères, Hillary Clinton. Les effets de ces manœuvres ne se sont pas fait attendre et les congressistes républicains, avides de revanche après la défaite de leur candidat à l'élection présidentielle de 2008, se sont rapidement engouffrés dans la brèche. Ils avaient beau jeu de rappeler à leurs concitoyens qu'il ne fallait pas se tromper d'ennemi et qu'on avait eu tort de se déclarer trop vite en faveur d'un dictateur potentiel hostile aux intérêts américains – preuve selon eux du manque d'expérience d'un président trop jeune et peut-être trop naïf qui n'avait pas encore pris la mesure des véritables enjeux de la politique latino-américaine.

C'est sans doute à cet instant qu'il est permis de faire un peu de politique-fiction afin d'envisager quels sont les scénarios les plus probables pour les

semaines et les mois à venir – en sachant encore une fois que les lecteurs de ce texte ont la réponse que je n'ai pas ! Parmi les hypothèses les moins crédibles, on envisagera que Zelaya est retourné dans son pays, qu'il a été arrêté, jugé coupable (forcément coupable) et jeté dans un cul de basse-fosse. C'est alors que Roberto Micheletti ouvre la porte de la cellule, tend la main à son rival et lui dit d'une voix caverneuse : « Mel, je suis ton père ! ». Hypothèse *a priori* rejetée car le président de fait, né en 1943, n'a que neuf ans de plus que le président déchu. Autre option peu envisageable : comme ils l'ont fait plusieurs fois au début du XX^e siècle, quand la United Fruit Company et la Cuyamel se disputaient féroce-ment le contrôle de la banane centraméricaine, les *marines* nord-américains s'abattent sur le pays, investissent les rues de Tegucigalpa, désarment les militaires honduriens et assoient confortablement Manuel Zelaya dans le fauteuil présidentiel. Certes, ce genre d'opération n'est plus à la mode en Amérique latine, mais sa mise en œuvre permettrait de rendre espoir à tous ceux qui, dans les années 1980, rêvaient de voir le Honduras devenir un État associé des États-Unis, comme l'est toujours Porto-Rico. Si on exclut d'autres options invraisemblables (invasion du pays par les troupes vénézuéliennes ou démission spontanée de Roberto Micheletti, rongé par le remords d'avoir coupé son pays de la communauté des Nations), il reste encore de nombreuses possibilités qu'on ne peut pas complètement exclure : décès accidentel (?) du président déchu ; retour triomphal du même président suite à un nouveau coup d'État, organisé cette fois par une fraction progressiste de l'armée⁶ ; renversement du gouvernement par la pression de la rue ; accord de réconciliation arraché *in extremis* par Oscar Arias, président du Costa Rica et titulaire du prix Nobel de la Paix pour le rôle qu'il a joué dans la résolution des conflits centraméricains, à la fin des années 1980...

Puisque aucun de ces scénarios ne résiste à un examen un peu poussé, à quoi faut-il s'attendre ? Sans doute à une solution mi-figue, mi-raisin, permettant à chacun de camper sur ses positions sans régler le fond du problème : le retour au pouvoir de Manuel Zelaya négocié contre la tenue d'élections présidentielles anticipées auxquelles il ne pourra pas participer puisque l'actuelle Constitution le lui interdit. Si *Mel* choisit cette voie, il met un point final au processus de transformation politique, économique et sociale qu'il envisageait de lancer dans le cadre de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques. En effet, la gauche hondurienne est trop faible pour pouvoir espérer reprendre le flambeau laissé par un président qui, à l'origine, n'était même pas de son bord. Quant au Parti libéral, miné par ses divisions internes et en grande partie déconsidéré dans l'opinion publique, il devrait laisser la place au Parti national (conservateurs) dont le candidat désigné, Porfirio Lobo, avait perdu l'élection présidentielle de 2006 face au même Zelaya.

6. Il y a eu des militaires progressistes au Honduras, mais de nos jours la science peut identifier les gènes des officiers gauchistes avant même qu'ils aient conscience de leur potentiel révolutionnaire.

En sauvant provisoirement la Constitution de 1982, cette solution permet d'éviter le bain de sang que tout le monde redoute mais ne répond pas aux besoins d'un pays dont les institutions trop rigides ont été responsables d'une crise politique majeure. Si la seule issue d'un conflit entre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire passe par le recours inconstitutionnel à une consultation populaire et à la déportation tout aussi inconstitutionnelle du président de la République qui en est l'instigateur, c'est que la Constitution n'est pas aussi parfaite qu'on veut bien le faire croire. Encore une fois, ce n'est pas la lettre du droit qui fonde la légitimité d'un régime, mais bien les pratiques politiques qu'un droit équitable pour tous permet d'exercer dans une société vraiment démocratique.

DOSSIER

**Cuba : un demi-siècle
d'expérience révolutionnaire**

De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques

Historiciser la révolution¹

La victoire de la révolution, le 1^{er} janvier 1959, l'organisation rapide du pouvoir politique et la concentration de ce pouvoir ont permis à Fidel Castro de devenir en trois ans le leader incontesté de la nation cubaine. Ce phénomène historique a donné lieu depuis à des polémiques enragées avec des prises de position partisans très fortes. Celles-ci n'ont pas cessé avec l'effondrement de l'URSS et les transitions à l'économie de marché et à la démocratie libérale de l'ancien bloc soviétique. Ce qu'on appelait le socialisme d'État n'existe désormais plus que dans quelques rares pays, dont Cuba. Cet état de fait est considéré par la plupart des analystes occidentaux comme une anomalie ou un anachronisme. Aussi, dès que des textes et interviews de dissidents sont reprises dans la presse occidentale ou que des réformes économiques de marché sont mises en place, ces mêmes analystes tendent à prévoir un changement de régime à court ou moyen terme. Nombreux sont les articles et les ouvrages qui axent leur propos sur la « transition » cubaine². Il s'agit d'analyses dont l'objectif est de déchiffrer des « signes » politiques et économiques (réformes économiques, succession d'un leader, etc.) qui seraient autant

1. Voir le texte d'Olivier Compagnon, « Historiciser Castro », *Espaces latinos* (Lyon), n° 245, mars-avril 2008, p. 15.
2. *Cuba in transition* [Gunn, 1993], « ¿Comienza una transición hacia el autoritarismo en Cuba? » [Domínguez, 1997], *Cuba's aborted reform: socioeconomic effects, international comparisons, and transition policies* [Mesa Lago, Pérez-López, 2005], *Looking Forward: Comparative Perspectives on Cuba's Transition* [Pérez Stable, 2007].

d'« indices » pour prédire un changement imminent de régime vers plus de marché et, pour certains, son corollaire, la démocratie. Pourtant le concept de transition a été théorisé par les fondateurs du courant d'études (plus tard appelé la « transitologie ») comme « un intervalle entre un régime et un autre » [O'Donnell, Schmitter, Whitehead, 1986] et, quinze ans après, revisité comme « une sorte d'interrègne qui ne se laisse pas définir par des procédures, des normes et conduites prévisibles » [Guilhot, Schmitter 2000], ne donnant aucun critère qui viendrait contraindre ou orienter la pensée de cet « intervalle » ou « interrègne ». Il s'agit, comme le signale Michel Dobry [1995, p. 5], de la théorisation d'un changement qui n'est pas une simple rupture politique, mais qui porte une transformation radicale, un passage systémique d'un régime à un autre avec un impact sur « l'ensemble des rapports sociaux et pratiquement l'ensemble des sphères sociales ».

Pourtant, alors qu'il y a désormais vingt ans que le mur de Berlin est tombé, le régime « tient ». Il semble donc qu'il faille adopter une approche qui écarte le tropisme transitionnel et évite également les clivages politiques profonds du milieu universitaire, d'autant plus que l'élection de Raúl Castro à la présidence du Conseil d'État³, le 24 février 2008, a relancé le débat entre partisans et détracteurs du processus révolutionnaire cubain. En France particulièrement, les débats médiatiques ont pris le pas sur les débats scientifiques.

Les fondements de la réflexion que porte ce numéro spécial des *Cahiers des Amériques latines* vont donc à contre-courant de certaines études qui utilisent des catégories normatives que nous jugeons anachroniques pour penser un phénomène qu'il faut replacer dans son contexte, au risque de ne pas comprendre l'attraction qu'a pu exercer la révolution cubaine lors de son avènement (et qu'elle exerce encore aujourd'hui, notamment dans les pays les plus pauvres d'Amérique latine et d'Afrique). Il est essentiel de donner toute leur place aux réalisations sociales de l'État cubain en matière de santé, d'éducation et de culture, à un moment où les pays du continent latino-américain connaissaient pour la plupart une mortalité infantile et un taux d'analphabétisme fort élevés (c'est encore vrai pour la Bolivie et Haïti). Cependant elles ne peuvent aujourd'hui expliquer le maintien du régime socialiste. Il est donc indispensable de revenir à la fois sur les éléments constitutifs de la révolution cubaine et de montrer comment les autorités ont réussi à créer un certain consensus tout au long de la période pour permettre la reproduction du régime. Il nous faudra aussi saisir les transformations qu'a connues l'État cubain et les ressources à sa disposition, à la fois intérieures (consensus populaire durable sur le haut niveau d'accès aux services à la personne, contrôle social qui génère des logiques de fuite – exil, marginalité – [Eckstein, 1994; Clark, 1999; Bloch, 2006a, 2006b] plutôt que de confrontation, fort natio-

3. Le président du Conseil d'État est, à Cuba, l'équivalent de notre président de la République. Il est élu au suffrage indirect par les députés de l'Assemblée nationale.



nalisme et absence d'alternatives crédibles) et extérieures (soutien de nombreux pays du Sud dans les instances internationales, militantisme actif de groupes de solidarité notamment de pays du Nord, anciens et nouveaux partenaires commerciaux – COMECON puis Chine et Venezuela – et nouveaux alliés politiques en Amérique latine avec l'élection ou la réélection de Rafael Correa, Daniel Ortega, Evo Morales et Hugo Chávez). Enfin, nous mettrons ces transformations en perspective avec l'élection d'Obama à la présidence des États-Unis.

L'ambition de ce dossier est donc d'historiciser la révolution cubaine, de la replacer dans son contexte latino-américain et dans son face à face avec les États-Unis, afin de mieux saisir les modalités de fonctionnement et de reproduction du socialisme d'État cubain.

Raúl Castro et les réformes du socialisme d'État⁴

La notion de socialisme d'État permet d'éviter la réification du régime par l'usage de catégories normatives et elle vient désigner, à Cuba, la relation particulière qui s'est nouée entre l'État et la société. En effet, cette relation a exclu la possibilité d'organiser des communautés d'intérêts hors de l'État, ce qui constitue une différence fondamentale avec la démocratie de marché (ou démocratie libérale). Le socialisme d'État, c'est donc le monopole par l'État de la sphère publique et de toutes les instances sociopolitiques de la société, avec une politique redistributive et égalitariste.

L'usage de cette notion génère une réflexion critique sur la production scientifique de nombreux « cubanologues » [Gunn, 1993, 1995 ; Del Campo, Peralta, 1998 ; O'Bryan, Otero, 2002 ; Armony, 2005 ; Corrales, 2005 ; Pérez-Stable, 2007] qui n'ont pas assez pris en compte la complexité des relations et des transactions qui se nouent à l'intérieur d'un régime dans lequel tout est l'État et l'État est tout. Ils ont en effet principalement cherché à définir les contours d'une « société civile » contre le régime (la « dissidence ») ou bien à montrer la séparation progressive entre l'État et la « société civile » par l'émergence d'Églises comme acteurs sociaux et par l'apparition, à la faveur des lois de 1993 et 1994, d'un petit secteur économique privé. Pourtant, réfléchir en termes d'opposition entre État et « société civile » ne nous permet pas de comprendre le soutien ou l'absence de comportements ouvertement hostiles de la population cubaine insulaire envers les autorités politiques. Il faut relativiser l'autonomie des acteurs qui composent la « société civile » car il existe une asymétrie fondamentale entre, d'un côté, l'État qui reste fort et, de l'autre, une effervescence sociale limitée à certains secteurs (économie, culture) et qui reste segmentée et encadrée.

4. Plusieurs analystes des pays dits « communistes » font usage de cette notion. Voir notamment Zhou Xuegang [1993] et David Stuart Lane [2000].

La mise en place de réformes économiques et une certaine ouverture dans le secteur culturel n'engendrent pas automatiquement une transformation de l'ordre politique comme le montrait déjà Huntington en 1968. La corrélation entre développement économique, espaces d'expression, liberté d'opinion et démocratisation politique, qui a pu exister dans le cas de certains pays européens [Habermas, 1978] est historique et contingente. Il n'existe pas de lien nécessaire entre les différentes variables. C'est à partir de ces remarques que nous analysons la succession à la tête de l'État de Fidel à Raúl Castro.

Raúl Castro avait, dès janvier 1959, été publiquement désigné comme son successeur par son frère Fidel. Pourtant, pendant 47 années, avant la passation provisoire du pouvoir de Fidel à son frère, le 31 juillet 2006, Raúl Castro n'a jamais été au centre des analyses sur le régime cubain et sa trajectoire n'a fait l'objet d'aucune biographie. Seuls deux ouvrages, celui de Hal Klepal [2005] sur l'armée et celui de Brian Latell [2005] sur la relation entre les deux frères, viennent apporter des éléments pour comprendre la mise en place de la succession politique, la place des Forces armées révolutionnaires (FAR) sous le commandement de Raúl Castro depuis 1959 et la relation entre idéologie et pragmatisme chez les deux leaders cubains.

On a souvent présenté Raúl Castro comme un exécuteur des basses œuvres du régime et un gestionnaire sans panache. La comparaison avec son frère Fidel lui est, certes, défavorable aux plans du physique, du charisme, de l'habileté oratoire et de la stratégie politique. Cependant Raúl Castro semble disposer de qualités qui font défaut à son aîné : des compétences de management à la fois humain et économique, un plus grand pragmatisme et une puissance de fédération de fidèles loyaux et dévoués autour de lui qui permettent, depuis son avènement au pouvoir, une direction plus collégiale du pays.

Le discours de politique générale que Raúl Castro prononça pour la fête nationale du 26 juillet 2007 témoigne de ces qualités. Pour la première fois les Cubains ont pu sentir, reflétées dans ses paroles, leurs difficultés matérielles quotidiennes⁵. Pour la première fois, à une vision héroïque du futur de la nation cubaine, s'est substituée une vision pragmatique. Au lieu de vilipender les coupables d'actes illégaux, Raúl a reconnu que ces comportements étaient le fruit de « difficultés objectives », à résoudre, non pas par plus de répression et de contrôle social, mais au contraire par des réformes structurelles⁶. Il a incité à être éco-

5. Lire à ce sujet l'article de Juan Clark, « El pueblo cubano como consumidor », in Efrén Córdova (ed.), *40 años de revolución*, Miami, Ediciones Universal, 1999, p. 179-208.

6. Le discours prononcé par Raúl Castro le 26 juillet 2007, disponible sur le site internet de l'organe de presse du Parti communiste cubain : <http://www.granma.cubaweb.cu/2007/07/27/nacional/artic02.html>.



nome et plus productif, notamment dans le secteur agricole, car l'approvisionnement alimentaire reste problématique à Cuba.

Les réformes mises en place depuis se situent dans la continuité de ce discours. Elles sont pour le moment de deux ordres : la possibilité accrue pour de petits paysans indépendants de jouir de terres en usufruit⁷ ce qui devrait permettre une meilleure productivité, et la suppression dans les entreprises de l'égalitarisme salarial⁸, afin que les salaires retrouvent un pouvoir d'acquisition en phase avec la réalité des prix des biens de première nécessité. D'autres réformes ont également permis à ceux qui possèdent des devises d'acheter librement toutes sortes d'appareils électroniques (téléphones portables, ordinateurs, lecteurs de DVD, cocottes-minute, etc.) Ces mesures vont toutes dans le même sens : elles tentent de limiter l'économie parallèle, présente à Cuba dès le début de la période post-révolutionnaire, et particulièrement florissante depuis les années 1990, en agissant à la fois en amont (le pouvoir d'achat des salaires et la productivité) et en aval (en légalisant la commercialisation de certains biens). D'autres mesures témoignent de la volonté d'efficacité de Raúl Castro : le transport s'est considérablement amélioré, notamment dans la capitale, et des mesures de contrôle des trajets des bus de passagers (par l'installation de GPS) ont été mises en place.

Ces réformes économiques témoignent d'une volonté d'amélioration de la vie quotidienne des Cubains, condition essentielle pour garantir le renouvellement de leur adhésion (active ou passive) à l'ordre politique révolutionnaire. Cependant elles sont limitées, réversibles et il ne faut pas nécessairement les envisager comme une reproduction de la voie chinoise vers l'économie de marché. La mesure prise par Raúl Castro⁹ de supprimer les relations entre entreprises d'État et opérateurs de zones franches et de limiter à seize le nombre d'entreprises cubaines habilitées à commercer avec l'extérieur, tout en contrôlant strictement le type de produits qu'elles peuvent importer, témoigne d'une recentralisation du commerce extérieur, avec un retour au monopole d'État dans ce domaine, et d'une mise au pas de la nouvelle classe d'entrepreneurs¹⁰, qui avait fortement gagné en autonomie depuis quinze ans. Quant aux entreprises étrangères, beaucoup ont dû quitter le territoire cubain ces dernières années après suppression de leur licence commerciale ou des résultats annuels jugés insuffisants par

7. « Cuba espera resultados de reformas en la agricultura para el 2009 », *Nuevo Herald*, Miami, 3 juin 2008. Il faut mentionner que cette possibilité existait déjà auparavant et qu'il ne s'agit donc que de son extension.

8. « Cuba : tan malo ser explotador como paternalista », *Nuevo Herald*, Miami, 11 juin 2008.

9. « Cuba refuerza control de importaciones », *Nuevo Herald*, Miami, 2 juin 2008.

10. Nous utilisons ici le terme « entrepreneur », car nous voulons insister sur l'autonomie de ces administrateurs des grandes entreprises d'État cubaines. Cependant il serait plus juste de parler d'administrateurs managers comme nous l'avons fait plus haut car ils sont, bien sûr, subordonnés à leur ministère de tutelle.

les autorités. Si on peut constater une certaine déprise de l'État sur l'économie, les conditions d'un changement systémique et de la sortie du socialisme d'État ne sont donc pas réunies actuellement. Les réformes promues par Raúl Castro ne pointent pas de façon univoque vers une libéralisation. Elles expriment plutôt une volonté de prise en compte des réalités contemporaines complexes, de façon pragmatique. C'est pourquoi la convocation, pour la fin de l'année 2009, du VI^e congrès du Parti communiste cubain (PCC), devait représenter un événement majeur pour deux raisons : il devait entériner les réformes en cours et permettre de connaître les rapports de force politiques à l'intérieur d'une organisation dont le dernier congrès remonte à 1997. Or, ce congrès a été ajourné *sine die*¹¹, décision qu'on peut interpréter comme le signe contradictoire d'une fragilité politique d'un côté, avec la peur de ne pas réussir à canaliser l'expression d'un mécontentement toujours croissant, et d'une inflexibilité de l'autre, autrement dit le refus de rendre visible la diversité des positions politiques à l'intérieur du PCC.

Les études cubaines en France : de la construction du socialisme à la cubaine au désenclavement des recherches

La recherche sur la Cuba révolutionnaire est assez pauvre en France, comparativement à celle produite dans d'autres pays, notamment pour deux raisons : il existe peu de liens historiques entre les deux pays et la prééminence des positionnements politiques sur l'analyse scientifique dans les sciences sociales est venue mettre à mal la possibilité d'un travail serein, au plus près des réalités cubaines contemporaines. Néanmoins ces dernières années, la production scientifique a considérablement évolué.

Pendant les années 1960, 70 et 80 les chercheurs se sont attachés à étudier la construction du régime [Gutelman, 1967; Tutino, 1969; Dumont, 1970; Karol, 1970; Alphanféry, 1972; Garnier, 1973; Benjamin, Collins, Scott, 1987], en portant un intérêt particulier à la transition du capitalisme au socialisme ainsi qu'aux rapports complexes et hostiles entre Cuba et les États-Unis. Le fort engagement des chercheurs est une constante de cette période, qu'ils soient universitaires ou non. Michel Gutelman fut, par exemple, responsable d'un programme de production agricole dans l'île, René Dumont se rendit à Cuba à plusieurs reprises à partir de 1960 en vue d'aider le pays à sortir du sous-développement (le prologue de son ouvrage est écrit avec Fidel Castro) et K. S. Karol affirme, quant à lui, que ses analyses « ont été faites dans un esprit de solidarité avec la révolution cubaine » [1970, p. 9]. Les études de terrain à cette époque – difficiles

11. <http://www.elmundo.es/elmundo/2009/07/31/international/1249035773.html>, article du 01/09/2009.



à mener car les visas étaient octroyés au compte-gouttes et les chercheurs soupçonnés d'être « des agents au service de l'ennemi » – visaient la recherche de solutions aux problèmes engendrés par la mise en place de réformes révolutionnaires notamment dans l'agriculture, [Gutelman, 1967; Dumont, 1970]; elles étudiaient également les innovations introduites par la révolution, par exemple en urbanisme [Garnier, 1973].

Dans le champ de la recherche universitaire, l'engagement de chercheurs se traduit par l'analyse de Cuba comme un pays socialiste « pas comme les autres » (ce qu'on a appelé le « socialisme tropical »). Certains auteurs, spécialistes du socialisme, profitèrent aussi de leurs publications pour se positionner dans le champ des « socialismes » (libertaire, totalitaire, scientifique, etc.). Le débat autour de la forme du gouvernement cubain révolutionnaire parut alors timidement s'installer : les positionnements allaient de la défense d'une nouvelle forme de démocratie à la vision d'un régime dictatorial. L'ouvrage de Marta Harnecker [1977], militante chilienne socialiste, résidant à La Havane, fut l'un de ceux qui marqua le plus fortement les mouvements de gauche en Amérique latine dans les années 1970 et 1980. Il se proposait en effet de montrer le fonctionnement gouvernemental à travers les organisations populaires de l'île. Ce livre fut traduit en français et contribua à façonner la pensée de l'époque sur Cuba. Sauf quelques rares exceptions, comme Carlos Moore [1983] ou Jeannine Verdès-Leroux [1989], la production universitaire française de ces trente premières années de révolution est marquée par l'engagement politique des chercheurs et la promotion et la défense d'un « socialisme humaniste ».

Les années 1990 marquèrent un renouveau. Les changements survenus à partir de la « Période Spéciale en temps de paix »¹² ouvrirent une nouvelle ère dans les recherches sur Cuba en France. Des facteurs internes et externes à l'île facilitèrent le travail des chercheurs. L'ouverture au tourisme décidée par le gouvernement cubain, pour obtenir des devises, permit aussi le « tourisme scientifique » (colloques combinés à des visites de sites historiques et/ou plages). Et la possibilité de loger chez l'habitant au lieu de séjourner dans des hôtels interdits aux Cubains autorisa un contact plus rapproché avec la société et la culture cubaines. Dans les médias, l'exil de nombreux artistes, notamment des écrivains, et le *boom* de la musique populaire cubaine en Europe, dont l'orchestre et le film *Buena Vista Social Club* sont les exemples les plus pertinents, firent de Cuba un objet à la mode.

L'ouverture et la complexification de la société cubaine après la chute du mur de Berlin permirent une diversification à la fois des thématiques et des perspectives de recherche. Aux analyses de la construction du régime politique cubain

12. Fidel Castro nomma ainsi la crise économique grave que subissait le pays, afin de préparer les Cubains à des mesures spéciales habituellement prises en temps de guerre.

succèdent, comme aux États-Unis, les inévitables études de son délitement [Verdès-Leroux, 1989; Vaïsse 1993; Habel, 1994, 1995, 2003, 2006; Rigoulot, 1998]. Cependant, ces travaux plutôt macrosociologiques prennent une place moins importante et de nouveaux objets constituent de nouvelles pistes de recherche. On peut mentionner sans exhaustivité, les migrations [Karnoouh, 2008], la vie quotidienne [Liscia, 1996; Bloch, 2006a, 2006b, 2007; Karnoouh, 2007], l'approvisionnement alimentaire [Douzant-Rosenfeld, 1993, 1997; Douzant-Rosenfeld, Linck, Zequeira, 1995], la société civile [Su, Canipelle, 1997; Bloch, 2005], les femmes [Gay-Sylvestre, 2006], la prostitution [Tchak, 1999], la culture [Amyot-Guilouet, Berthier, 2006; Geoffray, 2009a, 2009b], le tourisme [Dubesset, 1995; Douzant-Rosenfeld, Roux, 2001]. De plus, la possibilité nouvelle d'obtention de visas de recherche pour des séjours plus ou moins longs dans l'île permet l'élaboration de travaux qui s'appuient sur des enquêtes de terrain approfondies, dans une perspective plus microsociologique.

Un champ fait l'objet d'une attention particulière: celui des religions afro-cubaines (palo monte, santería et Ifá). Ce domaine se détache des autres, non seulement par l'importante production universitaire, mais également par la diversité des perspectives analytiques. On peut citer les approches historiques qui portent tant sur l'émergence de l'étude scientifique de ces pratiques religieuses [Dianté, 1995] que sur le processus de diffusion nationale de la santería havanaise [Testa, 2005], sur les enjeux socio-politiques [Argyriadis, 1999a, 1999b, 2000, 2006, 2007] et la complexité des dynamiques rituelles [Testa, 2004, 2006; Gobin, 2007, 2009] ainsi que sur la transnationalisation de cultes [Argyriadis, 2001-2002; Argyriadis, Capone, 2004; Gobin 2008, Juarez Huet, 2004]. Les rapports entre l'État et les pratiques religieuses ont aussi été abordés, tant pour les cultes afro-cubains [Argyriadis, 1999] que pour l'Église catholique [Létrilliart, 2005].

Les années 1990 et 2000 sont donc riches en études sectorielles (paradigme qu'on retrouve jusqu'à aujourd'hui) alors qu'un très faible nombre d'ouvrages tentent d'effectuer un bilan des trente années de révolution cubaine et de leur mise en question par l'effondrement de l'URSS. On peut signaler le livre de Janette Habel [1992], *Ruptures à Cuba*, et bien plus tard celui de Pierre Rigoulot, *Coucher de Soleil sur La Havane*, paru en 2007. Si on note une moins grande politisation et polarisation des enjeux avec l'émergence de nouveaux objets de recherche, les positions partisans des deux côtés demeurent fortes comme en témoignent les deux tomes de *Cuba révolutionnaire* dirigés par Rémy Herrera [2003 et 2006], l'ouvrage de Jacobo Machover, *Cuba, totalitarisme tropical* [2004] ou encore le numéro spécial de la revue *Communisme* en 2006: «Cuba, un univers totalitaire».

On peut conclure que plusieurs tendances sont à l'œuvre dans les études cubaines en France depuis vingt ans. Il existe une tendance manifeste au désenclavement, liée à l'intérêt émergent pour des objets de recherche, à Cuba, dans



différentes disciplines de sciences humaines et sociales (sciences politiques, sociologie, anthropologie, ethnologie, géographie, histoire, économie). Tous les numéros spéciaux de revues parus depuis ont été élaborés dans une perspective pluridisciplinaire: «Cuba sí, Cuba no», *Cahiers des Amériques latines* [1999]; «Cuba, un castrisme sans Fidel?», *Problèmes d'Amérique latine* [2006]; «Cuba, un univers totalitaire», *Communisme* [2006]; «Comment sortir de la révolution?», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [2008]. On note également la réintégration de Cuba dans son espace géographique avec la production d'analyses comparatives comme celle de Mario Menendez [2005] dans *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain, un poids, deux mesures*. Néanmoins, une forte segmentation persiste entre les chercheurs français et ceux d'autres pays, notamment ceux dans lesquels la production sur Cuba est la plus importante, comme les États-Unis et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne.

Le dossier de ce numéro des *Cahiers des Amériques latines* est constitué d'études effectuées par des spécialistes de pays et de traditions universitaires diverses: Cuba, Cuba/Russie, Cuba/États-Unis, Brésil, France. Son objectif est d'apporter de nouvelles perspectives sur les dynamiques actuelles à Cuba, encore peu étudiées dans le champ universitaire français et de faire dialoguer différentes approches disciplinaires et traditions académiques. La plupart des contributions construisent une réflexion sur la société cubaine contemporaine, à partir d'une mise en perspective historique des cinquante années de révolution.

Ce dossier est organisé autour de deux grands axes: les grandes tendances de la société cubaine à un niveau macro et l'émergence de nouveaux acteurs à un niveau plus micro. Deux contributions plus sectorielles analysent l'impact des transformations sociales, notamment sous la «Période Spéciale», sur la place des femmes et dans la production cinématographique.

La première partie du dossier articule des contributions dans le domaine de l'économie, des relations internationales et de la coopération. Omar Everlén, économiste cubain, propose un panorama des politiques économiques menées depuis l'installation au pouvoir du gouvernement révolutionnaire. Il montre comment ce gouvernement tente de transformer l'orientation monoproductrice et monoexportatrice, héritée de la période prérévolutionnaire, sans véritablement réussir à mener une politique cohérente de développement. Jorge Mario Sánchez, spécialiste cubain d'économie et de relations internationales, s'attache à montrer comment la relation avec les États-Unis a continué à peser sur les choix économiques et politiques effectués par le *leadership* cubain, malgré l'embargo décrété en 1962. Il donne également quelques perspectives sur l'évolution des relations bilatérales sous la présidence de Barack Obama. Claudia Wasserman et Vicente Ribeiro, historiens brésiliens, montrent, de l'autre côté de la mer Caraïbe, à quel point la révolution cubaine a influencé les mouvements de gauche

sur le sous-continent latino-américain et notamment la révolution bolivarienne menée par Hugo Chávez. Ils analysent la construction d'une alliance stratégique entre les deux gouvernements, qui permet la mise en place d'échanges fondés sur la complémentarité économique et la solidarité politique.

La deuxième partie analyse l'émergence de nouvelles constructions identitaires et le positionnement de l'Église catholique et des religions afro-cubaines. Alejandro de la Fuente, historien cubain résidant aux États-Unis, propose l'analyse d'un mouvement d'acteurs culturels dont l'objectif est de promouvoir le débat sur la question raciale à Cuba. En effet, la « Période Spéciale » a donné lieu à une résurgence du racisme, dans une société dont l'idéologie égalitaire avait permis la quasi-éradication pendant les trente premières années de la révolution. Dimitri Prieto Samsonov, chercheur en sciences sociales, et Polina Martínez Shvietsova, poète et écrivaine, tous deux cubano-russes, étudient les revendications identitaires de la jeune génération de Cubains issue de couples cubano-russes. Ils décrivent l'expression de ces revendications, notamment dans la création artistique et l'organisation de collectifs chargés d'adresser des demandes à l'État cubain, comme celle de l'autorisation de la double nationalité. Dans le secteur religieux, Philippe Létriliart, chercheur en sciences politiques, choisit d'étudier les transformations du positionnement de l'Église catholique face à l'État cubain, afin de gagner en influence pour peser sur le processus politique dans le cas d'une éventuelle transition. Emma Gobin, doctorante en ethnologie, propose une analyse de la santería et d'Ifá – pratiques culturelles qui attirent aujourd'hui une partie du tourisme international de l'île – dans leurs relations complexes avec le gouvernement révolutionnaire d'une part et la production universitaire dont elles ont fait l'objet, d'autre part.

Les deux derniers articles du dossier se penchent sur la place des femmes cubaines dans le processus révolutionnaire, objet de relativement peu de publications universitaires, et sur la façon dont le cinéma cubain reflète les ambiguïtés et les ambivalences de ce processus révolutionnaire. Martha Peciña, étudiante en histoire, produit une analyse des transformations du rôle et du statut des femmes dans la société révolutionnaire en crise des années 1990 et montre comment celles-ci sont à la fois victimes de cette crise et réussissent à s'adapter au nouvel ordre économique. Enfin, le tout dernier article, écrit par Marie-Catherine Scherer, doctorante en anthropologie, explore à travers six films cubains de fiction, les relations complexes entre les identités singulières et l'identité collective mythifiée par le leadership révolutionnaire. Elle montre la remise en question de l'unité monolithique de la nation par des aspirations à la prise en compte de toute la diversité de la société cubaine, cinquante ans après la victoire de la révolution, le 1^{er} janvier 1959.



BIBLIOGRAPHIE

De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques

- **ARMONY Ariel**, « Theoretical and Comparative Reflections on the Study of Civil Society in Cuba », *Change in Cuban society since the nineties*, Woodrow Wilson Center for Scholars, 2005, p. 19-34.
- **BLOCH Vincent (a)**, « Le sens de la lutte », *Communisme*, 85/86, 2006, p. 125-147.
- **BLOCH Vincent (b)**, « L'imaginaire de la lutte », « Cuba : un castrisme sans Fidel ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 61/62, 2006, p. 105-129.
- **CLARK Juan**, « El pueblo cubano como consumidor », in Efrén Córdova (ed.), *40 años de revolución*, Miami, Ediciones Universal, 1999, p. 179-208.
- **CORRALES Javier**, « Civil society in Cuba : internal exile », *Change in Cuban society since the nineties*, Woodrow Wilson Center for Scholars, 2005, p. 51-60.
- **DEL CAMPO Esther**, **PERALTA Víctor**, « Cuatro escenarios para una transición política en Cuba », *América Latina Hoy* (Salamanca), n° 18, 1998, p. 41-47.
- **DOBRY Michel**, « Les processus de transition à la démocratie », *Cultures et Conflits*, n° 17, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 3-8.
- **ECKSTEIN Susan**, *Back from the future, Cuba under Castro*, Princeton University Press, Princeton, 1994.
- **GUILHOT Nicolas**, **SCHMITTER Philippe C.**, « De la transition à la consolidation », *Revue Française de Sciences Politiques*, 50/4-5, 2000, p. 605-631.
- **GUNN GILLIAN**, *Cuba in transition : options for U.S. policy*, New York, The Twentieth Century Fund Press, 1993.
- **GUNN Gillian**, « Cuba's NGOs : Government Puppets or Seeds of Civil Society ? », *Cuban Briefing Paper n° 7*, Washington D. C., Georgetown University, 1995.
- **HABERMAS Jürgen**, *L'espace public*, Paris, Payot, 1978.
- **HUNTINGTON Samuel**, *Political order in changing societies*, New Haven and

London, Yale University Press, 2006 [1968].

- **KLEPAK Hal**, *Cuba's Military 1990-2005 : Revolutionary Soldiers During Counter-Revolutionary Times*, New York City, Palgrave MacMillan, 2005.
- **LATELL Brian**, *After Fidel, The Inside Story of Castro's Regime and Cuba's Next Leader*, New York City, Palgrave MacMillan, 2005.
- **O'BRYAN JANICE**, **OTERO Gerardo**, « Cuba in transition ? : the civil sphere's challenge to the Castro regime », *Latin American Politics and Society*, n° 44/4, 2002, p. 29-57.
- **O'DONNELL Guillermo**, **SCHMITTER Philippe C.**, **WHITEHEAD Laurence**, *Transitions from Authoritarian Rule, Prospects for Democracy*, Baltimore and London, Johns Hopkins University Press, 1986.
- **PEREZ STABLE Marifeli (ED.)**, *Looking Forward : Comparative Perspectives on Cuba's Transition*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2007.
- **STUART LANE David**, « La transformation du socialisme d'État en Russie : d'une économie « chaotique » à un capitalisme d'État coopératif », *Revue Française de Science Politique*, (08/10), 50/4-5, 2000, p. 747-764.
- **XUEGANG Zhou**, « Unorganized Interests and Collective Action in Communist China », *American Sociological Review*, 58/1, 1993, p. 54-73.

Les études cubaines en France : de la construction du socialisme cubain au désenclavement politique des recherches

- **ALPHANDÉRY Jean-Jacques**, *Cuba, l'autre révolution : douze ans d'économie socialiste*, Paris, Éd. Sociales, coll. « Socialisme », 1972.
- **AMYOT-GUILLOUET Julie**, **BERTHIER Nancy (dir)**, *Cuba : cinéma et révolution*, Lyon, Grimoir-LCE-Grimmia, 2006.
- **ARGYRIADIS Kali**, *La religion à La Havane. Actualité des représentations et des pratiques*

culturelles havanaises, Paris, Archives Contemporaines, 1999a.

- **ARGYRIADIS Kali**, « Une *religión* vivante. Continuité et complémentarité des pratiques culturelles havanaises », *L'Homme*, 151, 1999b, p. 21-46.
- **ARGYRIADIS Kali**, « Des Noirs sorciers aux *babalaos*. Analyse du paradoxe du rapport à l'Afrique à La Havane », *Cahiers d'études africaines*, n° 160, 2000, p. 649-674.
- **ARGYRIADIS Kali**, Les Parisiens et la *santería* : de l'attraction esthétique à l'implication religieuse, *Psychopathologie africaine*, XXXI (1), 2001-2002, p. 17-44.
- **ARGYRIADIS Kali**, « *Ramas*, familles, réseaux. Les supports sociaux de la diffusion de la *santería* cubaine (Cuba-Mexique) », *Journal de la Société des américanistes*, 91 (2), 2006, p. 153-184.
- **ARGYRIADIS Kali**, « Le tourisme religieux à La Havane et l'accusation de mercantilisme », *Ateliers*, 31, <http://ateliers.revues.org/document672.html>, 2007.
- **ARGYRIADIS Kali**, **CAPONE Stefania**, « Cubañía et *santería* : les enjeux politiques de la transnationalisation religieuse », *Civilisations*, LI (1-2), 2004, p. 81-137.
- **AMIN Médéa**, **COLLINS Joseph**, **SCOTT Michael**, *Cuba : quelles transformations sociales ? : les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- **BLOCH Vincent**, « Réflexions sur la dissidence cubaine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 57/58, 2005, p. 215-241.
- **BLOCH Vincent**, « Le sens de la lutte », *Communisme*, 85/86, 2006a, p. 125-147.
- **BLOCH Vincent**, « L'imaginaire de la lutte », « Cuba : un castrisme sans Fidel ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 61/62, 2006b, p. 105-129.
- **BLOCH Vincent**, « La rumeur », <http://nuevomundo.revues.org/document3651.html>, 2007.
- **DIANTEILL Erwan**, *Le savant et le santero. Naissance de l'étude scientifique des religions afro-cubaines*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- **DIANTEILL Erwan**, *Des dieux et des signes. Initiation, écriture et divination dans les religions afro-cubaines*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000.
- **DOUZANT-ROSENFELD Denise**, « Lorsque les professeurs d'université ont faim, la situation est critique... Note sur la situation alimentaire à La Havane », *Alizés* n° 15, 1993, p. 99-106.
- **DOUZANT-ROSENFELD Denise**, « L'approvisionnement alimentaire à Cuba : les producteurs entre l'État et le marché », *Cahiers Agricultures*, n° 6 (4), 1997, p. 275-287.
- **DOUZANT-ROSENFELD Denise**, **LINCK Thierry**, **ZEQUEIRA Mario**, « Se nourrir à Cuba : les enjeux de l'agriculture dans la région de La Havane », *Cahiers des Amériques latines*, n° 19, 1995, p. 35-64.
- **DOUZANT-ROSENFELD Denise**, **ROUX Maryse**, « Cuba à l'épreuve du tourisme international », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 42, 2001, p. 87-110.
- **DUBESSET Éric**, « Le tourisme à Cuba, une industrie en pleine expansion », *Cahiers d'Outre Mer*, 189 (01/03), 1995, p. 35-54.
- **DUMONT Michel**, *Cuba est-il socialiste ?* Paris, Éditions du Seuil, 1970.
- **GARNIER Jean-Pierre**, *Une ville, une révolution : La Havane, De l'urbain au politique*, Paris, Éd. Anthropos, 1973.
- **GAY-SYLVESTRE Dominique**, *Être femme à Cuba : des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- **GEOFFRAY Marie-Laure**, (a) « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba », *Cahiers des Amériques latines*, n° 54-55, 2009, p. 211-227.
- **GEOFFRAY Marie-Laure**, (b) « La construcción de nuevas prácticas políticas en Cuba », *Cuadernos de Estudios Latinoamericanos*, n° 5, janvier-juin 2009, p. 35-55.
- **GOBIN Emma**, « "Innovation", circulation, fragmentation. Ethnographie d'un conflit religieux à La Havane », *Ateliers du*



LESC, 31, <http://ateliers.revues.org/document411.html> [mis en ligne le 23 juillet 2007]

- **GOBIN Emma**, « La iniciación de extranjeros en la santería y en el culto de Ifá cubanos : transnacionalización religiosa, conflictos y luchas de poder en La Habana », in K. Argyriadis, R. de la Torre, C. Gutiérrez Zúniga, A. Aguilar Ros (coord.), *Raíces en movimiento. Prácticas religiosas tradicionales en contextos translocales*, Mexico, El Colegio de Jalisco/CEMCA/IRD/CIESAS /ITESO, 2008, p. 255-278.
- **GOBIN Emma**, « Les religions cubaines d'origine yoruba à l'aube du XXI^e siècle : nouveauté des enjeux et pérennité des luttes entre prêtres », in G. MOREL BAYO et E. GOBIN (dir.), *Pratiques religieuses afro-cubaines : perspectives ethnographiques*, à paraître.
- **GUTELMAN Michel**, *L'agriculture socialisée à Cuba. Enseignements et perspectives*, Paris, François Maspero, 1967.
- **HABEL Janette**, *Ruptures à Cuba*, Paris, La Brèche, 1992.
- **HABEL Janette**, « Crise et transition à Cuba », *Transitions*, n° 35 (2), 1994, p. 143-160
- **HABEL Janette**, « Cuba, une transition à haut risque », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 17, 1995, p. 17-33.
- **HABEL Janette**, « Cuba, les défis du nouveau « modèle » », *Revue Tiers-Monde*, vol. XLIV, n° 173, 2003, p. 127-148.
- **HABEL Janette**, « Cuba, le castrisme après Fidel Castro, une répétition générale », *Mouvements*, n° 47-48, 2006, p. 98-108.
- **HARNECKER Marta**, *Cuba : dictature ou démocratie ?* Paris, François Maspero, 1977.
- **HERRERA Rémy, AMIN Samir (dir.)**, *Cuba révolutionnaire*, tome I, Paris, L'Harmattan, 2003.
- **HERRERA Rémy, AMIN Samir (dir.)**, *Cuba révolutionnaire*, tome II, Paris, L'Harmattan, 2006.
- **JUAREZ HUET Nahayeilli**, « La santería dans la ville de México : ébauche ethnographique », *Civilisations*, LI (1-2), 2004, p. 61-79.
- **KARNOUOH Lorraine**, « À propos de la permanence et du changement dans la Cuba contemporaine : un essai sur la « Période Spéciale » », *Outre-terre*, n° 18, 2007, p. 337-344.
- **KARNOUOH Lorraine**, « Gusanos, marielitos, balseros ou Cubanoamericanos : réflexions sur la question migratoire cubaine », in André CALMONT, Cédric AUDEBERT (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2008, p. 63-76.
- **KAROL K. S.**, *Les guérilleros au pouvoir, l'itinéraire politique de la révolution cubaine*, Paris, Robert Laffont, 1970.
- **LETRILLIART Philippe**, *Cuba, l'Église et la révolution*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- **LISCIA Claude**, « La Havane dans les lendemains de l'après soviétisme », *Les Temps Modernes*, n° 586 (01/02), 1996, p. 95-127.
- **MACHOVER Jacobo**, *Cuba, totalitarisme tropical*, Paris, Buchet-Chastel, 2004.
- **MENENDEZ MARIO**, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain, un poids, deux mesures*, Paris, CNRS éditions, 2005.
- **MOORE Carlos**, *Le castrisme et l'Afrique Noire, 1959-1972*, Thèse de doctorat d'État, Université Paris VII, 1983.
- **RIGOULOT Pierre**, « Castrisme, les recettes de la survie », *Politique Internationale*, n° 79, 1998, p. 239-252.
- **RIGOULOT Pierre**, *Coucher de Soleil sur La Havane*, Paris, Flammarion, 2007.
- **SU Zhan, CANIPELLE Eléa**, « Les particularités et le fonctionnement des micro-entreprises informelles à Cuba », *Revue internationale*, n° 10 (1), 1997, p. 123-141.
- **TCHAK Sami**, *La prostitution à Cuba, Communisme, ruses et débrouille*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- **TESTA Silvina**, « La hiérarchie à l'œuvre : organisation culturelle et genre dans les religions afro-cubaines », *Systèmes de pensée en Afrique Noire*, n° 16, 2004, p. 175-204.

- **TESTA Silvina**, «La «lucumisation» des cultes d'origine africaine à Cuba : le cas de Sagua la Grande», *Journal de la Société des Américanistes*, n° 91 (1), 2005, p. 117-150.
- **TESTA Silvina**, *La Conquête de l'Est. Reconfigurations régionales de la santería cubaine (La Havane-Sagua la Grande)*, Thèse de doctorat d'ethnologie, Université Paris X, 2006.
- **TUTINO Saverio**, *L'octobre cubain*, Paris, François Maspero, 1969.
- **VAISSE Maurice**, «Cuba, Nicaragua ou l'improbable accélération de l'histoire», *Cahiers d'histoire immédiate*, n° 3, 1993, p. 55-69.
- **VERDÈS-LEROUX Jeannine**, *La Lune et le Caudillo. Le rêve des intellectuels et le régime cubain : 1959-1971*, Paris, Gallimard, 1989.
- **VERDÈS-LEROUX Jeannine**, «Le crépuscule du castrisme», *Politique Internationale*, n° 48, 1990, p. 261-271.

Omar Everleny Pérez Villanueva

La estrategia económica cubana : medio siglo de socialismo

En la experiencia cubana de desarrollo económico en estos cincuenta años, aunque algunos indicadores coincidan con los de los países de reciente industrialización, o con los de algunos países subdesarrollados que han avanzado en los últimos decenios, se constata la estrecha vinculación entre desarrollo económico y beneficio social, desde los primeros años de la Revolución. Cuba incorpora de forma explícita el mejoramiento social a su política económica, y hace de él la razón fundamental de todos sus esfuerzos de desarrollo¹, aun cuando no siempre han sido satisfactorios los resultados económicos a que ha aspirado en sus distintas etapas.

Las tareas económicas del gobierno cubano a partir de 1959 se concentraron en transformar la herencia recibida que incluía la dependencia de los Estados Unidos, una estructura económica predominantemente agrícola y extensiva, con carácter muy abierto, el desempleo y subempleo permanentes, y, en fin, todas las características de un país monoprodutor y monoexportador.

La orientación para la estrategia de desarrollo económico y social de Cuba que comenzaría a partir de 1959, había quedado esbozada desde 1953 en *La historia me absolverá*, donde Fidel resumía los principales problemas que debían erradicarse; y estos objetivos se convierten, al triunfo de la Revolución, en la esencia de la política económica y social del país.

1. Elena Álvarez, «Cuba: un modelo de desarrollo con justicia social», in *Cuba: Investigación económica* (publicación del INIE), n° 2, abril-junio de 1998.

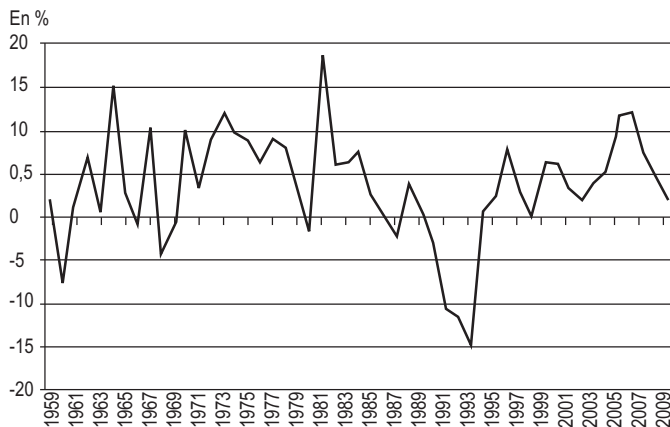
Después de la llamada «fase democrática», surgen contradicciones con el gobierno norteamericano y la burguesía nacional. Por lo tanto, el proceso se radicaliza y en vísperas del ataque a Playa Girón, en 1961, se declara el carácter socialista de la Revolución cubana. Se inicia, entonces, un profundo proceso de transformaciones, que cambia esencialmente las relaciones económicas precedentes y que tuvo como objetivo declarado la construcción del socialismo.

El intento de transformaciones en el campo económico desempeñó un papel de especial relevancia, siempre acompañando a las urgencias y a los objetivos de orden político. Se distinguen grandes etapas en la conformación y puesta en práctica de la estrategia de desarrollo: la correspondiente al período 1959-1960; el período 1961-1963; el que abarca 1964-1975; la etapa de 1976 a 1989; y la última, de 1990-2008, con algunos subperíodos.

Como el período de análisis es muy extenso, y en aras de no obviar hechos importantes, se describirán varias etapas sin otra lógica que la del agrupamiento en unos casos por decenios y en otros por un tiempo mayor. No obstante, hay hechos de relevancia que no han podido ser abordados en su totalidad, aunque sí se intenta agrupar un grupo significativo de ellos.

La economía cubana en este medio siglo, se ha caracterizado por diferentes ciclos económicos, tanto de auge como de declive, que en algunos casos están relacionados con cambios en la situación económica internacional o con modificaciones de la inserción en ella. El gráfico 1 evidencia esta aseveración.

GRÁFICO 1 : CRECIMIENTO DEL PIB REAL CUBANO EN EL PERÍODO 1959-2009

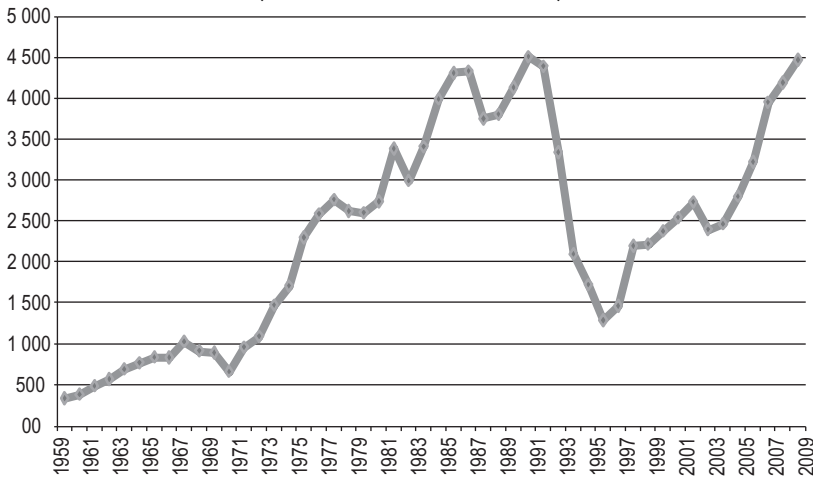


Fuente: Elaboración propia a partir de una recopilación estadística de Pavel Vidal, investigador del Centro de Estudios de la Economía Cubana de la Universidad de la Habana y Anuario Estadístico de Cuba, Oficina Nacional de Estadísticas, La Habana.



El gráfico 2 evidencia que a pesar de algunos años de altibajos hasta 1990, las inversiones realizadas en el país fueron siempre crecientes; es decir, se realizaron cuantiosas inversiones, que fueron afectadas posteriormente por el Periodo Especial, pero si se profundiza en la dinámica del producto interno bruto (PIB) con las inversiones realizadas, se concluye que no siempre hubo concordancia en los resultados económicos obtenidos.

GRÁFICO 2: INVERSIÓN ESTATAL BRUTA EN CUBA EN EL PERÍODO 1959-2008
(MILLONES DE PESOS CORRIENTES)



Fuente: Elaboración a partir del Anuario Estadístico de Cuba, durante varios años, La Habana.

A continuación se presenta un análisis de la evolución de la economía cubana a partir del examen de distintas etapas.

El período 1959-1970

En 1959 y 1960 Cuba se vio inmersa en la solución de las urgencias asociadas a la sobrevivencia del proceso revolucionario, y al estudio profundo de los cambios políticos y sociales que se requerían para elaborar una estrategia de desarrollo que lograra transformar la herencia recibida de casi cinco siglos de colonialismo y neocolonialismo.

Se tomaron medidas necesarias en esos primeros meses, como la Reforma Agraria, mediante la cual se expropiaron las tierras de los latifundistas, y una parte se distribuyó a los campesinos que la trabajaban, mientras la otra se destinó a las granjas estatales.

También influyó en este período la campaña de hostilidades contra el nuevo gobierno cubano por parte de la administración norteamericana, que

incluyó, por ejemplo, la cancelación de cuotas azucareras, el impedir la venta de piezas de repuesto a Cuba, y culminó con el bloqueo total a la isla en 1961.

Un papel destacado de estos años lo desempeñó el Instituto Nacional de la Reforma Agraria (INRA). Las necesidades de financiamiento que exigían las unidades del INRA que, por diversas vías, pasaban a engrosar el patrimonio estatal (recuperación de bienes malversados, nacionalizaciones, etcétera), llevó a la creación de un fondo centralizado (en 1961) para realizar la zafra azucarera de ese año. Igual fórmula se ensayó en el conjunto de las actividades industriales que, inicialmente, administró el departamento de Industrias del INRA. Esta experiencia resultó el «germen» de lo que con posterioridad sería el Sistema de Financiamiento Presupuestario. Se gestó por el impulso que le aportó el esfuerzo y coherencia insuflados por el Che. Al crearse, en 1962, el Ministerio de Industrias, su aplicación se extendió al nuevo organismo².

En el sector agropecuario, por su alta dependencia de factores climáticos, más las particularidades de la producción vegetal y pecuaria, se promovió una mayor autonomía para los eslabones inferiores de la organización empresarial; este sistema, con menor grado de centralización, fue conocido como «cálculo económico» (cubrir costos con ingresos y generar excedentes).

En 1961 el gobierno cubano planteó la industrialización acelerada del país a partir del desarrollo de la industria pesada, la diversificación de la agricultura y la sustitución creciente de importaciones por producciones nacionales, como objetivos de la estrategia de desarrollo general.

Esta estrategia, que tenía puntos de contacto con las ideas promovidas por la CEPAL, difería fundamentalmente de lo planteado por esta institución en cuanto al papel predominante que se le asignaba a la industria pesada ya desde los inicios del esfuerzo industrializador. En la recomendación cepalina, la industria pesada aparecía como último eslabón en la cadena del proceso industrializador³.

Se consideraba, como factores que propiciarían alcanzar el objetivo fundamental, la posibilidad de contar con suficiente ahorro externo vía ingreso por exportaciones y ayuda externa, y la utilización de capacidades industriales ociosas, junto a la creación de empleos para mitigar el elevado desempleo existente.

En 1962 se planteó convertir a Cuba en una nación agroindustrial en un corto período de tiempo. Se definió un grupo de objetivos en aquellos sectores que fueron considerados claves: el agropecuario, el industrial y el sector externo.

2. Julio A. Díaz Vázquez, «Cuba 1959-2008: gestión y dirección de la economía», *Editorial de Ciencias Sociales*, La Habana, 2009 (en imprenta).

3. Juan Triana Cordoví, «Cuba: transformación económica 1990-1997: supervivencia y desarrollo en el socialismo cubano», tesis para la obtención del grado científico de Doctor en Ciencias Económicas, La Habana, 1999.



Esta estrategia no alcanzó sus objetivos por diversos factores, desde la agudización de la lucha de clases y el bloqueo de los Estados Unidos, hasta otros ligados a la aún insuficiente formación de los recursos humanos necesarios, la ausencia de una base estadístico-contable, la insuficiente estructura productiva y la coexistencia de diferentes sistemas de gestión (como el Sistema Presupuestario de Financiamiento y el de cálculo económico). No obstante, se creó una importante capacidad movilizativa en el país, sustentada en una identificación de la población con las propuestas que comenzó a divulgar el nuevo gobierno revolucionario⁴.

Con la introducción, del «consumo normado de alimentos y otros bienes», en marzo de 1962 conocido como la «libreta» o cartilla de racionamiento y la Ofensiva Revolucionaria, de marzo de 1968, se eliminó casi todo tipo de actividad privada e individual (excepto en una parte del agro y el transporte privado).

A partir de 1964 y hasta 1970, la estrategia económica vuelve a basarse en la agricultura y en especial en la producción azucarera como sector pivote de la economía cubana.

Un elemento importante para esta orientación estratégica, aunque no el único, fue, sin dudas, el cambio en las relaciones económicas internacionales. Ya en 1963 el comercio con el campo socialista representaba el 75,8% del total, mientras que con la URSS ascendía a 40% de ese total. Al firmarse en enero de 1964 un convenio con la URSS para la venta de 24,1 millones de toneladas a 6,11 centavos la libra, ello garantizó ingresos suficientes para financiar la estrategia de desarrollo prevista⁵.

Este convenio definió en cierto sentido lo que sería el sector pivote del desarrollo económico del país. Así, se le inyectarían recursos a la agricultura, especialmente a la agroindustria azucarera, lo que a la vez afectó los recursos necesarios para otros sectores industriales. Se tomó la decisión de que los ingresos necesarios para el país se obtendrían por la vía de las exportaciones de azúcar.

En esta dinámica se proyectó el Plan de Desarrollo azucarero, que llevó como tarea básica producir diez millones de toneladas de azúcar en 1970, de los cuales, gracias a la gran movilización popular, se lograron 8,5 millones. La consecución de este plan, sin embargo, produjo la desarticulación del resto de la economía, ya que prácticamente se paralizó el país para concentrarse en esa labor.

En la etapa de 1965-1970 las inversiones totales de Cuba fueron de, aproximadamente, unos 5 249 millones de pesos; de ellas 4 427,9 millones (84,3% del total) fueron inversiones productivas y el sector agropecuario absorbió 2 101,7 millones (para un 40% del total). Sin embargo, estas no impulsaron un crecimiento económico acorde a los montos invertidos.

4. *Ibidem*, p. 18.

5. *Idem*.

En términos generales, puede decirse que los objetivos económicos fundamentales de la estrategia de desarrollo entre 1965 y 1970, solo lograron cumplirse parcialmente⁶.

Realmente existió falta de coherencia entre la estrategia diseñada y la política económica practicada, en especial en lo referente a la gestión económica, donde, en la búsqueda de métodos más ágiles y descentralizados, se llegaron a eliminar mecanismos mercantiles (que fueron identificados como burocráticos). Junto a este problema, también conviene señalar que tampoco los instrumentos utilizados para llevar a cabo la política económica fueron, en ocasiones, los adecuados. Ello es muy importante, porque la incongruencia de los instrumentos con las políticas elegidas hace aparecer a estas últimas como inadecuadas. Así, por ejemplo, la utilización inadecuada de las relaciones mercantiles, o de los instrumentos de precio y costo, o el desconocimiento de la necesidad de un sistema impositivo diferenciado para los distintos sectores de propiedad, o la utilización de la centralización de forma excesiva como instrumento de control, constituyeron elementos que obstaculizaron un mejor resultado de las medidas de política económica aplicadas. En ello se mezclan problemas de índole objetiva, asociados a una nueva dinámica de la relación fuerzas productivas-relaciones de producción, así como de índole subjetiva, asociados a la interpretación por parte de la dirección de la Revolución del papel y lugar de las diferentes formas de propiedad y tipos socioeconómicos en el período de tránsito⁷.

Los objetivos de esta estrategia económica, una vez más, se alcanzaron parcialmente, pero Cuba avanzó, en especial en lo concerniente al proceso de reconversión industrial que hubo que realizar para sustituir la tecnología, los mercados y las fuentes de financiamiento occidentales por tecnología, mercados y fuentes de financiamiento socialistas.

Entre los avances que se lograron pueden señalarse:

- incremento de la superficie agrícola cultivada;
- desarrollo de la mecanización de la cosecha cañera;
- incremento de la aplicación de fertilizantes en la agricultura;
- aumento de producciones industriales de importancia vital en los esfuerzos de desarrollo, tales como acero, oxígeno, pesticidas y energía eléctrica;
- extensión de los beneficios de la educación a prácticamente toda la población, con lo cual se elevó también el grado promedio de escolarización;
- mejoría de la salud pública, disminución de la morbilidad por enfermedades infecciosas, y reducción de la tasa de mortalidad infantil;

6. José Luis Rodríguez, *Estrategia de desarrollo económico de Cuba*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 1990.

7. Juan Triana Cordoví, *op. cit.* (en nota 3), p. 20.



- elevación de las prestaciones de la seguridad social de largo y corto plazo, con una amplia cobertura nacional⁸.

El período 1971-1980

La opción favorable que se le presentaba a la isla en su intercambio con los países socialistas, sumado al volumen de intercambio comercial que se había producido con los países socialistas, determinó el ingreso de Cuba al CAME en 1972 y la adopción de un modelo de organización económica congruente con el existente en los países de ese bloque integracionista. Esto propició la incorporación de Cuba a programas conjuntos y a la coordinación de planes anuales y quinquenales.

La estrategia asumida a partir de 1970 era de continuidad, por la decisión política de seguir el camino de la construcción del socialismo y lograr una inserción aún mayor con las economías socialistas europeas; también persistió el énfasis en la producción azucarera, como sector pivote del desarrollo, dados los precios ventajosos que se obtuvieron en los países socialistas. Sin embargo, se reconoce una ruptura en este período estratégico, asociada al reconocimiento de las desproporciones producidas por el esfuerzo de alcanzar los diez millones de toneladas en 1970.

El modelo que se siguió en el quinquenio 1970-1975 pretendía, entre otras cuestiones, conceder gran importancia a la terminación de procesos inversionistas que quedaron interrumpidos por motivo de la zafra de 1970⁹.

Entre 1970-1975 se toman una serie de medidas tendientes a preparar las condiciones para la posterior implantación del Sistema de Dirección y Planificación de la Economía (SDPE). En 1972 se intensifica el proceso de normación del trabajo y se elabora un nuevo sistema de registro económico. En 1973, con el XIII Congreso de la Central de Trabajadores de Cuba se restituye el principio de distribución con arreglo al trabajo. En 1974 se reestructuran la Junta Central de Planificación (JUCEPLAN) y algunos Ministerios¹⁰.

Los resultados del período muestran un comportamiento semejante al anterior: se aprecian adelantos sustanciales en el ámbito social, de indiscutible trascendencia en el mejoramiento de la calidad de vida de la población cubana, mientras que en el orden económico las metas planteadas en la estrategia no logran alcanzarse plenamente. Ese incumplimiento fue importante en el sector

8. *Ibidem*, p. 20.

9. Consúltense de la Junta Central de Planificación (JUCEPLAN): «Plan de Desarrollo Económico presentado por Cuba en el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) para la asistencia 1973-1977», in *Economía y Desarrollo*, n° 13, 1972, p. 192-193.

10. Andrés Vilariño y Silvia Domenech, *El sistema de dirección y planificación de la economía en Cuba: historia, actualidad y perspectiva*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, cap. 3, p. 115-117.

agropecuario, el cual tenía asignado el papel decisivo en la estrategia de desarrollo. A la agricultura se le planificó un crecimiento entre 1971 y 1975 de un 46% y solo se logró crecer en un 20%¹¹.

En este período la dinámica de la economía cubana se hizo más dependiente de un producto primario de exportación, no solo por lo que su ingreso significó en el total de los ingresos por exportaciones, sino también por la consolidación de esta rama de producción como «locomotora» del resto de la economía.

En este sentido, la especialización productiva, si bien permitió en lo inmediato que el país disfrutara de ventajas comerciales derivadas de la inserción en el CAME y de los precios ventajosos que la URSS pagaba, visto en una perspectiva de más largo plazo, ataba a la economía doblemente. Primero, porque consolidaba la dependencia de la dinámica de la economía al azúcar; y segundo, porque esa dinámica se basaba en una relación de precios muy divorciada de los costos internos de la producción azucarera y, a la vez, en una comparación internacional (con el costo de producción del azúcar de los países socialistas), que si bien hacía ver que nuestra especialización era conveniente, no se apartaba en lo absoluto del principio ricardiano de las ventajas comparativas. Esto tuvo un doble efecto negativo en el largo plazo: por lo que el principio mismo significa desde el punto de vista de la especialización productiva; y porque los precios de referencia del producto que se tomaban en cuenta (los de los países socialistas) estaban bastante alejados del de los productores más eficientes, por lo cual las ventajas comparativas obtenidas no resultaban una buena señal para la especialización productiva¹².

En diciembre de 1975 se celebró el Primer Congreso del PCC, donde se definió la estrategia para el desarrollo económico del quinquenio. Dicha estrategia identificó a la industrialización como el factor dinamizador del desarrollo y, por ende, como el objetivo central. No obstante esto, al analizar las directivas del quinquenio¹³ se aprecia claramente la continuidad con la estrategia concebida en el período anterior, en tanto se mantiene el énfasis del esfuerzo inversionista en aquellas ramas industriales que generan exportaciones tradicionales (azúcar y níquel).

Cuba alcanza en menos de veinte años de economía socialista índices de industrialización impresionantes, si tenemos en cuenta el punto de partida. Más la industrialización no fue suficiente para consolidarse como un proceso endógeno, capaz de generar sus propias fuentes de acumulación, ni tuvo una adecuada proporción, sobre todo en las ramas relacionadas con el consumo de la población.

El peso del sector industrial en el producto creció, pero ello no repercutió de forma significativa en la erradicación de las deformaciones estructurales típicas

11. José Luis Rodríguez, *op. cit.* (en nota 6).

12. Juan Triana Cordoví, *op. cit.* (en nota 3).

13. José Luis Rodríguez, *op. cit.* (en nota 6).



del subdesarrollo, como, por ejemplo, la estructura por productos de las exportaciones, ni tampoco el proceso industrializador contribuyó a una disminución sustancial de la dependencia económica.

En 1978, el presidente de la Junta Central de Planificación de Cuba señalaría:

– En los veinte años transcurridos, no obstante los extraordinarios avances de nuestra Revolución, no hemos alcanzado el ritmo promedio de crecimiento necesario que nos permita salir del subdesarrollo, ni hemos logrado superar la deformación estructural que heredamos del capitalismo e incluso en algunos aspectos, como en la dependencia de la economía externa, esta dependencia se ha visto acentuada por factores que han concurrido para ello [...]¹⁴.

La estrategia de desarrollo del período concibió también cambios sustanciales en el orden institucional, como la aprobación de una nueva Constitución de la República; una nueva división político-administrativa en los territorios; la creación de los órganos del Poder Popular; y la reorganización del aparato central del Estado. Se crean los Comités Estatales de Finanzas y Estadísticas y se reestructura el Banco Nacional de Cuba. En 1978 vuelve a regir el presupuesto central del Estado, se crea el Arbitraje Estatal y se legaliza un conjunto de actividades por cuenta propia. En esta época también comienza la aplicación de la Reforma General de Salarios. En abril de 1980 se crea el Mercado Libre Campesino¹⁵.

Como parte del proceso inversionista llevado a cabo por la economía cubana en esos años y gracias al mejoramiento temporal de las relaciones comerciales y financieras con un grupo de países capitalistas, se obtuvieron importantes créditos en la década del setenta, que elevaron de modo consecuente la deuda externa en moneda libremente convertible, la cual se incrementó de 291 millones de pesos en 1969 a 2 913,8 millones en junio de 1982¹⁶.

Los resultados del decenio permiten plantear que, en términos generales, se ejecutó la estrategia definida, se privilegió el sector industrial (las inversiones en él pasaron a representar del 20% de las totales entre 1971 y 1975, al 35% entre 1976 y 1980), y se realizaron un grupo de tareas asociadas a la infraestructura económica. En relación con las metas establecidas, si bien hubo crecimiento en todos los sectores, no se logró su cumplimiento, por diversos factores, en lo fundamental asociados a la caída de la relación de precios de intercambio (en espe-

14. Humberto Pérez, «Discurso en el acto clausura del Seminario Nacional Preparatorio para la elaboración de los estudios de la estrategia de desarrollo perspectivo económico y social hasta el año 2000», in *Economía y Desarrollo*, no. 51, La Habana, enero-febrero de 1979, p. 147.

15. Juan Triana Cordoví, *op. cit.* (en nota 3), p. 18.

16. Consultése del Banco Nacional de Cuba (BNC), *Informe económico*, La Habana, agosto de 1982, p. 44.

cial a la relación azúcar-bienes procedentes del mercado capitalista, con el consiguiente endeudamiento externo con los países capitalistas), a la prevalencia de sequías y plagas¹⁷ y a problemas institucionales y organizativos. Estos últimos se asocian a la complejidad de las transformaciones emprendidas y al doble retardo de las formas organizativas e institucionales para adecuarse al instrumento de dirección económica escogido (el SDPE) y a los problemas de eficiencia en el sector industrial, en el sector de las construcciones y en general en el proceso inversionista, que si bien no resultaban nuevos, sí adquirirían mayor importancia.

El período 1981-1989

En este período se plantea la culminación de la construcción de la base técnico-material del socialismo mediante la industrialización y otro grupo de factores asociados a ella (la elevación de la eficiencia, la búsqueda de una estructura económica más racional que garantice un crecimiento sostenido y estable, la mayor especialización, cooperación e integración externa e interna, y la satisfacción creciente de las necesidades materiales y espirituales de la población)¹⁸.

Las medidas de política económica que se implementaron fueron congruentes con la estrategia definida (tanto con el objetivo central, la construcción de la base técnico-material a partir de la industrialización, como con los lineamientos económicos), pero la errónea utilización de los instrumentos asociados a ella, así como la hiperbolización del papel asignado a otros, han sido señalados como la causa de los problemas confrontados en este período.

Junto a errores de política económica existieron errores en el uso de los instrumentos, pues se le concedió un mayor espacio a las relaciones monetario-mercantiles, sin embargo, los instrumentos usados para materializarlas, tales como la reforma de salarios y precios, y el sistema de primas, fueron incorrectamente utilizados. Se sostiene, además, que esa incorrecta utilización se debió, en primer lugar, a que no se rebasó el carácter formal de la aceptación de estas categorías como categorías realmente mercantiles.

En este período se adoptarían otros instrumentos de dirección para asegurar los resultados de cada año e institucionalmente se creó una estructura (el Grupo Central Estatal) encargado de velar por el cumplimiento de las medidas adoptadas. Esta ha sido siempre una característica del gobierno cubano, la creación de una estructura distinta a la formalmente establecida, pero con mayor poder de decisión que la existente.

En 1982 se aprueba el Decreto Ley 50 para regular la inversión extranjera y en 1984 se crea el mercado paralelo.

17. Véase Fidel Castro, *Informe Central al II Congreso del PCC*, Editora Política, La Habana, 1980.

18. *Ibidem*.



Desde el punto de vista cuantitativo, la primera mitad de este período resultó ser, en cuanto a crecimiento económico, la de mejores resultados de los años de Revolución, con una elevación del producto social global del 8,5 % entre 1981 y 1985. Lo mismo puede afirmarse respecto al crecimiento del sector industrial (6,9 %) y de la construcción (8,6 %), pero no en lo tocante a la eficiencia del proceso inversionista, la efectividad de los fondos básicos, ni en cuanto a la evolución del sector externo¹⁹.

Estos crecimientos estuvieron relacionados con el alza de los precios del azúcar y con el financiamiento en condiciones favorables recibido de la URSS. No obstante el crecimiento logrado, se acumularon serios problemas en la economía, tales como la planificación deficiente (metodología y procedimientos obsoletos, desatención a las categorías financieras, falta de integridad y consistencia), la generalización de los estímulos positivos, la proliferación del burocratismo, los precios ajenos a la oferta y la demanda, deficiencias en la normación de la producción y, sobre todo, la incapacidad de generar mayores exportaciones (en términos de cantidad y diversidad). Estos problemas se unieron a otros exógenos, tales como el aumento de las tasas de interés que se debían pagar por la creciente deuda cubana, la baja posterior de los precios del azúcar, y los efectos de la crisis económica internacional de principios de los años ochenta en una economía tan abierta al exterior como la cubana. Ya en 1982 el país afrontó serios problemas de liquidez, que obligaron a renegociar el pago de la deuda externa²⁰.

En el Tercer Congreso del PCC en 1985 son aprobados los lineamientos económicos y sociales para el quinquenio 1986-1990, que buscaban restablecer la capacidad de pagos del país, el ahorro de los recursos disponibles, la promoción de nuevos fondos exportables y la sustitución de importaciones, sobre todo del área de las economías de mercado.

Ya a mediados de la década del ochenta se manifestaron síntomas de agotamiento de los factores extensivos que propiciaron el apreciable crecimiento conseguido hasta ese momento. Entre ellos se pueden señalar la caída sistemática en el rendimiento de los fondos básicos, la insuficiente respuesta en exportaciones, así como la baja eficiencia del proceso inversionista, entre otros.

19. Consúltese José Luis Rodríguez, *op. cit.* (en nota 6).

20. Son varios los trabajos donde se realiza un análisis detallado de todo este período, en especial los documentos oficiales del PCC. Desde la perspectiva del pensamiento académico cubano pueden consultarse José Luis Rodríguez, *op. cit.* (en nota 6); Julio Carranza, Pedro Monreal y Luis Gutiérrez, *Cuba: la reestructuración de la economía. Una propuesta para el debate*, Nueva Sociedad, Venezuela, 1997; Alfredo González, «Economía y sociedad: los retos del modelo económico», in *Cuba: Investigación Económica* (publicación del INIE), nos 3-4, julio-diciembre de 1997; y Evelio Vilariño, *Cuba. Reforma y modernización socialistas*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 1997.

Por los fenómenos de ineficiencia interna de la economía, sumados a los desequilibrios externos, a partir de 1986 comienza la aplicación del Proceso de Rectificación de Errores y Tendencias Negativas (PRE) el cual representó una ruptura con los esquemas aplicados a principios de la década, aunque no significó una suplantación total de las relaciones mercantiles, ni tampoco un cambio esencial en la estrategia de desarrollo de la etapa.

Se planteó la búsqueda de nuevas alternativas estratégicas, entre ellas el desarrollo acelerado del turismo, el impulso a la inversión extranjera con la creación de sociedades anónimas como Cubanacán, la definición de la ciencia como palanca del desarrollo con la creación del Centro de Ingeniería Genética y Biotecnología (CIGB) y de otros centros de esa industria.

En cuanto al sistema de dirección, se intentó la eliminación de las deformaciones más evidentes y se planteó la búsqueda de nuevos mecanismos para una gestión económico-social más eficiente, pero basados en algunos casos en la movilización y motivación social, como el concepto de Contingentes; se crea el sistema empresarial de las FAR; se adoptan resoluciones sobre el perfeccionamiento del SDPE; el Comité Ejecutivo del Consejo de Ministros (CECM) pasa a desempeñar un papel importante en la conducción de la economía, y cesa el Grupo Central.

A su vez, en el propio año 1986 se produce una ruptura irreversible con las metas para el quinquenio 1986-1990. Ese año marcó definitivamente el inicio de un período de estancamiento en el resultado económico global (de falta de crecimiento económico) del que no se logra salir a pesar de ciertas mejorías puntuales. Así, la situación económica con la que Cuba arriba a 1990 era extraordinariamente compleja.

En el quinquenio 1986-1990 la economía no creció, se estancó. Las importaciones totales – en términos reales – decrecieron 20%. Los suministros desde los países socialistas se tornaron inestables, y decrecieron definitivamente. La renegociación de la deuda externa y los desbalances financieros obligaron a una contracción de las importaciones, desde el área de moneda convertible. Esto argumenta que la situación económica con la que Cuba arriba a 1990 era extraordinariamente compleja en el ámbito económico y político.

La Rectificación se basó en la renuncia a prácticas calificadas de mediocres y burocráticas en la planificación; crítica a la mentalidad importadora; perfeccionamiento de los procesos inversionistas; incremento en las obras sociales, como viviendas, instalaciones de asistencia médica primaria, círculos infantiles, entre otros. Fueron promulgadas medidas y disposiciones legales para eliminar los excesivos errores detectados en materia de trabajo y salarios; se eliminaron los mercados agropecuarios; fue recuperada la voluntad hidráulica, el trazado de via-



les, etcétera; y renació la industria de materiales de la construcción. Surgieron «novedosas» formas organizativas de ocupación, los «contingentes», portadores de valores, conceptos y mecanismos renovadores de incentivos al trabajo y atención al hombre. En el plano movilizador se rescató el «trabajo voluntario» y se revitalizó la organización de «microbrigadas» para la construcción de viviendas. En el desarrollo social se impulsaron programas en el turismo, en la esfera alimentaria, el llamado Plan Turquino en las zonas montañosas del país y se implementaron variadas experiencias en el sector empresarial²¹.

En los quince años durante los cuales Cuba fue miembro del CAME, se vio beneficiada por los acuerdos de precios justos y por los créditos comerciales a largo plazo, en 46 000 millones de dólares. Los países del CAME se convirtieron en sus principales socios económicos, recibieron la mayoría de sus exportaciones y abastecieron una parte sustancial de las importaciones cubanas, según se puede observar en la tabla siguiente²².

Comercio de Cuba con países del CAME			
Exportaciones cubanas al CAME (% del total)		Importaciones cubanas del CAME (% del total)	
Azúcar	63 %	Alimentos	63 %
Níquel	73 %	Materias primas	86 %
Cítricos	95 %	Combustibles y lubricantes	98 %
Ron y otras bebidas	80 %	Productos químicos	57 %
Displays y componentes electrónicos	100 %	Maquinarias y equipos	75 %

En un balance de la estrategia económica cubana en 1959-1989 se refleja lo siguiente:

- Durante treinta años (de 1959 a 1989) el producto interno bruto más que se triplicó y creció al 4% como promedio anual. Este crecimiento se obtuvo sobre la base de una elevación de la densidad energética de la producción y una masiva inversión con bajos rendimientos de los medios básicos.
- En los quince años, durante los cuales Cuba fue miembro del CAME, el país se vio beneficiado por los acuerdos de precios justos y los créditos comerciales a largo plazo, en 46 000 millones de dólares.

21. Véase Julio A. Díaz Vázquez, *op. cit.* (en nota 2).

22. Miguel Alejandro Figueras, «La economía cubana 1959-1989», Conferencia en la Universidad de La Habana, junio de 2008 (inédito).

- En el caso cubano se demostró que, si bien la ayuda externa resulta decisiva en el proceso de desarrollo, el logro de una dinámica endógena que permita transformar y disminuir la dependencia de la ayuda externa resulta más que indispensable²³.
- Cuba es el primer país de América Latina que incorpora el mejoramiento social a su estrategia de desarrollo de manera explícita como la primera prioridad.
- Hay una elevada subordinación a prioridades de orden político, asociadas a la supervivencia de la Revolución.
- Ocurren importantes avances en la agricultura, relacionados con el incremento de las tierras incorporadas al cultivo (más que se duplican, pues de dos millones de hectáreas bajo cultivo en 1958 se pasa a 4,4 millones en 1989), el mejoramiento de las condiciones de vida en el medio rural, la humanización del trabajo en el sector con la mecanización y quimización de las labores. Sin embargo, tal dedicación de recursos no se tradujo en crecimientos productivos de similar magnitud, por la persistencia de bajos niveles de productividad y eficiencia.
- En la industria, se eleva el procesamiento industrial de materias primas agropecuarias tales como leche, carnes, hortalizas, frutas y arroz; se incrementa la industria básica de fertilizantes; se aumenta la capacidad de molida de la industria azucarera en doce millones de arrobas por día; se fomenta la industria de derivados de la caña de azúcar; se crea la base energética nacional y la industria de construcción de maquinaria y equipos, sumado a la ampliación de la capacidad de producción de acero y a la creación del complejo farmacéutico-biotecnológico.
- Se desarrolló fuertemente la industria de materiales de la construcción, indispensable para todo el proceso inversionista que se estaba desarrollando, y sobresa la construcción de nuevas fábricas de cemento.
- Se consiguieron relevantes logros sociales como un alargamiento de la esperanza de vida, que llegó a ser superior a los setenta años; una disminución de la mortalidad infantil, que se ubicó alrededor de once por cada mil nacidos vivos; y una mejoría en la tasa de mortalidad materna, entre otros.

No obstante los progresos obtenidos, hubo incompatibilidades (o la falta de un completo alineamiento) entre la estrategia definida en cada uno de esos períodos, la política económica adoptada y los mecanismos e instrumentos utilizados para llevarla a cabo.

23. José Luis Rodríguez, *op. cit.* (en nota 6), p. 212.



El período 1990-2000

Los años noventa le pararon a Cuba nuevos retos, con cierta analogía a los enfrentados en los años iniciales del proceso revolucionario, pero en cierta medida mayores, ya que Cuba se encontró por primera vez dependiendo únicamente de sus propios esfuerzos.

La desarticulación de las relaciones económicas de Cuba con el extinto campo socialista sumada a la situación económica interna adversa, hace que se configure una estrategia de supervivencia o emergencia denominada Período Especial en Tiempo de Paz que intentó minimizar las afectaciones de la crisis en la población.

Entre 1990 y 1993, se procura que la transmisión de la crisis hacia la sociedad fuera lo más equitativa posible, se produce una apertura externa fundamentalmente, se prioriza a los nuevos generadores de moneda libremente convertible (turismo y biotecnología) y se realiza la incorporación de la inversión extranjera a estos esfuerzos de crecimiento económico, entre otras medidas. Sin embargo, la crisis continuó profundizándose por la acumulación de desequilibrios financieros internos, lo cual conduce a una apertura interna de gran alcance, a partir de 1993²⁴.

Las medidas de ajuste en la década del noventa fueron bastante amplias o tuvieron varios planos de análisis, como los *ajustes macroeconómicos* donde se realizó un proceso de saneamiento financiero interno para disminuir el exceso de liquidez monetaria en manos de la población y el déficit del presupuesto. Se crea un mecanismo de asignación de las divisas a partir de la creación del sector emergente (turismo, empresas mixtas, sociedades mercantiles, esquemas de autofinanciamiento en divisas) y la introducción de los presupuestos de ingresos y gastos en divisas²⁵.

En el ámbito social se elaboran medidas para mantener los empleos y los ingresos de los trabajadores, a pesar de que sus empresas estaban paralizadas, por la vía del subsidio estatal a estas, y se iba realizando un ajuste gradual del empleo por medio de un proceso de redimensionamiento de las capacidades existentes. Por otro lado, los bienes de consumo disponibles se trasladaron casi en su totalidad al sistema de racionamiento, para tratar de garantizar una distribución equitativa. Se incrementan los precios a los cigarrillos y bebidas.

Se implementan otras medidas como la de brindar mayor apertura al capital extranjero y la creación de un sector emergente de magnitud elevada. En el sec-

24. Omar Everleny Pérez Villanueva, *Reflexiones sobre economía cubana*, 2da. edición ampliada, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 2007.

25. Oscar Echevarría, «El modelo de ajuste macroeconómico: el caso de Cuba», in *Cuba: Investigación Económica* (publicación del INIE), nº 3-4, julio-diciembre de 1997.

tor agropecuario se transformaron las granjas estatales en cooperativas de producción agropecuarias (UBPC); se entregaron tierras en usufructo para ciertos cultivos; y se creó el mercado agropecuario con precios de libre formación. Se legaliza la circulación de la divisa extranjera, se autorizan las remesas, se crean las casas de cambio (CADECA S.A.) y cuentas bancarias en esas monedas, así como el desarrollo de la red de tiendas para su captación por el Estado. Se da mayor espacio para el empleo por cuenta propia.

También se produce una reducción de los Ministerios y organismos centrales del Estado. Se reorganizan las empresas estatales: simplificación de estructuras, creación de nuevas formas empresariales (corporación, unidad básica empresarial); incorporación de nuevas funciones, incluyendo sistemas de autofinanciamiento en divisas. Se reestructura el sistema financiero-bancario, con la creación de un Banco Central y la diversificación de las instituciones bancarias y de sus funciones.

Se producen cambios en la planificación en la cual se le fijó un monto específico en divisas que debían aportar las entidades generadoras de ingresos en esa moneda. Se introducen espacios de mercado, especialmente en divisas para las empresas. Se moderniza el sistema de contabilidad, se crea la Oficina Nacional de Auditoría y la Oficina Nacional de la Administración Tributaria.

Un balance de esas medidas nos permite afirmar que se promovió una mayor descentralización de la economía, nuevos espacios para las relaciones monetario-mercantiles, mayor protagonismo y responsabilidad sobre sí mismas a las empresas estatales y mayores incentivos a diferentes sectores de la población²⁶.

Fue muy importante para todas estas medidas la modificación de la Constitución de la República en 1992, que introdujo cambios en el carácter de la planificación, en el régimen de propiedad y, además, eliminó el monopolio estatal del comercio exterior.

En esta etapa se lograron tanto resultados positivos como negativos, entre los que sobresalen:

- A pesar de la mayor caída del PIB de la historia revolucionaria, de alrededor del 35 % entre 1989 y 1993, con las medidas internas que se toman a partir de 1993, este se incrementó en 21 % entre 1993 y 1999.
- De un déficit del presupuesto del Estado del 33,5 % del PIB en 1993, se alcanzó en el año 2000 un déficit del 2,4 % del PIB.
- La liquidez acumulada en manos de la población que representó el 73 % del PIB en 1993, en 2000 era de menos del 40 % del PIB, pero siguió incremen-

26. Jorge Domínguez, Omar Everleny Pérez y Lorena Barbería, *Cuban Economy at the Start of the Twenty-First Century*, Harvard University, Boston, 2004.



tándose en unos pocos depositarios; es decir, se produjo una gran concentración en los ahorros o en depositarios de dinero por parte de la población.

– Aunque disminuyeron los precios en los mercados de libre formación, como en el caso del mercado agropecuario hasta 1996, a partir de ese año se incrementaron en algunos productos, o se mantuvieron en otros.

– Se produce una disminución de la tasa de cambio del dólar desde sesenta pesos en 1994; y se estabiliza entre veintidós y veinticuatro pesos por dólar, beneficiado por la creación de las Casas de Cambio oficiales.

– Se diversifican las fuentes de ingreso en divisa del país, con mayor participación del turismo, de los servicios internacionales de transporte aéreo, y del comercio interno en divisas.

– Se recuperaron exportaciones tradicionales como níquel, pesca, tabaco y ron.

– En el plano social, si bien se incrementaron los servicios de salud y educación, estos perdieron calidad con respecto a otros períodos y además se incrementaron y afianzaron las desigualdades sociales, a niveles nunca vistos en la etapa revolucionaria.

No se puede prescindir de estos análisis el recrudecimiento de las agresiones económicas del gobierno de los EE.UU. hacia Cuba, ya que se aprueba en el período de 1996 a 1999 la Ley Helms-Burton, se introduce la Torricelli Act para entorpecer el comercio, se producen agresiones de tipo biológico contra la isla, y se realiza por la OFAC una persecución de los activos cubanos en el mundo a niveles crecientes.

El período 2001-2008

En este período se logra un crecimiento promedio anual del 6,5% del PIB a precios constantes de 1997, pero con diferente ritmo, ya que de 2001 a 2003 solo se crece a un 2,9% anual, mientras entre 2004 y 2008 se alcanza un promedio anual de 8%; en esto influyó el crecimiento muy favorable de las exportaciones de servicios profesionales, entre otros elementos.

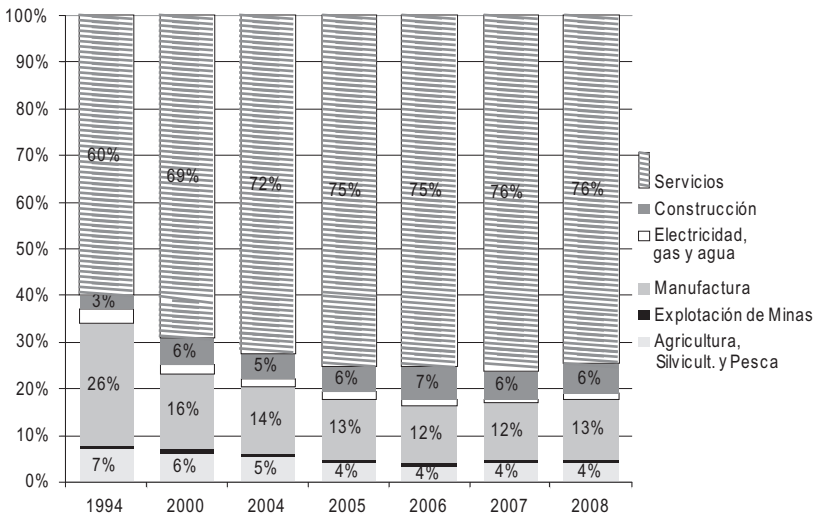
En el año 2002, se produjo un cambio en la base de precios, pues se medía a precios de 1981, y se comenzó a medir el producto interno bruto (PIB) a precios constantes de 1997. Posteriormente se hizo una reevaluación, donde el PIB comenzó a llamarse PIB social sostenible, lo cual ha permitido acelerar el ritmo de crecimiento económico, ya que se ha incluido una nueva forma de valorar los servicios que se ofrecen en Cuba, especialmente los de salud y educación.

En la estructura del PIB se manifiesta una tendencia acelerada a la reducción del peso relativo en su composición de los sectores de la agricultura, construcción

y transporte, y se destaca un incremento importante de los servicios que ya aportan al PIB el 76%.

El crecimiento que se ha logrado a partir del año 2004 se ha debido especialmente al sector externo, en especial por los ingresos provenientes de la venta de servicios médicos y el turismo, mientras que los sectores productivos (agricultura, minería e industria) muestran tasas de crecimiento promedio anual muy cercanas al 1% (en el período 2001-2007), como resultado de un proceso de deterioro continuado del sistema productivo nacional. Véase el gráfico 3.

GRÁFICO 3 : ESTRUCTURA DEL PIB (A PRECIOS DE 1997)



En el año 2004 se produce un retorno a las prácticas centralizadoras; la evolución de esa tendencia descansó en la revisión de la política de reforma que se siguió durante el decenio anterior. Una de las medidas de ese corte fue la Resolución 92 de 2004, por sus implicaciones en el desarrollo empresarial cubano, aunque surgieron innumerables resoluciones y disposiciones que apuntaban a la centralización en otros organismos como el Ministerio de Economía y Planificación, específicamente las que ajustaron el objeto social de las entidades nacionales.

La Resolución 92/04 del Banco Central de Cuba (BCC) formó parte de un proceso de transformaciones en la política de control de cambio del país. Proceso que se inicia en julio de 2003, con la emisión de la Resolución 65/03 que disponía el uso del CUC como único medio de pago para denominar y ejecutar las transacciones que hasta esa fecha se realizaban entre entidades cubanas en USD



u otras monedas extranjeras (ME). También dispuso la presentación con suficiente antelación por parte de las entidades cubanas de la solicitud de compra de ME mediante los Bancos Comerciales y el papel regulador del BCC en la emisión de las autorizaciones a través de los Bancos para la compra de ME solicitadas por las empresas. Después se emite la Resolución 80/04, que hace extensivo el uso del CUC como moneda de pago en el país para la población, y sustituye el uso del USD y otras ME. Se estableció un gravamen del 10%, en el momento de la compra de CUC contra efectivo en USD. Posteriormente, se prohibieron los depósitos en efectivo en USD en cuentas de Sociedades mixtas y extranjeras, con excepciones debidamente autorizadas por el BCC.

La Resolución 92/04, marcó un cambio significativo en las relaciones comerciales y financieras entre las empresas cubanas y el exterior. Dicha Resolución establece en general un mecanismo cerrado y centralizado desde la base hasta la superestructura en los procesos comerciales y financieros de las empresas cubanas, lo que por ende limita su accionar.

Lo que marca la diferencia en relación con otras medidas fue el haberle dado al BCC el papel regulador en las autorizaciones de la compra de ME no en el momento del pago como hasta la fecha, sino antes de cerrarse las transacciones comerciales ya fueran en ME como en CUC. Además, con la creación de la Cuenta Única de Ingresos en divisas del Estado, se contribuyó al control centralizado de la asignación de los recursos financieros recaudados, lo cual también es un aspecto diferenciador.

Es innegable que estas medidas centralizadoras aplicadas han aportado resultados positivos, en el corto plazo, específicamente para las autoridades gubernamentales, pero en paralelo, han generado factores de incertidumbre en diferentes ámbitos empresariales, de acuerdo con criterios de las propias empresas, y expertos en el tema, y su impacto en muchas empresas no ha sido positivo.

En el ámbito de la estructura de la economía, el país transitó hacia la diversificación de los motores del crecimiento desde la producción y exportación de azúcar a la exportación de servicios turísticos, remesas y el capital extranjero, y luego a la exportación de níquel y de servicios intensivos en conocimiento a partir de 2004, con el consecuente escalamiento en el valor agregado de las actividades decisivas para la economía del país²⁷.

Los bajos niveles en la producción agrícola con el consecuente incremento de las importaciones de alimentos en condiciones de una escalada en sus precios, han hecho necesario un replanteamiento de la política y estrategia agrícola, en busca de un desarrollo consecuente con esta situación y de nuevas formas que estimulen

27. Juan Triana Cordoví, *De los desequilibrios a las distorsiones. Cómo crecer en el futuro inmediato*, CEEC, La Habana, 2008.

las potencialidades de la fuerza de trabajo. Así a partir del 2008, se realizaron modificaciones en componentes de la política agrícola, para dar una mayor fortaleza a las empresas municipales; es decir, el grado de verticalidad de las decisiones se ha reducido, se ha creado un incipiente mercado de insumos agrícolas, se han entregado tierras ociosas a quienes la quieran trabajar en régimen de usufructo y además se ha ofrecido ganado a productores privados, entre otras medidas.

En los últimos años, el otorgamiento de las licencias a los trabajadores por cuenta propia, en especial en determinados oficios, se ha paralizado, por lo cual la búsqueda de alternativa al llamado «cuentapropismo» puede ser el fomento del cooperativismo en los servicios y en sectores productivos complementarios al sector industrial estatal, que contribuya a mejorar la eficiencia general del sistema, y permita incrementar los ingresos de los trabajadores.

A partir del 2008 comenzaron a aparecer señales de la voluntad gubernamental de hacer más viable el socialismo cubano, y esto viene dado por las medidas de erradicación de prohibiciones que estaban vigentes y otras medidas, entre las cuales pueden señalarse:

- la liberalización para los cubanos de la venta de algunos artículos de la red comercial, como las computadoras y equipos de reproducción de DVD.
- El acceso a servicios como la telefonía celular, que estaban reservados a empresas, sector diplomático y ciudadanos extranjeros.
- Levantamiento a las restricciones a los cubanos de alojamiento en hoteles reservados al turismo internacional.
- el anuncio de la flexibilización en la formación de los salarios con la Resolución 9 del Ministerio del Trabajo y Seguridad Social.
- Decreto Ley No. 260 de 2008 de tratamiento laboral y salarial a maestros y profesores jubilados para que se incorporen a las aulas.
- Decreto Ley No. 259 sobre la entrega de tierras ociosas en usufructo.
- Decreto que permite el plurempleo.

Deberán analizarse la devaluación del tipo de cambio oficial y la creación de un mecanismo cambiario para el peso cubano en las instituciones estas dos acciones como parte del proceso de erradicación de la doble moneda; la sustitución de la libreta de abastecimiento por otro sistema de subsidios más eficaz y con mejores efectos distributivos; y las transformaciones institucionales que han llevado a la reducción de la cantidad de ministerios se trabaja en variar las funciones y grado de centralización del sector público.

Otro número de cambios transcurren dentro de una política económica que parece tener como prioridades la sustitución de importaciones, en particular en la agricultura, retomar la inversión extranjera y la diversificación de las relaciones comerciales y financieras con el exterior. Las propias transformaciones y políti-



cas, durante el proceso de su aplicación conllevarán o motivarán el surgimiento de nuevas medidas dentro del contexto sistémico en que se desenvuelven.

Falta por ver si en algún momento se definen las nuevas reglas generales para el funcionamiento de la economía y si estas llegan a otorgarle un mayor papel al mercado, a las cooperativas y a otras formas de propiedad. Así, todo indica que los cambios en la economía cubana apenas están comenzando; los pasos ejecutados hasta hoy solo representan una pequeña proporción de los requeridos para alcanzar los objetivos planteados, para aumentar el nivel de vida de la familia cubana y hacer viable el modelo por que se esta apostando.

Conclusiones

El balance general de estos cincuenta años revela algunos elementos sin duda interesantes.

La existencia de la estrategia de desarrollo económico en Cuba ha estado casi siempre ligada y sustancialmente subordinada a la lucha de clases derivada de la magnitud y cualidad de las medidas que desde un inicio adoptara la Revolución, así como a la confrontación principal que ha enfrentado el país con las aspiraciones intervencionistas norteamericanas, y al grado de relaciones con algún país o bloque económico.

Hay que señalar que la economía cubana en este medio siglo, se ha caracterizado por diferentes ciclos económicos, tanto de auge como de declive, que en algunos casos están relacionados con los cambios en la inserción económica internacional o con modificaciones de esa inserción.

La experiencia ha demostrado lo importante de la ayuda externa en el proceso de desarrollo, pero ha sido muy complicado el logro de una dinámica endógena que permitiera transformar y disminuir la dependencia de esa ayuda.

Resultan incuestionables los logros en la esfera social en estos años en Cuba, y estos constituyen a su vez retos y oportunidades hacia el futuro.

Las reformas económicas de la década del noventa introdujeron mecanismos de mercado, a la vez que se mantuvieron los logros o la prioridad social, pero una vez que se estabilizó la economía, se observan cambios de instrumentos y mecanismos, no siempre con los resultados que se desean.

A partir de los años noventa se generaron distorsiones en el funcionamiento de la economía para las cuales no se pusieron adecuadamente los mecanismos para cambiar los desequilibrios existentes. En otro sentido, la sociedad cubana se reestratificó sobre bases que no se corresponden con la esencia misma de su proyecto social.

La prolongación en el tiempo de serias y complicadas distorsiones se ha convertido hoy en uno de los principales problemas que enfrenta el crecimiento de la economía cubana, no obstante las altas tasas de crecimiento conseguidas en estos últimos años.

La voluntad gubernamental aún no logra dar la solución óptima a la situación de los ingresos para una mayoría de las familias cubanas, a pesar de los incrementos salariales del año 2005, y los realizados posteriormente; todavía existen segmentos de la población que no llegan a cubrir sus gastos con los ingresos formales que perciben, por lo cual deben recurrir a fuentes alternativas o prescindir de un conjunto de bienes y/o servicios.

Los indicadores económicos recientes muestran que la economía está en una etapa de crecimiento pero con desaceleración, donde mantienen las restricciones externas, fundamentalmente el bloqueo, la estructura económica deformada, la depreciación de los bienes de capital, y donde los niveles de eficiencia interna no han alcanzado sus potencialidades, entre otros elementos.

Se mantienen presentes problemas pendientes, algunos heredados desde antes del llamado Período Especial, como la ineficiencia del modelo económico implementado, y otros como consecuencia inevitable de los cambios experimentados, tales como la dualidad monetaria.

Cuba, en el mediano y largo plazo, está obligada a analizar detenidamente los caminos del crecimiento y desarrollo económico, para hacer congruentes esos esfuerzos con aquellas ventajas que en el orden del conocimiento y la educación de los cubanos el gobierno ha creado.

Por tanto, el diseño estratégico futuro a partir de la experiencia de estos cincuenta años debe estar dirigido a la búsqueda de alternativas de crecimiento sostenido y acelerado, en un complejo equilibrio entre factores políticos, sociales y económicos, donde más allá de los factores objetivos que explican la complejidad de la crisis económica es imprescindible un debate acerca de las alternativas que pueden reducir su impacto; cualquier propuesta u opinión por supuesto que es polémica, pero es necesario transitar por ese debate actual, lógicamente dentro del contexto del sistema económico social que se ha venido implantando en los últimos cincuenta años, y tal como dijera el presidente cubano: «No aspiramos a la unanimidad, que suele ser ficticia, en este o en cualquier otro tema»²⁸.

28. Raúl Castro Ruz, presidente del Consejo de Estado y de Ministros, en el discurso pronunciado el 26 de julio de 2008, en Santiago de Cuba.



BIBLIOGRAPHIE

- **BANCO NACIONAL DE CUBA**, *Informe Económico*, La Habana, agosto 1982, p. 44.
- **COLECTIVO DE AUTORES**, *Estructura económica de Cuba*, tomo I, p. 141, La Habana, Editorial Félix Varela, 2000.
- **COLECTIVO DE AUTORES**, *Juan F. Noyola: su pensamiento y acción en la Revolución Cubana*, La Habana, ANEC, 1982.
- **JUNTA CENTRAL DE PLANIFICACIÓN**, «Plan de Desarrollo Económico presentado por Cuba en el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) para la asistencia 1973-1977», *Revista Economía y Desarrollo*, n° 13, 1972, p. 192-193.
- **ALVAREZ Elena**, «Cuba: Un modelo de desarrollo con justicia social», *Cuba: Investigación económica*, n° 2, abril-junio 1998.
- **CARRANZA Julio, MONREAL Pedro, GUTIERREZ Luis**, *Cuba: la reestructuración de la economía. Una propuesta para el debate*, La Habana, Nueva Sociedad, 1997.
- **CASTRO Fidel**, *Informe del Comité Central del Partido Comunista de Cuba a su Primer Congreso*, La Habana, Editora Política, 1975.
- **CASTRO Fidel**, *Informe Central al II Congreso del PCC*, La Habana, Editora Política, 1980.
- **DOMINGUEZ Jorge, EVERLENY PEREZ Omar, BARBERIA Lorena**, *Cuban Economy at the Start of the Twenty-First Century*, Boston, Harvard University Press, 2004.
- **ECHEVARRIA Oscar**, «El modelo de ajuste macroeconómico: el caso de Cuba», *Revista Cuba: Investigación Económica*, n° 3-4, julio-diciembre 1997.
- **EVERLENY PEREZ Omar**, *Reflexiones sobre la economía cubana*, Segunda Edición Ampliada, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2007.
- **GONZALEZ Alfredo**, «Economía y sociedad: los retos del modelo económico», *Cuba: Investigación Económica*, n° 3-4, julio-diciembre 1997.
- **PEREZ Humberto**, «Discurso en el acto de clausura del Seminario Nacional de Preparatorio para la elaboración de los estudios de la estrategia de desarrollo perspectivo económico y social hasta el año 2000», *Economía y Desarrollo* n° 51, La Habana, enero-febrero 1979.
- **RODRIGUEZ CARLOS Rafael**, «A propósito del empleo en Cuba», *Las bases del desarrollo económico de Cuba*, La Habana, 1956.
- **RODRIGUEZ CARLOS Rafael**, «La división internacional del trabajo y los países subdesarrollados», *Letra con Filo*, tomo 2, La Habana, Editorial Ciencias Sociales, 1960.
- **RODRIGUEZ José Luís**, *Estrategia de desarrollo económico de Cuba*, La Habana, Editorial Ciencias Sociales, 1990.
- **RODRIGUEZ José Luís, LOPEZ COLL Armando, LEAL DIAZ Leida, AYALA CASTRO Héctor, CRUZ REYES Jesús**, *Cuba: Revolución y Economía 1959-1960*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1985.
- **VILARIÑO Andrés, DOMENECH S**, *El sistema de dirección y planificación de la economía en Cuba: Historia, actualidad y perspectiva*, La Habana, Editorial Pueblo y Educación, 1986.
- **TRIANA CORDOVI Juan**, «Las Estrategias de Desarrollo en Cuba en el Período 1959-1989», Tesis para la Obtención del Grado Científico de Doctor en Ciencias Económicas, La Habana, 1999.
- **TRIANA CORDOVI Juan**, *De los desequilibrios a las distorsiones. Como crecer en el futuro inmediato*, La Habana, CEEC, 2008.
- **TRIANA CORDOVI Juan**, «Cuba 1998: la reanimación económica y las restricciones al crecimiento». En libro «Balance de la Economía Cubana a finales de los 90», La Habana, CEEC, marzo 1999.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'orientation de la stratégie de développement économique et social de Cuba avait été ébauchée en 1953 dans le fameux texte de Fidel Castro, connu sous le titre « L'histoire m'absoudra », dans lequel étaient énoncés les principaux problèmes à traiter. Ces objectifs formeront l'essence de la politique économique et sociale du pays à partir de 1959, ouvrant ainsi une période de grandes transformations et de changements, dont l'objectif premier était de faire disparaître les bases de l'économie précédente. C'est pourquoi la politique économique du gouvernement cubain s'est focalisée sur la transformation de l'héritage reçu. La volonté de ces transformations dans le domaine économique a toujours accompagné les urgences et les stratégies d'ordre politique. Ces transformations sont liées à de grandes étapes de la formation et de la mise en pratique de ces stratégies de développement. Ce travail tente de montrer que l'économie cubaine, dans ce demi-siècle, s'est caractérisée par différents cycles économiques, de croissance comme de récession, souvent en rapport avec les changements de son insertion économique internationale ou les modifications de cette insertion. Mais en général les résultats économiques obtenus n'ont pas été ceux qui étaient attendus, ni souhaités par les Cubains.

Las pautas para la estrategia de desarrollo económico y social de Cuba habían quedado esbozadas desde 1953 en el histórico documento de Fidel Castro, conocido como « La historia me absolverá », en donde se resumían los principales problemas a erradicar. Estos objetivos se convierten en la esencia de la política económica y social del país, comenzando así un período de grandes transformaciones y cambios, que tuvo como primera etapa hacer desaparecer las bases de la economía anterior. El intento de esas transformaciones en el

campo económico estuvo siempre acompañando a las urgencias y a las estrategias de orden político. Se distinguen grandes etapas en la conformación y puesta en práctica de esas estrategias de desarrollo. Este trabajo intenta señalar que la economía cubana en este medio siglo, se ha caracterizado por diferentes ciclos económicos, tanto de auge como de declive, y en muchos casos relacionado a los cambios en la inserción económica internacional o a modificaciones de esa inserción. Pero en general los resultados económicos logrados en algunos períodos, no han sido los esperados, ni los deseados por los cubanos.

The guidelines for the strategy of economic and social development of Cuba, as of 1959, had been outlined from 1953 in the historical document of Fidel Castro, known as « The History will Absolve Me », in which were identified the main problems to eradicate, and these objectives became the essence of the economic and social policies of the country, beginning therefore a period of great transformations and changes. Its immediate goal was to deconstruct the bases of the previous economy. For that reason, the economic politics of the Cuban government were concentrated in transforming the received inheritance. The attempt to transform the economic field was always linked to emergencies and strategies of political order. These transformations included different main stages in the conformation and implementation of those development strategies. This article intends to show that the Cuban economy in this half century, has been characterized by different economic cycles, as much of growth as of recession, and in many cases related to the changes in Cuba's international economic insertion or to the modifications of that insertion. In general the obtained economic results, have not been the ones hoped nor wished by the Cubans.

MOTS CLÉS

- **Stratégie économique**
- **Développement**
- **Équité sociale**
- **Centralisation**

PALABRAS CLAVES

- **Estrategia económica**
- **Desarrollo**
- **Equidad social**
- **Centralización**

KEYWORDS

- **Economic strategy**
- **Development**
- **Social equity**
- **Centralization**

El conflicto Cuba/Estados Unidos, nuevas realidades versus viejas recetas : los límites del cambio

El conflicto entre los gobiernos de Cuba y los Estados Unidos transita ya por la quinta década, en ese periodo de tiempo, cada presidente norteamericano que pasó por la Casa Blanca trató infructuosamente de lograr resultados donde sus predecesores fallaron empleando el mismo instrumento político. Con las excepciones de Carter y Clinton que ensayaron algunas medidas parciales de relajamiento al embargo, nunca se llegó a cuestionar seriamente las bases de tal política. Tal persistencia ha llevado a crear una imagen sobre la actitud norteamericana en que se le asocia con la irracionalidad y una ineficacia sin precedentes en la historia moderna de las relaciones internacionales. Inoperante para alcanzar sus propósitos declarados de lograr el cambio de régimen, esa política ha terminado por deshabilitar incluso la posibilidad de mantenerse en contacto con el país real, y en consecuencia adaptarse.

Tras la elección de Barack Obama, las expectativas sobre un posible cambio se han reactivado. Entre la multitud de problemas domésticos e internacionales que deberá encarar, quizás como en pocas ocasiones anteriores existe una oportunidad real para intentar cambios en una dirección constructiva, en la que ambos países colaboren en asuntos de interés recíproco. Esto no significa en modo alguno que vayan a desaparecer elementos de discrepancia, unos de carácter histórico o cultural, y otros de naturaleza política, sin embargo, no serían demasiado diferentes de los desacuerdos que existen entre Cuba y varios de los países con los cuales se sostienen relaciones económicas y diálogo político den-

tro de las normas internacionales de convivencia y de respeto por la soberanía de los estados. Más tarde o más temprano habrá que buscar soluciones compartidas, al menos para problemas que por su naturaleza no pueden ser resueltos de manera unilateral, como la protección medioambiental, el control del contrabando de estupefacientes, el tráfico de personas y la colaboración en la prevención y recuperación de desastres naturales por citar algunos.

Cambios en Cuba, Miami y Washington, ¿hacia dónde va el embargo?

A lo largo de estos 50 años, el conflicto entre los dos países se exacerbó y quedó estancado en un callejón sin salida, mientras tanto, en los tres polos del conflicto se fueron produciendo cambios, los más relevantes de ellos en la sociedad cubana, su economía, las ideas y el entorno internacional en que se inserta.

Estas transformaciones se vinculan a dos momentos diferentes, primero, la reacción de supervivencia desencadenada a inicios de la década de los 90 tras el colapso del campo socialista, y el segundo tras la elección de Raúl Castro como presidente, en que se plantea una etapa de cambios con otro carácter en respuesta a la acumulación de fallas y tensiones internas.

La implosión del campo socialista representó un catalizador externo que dejó al descubierto distorsiones institucionales y trabas burocráticas que sumadas a la crisis de inserción internacional colocaron el país al borde del colapso económico. Las reacciones desencadenadas por este shock incluyen entre los cambios más importantes a mencionar: que por primera vez en la historia cubana el azúcar dejó de ser el motor económico del país, siendo desplazada por el turismo y las exportaciones de servicios médicos; la apertura a los bancos y la inversión extranjera, la redistribución de la propiedad estatal en favor del sector cooperativo y privado; la segmentación de la economía en dos monedas, generándose una tensión permanente en cuanto a la eficiencia, los salarios y los precios, reforzada a su vez por las remesas enviadas desde el exterior que se convirtieron en un flujo significativo de ingresos.

Como consecuencia de estos y otros cambios, no tardaron en producirse impactos sociales: aparecieron problemas de pobreza, desigualdad creciente y reestratificación territorial junto al reforzamiento de la emigración del campo a las ciudades. Surgieron problemas que requerían respuestas en una escala sin precedentes, como la expansión de la corrupción y del desvío de recursos estatales. No es de extrañar entonces que todos estos fenómenos tuviesen también un reflejo en las ideas y los valores. Casi veinte años después, los efectos negativos principales del shock en el plano macroeconómico fueron revertidos, otros subsisten y se suman a nuevos desafíos. Hoy se ha transitado hacia otra etapa sin la presión



ni el sentido de emergencia de entonces, ya no se trata como en los años 90 de una crisis de reinserción internacional y de recomposición del sistema económico empujada por el shock externo, sino de una transformación político-institucional ante las nuevas realidades internas, un proceso que va mas allá del relevo generacional al que muchas veces se quiere reducir.

Como apuntara un intelectual cubano, el reto principal ahora está en cómo renovar el sistema sin crear problemas mayores [Alonso, 2008], no para «remendar un modelo agotado y disfuncional, que arrastra resabios del socialismo real euroriental, sino de articular progresivamente otro, en la lógica de los problemas y necesidades de la sociedad cubana actual» [Hernández, 2008]. La percepción de que el consenso social está a favor de cambios dentro y no como ruptura del sistema socio-político fue confirmada por dos vías totalmente diferentes [Ravsberg, 2008], una fue el llamamiento hecho por Raúl Castro a la población para que planteara las quejas y las propuestas concretas para solucionar los problemas, lo que genero una lista de 1,2 millones de planteamientos que constituyen la base inmediata de legitimación de las propuestas de cambio para el país en asuntos que van desde las excesivas prohibiciones y las trabas burocráticas que limitan (el acceso a los hoteles de los nacionales, o para poder viajar al extranjero), hasta otras más de fondo que sin duda requieren más tiempo, como la transformación de la agricultura, la apertura a la inversión extranjera hacia otros sectores, la reorganización de la producción, el sistema de propiedad, los bajos salarios y la doble moneda. La convocatoria a establecer un dialogo critico abierto en lo interno sacó de las manos de la tecnocracia el proceso de articulación de las soluciones para ponerle un sello diferente de transparencia e interacción.

De manera inmediata ya se han dado los primeros pasos, a nivel político y práctico. Se reconoció la insuficiencia de los salarios para cubrir las necesidades y que las practicas igualitaristas en estos habían sido contraproducentes, se ha señalado la necesidad de eliminar el hábito de promover la falsa unanimidad y se ha apelado explícitamente a flexibilizar el dialogo y la participación democrática respetando las diferencias; se eliminaron las prohibiciones para el consumo en moneda convertible para los bienes electrodomésticos, teléfonos celulares y servicios turísticos; comenzó la entrega de tierra a título individual para estimular la respuesta productiva ante las escaseces y la acrecentada importación de alimentos, y se flexibilizo la concesión de licencias para los transportistas privados.

Por un lado el proceso en sí mismo genera expectativas que inevitablemente se tendrán que adecuar a la disponibilidad efectiva de recursos, y de otro ha servido para rearticular el consenso interno en los temas y definir el carácter y velocidad de las transformaciones. La segunda fuente que confirmó la actitud de cambio dentro del sistema dando prioridad a temas económicos y regulatorios fue una encuesta realizada en el país por el Instituto Republicano de EEUU

[IRI, 2008]. Una parte considerable de los problemas identificados son comunes a los que afrontan muchos países subdesarrollados (crecimiento económico, competitividad internacional, pobreza, desigualdad, empleo, vivienda etc.), las diferencias se derivan del entorno político-institucional y sobre todo de los valores y las formas de participación política de los ciudadanos. Sin embargo, la advertencia pública de Fidel Castro en noviembre del 2005 de que la corrupción interna podía acabar con el sistema político¹ fue un reconocimiento claro de la envergadura que las distorsiones internas estaban tomando.

Quizás quien mejor ha expresado el deseo latente en la población fue Eusebio Leal, el historiador de la ciudad quien en ocasión del Congreso de los artistas y escritores expresara: «todos estamos esperanzados, ¿por qué?, porque el país, efectivamente, asume que lo que hasta ayer no fue conveniente o prudente, hoy es necesario»² [Leal, 2008]. En resumen hay en marcha un proceso de transformaciones que responde a las realidades internas, cuya dinámica se puede acelerar o frenar en dependencia de los resultados que se obtengan y de la percepción de estabilidad o riesgo que se derivan del contexto externo, incluyendo en ese sentido el clima de las relaciones con los Estados Unidos. Por ello, lo que suceda en el futuro de las relaciones bilaterales depende en gran medida de la capacidad de Cuba de transformarse a sí misma y del modo en que EE.UU. asuma esos cambios.

Como muestra de voluntad constructiva, Raúl Castro ha ofrecido en tres oportunidades al gobierno de B. Obama establecer conversaciones en condiciones de igualdad, insistiendo en que no habría gestos unilaterales sino pasos de reciprocidad.

Desde esa perspectiva, ante la movilidad de las circunstancias domésticas e internacionales, el bloqueo se consolida como una estrategia cada vez más rígida, sin contacto con la realidad cambiante del país, como señalara Julia Sweig, «la política hacia Cuba, dirigida esencialmente hacia el cambio de régimen ha sido por largo tiempo dominada por los deseos (*wishful thinking*), cada vez mas desconectada de la realidad de la isla, reforzada por un ambiente político que premia alimentar a la Casa Blanca con lo que ellos quieren escuchar» [Sweig, 2007]. Como consecuencia de la creciente pérdida de capacidad para influir en los acontecimientos que suceden en Cuba, y de la renovada inserción internacional de la isla mediante importantes acuerdos establecidos con China y Venezuela que le permiten contar con buenas proyecciones de crecimiento económico hacia el futuro, algunos analistas han llegado a considerar que ello sólo demuestra que «el

1. Fidel Castro, Discurso en la Universidad de La Habana, 17 de noviembre 2005.

2. Eusebio Leal, Intervención en el VII Congreso de la UNEAC, Palacio de las Convenciones, 2 de abril 2008.



fin del bloqueo puede no ser una prioridad urgente para la próxima generación de líderes políticos cubanos en el futuro inmediato»³ [Peters, 2006].

Del aislamiento a la criminalización internacional, los acomodados en la justificación de la política del bloqueo

En la década del 2000 la administración Bush amplió y profundizó la política de presión, no solo se restringieron los intercambios académicos, los viajes y el envío de remesas, Cuba es además incorporada a varias «listas» en las que se identifican a los países enemigos de los Estados Unidos a nivel internacional, estas son [Castro M, 2006]: 1) la lista de gobiernos patrocinadores del terrorismo internacional, 2) la de países con flagrantes violaciones de los derechos humanos, 3) países denominados «más allá del Eje del Mal», que incluye aquellos que tienen un programa en marcha, o la capacidad de desarrollar armas de destrucción masiva, 4) la lista sobre tráfico de personas para la explotación sexual y trabajos forzados, 5) lista de países con operaciones agresivas de inteligencia en territorio de EEUU. Todos estos elementos de «criminalización» tienen de una u otra manera efectos colaterales en el ámbito internacional que rebasan lo atribuible al conflicto bilateral. Paradójicamente, se ha señalado que los recursos destinados para reforzar el bloqueo serían mejor empleados en otras prioridades de la lucha contra el terrorismo como la persecución de las redes de financiamiento de al Qaeda [Colvin, 2008].

Incluso con una decidida voluntad de cambio, una administración situada bajo las presiones que Obama ha heredado no podría dedicar demasiado tiempo al tema cubano; algunas restricciones pueden eliminarse de forma expedita pero otras requieren un desmontaje gradual, para lo cual no hay garantía ninguna de que el Congreso, aun con el margen alcanzado por los Demócratas, estuviese dispuesto a ir más allá de los temas puntuales vinculados al turismo, las remesas y el comercio. Por lo tanto, aun contando con el deseo explícito de relajar parcialmente las restricciones, no cabe esperar que a corto plazo la nueva administración se involucre en una ofensiva para reformular a fondo la política del bloqueo, no es su aspiración ni tiene motivos de suficiente fuerza como para hacer de ello una prioridad.

El Factor Florida, los cambios demográficos empiezan a hacerse visibles en la política

Además de la proyección de los Estados Unidos el plano externo, hay que considerar la desmedida influencia de la comunidad cubano-americana de la Florida con respecto a su peso relativo en términos demográficos y económicos

3. «En sus años finales, el bloqueo no es ni la zanahoria ni el garrote que solía ser».

a escala del país. El Coronel Larry Wilkerson, ex Jefe de Despacho del Secretario de Estado Colin Powell, dijo sin rodeos en una entrevista que «la política norteamericana hacia Cuba no funciona porque un grupo de personas muy fuerte tiene una consideración antagónica con relación a Cuba atendiendo a sus propios intereses»⁴. Ese protagonismo y capacidad de influencia alcanzó su punto más alto durante el segundo periodo de gobierno de Bush, etapa en la que se reforzaron las restricciones hasta niveles sin precedente retro trayendo los resultados que previamente se habían alcanzado en temas como las conversaciones migratorias, los limitados viajes de turismo norteamericano, las visitas familiares y los envíos de remesas. Al propio tiempo, esta fue la etapa en que se nombro el mayor número de funcionarios de origen cubano americanos en puestos en la administración a distintos niveles. Esa influencia histórica hasta ahora solo había sido amenazada en dos ocasiones, una a la muerte de Jorge Mas Canosa, fundador y dirigente de la FNCA, en que se produce un fraccionamiento dentro de las organizaciones del exilio que llevo a la recomposición de sus posiciones, y la segunda cuando los incidentes relacionados con el regreso del niño Elián González puso por primera vez en evidencia que la comunidad había estado hablando por años en nombre del «interés de los Estados Unidos» sin que necesariamente sus visiones concordaran con lo que pensaba la mayoría de la población americana. Un periodista de la misma comunidad destacaba la paradoja de que «nunca un gabinete y un congreso estadounidenses han contado con una mayor participación e influencia de cubanoamericanos, pero al mismo tiempo ninguna administración anterior ha sido tan clara en dejar bien establecido que los actores políticos del futuro cubano se encuentran en la isla» [Armengol, 2008].

El cambio más profundo que ya comienza a manifestarse se debe a la recomposición demográfica y generacional. En las últimas elecciones locales se hizo visible un claro proceso de erosión de la preeminencia tradicional de los cubanoamericanos frente a la competencia de los intereses de otras comunidades de emigrantes, por primera vez los votantes de latinos de origen cubano no fueron mayoría, uno de los tres senadores cubanoamericanos apenas gano estrechamente la reelección; también por primera vez, todos los oponentes demócratas adoptaron posiciones favorables a la eliminación de las restricciones de viajes a Cuba y demás obstáculos. En lo adelante mantener las posiciones tradicionales será más difícil, la cuestión de Cuba en el sur de Florida ha pasado definitivamente de asunto predominante a un plano secundario desplazada por los intereses locales de empleo, vivienda etc, no solo entre las otras comunidades de hispanos sino

4. Larry Wilkerson, Coronel Jefe de Despacho del Ex Secretario de Estado Colin Powell, entrevista con Edmundo García, Programa *La Noche se Mueve*, Miami, octubre 11 de 2007, <http://www.lanochesemueve.us/Entrevista%20al%20Coronel%20Larry%20Wilkerson.pdf>



hasta entre los mismos cubanos residentes, especialmente los más jóvenes⁵. Este desplazamiento hacia temas y posiciones menos hegemónicas con respecto a Cuba se debe en parte a la creciente entrada de flujos migratorios de otras nacionalidades latinoamericanas, fundamentalmente de Centroamérica⁶, así como a una reorientación importante en el espectro de posiciones políticas dentro del grupo de cubanos residentes como resultado de la entrada de nuevos flujos migratorios más recientes que adoptan una actitud más pragmática hacia el gobierno de la isla y sus familiares. Las nuevas generaciones de emigrados y los jóvenes nacidos allí parecen cada vez menos dispuestos a asumir un discurso de ortodoxia e intransigencia que se sostiene a sí mismo como industria local, montado sobre patrones que no ofrecen ninguna opción realista hacia el futuro y que en la práctica llevó a afectar la continuidad de sus vínculos familiares.

Por otro lado, al ganar Obama el voto del estado de la Florida para los demócratas le permite una situación de menor compromiso con la comunidad cubana que voto mayoritariamente por McCain.

Diferentes visiones sobre el diálogo y la normalización de relaciones

Uno de los temas en que se espera que Obama tome acciones concretas para dar señales de rescate del interés de los EE.UU hacia América Latina es precisamente Cuba. Ya ha tomado decisiones para que en el menor tiempo posible sean sacados de Guantánamo los prisioneros allí retenidos, también se conoce de sus declaraciones a favor de restablecer los viajes familiares y las remesas. Desde al año 2003, siendo candidato al Senado, hablo a favor de levantar el bloqueo económico y rebajar las restricciones para viajes y envío de remesas. En febrero del 2008 señaló la necesidad de cambiar la actitud en Estados Unidos sobre este tema, declarando que si se producían signos de cambio en la isla había que estar preparados para avanzar hacia la normalización de las relaciones y atenuar el embargo. Habrá que esperar a ver qué hará en la práctica, pero al menos se ha manifestado reiteradamente en el sentido de aceptar la necesidad de cambiar de actitud, una posición confirmada por algunos de sus colaboradores « no podemos

5. Andy Gomez, Vicerrector del Instituto para Estudios Cubanos de la Universidad de Miami (UM), Agencia EFE, *Elecciones al Congreso en sur Florida pueden modificar relación EEUU con Cuba, 30 de octubre*, <http://mx.news.yahoo.com/s/30102008/38/nacional-elecciones-congreso-sur-florida-modificar.html>
6. Ver un análisis particularmente interesante de este proceso de recomposición de la estructura poblacional por distritos de la Florida y sus efectos en las agendas electorales, in Jolivet, Violaine *Miami a l'heure des elections, l'autre transition?*, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, presentación en el coloquio, «Cuba, Aujourd'hui, les paradoxes d'un demi-siècle de révolution», octubre 2008, IHEAL Sorbonne Nouvelle 3, CREDAL, Sciences-Po-CERI. www.iheal.univ-paris3.fr/spip.php?rubrique16

seguir haciendo lo mismo y esperar un resultado diferente» [Heredia, 2008], expresó recientemente Dan Restrepo, considerado uno de los asesores cercanos.

Diversas reacciones reflejan la expectativa que también el mismo Obama ha generado, Ignacio Ramonet, conocido periodista e intelectual apuntaba meses antes de finalizar la campaña que, de ser electo, Obama significaría una revolución «copernicana» para el sistema político cubano⁷ que se vería obligado a redefinir a su enemigo histórico en términos compatibles con una política más pragmática de «normalización» de las relaciones.

Por su parte, Fidel Castro se pronunció inequívocamente en uno de sus comentarios: «muchos sueñan que, con un simple cambio de mando en la jefatura del imperio, este sería más tolerante y menos belicoso. El desprecio por su actual gobernante conduce a ilusiones del probable cambio del sistema. No se conoce todavía el pensamiento más íntimo del ciudadano que tomará el timón sobre el tema. Sería sumamente ingenuo creer que las buenas intenciones de una persona inteligente podrían cambiar lo que siglos de intereses y egoísmo han creado. La historia humana demuestra otra cosa»⁸.

Ramon Sanchez Parodi, quien fuera el primer jefe de la Sección de Intereses de Cuba en Washington de 1977 a 1989 se hace eco de la ola de simpatía y esperanza que el triunfo de Obama levantara a nivel doméstico e internacional en un artículo en el que analiza los resultados electorales, pero al relacionar esta expectativa de cambios con el tema cubano su valoración toma un carácter más cauteloso, señalando que: «incluso, en Cuba algunos consideran que Obama podrá dar un golpe de timón en la actuación de Washington hacia la Isla, pero la situación en que se desenvuelve la “transición” (del equipo de gobierno) avizora que la tarea se torna cada vez más difícil» [Sanchez-Parodi, 2008].

En su conjunto, estas y otras opiniones reconocen una oportunidad para por lo menos reducir el nivel de agresividad sostenido en los últimos años, sin esperar mucho más que una «descompresión» parcial antes que un cambio sustantivo inmediato.

La normalización de relaciones, ¿en qué consiste? Entre lo deseable y lo posible

Múltiples propuestas sobre la normalización se han hecho en el tiempo, algunas se orientan con preferencia hacia acercamientos graduales con actores inter-

7. Jorge Halperín, Diálogo con Ignacio Ramonet, Director de *Le Monde Diplomatic*, «Obama puede provocar un sismo en el futuro de Cuba», 2 de marzo de 2008 www.diario/elmundo/4-99982-2008-03-02.html

8. Fidel Castro, *La Reunión de Washington*, 15 noviembre 2008, <http://www.kaosenlared.net/noticia/la-reunion-de-washington-1>



medios, otras se concentran en proponer los medios de favorecer el cambio interno y más recientemente han ido surgiendo valoraciones más pragmáticas que reemplazan la filosofía del cambio de régimen por un tipo de convivencia más o menos flexible. Entre las primeras⁹ argumenta que no habría muchas posibilidades de progreso en un «reacercamiento» sin transitar antes por la legitimación de los espacios de «diálogo informal» entre actores no institucionales de ambos gobiernos (tales como academia, prensa, cultura etc), para que estos interlocutores a su vez sirvan de intermediarios generando un clima constructivo que facilite la construcción de argumentos viables para las elites políticas de cada parte. Según esta perspectiva, los actores no institucionales tienen un papel inicial clave en ensayar o facilitar alternativas de diálogo. Otras posiciones – la mayoría – asumen un acercamiento en el que se le da prioridad al diálogo político directo de alto nivel entre ambos gobiernos, con prioridades que cambian en el tiempo, entre los trabajos más conocidos en ese plano están los de [Smith, 2003], [Dominguez, 1997], [Leogrande, 1997], [Pastor, 2001], [CastroM., 2006] y [Sweig, 2007]

Estudios más recientes como el Informe de Brooking Institution «Partnership for the Americas» apuntan hacia una dirección mixta que combina propuestas de «empoderamiento» de grupos de la sociedad civil cubana considerados atractivos por su supuesto potencial para socavar el control del gobierno (jóvenes, religiosos, negros, oposición política interna), con otras de corte más pragmático, que no se orientan hacia la creación y manipulación de la oposición interna, sino que sugieren pasar por una cooperación formal en temas de interés recíproco (migración, energía, narcotráfico y desastres naturales)¹⁰, así como otras que asumen que el cambio de régimen no es una opción realista y pudiera ser una fuente de conflictos indeseables, por lo que propone «reforzar las características positivas» del gobierno cubano en el mantenimiento de la paz y la seguridad, dejando temas más sensibles como democracia y derechos humanos para ser abordados en un plano multilateral¹¹.

No son las únicas, hay una amplia gama de alternativas e interpretaciones que en distintas épocas han dado prioridad a temas y métodos diferentes, existen del lado norteamericano tres factores que inhiben por el momento una negociación/solución dentro de los marcos vigentes: uno es el marco legislativo, la ley Helms-Burton que es el instrumento jurídico que codifica y regula el cumplimiento de las condiciones establecidas como indispensables para un proceso

9. Phillip Brenner, *A Puerta Cerrada: Re-thinking the Impasse in US-Cuban Relations* 27th International Congress of the Latin American Studies Association, Montreal, Canada; September 7, 2007

10. Abraham F. Lowenthal, «Toward Improving Cooperation in the Americas», Brookings, in *Partnership for the Americas Commission*, Background Document BD-01, May 2008.

11. Laurence Whitehead, «A Project for the Americas: Promoting Democracy and Strengthening the Rule of Law in the» Brookings, in «Partnership for the Americas Commission», Background Document BD-01, May 2008.

de re-establecimiento de relaciones, los requisitos allí establecidos, son lesivos para la soberanía cubana; segundo, la inercia que tiene la visión retórica establecida de lo que es «aceptable» para el gobierno americano con respecto a Cuba, solo si el gobierno cubano da las «señales» que EEUU establezca como «apropiadas», entonces habría disposición para negociar (un argumento que ya apareció en las declaraciones de Obama), y tercero, la recurrente actitud de los presidentes (los que han hecho intentos previos de acercamiento, Carter, Clinton), de protegerse de parecer flojos frente al sector más reacio del *establishment* político americano con el argumento de la promoción de la democracia, o de actuar para facilitar la transición, etc, lo que automáticamente «deshabilita» la legitimidad de las propuestas para el lado cubano que las interpreta como imposición desde el exterior que lesiona el reconocimiento a la soberanía nacional para decidir que cambiar y como.

La «normalización» de relaciones representa retos en varios planos, contiene aspectos de la relación política que claramente superan lo estrictamente económico. Para algunos se reduce a restablecer a corto plazo el tipo de intercambios que se había alcanzado hasta el 2004, – comercio de alimentos, remesas y turismo, bajo condiciones sumamente restrictivas, absolutamente incompatibles con el estatus de «relación normal» que se aplica a cualquier otro país –, ello representaría sin dudas un paso de avance pero, a un nivel más amplio, normalización significa salir de un marco disfuncional y punitivo hacia otro tipo de concertación, en el que no necesariamente tiene que haber ausencia de discordia o conflicto, como sucede frecuentemente en las relaciones internacionales. El académico y ex diplomático cubano Carlos Alzugaray, ha señalado que normalización significa una relación en la que la cooperación y conflicto coexisten bajo «reglas del juego» mutuamente aceptables para ambas partes y se refuerzan las perspectivas para la cooperación mientras se crean a la vez las condiciones necesarias para conducir los conflictos de una manera orientada a su solución o su manejo sin escaladas imprevistas. Lógicamente, presupone que ninguna de las partes busca abiertamente la destrucción del otro, mucho menos como precondition para normalizar los vínculos. Esas reglas ya están presentes en el sistema internacional y enfatizan principios tales como la igualdad soberana y la no-intervención en los asuntos internos de los Estados¹². Esta formulación es útil en cuanto al reconocimiento de la convivencia bajo normas comunes, pero como se ha señalado, «existen en la práctica tres maneras diferentes de acercarse a Cuba¹³, desde

12. Carlos Alzugaray, *Is Normalization Possible in Cuban-U.S. Relations after 100 years of history?*, Conferencia sobre relaciones cubano-norteamericanas en el Centro Robert Schuman del Instituto Universitario Europeo de Florencia, Italia, 7 de marzo del 2000 <http://www.isri.eu/>.

13. Marc Lortie, Embajador de Canadá en Francia, presentación en la Mesa redonda: *Las relaciones interamericanas y Europa*, VI Coloquio Internacional, «Política Exterior en las Américas: entre crisis y alianzas», Casa de las Américas, París, 21 noviembre 2008.



la UE, Washington, y Canadá, que son reflejo de discrepancias más profundas en cuanto a las precepciones sobre lo que es aceptable y forma parte de las diferencias legítimas y lo que se quiere promover como modelo deseable de relaciones para cada interlocutor», una aseveración que confirma la idea de que tras la formulación general la «normalización» es una construcción práctica sujeta a cambios que pasa por la adopción de medidas de confianza mutua que faciliten la creación de un entorno favorable para avanzar en los temas menos complejos de manera que se produzca un efecto de reforzamiento hacia otros asuntos más sensibles y difíciles de manejar.

En lo inmediato los obstáculos principales están en las estructuras heredadas que configuran un marco de acción bajo el cual no hay solución aceptable para el gobierno cubano y a la vez conceden muy poca capacidad de maniobra efectiva al presidente norteamericano.

Los impedimentos principales para establecer un dialogo viable entre los dos países tienen carácter jurídico e institucional, dos leyes, la Ley de Ajuste Cubano de 1966, y La Ley Helms Burton (CSDA), y una construcción institucional, La Comisión de Ayuda a una Cuba libre (CAFC). La Ley de Ajuste Cubano permite que los ciudadanos cubanos reciban un tratamiento preferente con respecto a todos los otros emigrantes latinoamericanos para obtener la ciudadanía norteamericana en virtud del supuesto de que cada emigrante es un opositor político. La Ley Helms Burton, tiene un espectro de acción mucho más amplio y sensible, extiende el bloqueo a toda forma de comercio y financiamiento, incluyendo una redefinición de «trafico» con propiedades que penaliza cualquier forma de inversión extranjera ante los tribunales norteamericanos, asimismo desborda el plano económico para establecer los requisitos que regularían el establecimiento de un gobierno en Cuba que fuese aceptable para los Estados Unidos. El aspecto más discutido de esta ley es su carácter violatorio de las normas internacionales al establecer la aplicación extraterritorial de las leyes norteamericanas a terceros países; pero lo esencial para el lado cubano es que pretende subordinar al país con una normativa jurídica en la que un gobierno cubano – cualquiera – sólo sería legítimo si es aprobado por Washington.

Por último, la Comisión de Ayuda a una Cuba Libre – CAFC –, tiene nombrado un «coordinador» para la transición y ha publicado dos informes, uno en el año 2004 y otro en el 2006, en los que se presenta un plan para implementar la transición política en Cuba que incluye un anexo secreto del que solo se sabe que establece parámetros que no se hacen públicos por razones de «seguridad nacional» y para potenciar su éxito; lo que da pie, en vista de las acciones precedentes, a cualquier tipo de especulación menos una expectativa confiable. Como señalara el ex secretario de la Sección de Intereses norteamericana en la Habana Wayne Smith en un artículo dedicado a comentar el informe «prácticamente no

hay apoyo en la comunidad internacional a la política estadounidense respecto a Cuba, y las incertidumbres y sospechas resultantes de este anexo secreto probablemente lo reduzcan aún más» [Smith, 2006].

No habrá una normalización real entre los dos países en tanto esos tres mecanismos estén en vigor, en todo caso se podría hablar de una flexibilización del bloqueo, pero incluso esta podría ser una denominación que muy posiblemente tenga una connotación «políticamente incorrecta» para los sectores más conservadores en EEUU.

En los pocos meses transcurridos con la nueva administración, se han producido algunos cambios que apuntan a una visión renovada junto con elementos de continuidad. Como parte de este replanteo hay un evidente relajamiento de tono en la retórica sobre cambio de régimen y en los pronunciamientos oficiales al referirse al gobierno cubano, en lo que parece ser un abandono de la agresividad e intolerancia a ultranza del período Bush. En su intervención en la V Cumbre de las Américas en Trinidad y Tobago, Obama ofreció un «nuevo comienzo» con Cuba, a la vez que aceptaba que «hay un largo trecho que recorrer para superar décadas de desconfianza». Sin embargo, en el mismo encuentro tuvo que asumir la demanda unánime de los gobiernos de la región demandando el abandono de bloqueo como un anacronismo de los tiempos del mundo bipolar. No sólo en los foros interamericanos hay un posicionamiento explícito sobre el tema. También desde dentro del *establishment* norteamericano se constata una visión más pragmática en la misma dirección. Carl Mechan, asesor del republicano Richard Lugar, miembro del Comité de Asuntos Exteriores del Senado, declaró al *The New York Times* que Washington no debe esperar «gestos» y debería seguir «moviéndose hacia delante» en lo que respecta a Cuba¹⁴.

Una señal importante se dio en la audiencia congressional de confirmación de Arturo Valenzuela como subsecretario para asuntos interamericanos, en esa ocasión se señaló que la administración de Obama no tiene intenciones de continuar utilizando la CAFC, y tampoco se ha renovado el cargo de responsable de la misma. Por otro lado, es manifiesta la intención de desmontar o flexibilizar algunos aspectos del bloqueo en concordancia con los pronunciamientos de la campaña electoral. Algunas de estas medidas fueron anunciadas en abril y puestas en vigor en septiembre, como la concesión de algunas visas para intercambios académicos y culturales que de manera discreta se han ido autorizando; se ha reducido el acoso a los ciudadanos americanos que han visitado Cuba, que hasta hace poco enfrentaban la amenaza de procesos judiciales y multas onerosas; se han levantado las restricciones al envío de remesas, paquetes, y a los viajes de visitas

14. Carlos Chirinos Vázquez, «EE.UU./Cuba: el diálogo de siempre», *BBC Mundo*, Washington, 28 abril de 2009.



familiares, junto a la extensión de los límites de gastos permitidos en estas; se retiró el panel electrónico situado en la fachada de la Oficina de Intereses norteamericana en La Habana y se aprecia la recuperación de ciertos niveles de diálogo, como la reanudación de las conversaciones migratorias para «revisar recientes tendencias en la migración ilegal cubana a Estados Unidos y mejorar la relación operacional con Cuba en temas de migración», y sobre los envíos postales. También se han abierto nuevas áreas como las ofertas de becas para estudiantes universitarios y la autorización para las compañías asociadas a las tecnologías de información y comunicaciones¹⁵ para proveer servicios privados, o establecer contratos (para el uso o envío de celulares, cámaras, computadoras etc, y proveer servicios de comunicaciones por satélite, internet, y fibra óptica). Otro gesto se dio a inicios de septiembre, el gobernador de Nuevo México, el demócrata Bill Richardson, visitó Cuba y abogó por que Cuba y Estados Unidos refuercen su intercambio en el área académica, los deportes, la cultura y los negocios, antes de pasar a discutir otros asuntos de mayor trascendencia como el embargo, la base naval de Guantánamo o los presos políticos.

En el plano hemisférico también se han producido cambios, en junio, ante la presión evidente del tema, finalmente fue retirado el veto norteamericano a la entrada de Cuba en la OEA que había sido inamovible por 47 años. Una señal clara de que los tiempos de la hegemonía incontestada habían quedado atrás. Paradójicamente después de eliminado el obstáculo formal, sólo quedaron dos países a los que todavía no les interesaba la entrada cubana al organismo regional, Cuba y los E.U.

En cuanto a los aspectos de continuidad a señalar: se mantiene la persecución internacional de las operaciones comerciales y financieras cubanas, cuatro ciudadanos americanos y varias empresas extranjeras han sido multadas en los últimos meses por un monto de 6 \$ USD millones; Cuba continúa incluida en las listas de estados excluidos por razones políticas; y permanece el financiamiento desde agencias gubernamentales a programas e instituciones que abiertamente trabajan por el cambio político institucional, incluyendo las emisiones de radio y televisión.

En sentido general las nuevas medidas representan una descompresión parcial, el presidente cubano Raúl Castro las ha calificado de «positivas» pero «mínimas», su alcance limitado las sitúa hasta ahora en un nivel de retracción mas o menos cercano al estatus que existía antes de Bush, a excepción de las

15. U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control (OFAC), Fact Sheet (TG-273): Treasury Amends Cuban Assets Control Regulations to Implement the President Initiative on Family Visits, Remittances, and Telecommunications September 3, 2009 <http://www.treasury.gov/press/releases/tg273.htm>

adoptadas en los aspectos de los viajes y las comunicaciones, donde si se ha avanzado más allá que los acuerdos precedentes logrados en las presidencias de J. Carter y B. Clinton. Hoy la correlación de fuerzas sobre el tema del embargo esta definitivamente decantada por su eliminación. No sólo tiene el consenso de la casi totalidad de los países del mundo en Naciones Unidas, también las últimas encuestas muestran que la mayoría de los estadounidenses también están a favor de la normalización de las relaciones.

América Latina y los Estados Unidos no son lo que antes

En la perspectiva hemisférica se han producido también modificaciones en la relación de EEUU con América Latina y por extensión en el lugar que Cuba ocupa en ese contexto.

En los últimos años los gobiernos latinoamericanos se han inclinado en sentido general hacia posiciones políticas más pragmáticas, y en algunos casos mucho más cercanas a los movimientos de izquierda de lo que nunca antes habían sido. Junto a los temas sociales y de desarrollo endógeno, se ha promovido la diversificación de los vínculos internacionales políticos y económicos, concediendo más espacio a los acuerdos intrarregionales así como a actores globales extra hemisféricos como China¹⁶. Todo este proceso no hace sino erosionar la tradicional hegemonía hemisférica norteamericana. A cincuenta años del triunfo revolucionario, Cuba ya no es el único país que discrepa con las posiciones norteamericanas en el hemisferio.

Ese distanciamiento creciente se fue gestando en parte por el fracaso resultante de la aplicación en los años 90 de reformas neoliberales que agudizaron las tensiones sociales ante el aumento de la pobreza y la polarización social, como resultado, se produjo una reestructuración de los partidos y fuerzas políticas en un momento en que cambio la prioridad de los tratados de libre comercio en el hemisferio por la guerra. Aun cuando exista interés en la nueva administración por reactivar las relaciones panamericanas, la capacidad real de promover iniciativas estará limitada por la prioridad política que naturalmente tendrán los problemas económicos domésticos y la guerra en el medio oriente, por lo tanto, no es de esperar que los EEUU actúen de manera que altere en lo fundamental el balance actual.

También dentro de los propios EE.UU., se han producido cambios. Durante los dos mandatos de G. Bush, bajo la doctrina de la guerra global contra el terro-

16. El proceso en sí mismo no es exclusivo de la región, véase la interesante argumentación sobre el tema de la fragmentación de las estructuras de dependencia a distintos niveles como tendencia mundial y su impacto en las relaciones de cooperación internacionales, in Philip S. Golub, «The centre won't hold any more», *Le Monde Diplomatique*, 26 noviembre 2008.



rismo y el fundamentalismo religioso se produjo un corrimiento ideológico del gobierno y la sociedad norteamericanos hacia el pensamiento neoconservador, – desde la doctrina de la guerra preventiva hasta la imposición del unilateralismo en los asuntos internacionales y la legalización de la tortura en Guantánamo –, meses antes de retirarse Bush había ya señales claras de agotamiento de los neocons en su capacidad para mantener la preeminencia en el espectro ideológico de las élites políticas norteamericanas. El desplome masivo del partido republicano en las elecciones presidenciales y congresionales puede inducir una percepción equivocada, sería erróneo asumir que las consecuencias del proceso son atribuibles solo a un partido y a las elecciones.

Al retirarse, la administración Bush deja tras de sí un desplazamiento del «centro» del espectro político de ambos partidos hacia la derecha, algunos expertos han señalado que este es un proceso que tiene tendencia a ser pendular en periodos largos de tiempo y que suele rebasar a dos o más administraciones; al margen de las posibles interpretaciones, no cabe dudas de que el resultado inmediato es una reducción de espacio para iniciativas que sean percibidas como demasiado liberales. Eso significa que aunque se ha producido en el Congreso una renovación que favorece a los demócratas, se trata de una renovación cuyo signo se sitúa más a la derecha de lo que fueran sus posiciones tradicionales, lo que hace que sea más improbable esperar cambios audaces por sobre esas limitantes de tipo ideológico y subjetivo en lo concerniente a las relaciones internacionales, y de modo especial con el tema Cuba.

Habría que ver si los cambios que a nivel internacional se esperan con expectación de la administración de Barack Obama se llegan a concretar en algo realmente nuevo para América Latina, en particular en el tema de las relaciones con Cuba, con los pasos ya dados se han cumplido prácticamente las promesas de campaña y se sitúa al borde de una verdadera renovación.

Aunque en términos generales la isla es uno de los países situados más lejos de los intereses inmediatos o particularmente sensibles para EE.UU., en la práctica es al mismo tiempo una de las naciones latinoamericanas que mayor interdependencia tiene en tres áreas de política que han sido de importancia para los gobiernos norteamericanos de la última década: migración, narcotráfico, y protección del medioambiente.

En contraste, el pensamiento estratégico en EE.UU. con respecto a Cuba nunca ha superado la actitud de exportación de ideas y soluciones por sobre las visiones y necesidades tal como las perciben sus ciudadanos dentro del país, que son quienes en definitiva forman el consenso que le da vida a cualquier política que se adopte.

A pesar de la simpatía que ha despertado, de su inteligencia y los deseos de restaurar la dañada imagen internacional de los EE.UU., todavía es temprano

para saber si Obama logrará manejar con éxito la adversa coyuntura económica y la guerra, como también es aún prematuro anticipar si llegará a ser el presidente del cambio en el largo conflicto entre Cuba y los Estados Unidos, o si solo será un continuador de la misma política por medios menos agresivos. De cualquier modo, Cuba ya ha comenzado un ineludible proceso de reformas que de continuarse puede llegar a producir profundos cambios, no hay dudas de que una actitud norteamericana menos agresiva favorecería su continuidad, pero no constituye en modo alguno un requisito indispensable, existen más mecanismos implantados para la convivencia en la continuidad del conflicto que para asimilar su solución.

Con voluntad política se puede partir de realidades simples y prácticas, la falta de coordinación en algunos temas puede resultar en severos daños humanos y materiales que son evitables para ambos países. Lo singular del momento actual es que hoy más que nunca antes se produce una coyuntura favorable para que se desencadene una «transición» en las ideas con que el Presidente y el Departamento de Estado estén en disposición de asumir una verdadera normalización de relaciones entre los dos países. Cambios marginales en la retórica o el regreso a las condiciones de 2004 no representan más que una continuidad «suave» de una política inviable en sus fundamentos.

BIBLIOGRAPHIE

- **ALONSO Aurelio**, «Salir del caos sin caer en la ley de la selva», in *Cuba desde el periodo especial hasta la elección de Raúl Castro*, mayo 2008, http://www.pensamientocritico.info/articulos_en_pdf.php?id=601
- **ARMENGOL Alejandro**, «Castrismo y anticastro», *Cuaderno Mayor*, 28 de octubre 2008 <http://cuadernomayor.blogspot.com>
- **CASTRO MARIÑO Soraya**, *Las Relaciones Cuba-EEUU en el Contexto de la Doctrina Bush: 2001-2006*, Universidad de la Habana, CESEU, diciembre 2006.
- **CASTRO MARIÑO Soraya**, «1989-2002 Cuban/US Relations: A View From Havana», in H. Michael ERISMAN, John M. KIRK (ed.), *Redefining Cuban Foreign Policy*, chap. 14, University Press of Florida (UPF), 2006.
- **COLVIN Jake**, «The case for a New Cuba Policy», December 2008, http://usaengage.nonprofitsoapbox.com/storage/usaengage/colvin_thecaseforanewcubapolicy_final.pdf
- **DOMINGUEZ Jorge**, «U.S. Cuban relations: from the cold war to the colder war», *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 39 (3):49-73, 1997.
- **HEREDIA Lourdes**, *Tenemos que reducir el consumo de drogas*, BBC Mundo, Washington, 03 de noviembre 2008, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/hi/spanish/international/newsid_7700000/7700384.stm
- **HERNÁNDEZ Rafael**, «Cuba, políticas en la transición», *La Vanguardia*, marzo 2008, <http://www.almendron.com/tribuna/index.php/19322/cuba-politicas-en-la-transicion>
- **LEOGRANDE William M.**, «Enemies evermore: U.S. policy towards Cuba after Helms-Burton», *Journal of Latin American Studies*, 29: 211-221. Cambridge University Press, 1997.
- **PASTOR Robert A.**, «Exiting the Whirlpool I: U.S. Foreign Policy Toward Latin America and the Caribbean», *Westview Press*, 2001.
- **PETERS Phillip**, «En sus años finales, el bloqueo no es ni la zanahoria ni el garrote



que solía ser», *Transition in Detail*, The Lexington Institute, Cuba Policy Report, 2006, June 29, p. 4.

• **RAVSBERG Fernando**, BBCMundo.com, *¿Qué ha cambiado en Cuba?*, 31, julio 2008. http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/hi/spanish/latin_america/newsid_7532000/7532576.stm

• **SÁNCHEZ-PARODI MONTOTO Ramón**, «De candidato victorioso a presidente, Obama ante una tarea cada vez más difícil», *Granma Internacional*, 14 noviembre 2008, <http://www.granma.cu/espanol/2008/noviembre/vier14/obama.html>

• **SMITH Wayne S.**, «El nuevo plan de Bush para Cuba», julio 2006, *CounterPunch*, www.counterpunch.org

• **SMITH Wayne S.**, *Wanted: A Logical Cuba Policy*. International Policy Report, Center for International Policy. February 1998; updated July 2003.

• **SWEIG Julia E.**, *Fidel's Final Victory*, Foreign Affairs, January/February 2007.

• **The International Republican Institute**, IRI, *Cuban Public Opinion Survey*, March 14-April 12, 2008.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Le conflit entre Cuba et les États-Unis en est à un demi-siècle de blocus sans qu'on observe ni le changement de régime ni la transition que souhaitait Washington. L'élection d'Obama a été interprétée comme une occasion de changer cette politique dont l'inefficacité et le manque d'appui international indiquent qu'il convient d'adopter des positions plus pragmatiques. L'auteur propose une analyse sur les facteurs qui pourraient influencer ce changement de politique et leur viabilité à court terme. Il conclut qu'on ne peut s'attendre à des changements spectaculaires à court terme.

El conflicto entre Cuba y los EEU llega al medio siglo de bloqueo sin que se produzca el cambio de régimen ni la transición tal como la ha buscado Washington. La elección de Obama ha sido interpretada como una oportunidad para modificar una política cuya ineficacia y falta de apoyo internacional sugieren

adoptar posiciones de mayor pragmatismo. El autor propone un análisis sobre los factores que podrían influir en esa reformulación y su viabilidad a corto plazo. Concluye que aunque las condiciones son favorables, no hay motivos para esperar cambios espectaculares a corto plazo.

The Cuba-US conflict has already reached its fifty anniversary, all along this time, the embargo has proven to be a policy unable to bring about neither the regimen change nor transition in the way Washington expected to be. The election of Barack Obama has sparked expectative of changes in a policy whose lack of international support and incompetence to achieve results suggests the convenience of adopting a more pragmatic approach. The author proposes an analysis on factors that may be of relevance for these changes and concludes that despite favorable conditions in the short term there is not too much to wait for.

MOTS CLÉS

- Cuba
- États-Unis
- Relations internationales
- Conflit bilatéral
- Changements politiques

PALABRAS CLAVES

- Cuba
- Estados Unidos
- Relaciones internacionales
- Conflicto bilateral
- Cambios políticos

KEYWORDS

- Cuba
- USA
- International Relations
- Bilateral conflict
- Political change

Cuba e a esquerda latino-americana. Entre o impacto da Revolução de 1959 e a Revolução bolivariana

Cuba e Venezuela até os anos 1960

Cuba, em função de seu processo revolucionário, estabeleceu diversas relações com a esquerda latino-americana, inclusive com a esquerda venezuelana que nos interessa particularmente nesse artigo. Esses vínculos tiveram diversas naturezas, dependendo do país atingido e da conjuntura internacional: admiração, inspiração, influência objetiva no campo das estratégias com envio de armamento e treinamento, até a constituição de vínculos envolvendo aspectos econômicos e sociais (nos campos da educação, da saúde e da habitação). É difícil mensurar admiração, inspiração e respeito pelo processo cubano por parte da esquerda de outros países do subcontinente, ao passo que influências e vínculos concretos podem ser mapeados para entender melhor esses encontros, acordos e mútua solidariedade. Ressalta-se ainda a diferença entre influência de Cuba sobre grupos, organizações e movimentos de esquerda e o relacionamento entre países e governos instituídos. Em uma perspectiva histórica, é possível afirmar que Cuba exerceu muito mais influência nos grupos, partidos, movimentos e organizações guerrilheiras de países latino-americanos do que realizou alianças econômicas, comerciais e de solidariedade com governos instituídos.

O objetivo do artigo é analisar os impactos e a influência que a Revolução Cubana exerceu sobre a esquerda latino-americana e, particularmente, na Venezuela. Procura descrever e entender também as relações e atividades de cooperação entre os dois países, sobretudo a partir da eleição de 1998, que levou Chávez ao poder na Venezuela.

A Revolução Cubana ocorreu numa época em que os Partidos Comunistas latino-americanos defendiam a revolução democrático-burguesa, em aliança com setores progressistas das classes dominantes. O próprio Partido Comunista Cubano não apoiou a iniciativa do grupo de Fidel Castro, porque considerava a guerrilha um obstáculo para a realização das alianças.

A vitória da Revolução Cubana demonstrou a possibilidade de se chegar ao poder através da luta armada, mesmo contra aparatos repressivos eficientes. Ao mesmo tempo, ficou evidenciado que a origem dos militantes ou os objetivos iniciais de um movimento revolucionário não garantem o caráter das medidas a serem implementadas após a vitória da insurreição.

Fidel e seus combatentes lutavam contra o despotismo de Batista, as desigualdades sociais impostas por uma elite primário-exportadora e contra o imperialismo norte-americano imposto desde a independência da ilha. Entre os objetivos iniciais não estava a implantação do socialismo, bem como os dirigentes do Movimento 26 de Julho não eram de origem operária, como determinava a cartilha comunista¹. A opção pelo socialismo foi resultado da radicalização do próprio processo revolucionário, em vista dos obstáculos interpostos pelo imperialismo e pelas classes dominantes cubanas às reformas propostas pelos revolucionários da *Sierra Maestra*². A efervescência dos movimentos sociais nacionalistas, ao longo dos anos 1950, cujos exemplos mais contundentes foram dados por Guatemala, Bolívia e Cuba, foi decisiva para uma guinada conservadora na América Latina, bem como pela radicalização do processo cubano.

Os primeiros movimentos inspirados em Cuba foram reprimidos e fracassaram. Na maior parte dos casos, não houve um apoio decisivo da população, o movimento iniciado no campo não conseguiu apoio nas cidades e não teve um caráter nacional, ou a vanguarda do movimento não tinha eficácia militar sufi-

1. Os Partidos Comunistas latino-americanos, sob orientação do PCUSS, estavam dispostos a realizar alianças com frações «progressistas» da classe dominante para cumprir a etapa democrático-burguesa, mas consideravam que a vanguarda do processo revolucionário na direção do socialismo deveria ser do proletariado.

2. As reformas propostas eram moderadas, visavam diminuir as desigualdades sociais e diversificar as atividades produtivas, com o objetivo de diminuir a dependência do país em relação à «cota» de açúcar, exportado para os Estados Unidos. As reformas propostas pelas revoluções de 1944 na Guatemala e 1952 na Bolívia também tinham conteúdo nacionalista e esbarraram nos mesmos obstáculos impostos pelas elites locais e pelos interesses norte-americanos, levando aqueles processos à radicalização e ao fracasso. Os cubanos, assim como guatemaltecos e bolivianos, se radicalizaram, mas saíram vitoriosos na guerra contra as oligarquias.



ciente para derrotar as forças oficiais. A repressão foi, no entanto, o fator decisivo para o insucesso dos movimentos. A contra-insurgência recebeu o apoio decisivo e sistemático dos Estados Unidos para evitar «Novas Cubas».

Entre as guerrilhas deste período estavam o Exército de Libertação Nacional (ELN), na Bolívia, onde Guevara atuou e morreu; na República Dominicana surgiu a guerrilha do «Movimento Revolucionário 14 de junho»; no Peru, na Guatemala e em outros países também surgiram ou se reestruturaram guerrilhas formadas pelo exemplo cubano, lideradas por ex-militantes dos partidos comunistas e de outros grupos de esquerda. A Frente Sandinista de Libertação Nacional, dirigida por Carlos Fonseca Amador, na Nicarágua também se constituiu por essa época.

O Partido Comunista Venezuelano (PCV), diferentemente dos demais partidos comunistas da América Latina, seguiu inicialmente o caminho da luta armada. Douglas Bravo, líder das Forças Armadas de Libertação Nacional (FALN), braço armado do PCV, foi um dos combatentes e ideólogos das guerrilhas rurais nos anos 1960. Pedro Duno, que combatia na «Frente Simon Bolívar», conheceu Guevara na Argélia. Chegou a convidá-lo para participar da guerrilha na Venezuela. Frentes guerrilheiras instalaram-se em vários estados do país, além da organização de uma guerrilha urbana, com o objetivo de conectar-se com a guerrilha rural.

O apoio cubano a esses movimentos foi consistente. Depois que o PCV alinhou-se à política de Moscou, o suporte cubano à guerrilha venezuelana e, sobretudo ao Partido da Revolução Venezuelana (PRV), fundado por Bravo (expulso do PCV em 1965), tornou-se mais sistemático ainda. Além do envio de armas, treinamento e soldados, a primeira «Declaração de Havana»³, a formação da Organização de Solidariedade dos Povos da África, Ásia e América Latina (OSPAAAL)⁴ e a criação da Organização Latino-americana de Solidariedade (OLAS)⁵ reforçavam o respaldo de Cuba à luta armada na América Latina e no Caribe. O período que vai de 1960 (Declaração de Havana) a 1967 (OLAS) foi de intenso relacionamento entre os revolucionários cubanos e a guerrilha venezuelana, mas posteriormente, com a morte de Che Guevara em outubro de 1967 desferiu-se um golpe terminal na idéia de exportar a Revolução Cubana, na idéia do foco guerrilheiro e na opção pela luta armada na América Latina.

3. A primeira Declaração de Havana, em 2 de setembro de 1960, convocava as forças populares latino-americanas a se engajarem na luta contra o imperialismo norte-americano e expressava respaldo à luta armada na América Latina e no Caribe.
4. Criada na Conferência Tricontinental, ocorrida em Havana em 1966, com representantes da Ásia, da África e da América Latina, formada por organizações revolucionárias existentes em 82 países. A principal proposta da organização é promover a luta de libertação nacional no Terceiro Mundo.
5. Criada em Havana em agosto de 1967, a OLAS exortava à luta armada e denunciava o stalinismo dos Partidos Comunistas que recomendava a aliança com as burguesias nacionais. Incorporava em seus quadros membros dos Partidos comunistas que decidiam aderir à luta armada.

Militarmente derrotada em 1967, a guerrilha venezuelana resistia com apenas vinte por cento de seu contingente. O restante havia sido preso ou morto. A guerrilha foi combatida pelos presidentes da Ação Democrática (AD), Raúl Leone, seguido, a partir de 1968, por Rafael Caldera do Copei (Partido da Democracia Cristã). Caldera estabeleceu a «paz de cemitério», permitindo inclusive a legalização dos partidos de esquerda. Carlos Andrés Pérez (AD), que sucedeu Caldera, foi beneficiado pelo boom petrolífero. As classes dominantes foram favorecidas pela prosperidade dos negócios energéticos; a guerrilha estava sepultada e parecia rompida a linha que ligava o movimento venezuelano a Cuba ou a qualquer outra tentativa de insurreição popular.

Entre os anos 1960 e 1970, Cuba exerceu influência sobre a esquerda latino-americana ao demonstrar a possibilidade de vencer as forças repressivas das classes dominantes locais e dos Estados Unidos. Fascínio, simpatia e admiração são palavras adequadas para expressar essa influência, mas também, e, sobretudo, Cuba treinou guerrilheiros, enviou armas e soldados para lutar em outros países, sendo esse contato quase exclusivo com grupos, movimentos e organizações da esquerda comunista que acreditavam na eficácia da luta armada. Até a morte de Che e o início da ofensiva conservadora, Cuba pretendia exercer influência sobre as esquerdas latino-americanas e trabalhava para isso, militarmente e nos fóruns de solidariedade periférica. Porém, depois da Revolução Nicaragüense e da deposição de armas da guerrilha El Salvadoreña, Cuba somente voltaria ao centro das atenções no final do século XX, a partir da eleição de governantes de esquerda na América do Sul.

Cuba e Venezuela : a constituição de novos vínculos

No dia 13 de dezembro de 1994, o tenente coronel Hugo Rafael Chávez Frías desembarcava em Havana. Para surpresa do comandante venezuelano, o próprio Fidel Castro o esperava no aeroporto. Essa visita foi um dos tantos encontros ocorridos entre cubanos e venezuelanos, que marcaram a história dos dois países.

Hugo Chávez havia sido preso após tentar, sem sucesso, derrubar o governo de Carlos Andrés Pérez através de um levante militar. Ao sair da prisão no dia 26 de março de 1994 viajou por toda a Venezuela, dedicado à estruturação do Movimento Bolivariano Revolucionário – 200 (MBR-200) e buscando organizar o entusiasmo em torno de sua figura e de seu exemplo.

No final do ano de 1994, surgiu o convite, através do professor Eusébio Leal e do embaixador Germán Otero Sánchez, de conhecer Cuba. Durante sua visita, Hugo Chávez discursou na *Aula Magna da Universidade de Havana*, onde recebeu o título de Doutor Honoris Causa e expôs as principais linhas do projeto nacional bolivariano. Os pronunciamentos de Fidel e Chávez foram destinados a ressaltar as lutas pela libertação nacional e seus heróis, José Martí e Simon Bolívar: «*El siglo que viene, para nosotros, es el siglo de la esperanza; es nuestro siglo,*



es el siglo de la resurrección del sueño bolivariano, del sueño de Martí, del sueño latinoamericano.» [Chávez, 2005, p. 120]. Fidel Castro reforçava essa prédica: «*Y claro está que si llevan consecuentemente las ideas de Bolívar y Martí, se concluirá siempre en el fin de la injusticia, en el fin de la explotación...*» [Castro, 2006, p. 105].

O contexto latino-americano do início dos anos 1990 poderia ser considerado bastante desfavorável a Cuba e a toda esquerda. Praticamente todos os países da América do Sul eram governados por políticos neoliberais. Carlos Menen, Collor de Melo, Salinas de Gortari e Rafael Caldera implementavam políticas de flexibilização da economia, privatização das empresas públicas, desoneração do Estado, cancelamento da legislação trabalhista, etc. Todas as medidas eram destinadas à liberalização dos fluxos do capital e desregulamentação da economia. No entanto, já havia sinais de resistência por parte de grupos de esquerda organizados⁶ e também algumas manifestações espontâneas como resultado dos prejuízos das políticas neoliberais para a população em geral⁷.

Sendo assim, a visita de Hugo Chávez a Cuba ocorreu num contexto após a queda do socialismo, no período da ofensiva neoliberal e de um esboço de resistência em alguns pontos do subcontinente. O encontro entre Fidel e Chávez marcou um novo momento nas relações entre as esquerdas latino-americanas. A partir da visita, Chávez e Fidel tentavam construir a idéia da existência de afinidades ideológicas mais longínquas do que aquelas que os uniam pelas dificuldades que enfrentavam naquela conjuntura específica. Significa dizer que, embora a constituição de vínculos beneficiasse ambos naquela conjuntura de queda do socialismo e ofensiva conservadora, eles buscavam, na história da região, os símbolos para explicar suas afinidades.

Foram os heróis libertadores, Martí e Bolívar, a representação da demanda que era comum a ambos e que era comum a outros governantes ou militantes de esquerda na América Latina, o nacionalismo. Os processos de privatização e a conseqüente desnacionalização das economias latino-americanas mais atingidas pelas políticas neoliberais renovaram as prédicas nacionalistas que nunca haviam desaparecido do léxico das esquerdas subcontinentais⁸.

6. Exemplo foi a emergência do Movimento Neozapatista que eclodiu como resistência dos camponeses mexicanos à adesão do México ao Nafta (Tratado de Livre Comércio da América do Norte, envolvendo os Estados Unidos e o Canadá)

7. Exemplo foi o Caracazo, rebelião popular, de 27 de fevereiro de 1989. O protesto iniciou em Guarenas, povoado situado a quarenta quilômetros da capital, e atingiu rapidamente toda a região metropolitana de Caracas, e outras cidades importantes do país. Foram manifestações massivas e violentas que se desenvolveram por cerca de cinco dias, cuja causa imediata foi o aumento abusivo do preço do transporte urbano, muito acima dos 30%. Rebelião se espalhou devido aos efeitos nefastos provocados pelo plano de ajuste estrutural neoliberal do governo do presidente Carlos Andrés Pérez.

8. A reivindicação do nacionalismo e das decisões internas sobre a apropriação de riquezas esteve na base dos programas de governantes burgueses, como Getúlio Vargas, Francisco Madero, Hipólito Yrigoyen, Juan Domingos Perón, Lazaro Cardenas, Carlos Andrés Perez, Paz Estenssoro, Jacobo Arbenz, etc., mas também foi demanda de personalidades de esquerda, comunistas ou socialistas, como José Carlos Mariátegui, Raúl Victor Haya de la Torre, Salvador Allende, Che Guevara, Fidel Castro, Evo Morales.

Além do nacionalismo, presente em ambos os discursos, conquanto se relaciona à forma da apropriação das riquezas produzidas no país pelas classes dominantes e por empresas estrangeiras, a ligação de Chávez e Fidel é marcada por várias coincidências, entre elas o fato de que ambos fracassaram em suas primeiras investidas revolucionárias, foram presos e fundaram movimentos que atraíram grande parte da oposição, apoiados na figura dos heróis da libertação nacional [Gott, 2002, p. 45-54].

Outro tema, um tanto controverso, que marca aproximação entre a Revolução Cubana e a Revolução Bolivariana, é a reivindicação do socialismo. Ressalta-se, no entanto, a enorme diferença no contexto internacional e latino-americano entre os dois períodos. No contexto dos anos 1950 e dos anos 1960, o planeta vivia convulsionado pela bipolarização do mundo dividido entre o capitalismo e o socialismo. Os blocos disputavam o alinhamento dos países periféricos aos sistemas rivais. Os Estados Unidos era uma potência mundial, mas a União Soviética parecia ter construído não apenas uma sociedade mais justa, mas também tinha conseguido desenvolver sua economia, através da planificação.

Para a militância de esquerda dos países latino-americanos, visivelmente atrasados e dependentes economicamente, o socialismo não era apenas uma alternativa, como também parecia possível e urgente. Por outra parte, alguns países latino-americanos, notadamente os menos industrializados, agitados pela intensa mobilização social da época, realizavam protestos e insurreições antioligárquicas, cujos resultados eram imprevisíveis.

No final da década de 1950, por exemplo, Venezuela e Cuba derrubaram ditaduras oligárquicas, de Marcos Pérez Jimenez, em janeiro de 1958, e de Fulgêncio Batista, em janeiro de 1959. Foram dois processos revolucionários que seguiram caminhos distintos. Em Cuba, os rebeldes não se limitaram a derrubar o regime político; terminaram questionando o conjunto da sociedade capitalista e implantaram o socialismo. Na Venezuela seguiu-se um período de alternância de partidos burgueses no poder⁹, garantidos pela prosperidade advinda das rendas da exploração do petróleo. A Venezuela se tornou o modelo reivindicado pelos EUA, enquanto Cuba implantava o socialismo reivindicado por grande parte da esquerda subcontinental da época.

O contexto dos anos 1990 é definitivamente diferente para o tema do socialismo. A queda do muro de Berlim, em 1989, simbolizou o fracasso do sistema baseado numa sociedade sem classes, com economia planificada, dirigida pelo Estado. O socialismo que nos anos 1960 era uma alternativa ao capitalismo, considerado como possível e urgente, passou a ser visto como derrotado e ultrapassado. Neste contexto, a defesa que Cuba faz do socialismo é muito diferen-

9. A derrubada da ditadura marca o início do «Pacto do Punto Fijo», que determinava a alternância de partidos burgueses no poder, entre os quais a Ação Democrática (AD), de tendência social-democrata, e o Comitê Pró-Eleições Independentes (COPEI), democrata-cristão.



te da reivindicação de Hugo Chávez pela implantação do «socialismo do século XXI».

Depois da queda do muro de Berlim e o decreto de morte do socialismo na União Soviética, o socialismo cubano sustentou-se com dificuldade. O país entrou em uma profunda crise, que atingiria seu momento mais crítico entre 1991 e 1993. Desde o início da década de 1990, Fidel Castro decretou «Período Especial», no qual foram tomadas medidas para manter as conquistas da Revolução, a partir de um equilíbrio difícil entre a atração de investimentos estrangeiros e a manutenção do regime político. Manter o discurso socialista significou, nessa conjuntura, a tentativa de preservar as conquistas sociais da era revolucionária, manter a independência em relação aos Estados Unidos e manter o poder político nas mãos do mesmo grupo que há mais de trinta anos ocupa o governo cubano.

O «socialismo do século XXI» é uma expressão criada pelo presidente Hugo Chávez que tem servido, por enquanto¹⁰, para designar independência do país em relação ao domínio econômico dos Estados Unidos, para marcar a mudança na forma de apropriação das riquezas venezuelanas, sobretudo o petróleo, e a inversão dessa riqueza em programas sociais¹¹, e afirmar a posição de liderança e destaque do presidente venezuelano diante de uma América Latina predominantemente governada pela esquerda¹².

Assim, para além das questões concretas que influenciaram a proximidade entre as forças revolucionárias de Cuba e da Venezuela ao longo da história¹³, está em curso a construção discursiva de uma nova solidariedade, baseada na preservação do patrimônio produtivo dos países, no discurso nacionalista, na reivindicação de autonomia inspirada nos líderes das independências, na idéia do socia-

10. Dizemos «por enquanto» porque o processo iniciado em 1998 está em pleno desenvolvimento e poderá ter desdobramentos políticos, sociais e ideológicos que não podem ser previstos nessa conjuntura.
11. Entre 2001 e 2003, a Venezuela foi sacudida por uma importante disputa hegemônica em torno do controle do petróleo. A promulgação das Leis Habilitantes, particularmente a Lei de Hidrocarbonetos, desata uma reação dos setores dominantes do país, cujos marcos são o «golpe de 11 de abril de 2002» e o «locaute petroleiro» de dezembro de 2002 e janeiro de 2003. A partir da vitória do movimento bolivariano, obtida por uma particular articulação entre o movimento popular e setores das Forças Armadas, este projeto de transformação no controle das rendas do petróleo se consolidou. Dotado de uma maior quantidade de recursos, o governo dá início a uma série de políticas sociais estruturadas em torno de programas sociais denominados «Missões».
12. O fracasso da política econômica neoliberal, bem como as resistências surgidas em relação aos governantes do início dos anos 1990, deu lugar a uma re-configuração do poder político na América Latina, que a partir do final dos anos 1990 é predominantemente governada por forças de esquerda: Lula no Brasil, Evo Morales na Bolívia, Daniel Ortega na Nicarágua, Cristina Kirchner na Argentina, Rafael Correa no Equador, Hugo Chávez na Venezuela, etc.
13. Concretamente, a proximidade entre as forças revolucionárias dos dois países foi resultado do apoio cubano à guerrilha venezuelana, sobretudo àquela protagonizada por Douglas Bravo, do Partido da Revolução Venezuelana (PRV).

lismo e na construção de uma política externa de aproximação da América Latina ao eixo Caracas-Havana. Do mesmo modo que na Revolução Cubana, o socialismo não ancorava inicialmente o projeto do grupo liderado por Chávez. A reivindicação do socialismo por parte de Hugo Chávez é resultado de influência objetiva da Revolução Cubana¹⁴, mas também, e principalmente, diz respeito a uma estratégia de sobrevivência e afirmação política na conjuntura atual.

A emergência dos setores populares na Venezuela e os caminhos de uma aliança estratégica

A emergência de setores populares como protagonistas no processo político venezuelano a partir do Caracazo é fundamental para compreender o processo bolivariano, a intervenção de setores das Forças Armadas na política nacional e o desenrolar dos acontecimentos no país. Se o grupo clandestino liderado por Hugo Chávez já vinha organizando-se desde o início dos anos 1980, foi a partir da revolta popular que a perspectiva da insurreição se constituiu frente à crise de legitimidade que marcou o governo de Carlos Andrés Pérez. Em fevereiro de 1992, os militares organizaram uma insurreição contra o governo. A revolta foi derrotada e as lideranças encarceradas, mas a aparição do tenente-coronel Hugo Chávez Frias assumindo a responsabilidade pelo levante o transformou em referência para amplos setores da população.

A visita a Cuba em 1994 representava mais um passo no credenciamento de Chávez à liderança do movimento popular contra a continuidade da política neoliberal na Venezuela. No encontro com Fidel, Hugo Chávez era praticamente um desconhecido. Quinze anos depois ele se habilita como possível herdeiro político de Fidel Castro, desfruta de sua intimidade, sendo inclusive um dos únicos a serem admitidos no hospital onde o comandante cubano se recuperava de grave doença que o afastou do poder desde 2007.

14. Quando perguntaram a Hugo Chávez, em 1994, se era a primeira vez que visitava Cuba, ele respondeu: «*Sí, es la primera vez que vengo a Cuba físicamente, porque ya he venido en sueño muchas veces*» [Elizalde e Baéz, 2005, p. 18]. Segundo as investigações de Alberto Garrido [Garrido, 2000], os oficiais que conspiravam durante a década de 1980 e que se alçariam em 1992, liderados por Hugo Chávez, estavam vinculados, sobretudo até 1984, com o Partido da Revolução Venezuelana de Douglas Bravo. Tal organização dava grande importância ao trabalho político nas Forças Armadas, nas quais caracterizavam que havia espaço para construir uma unidade cívico-militar. Além disso, as influências concretas da Revolução Cubana sobre Hugo Chávez foram resultado do apoio de Cuba à guerrilha do PRV, liderado por Douglas Bravo que visitou diversas vezes Chávez na prisão e com quem estabeleceu o plano da formação do Movimento Quinta República. O irmão de Hugo Chávez, Ádan também participava do PRV. Chávez, sob influência cubana fundou em 1977 seu próprio grupo armado, o Exército de Libertação do Povo da Venezuela (ELPV). Além disso, o Pólo Patriótico, coalizão de partidos que elegeu Hugo Chávez em 1998 reunia Causa R, MAS, PRV, PPT, organizações que tiveram influência direta da Revolução Cubana e de seus desdobramentos.



Do ponto de vista cubano, a vitória de Hugo Chávez nas eleições de 1998 representou a esperança de sair do isolamento político, através do estabelecimento dos acordos de cooperação. Os acordos estabelecidos com a Venezuela não só fortaleceram a posição de Cuba, como também expandiram sua influência sobre uma América Latina marcada por importantes lutas populares e onde a perspectiva de esquerda retoma o vigor.

Embora o conteúdo do socialismo não seja o mesmo, conforme explicitado anteriormente, a simples recuperação do vocábulo e os acordos entre Cuba e a Venezuela são capazes de explicar a reação contrária do governo dos Estados Unidos, bem como das classes dominantes venezuelanas, que se opõem de forma veemente à cooperação entre os dois países. No mesmo ano da primeira visita de Chávez a Cuba e quando potencialmente vários movimentos sociais anti-sistêmicos reapareceram em toda a América Latina, o presidente dos Estados Unidos, Bill Clinton, tentava reorganizar os países latino-americanos na órbita norte-americana, a partir de um projeto de integração hemisférica, base da proposta para a formação da Área de Livre Comércio das Américas (ALCA).

Em Havana, outro processo de integração estava sendo gestado e dez anos depois, em dezembro de 2004 viria a dar um passo importante na sua concretização com a assinatura do acordo da ALBA entre Venezuela e Cuba. Partindo dos ensinamentos de Bolívar e Martí, que defendiam a união das nações latino-americanas e caribenhas e advertiam para o perigo que representava a interferência dos Estados Unidos, Chávez e Fidel começavam a traçar o projeto de uma outra integração. O «Acordo entre o Presidente da República Bolivariana da Venezuela e o Presidente do Conselho de Estado de Cuba, para a aplicação da Alternativa Bolivariana das Américas», firmado em 14 de dezembro de 2004, previa a ampliação de outro instrumento que já estava em vigor desde o ano 2000.

Cuba e Venezuela firmaram o «*Convênio Integral de Cooperação*», apenas dois anos após a eleição de Chávez, abrangendo as áreas energética, esportiva, de saúde, educação, construção, turismo e agricultura, entre outras. Tratava da complementação produtiva baseada na racionalidade, do aproveitamento das vantagens existentes em uma e outra parte, da poupança de recursos, da ampliação do emprego útil, do acesso aos mercados, de pacotes tecnológicos integrais e da eliminação do analfabetismo e programas de saúde, entre outros temas relevantes para integração.

As relações entre Cuba e Venezuela se estreitaram a partir dos primeiros anos do governo Hugo Chávez. No entanto, a partir de 2003 tais vínculos foram concretizados em uma série de programas sociais novos. Supõe-se que a disputa em torno do controle das rendas do petróleo na Venezuela, ocorrida entre 2001 e 2003, tenha desencadeado uma ofensiva das classes dominantes locais e a conseqüente radicalização do processo bolivariano, o que teria provocado uma aproxi-

mação ainda mais intensa entre os dois países. O antecedente imediato do acordo de 2004, entre Cuba e a Venezuela, foi a vitória de Hugo Chávez no referendo reconvocatório em agosto, inclusive o artigo número dois do acordo de 2004 reconhece esse episódio como corolário da «consolidação do processo bolivariano».

O compromisso do governo Chávez com os setores populares, a partir do referendo, associado à nova conjuntura de aumento importante no volume de recursos manejados pelo Executivo¹⁵ determinou o surgimento do projeto «Missões», um conjunto de políticas públicas destinadas aos setores mais empobrecidos da população. O projeto também respondia às dificuldades de fazer chegar aos setores mais pobres essas melhorias em termos de saúde e educação.

A participação cubana foi um ingrediente fundamental para a implementação do projeto, pela experiência do país naquelas áreas. Entre as contribuições cubanas pode ser destacada a erradicação do analfabetismo. Foi através do programa desenvolvido pelos cubanos, denominado «Yo si puedo», que em 2005 a Venezuela reduziu consideravelmente o analfabetismo a partir de uma campanha de alfabetização nos moldes da campanha desencadeada em Cuba nos anos 1960. Em dois anos, o projeto atingiu 1,4 milhão de venezuelanos, dentre eles 76 mil habitantes dos povoados indígenas que já podem ler e escrever em espanhol e nas suas línguas nativas. Entre as «Missões» pedagógicas sob responsabilidade dos cubanos destacaram-se Robinson I (alfabetização), Robinson II (primária), Ribas (secundária) e Sucre (universitária), todas destinadas a melhorar as condições educacionais dos venezuelanos pobres. Através dessas atividades, Cuba realiza assessoramento pedagógico e elabora o material didático.

Ainda dentro deste projeto social, destacou-se a Missão «Barrio Adentro». Tal programa é considerado como uma das iniciativas de maior sucesso do processo bolivariano, porque permitiu a expansão dos serviços de saúde aos bairros mais pobres do país. É justamente nesta missão que a presença cubana se fez sentir de maneira mais marcante com o envio de mais de 20 mil médicos cubanos para a Venezuela. Mais de 17 milhões de venezuelanos já receberam atendien-

15. Os recursos manejados pelo Executivo são oriundos predominantemente da apropriação das rendas do petróleo. Existe uma série de dúvidas sobre os programas sociais assistencialistas por parte dos governos de esquerda latino-americanos, como «Bolsas», no Brasil e «Missões», na Venezuela. A principal crítica é de que o assistencialismo não resolve os problemas estruturais dos países. Entretanto, a inserção desses beneficiados no mercado consumidor, ainda que a sua renda seja oriunda de programas do governo, tem servido para diminuição dos índices de desigualdade social. No caso da Venezuela, ainda existe dúvida sobre a continuidade desses programas sociais, por dependerem única e exclusivamente das rendas do petróleo. É importante lembrar, no entanto, que antes de se constituir em recurso para os programas sociais do governo, essa riqueza era apropriada privadamente pela burguesia venezuelana e pelos consórcios internacionais. Além disso, é bom lembrar que o programa «Missões» está voltado para uma prestação de serviço à população em todos os níveis e não em aporte monetário, que é o caso das «Bolsas» no Brasil e outros programas em países governados pela esquerda na América Latina.



to dos 23 601 médicos cubanos que estão no país. Foram implantados 133 centros de diagnóstico integral, 171 salas de reabilitação e cinco centros de diagnóstico de alta tecnologia. Mais de três mil venezuelanos estudam medicina geral em Cuba, e 12 mil cursam medicina comunitária na Venezuela, com o apoio de 6 525 especialistas cubanos. Os médicos cubanos realizaram 220 571 cirurgias oftalmológicas na Venezuela dentro dos objetivos desse projeto.

Não foi apenas nas áreas de educação e saúde que Venezuela e Cuba construíram suas alianças. Impulsionada pela assinatura do Convênio Integral de Cooperação Cuba-Venezuela, de 30 de outubro de 2000, as trocas comerciais entre os dois países aumentaram enormemente. A Venezuela fornece atualmente aproximadamente 90 mil barris de petróleo por dia para Cuba, a preços subsidiados. Em 2005, as trocas comerciais chegaram a US\$ 2,4 bilhões, um aumento de 140% em relação ao ano de 2001. Em 2006, o país de Hugo Chávez investiu aproximadamente US\$ 834,6 milhões na execução de projetos, em setores como informática, comunicações, indústria açucareira, moradia, turismo, transporte e energia em Cuba. Foram criadas várias empresas binacionais para dar prosseguimento aos projetos financiados pela Venezuela.

A cooperação em segurança e inteligência também contribui para incrementar as relações entre Cuba e Venezuela. O governo venezuelano, influenciado pela doutrina militar cubana, recupera a fórmula que prevê a criação de uma brigada popular de dois milhões de reservistas. Também se articula uma legislação especial na área de segurança que permite, aos oficiais cubanos e venezuelanos, ampla mobilidade para conduzir atividades de defesa militar nos dois países.

Se a participação cubana foi ingrediente fundamental para a implementação das políticas públicas destinadas aos setores mais pobres da sociedade venezuelana, sobretudo nas áreas de educação e saúde, a conexão entre os dois países também resultou extremamente benéfica para a superação das dificuldades da economia cubana nos primeiros anos do século XXI. A aliança estratégica entre Cuba e Venezuela tem como resultado imediato a recuperação econômica da ilha e o fortalecimento da imagem política de Chávez junto à esquerda do mundo periférico.

Concretamente, o que une Fidel e Chávez é uma aliança estratégica, onde o primeiro fornece recursos humanos e experiência de gestão nos assuntos relativos à implementação dos programas sociais, além de prestígio político junto a todo o conjunto periférico, enquanto Chávez aporta os recursos econômicos necessários para sanear os problemas cubanos. Esses são, aliás, os termos do acordo assinado entre os dois países, que fazem parte também do termo assinado recentemente entre Cuba, Venezuela e Bolívia.

Além do caráter estratégico da aliança, existe também uma outra coincidência nos dois processos que diz respeito à radicalização. Sua origem e a consequente constituição de uma perspectiva socialista – evidentemente diferente nos dois

períodos – foi resultado da mobilização popular¹⁶ associada aos limites impostos pelos setores dominantes às reformas dos governos de esquerda. A origem da radicalização de ambos os processos nos permite, por fim, compreender que a história atual dos dois países compartilha uma questão permanentemente colocada para a compreensão da América Latina contemporânea: a relação entre reforma e revolução. Permite vislumbrar o tênue limite existente na história da América Latina entre a consolidação de uma democracia representativa com menor desigualdade social e a ruptura com o sistema capitalista.

Essa linha frágil entre reforma e revolução permite ainda verificar as conexões históricas entre o processo revolucionário venezuelano e o processo revolucionário cubano. Ambos foram profundamente marcados por um nacionalismo ancorado no exemplo dos seus libertadores, Simon Bolívar e José Martí, líderes nas lutas dos seus respectivos países contra o império espanhol. A radicalização dos dois processos foi determinada pelas possibilidades abertas pela ampliação da mobilização popular e de acordo com os limites colocados pelos setores dominantes à realização das reformas pretendidas. As diferenças entre estes processos (contexto internacional, forma de acesso ao poder, questão do petróleo, relação com EUA, etc.) não permitem esquecer que ambos fazem parte de uma rica tradição de nacionalismo radical latino-americano, que nestes primeiros anos do novo milênio ganhou um novo impulso, particularmente na América do Sul.

16. Significa dizer que, embora o socialismo fosse completamente diferente nos anos 1960 e nos anos 1990, é possível afirmar a coincidência de que nos dois períodos houve, em toda a América Latina, uma intensa mobilização popular em torno de movimentos anti-sistêmicos. Nos anos 1960, acreditava-se na possibilidade de implantação do capitalismo e os setores populares haviam sido articulados em torno do nacionalismo por diferentes movimentos políticos, inclusive por governantes burgueses como Vargas, Perón, Paz Estenssoro, etc. Nos anos 1990, a mobilização da população foi uma reação às políticas neoliberais. Manifestações notadamente explosivas e, muitas delas, espontâneas – Caracazo, na Venezuela; Cara Pintadas, no Brasil; Piqueteros, na Argentina – serviram para pressionar governantes de esquerda a incorporar as demandas desses movimentos. Tanto nos anos 1960, como nos anos 1990, a resposta das classes dominantes latino-americanas e do imperialismo norte-americano à mobilização popular e às propostas de reformas no sistema econômico, político e social foi bastante contundente, provocando, em muitos casos, a radicalização de movimentos reformistas.



BIBLIOGRAPHIE

- **AGUIRRE ROJAS Carlos Antonio**, *América Latina en la Encrucijada. Los movimientos sociales y la muerte de la política moderna*, México, Editorial Contrahistorias, 2006, 2 ed.
- **ANGELL Alan**, « La izquierda en América Latina desde c. 1920 », in **BETHELL Leslie** (ed.), *Historia de América Latina. Política y sociedad desde 1930*, Barcelona, Crítica, 1997, vol. 12, p. 73-131.
- **BRAVO Douglas**, « La unidad cívico-militar. Revista Ruptura Continental, junio-agosto de 1980 », in **GARRIDO Alberto** (ed.), *La Revolución Bolivariana. De la guerrilla al militarismo. Revelaciones del Comandante Arias Cárden*, Mérida, 2000.
- **ELIZALDE Rosa Miriam, BAÉZ Luís**, *El encuentro*, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, La Habana, 2005.
- **GARRIDO Alberto**, *Guerrilla y conspiración militar en Venezuela*, Mérida, Editorial Venezolana, 1999.
- **GARRIDO Alberto**, *La Revolución Bolivariana. De la guerrilla al militarismo. Revelaciones del Comandante Arias Cárdenas*, Mérida, 2000.
- **GOLLINGER Eva**, *O Código Chávez*, Caracas, Monte Ávila Editores, 2005.
- **GOTT Richard**, *A la sombra del Libertador. Hugo Chávez Frías y la transformación de Venezuela*, Caracas, Imprenta Nacional de la Republica

- *Bolivariana de Venezuela*, 2002.
- **PETRAS James**, *La izquierda contraataca. Conflicto de clases en América Latina en la era del neoliberalismo*, Madrid, Akal, 2000.
- **WASSERMAN Claudia**, *Palavra de president*, Porto Alegre, Editora da UFRGS, 2002.

DOCUMENTOS

- **CASTRO Fidel**, « Discurso en el Aula Magna de la Universidad de La Habana con motivo de la visita del Teniente Coronel Hugo Chávez », *Venezuela y Chávez*, Ocean Sur, 2006.
- **CHÁVEZ Hugo**, « Primera que vengo físicamente, porque en sueños, a Cuba, he venido muchas veces », in **ELIZALDE Rosa Miriam, BAÉZ Luís** (ed.), *El encuentro*, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado. La Habana, 2005.
- *Acordo entre o Presidente da República Bolivariana da Venezuela e o Presidente do Conselho de Estado de Cuba, para a aplicação da Alternativa Bolivariana das Américas* – 14 de dezembro de 2004, último acesso 22/05/2008, encontrado in : <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos//2004/por/a141204p.html>
- *Convênio Integral de Cooperação entre Cuba e a Venezuela*, assinado em 30 de outubro de 2000, último acesso 22/05/2008, encontrado in : <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos//2004/por/a141204p.html>

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article a pour but d'analyser l'influence de la Révolution cubaine sur ce qu'on entend par « socialisme » quand on évoque la gauche latino-américaine, au Venezuela tout particulièrement. Beaucoup d'études ont analysé la constitution de groupes de guérilla à partir de cette influence et comme le résultat de la politique extérieure cubaine qui a, en certaines occasions, stimulé l'activité de ces groupes dans les années

1960-1970. Au-delà de ce moment, l'objectif de cet article est aussi d'analyser l'influence de la Révolution cubaine sur la Révolution bolivarienne initiée à la fin des années 1990 au Venezuela et de comprendre les relations et activités de coopération actuelles entre les deux pays.

El artículo tiene como objetivo analizar el impacto y la influencia que la Revolución Cubana y su definición por el socialismo han tenido en la izquierda latinoamericana en su conjunto y,

particularmente, en Venezuela. Mucho se ha estudiado la formación de los grupos de guerrilla bajo el impacto de la Revolución Cubana y la manera en que la política externa de la isla socialista estimuló, en algunas ocasiones, las actividades de estos grupos en los años 60 y 70. El objetivo de este artículo es ir más allá de eso. La propuesta es investigar los grupos guerrilleros y políticos formados bajo el impacto y la influencia de Cuba en los años 60 y 70, y además tratar de entender cómo Cuba influyó el proceso bolivariano, ocurrido a finales de los 1990 en Venezuela. También se propone comprender las relaciones y actividades de cooperación entre los dos regímenes en la actualidad. The objective of the article is to analyze the impacts and the influence that the

Cuban Revolution and its definition for the socialism had in the Latin American left as a whole and, particularly, in Venezuela. There are many studies about the constitution of guerrilla groups formed under the impact of the Cuban Revolution and about Cuban foreign policy saying that it stimulated the activities of these groups in the 60's and in the 70's. The goal of the paper is to go a little bit further, asking about the politicians and the groups formed under the impact and influence of Cuba in the 60's and in the 70's, but also trying to understand how Cuba can influence the Bolivarian Process, that emerged in the late 90's in Venezuela. And, finally, its aims is to understand the relationships and activities of cooperation between both regimes until now.

MOTS CLÉS

- Révolution cubaine
- Histoire du Venezuela
- La gauche en Amérique latine
- Intégration latino-américaine

PALABRAS CLAVES

- Revolución cubana
- Historia de Venezuela
- Izquierda en América latina
- Integración latino-americana

KEYWORDS

- Cuban Revolution
- History of Venezuela
- Latin American left
- Latin American integration

Le nouveau mouvement culturel afro-cubain et le débat sur la question raciale dans la Cuba contemporaine¹

Les paroles du groupe de rap, *Hermanos de Causa*, expriment clairement la situation du racisme sur l'île : « ne me dis surtout pas qu'il n'y en a pas, car je l'ai vu, ne me dis pas qu'il n'existe pas, car je l'ai vécu, ne me dis pas qu'il n'y a pas de racisme car il y a des racistes ; les préjugés, d'une manière ou d'une autre, sont toujours là »². Comme eux, ils sont nombreux à dénoncer la persistance de préjugés raciaux et de discrimination, un problème social qui, selon de nombreux Cubains noirs, s'amplifie.

Cette dénonciation de la persistance du racisme dans la société cubaine est un phénomène récent. Il n'y a pas si longtemps, universitaires et militants vilipendaient le silence qui entourait cette question. Alors que dans les premières années de la révolution cubaine les autorités avaient engagé un débat important sur ces questions, durant les décennies suivantes le sujet est devenu complètement tabou dans la sphère publique. Cependant, depuis le début des années 1990, un nombre de plus en plus important d'acteurs culturels (ce que, dans cet article, je nomme le

1. Cet article est une version courte du texte anglais « The New Afro-Cuban Cultural Movement » paru dans le *Journal of Latin American Studies*, vol. 40, 2008, p. 697-720.

2. *Hermanos de Causa*, « Lágrimas negras », extrait de l'album *La causa nostra* (2003) qui m'a été donné en 2006 par Soandry Del Rio, l'un des deux membres du groupe. « No me digas que no hay porque yo sí lo he visto, no me digas que no existe porque lo he vivido... No digas que no hay racismo donde hay un racista... el prejuicio de una forma u otra esta presente ».

«nouveau mouvement culturel afro-cubain») ont utilisé leurs créations pour se saisir de la question du racisme et réintroduire ce sujet dans les débats publics.

Cet article analyse ces débats récents en tenant compte des transformations économiques et sociales actuelles de l'île. Ces transformations sont elles-mêmes perçues au regard des bouleversements économiques et sociaux introduits par la révolution cubaine depuis les années 1960. Il s'agit également d'analyser ces débats en les confrontant au discours officiel dominant qui déclare, en dépit des preuves du contraire, que tous les Cubains sont des membres absolument égaux de la nation. Mon propos est de montrer dans quelle mesure les débats actuels sur la question raciale ont un impact sur les autorités cubaines et sur les perceptions populaires des différences raciales sur l'île.

« Je ne me tairai pas » : question raciale et productions culturelles

Les rappers sont les premiers à avoir permis l'émergence d'un discours sur la question raciale dans la société cubaine. Le mouvement hip hop, un réseau ample de rappers, Dj's, break danseurs, graffeurs, producteurs et promoteurs culturels³, apparaît dans l'île au début des années 1990, et acquiert une visibilité nationale au milieu de la décennie, après l'organisation du premier festival de rap national en 1995. Plusieurs facteurs ont ensuite contribué à la consolidation d'un mouvement de hip-hop national : les festivals annuels de rap, l'organisation de plusieurs rencontres sur le hip-hop cubain après 2005, la création d'une agence officielle chargée de la promotion de la musique rap (Agencia Cubana de Rap), ainsi qu'à partir de 2003 la publication du journal *Movimiento: la revista cubana de Hip Hop* [Fernandes, 2006 ; West-Durán 2004, 2007 ; Olavarria, 2002].

Ce mouvement a mis en forme les frustrations, les inquiétudes et les aspirations de jeunes Noirs qui avaient atteint leur majorité à la fin des années 1980 et au début des années 1990 dans une période de changements rapides de la société cubaine. Durant cette période, les relations interraciales se sont rapidement détériorées et le racisme comme les discriminations ont resurgi. Tous ces jeunes ont été confrontés à des barrières raciales concrètes, et ils se sont tournés vers le rap pour demander réparation et justice sociale. Le meilleur exemple de ces discours reste la chanson emblématique *Tengo* des Hermanos de Causa, l'une des chansons les plus connues du mouvement du rap cubain depuis sa création. Cette chanson détourne le fameux poème de 1964 de Nicolás Guillén, poète et militant cubain, qui, dès les années 1930 avait, en tant que révolutionnaire commu-

3. Note de la coordination : *promotor cultural* est l'équivalent, en France, de salarié dans le management culturel. N'ayant pas de terme équivalent aussi précis, nous avons choisi une traduction littérale du terme cubain.



niste, lutté pour l'égalité raciale. Le *Tengo* de Guillén célébrait l'élimination des discriminations raciales dans les premières années de la révolution cubaine et les réussites du gouvernement révolutionnaire en matière d'égalité raciale. Hermanos de Causa, au contraire, utilise cette chanson pour dénoncer la persistance de discriminations et la marginalisation croissante de la population noire :

«Tengo una raza oscura y discriminada. Tengo una jornada que me exige y no da nada. Tengo tantas cosas que no puedo ni tocarlas. Tengo instalaciones que no puedo ni pisarlas... Tengo lo que tengo sin tener lo que he tenido⁴.»

Le second thème qui apparaît de façon récurrente dans de nombreuses chansons de rap cubain concerne l'attitude discriminatoire de la police ainsi que la persistance de stéréotypes raciaux qui décrivent les Noirs comme de violents criminels. *Policía, policía tú no eres mi amigo, para la juventud cubana eres la peor pesadilla*, chante Papá Humbertico. *Mi color te trae todos los días... a toda hora, la misma persecución*, confirme Alto Voltaje [Kantor, 2002]⁵. Hermanos de Causa aborde ces questions dans *Lágrimas Negras*, une autre chanson emblématique : *negro delincuente, concepto legendario, visto como el adversario en cualquier horario... El agente policiaco con silbato o sin silbato... los más prietos son el plato preferido, los otros aquí son unos santos...* Molano MC approfondit cette dénonciation en rajoutant dans son fameux *¿Quién tiró la tiza?* que ce sont les Noirs des classes populaires qui sont identifiés comme des éléments violents [West-Durán, 2004]⁶. Le groupe Obsesión [2003] rajoute que ces stéréotypes sont également sexués. Dans *La llaman puta* ils racontent comment certaines femmes qui ne trouvent pas de travail sont contraintes à des choix difficiles et à se prostituer, une option, qui selon de nombreux Cubains blancs, serait le choix préféré des femmes noires [Elison, 1999].

Les rappers et rappeuses abordent des sujets également très vastes dans leurs chansons sur la race, l'histoire et l'identité. Beaucoup ont utilisé des symboles religieux afro-cubains pour insister sur l'importance des contributions africaines à la *Cubanidad*. Certains rappers jouent un rôle très actif dans ce processus de redécouverte en utilisant des mots yoruba dans leurs textes, voulant ainsi mettre un terme,

4. Hermanos de Causa, «Tengo» est extrait de l'album *La causa nostra* et de la compilation *Cuban Hip Hop All Stars* (2001). Cette chanson est étudiée par Fernández [2003] et West-Durán [2004].

«Je suis d'une race obscure et discriminée, je vis des journées exigeantes sans contrepartie, j'ai des infrastructures mais je ne peux y mettre le pied... j'ai ce que j'ai sans avoir ce que j'avais.»

5. The lyrics of Papá Humbertico and Alto Voltaje in «Desafían a son de rap al régimen de Fidel Castro», *El Nuevo Herald* (August 17, 2002). Papá Humbertico : «Police, police, tu n'es pas mon amie, pour la jeunesse cubaine, tu es le pire cauchemar». Alto Voltaje «Ma couleur apporte tous les jours... à chaque moment son lot de persécutions». Hermanos de Causa «le Noir délinquant, concept légendaire, vu comme un adversaire quel que soit le moment... l'agent policier avec et sans sifflet... les plus Noirs sont le plat préféré, les autres ici sont des saints».

6. Molano MC, «Quién tiró la tiza?» («Qui a lancé la craie?») peut s'écouter sur (<http://youtube.com/watch?v=24U0cHM9O1U>).

voire même inverser, le processus de destruction culturelle engendré par l'esclavage et le Passage du milieu [West-Durán, 2007 ; Perry, 2002]⁷. Las Krudas le formulent de façon éloquente : *Mis costumbres las cambiaron, mis dialectos aplastaron, mi lengua la olvidé*. Anónimo Consejo pose une question similaire : *¿De dónde vine?*⁸.

Dans le cadre de cette discussion sur le thème de l'histoire et de l'identité certains rappeurs invoquent des héros afro-cubains, d'Antonio Maceo à Gustavo Urrutia, héros de la lutte pour l'indépendance ou des combats pour la justice et l'égalité raciale sous la République. Quelques-uns se réfèrent au *Partido Independiente de Color* (PIC) et à ses leaders, Evaristo Estenoz et Pedro Ivonet, qui ont tous deux été tués lors de représailles racistes qui ont fait suite à la révolte menée par le parti en 1912. Les références au PIC sont chargées de symbolisme : ce parti est le paradigme national d'une mobilisation centrée sur la notion de couleur et ses activités étaient quasi inconnues de la majorité des Cubains, y compris des rappeurs, jusqu'à très récemment. En faisant référence à ces hommes et à leur combat, les rappeurs invitent les jeunes Cubains à redécouvrir des pans de leur passé qui sont longtemps demeurés sous silence [Puerto, 2002]⁹.

Les artistes plasticiens se sont également saisis de ces débats portant sur le racisme, l'histoire et la *Cubanidad*. Au début des années 1990, alors que les *raperos* et *raperas* des quartiers populaires de la Havane ou d'autres villes commençaient à faire entendre leurs voix, un groupe de jeunes peintres entreprenait de travailler sur les notions de race et d'identité. Il n'est pas si surprenant que les deux discours se soient construits en parallèle, car bien qu'énoncés et disséminés dans des espaces sociaux différents, ils reposent sur des préoccupations, des aspirations et des frustrations communes. Un de ces plasticiens, Roberto Diago, a lui-même déclaré « ce que je produis est très semblable à du rap en peinture » [Mateo, 2003].

Ces « raps visuels » ont été montrés à l'occasion de trois importantes expositions qui se sont tenues à la Havane entre 1997 et 1999. La première *Queloides (I parte)* est organisée par l'artiste Alexis Esquivel et par le commissaire d'exposition Omar Pascual Castillo dans la *Casa de Africa*. Le titre de l'exposition tire son nom des chéloïdes, des cicatrices boursoufflées que l'on peut trouver sur tous les types de peau, mais qui, selon de nombreux Cubains, apparaissent seulement sur les peaux noires [Duharte and Santos, 1997]. Le titre évoque par conséquent à la fois la persistance de stéréotypes raciaux et le traumatisme récurrent de l'exposition au racisme et aux

7. Voir par exemple le groupe Orishas dans l'introduction de leur CD le plus vendu, *A lo cubano* (2000).

8. Las Krudas, « A Mike Minongo », un des titres de leur album autoproduit *Cubensi* (2003) ; Anónimo Consejo, « Loma y machette », cité par West-Durán [2007], 13 ; Anónimo Consejo, « Aché », est inclus dans *Hip Hop Cubano: The Inventos Mixtape* (2005). Las Krudas : « Ils ont changé mes coutumes, éradiqué mes dialectes, j'ai oublié ma langue ». Anónimo Consejo : « D'où je viens ? »

9. Anónimo Consejo traite de cette question dans la chanson « Aché » ; Papá Humbertico mentionne le PIC dans « Por los que no estan », dans son album *Rap-Activismo* (2006).



discriminations. Les artistes invités à exposer ne se reconnaissent pas tous comme Noirs, mais ont incorporé les thématiques de la race et de l'identité dans leurs travaux. Outre Esquivel et Castillo, l'exposition présentait les œuvres d'Alvaro Almaguer, Manuel Arenas, Roberto Diago, René Peña, Douglas Pérez, Elio Rodríguez Valdés (el Macho), Gertrudis Rivalta, et de José Angel Vincench. Dans « *Queloides* », explique Esquivel [2005], « les artistes se sont intéressés à la personne noire en tant qu'individu marginalisé confronté à des désavantages économiques, à des traumatismes et à l'auto-analyse » [voir également Fernandes, 2006]¹⁰.

Cette thématique demeure au centre de l'exposition suivante qui eut lieu quelques mois plus tard à la Havane, au Centro Provincial de Artes Plásticas y Diseño. Le commissaire d'exposition, Ariel Ribeaux Diago, est un jeune historien de l'art, critique et écrivain. L'exposition s'intitule *Ni músicos ni deportistas*. Le titre utilise le stéréotype très répandu selon lequel les Noirs n'excellent que dans le domaine des sports ou de la musique, deux activités qui, dans le discours raciste, sont intellectuellement pauvres et sont associées à une vie facile [Duharte and Santos, 1997]. Les cinq artistes (Arenas, Esquivel, Peña, Pérez et Rodríguez) qui ont participé à cette exposition avaient auparavant participé à *Queloides (I parte)* et ont poursuivi leur discussion sur les représentations raciales, les stéréotypes, l'histoire et la marginalisation. Ribaux [2000] voit cette exposition comme la création d'un « espace autonome » où les Noirs peuvent se reconnaître et être reconnus « comme des êtres sociaux avec des spécificités ». Cet espace était aussi un lieu de mémoire et de souvenir, où les artistes cherchaient à retrouver « l'histoire à peine existante » d'un groupe racial « sans mémoire » [voir Esquivel, 2005].

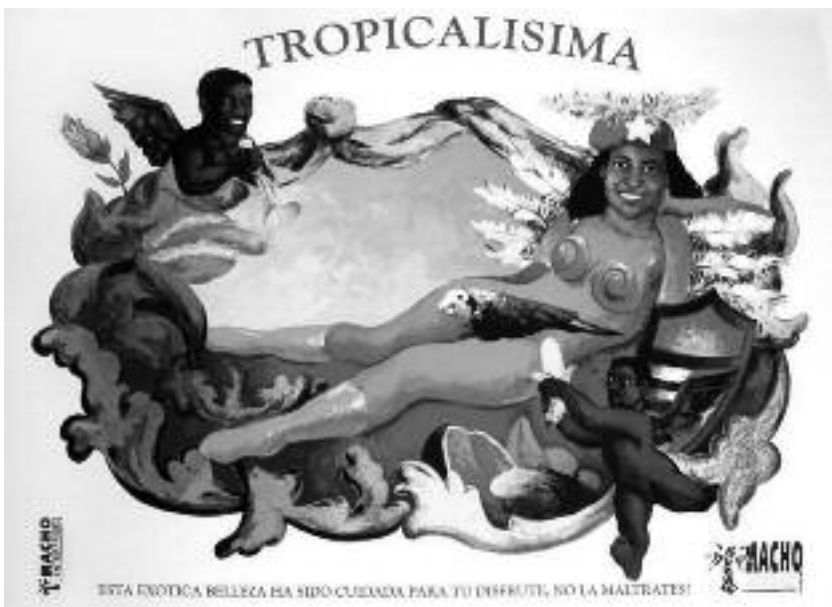
Ribaux est également le commissaire de la troisième exposition qui porte à nouveau le titre de *Queloides* et qui avait été organisée à la demande du Centro de Desarrollo de las Artes Visuales (CDAV) à l'occasion du dixième anniversaire de cette institution en 1999¹¹. On y retrouve certains des artistes des expositions précédentes (Arenas, Esquivel, Peña, Douglas, Rodríguez), ainsi que Gertrudis Rivalta qui avait participé à la première exposition. Ils ont été rejoints par Pedro Alvarez, Lázaro Saavedra, Juan Carlos Alom, Andrés Montalvan et José A. Toirac. Il s'agit en somme de la plus volumineuse des expositions.

10. Je tiens à remercier Alexis Esquivel pour les multiples renseignements qu'il m'a fournis à propos de ces expositions.

11. Dans la suite de l'article, je me réfère à cette exposition en la nommant *Queloides II* pour la différencier de la première. C'est sous ce nom que l'exposition apparaît sur le CV de certains exposants comme René Peña. Ma source principale pour traiter de cette exposition est le « Expediente de la Exposición Queloides », Archivo del Centro de Desarrollo de las Artes Visuales. Je remercie chaleureusement le critique d'art Caridad Blanco qui m'a aidé à me procurer ces documents. On ne sait pas exactement pourquoi le CDAV a choisi de présenter en son sein cette exposition, alors que la même exposition n'avait pas été retenue lors d'un concours organisé par l'UNEAC, l'Union des Écrivains et des Artistes. Aucune information contenue dans le dossier de l'exposition conservé au CDAV ne permet de clarifier cette question. Sur l'exposition, voir également Esquivel [2005], p. 19-21.

Ribeaux avait conçu *Queloides II* comme une suite de *Ni músicos ni deportistas*, et avait insisté sur la nécessité de se consacrer à la problématique de la race.

À l'image des *raperos* et *raperas*, ces artistes ont utilisé leur œuvre pour soulever des questions vitales sur le sens d'une identité noire, et ses liens avec l'histoire de la nation cubaine. Certains ont choisi de détourner les représentations racistes traditionnelles qui sont très prégnantes dans l'imagerie cubaine. Le peintre Elio Rodríguez Valdés, par exemple, choisit de critiquer la vision folklorique des Afro-Cubains qui se résume à des fétiches érotisés féminins qui attirent des touristes libidineux sur l'île ou à des prédateurs sexuels masculins qui menacent les barrières sociales et raciales établies. Dans sa série *Mulatísimas*, Rodríguez complexifie le discours nationaliste dominant qui identifie la nation à une femme métisse [Kutzinski, 1993 ; Cámara, 2000]. Au lieu d'utiliser cette femme métisse comme la possibilité d'une réconciliation nationale/raciale, El Macho réutilise les représentations féminines issues de l'iconographie folklorique des paquets de cigarettes pour montrer que cet imaginaire est utilisé aujourd'hui encore dans l'industrie commerciale et touristique, par exemple, dans sa série *Tropicalísima*. Il insère également dans ses peintures des éléments de l'iconographie révolutionnaire (comme le légendaire béret de Che Guevara) afin de montrer avec quelle facilité ces icônes politiques coexistent avec le discours traditionnel sur la race et le genre [Ribeaux, 2005 ; Sánchez, 2005 ; Fernandes, 2006].



Elio Rodríguez Valdés, *El Macho: Tropicalísima*, Sérigraphie illuminée 1999. Reproduit avec l'aimable autorisation d'Elio Rodríguez.



La relation conflictuelle entre race, genre et nation est également présente dans le travail de René Peña. Après des études de littérature anglaise, Peña se tourne vers la photographie au début des années 1990 et cherche à imprimer sur les corps les conflits sociaux et raciaux. Comme Elio Rodríguez, il s'est moqué des stéréotypes racistes, notamment de l'imagerie du violeur noir. Il va au bout de ce stéréotype en 1994 avec une photo célèbre d'un homme nu dont un couteau est substitué au pénis.

Dans *Queloides II*, il présente des photos extraites de la série *Man Made Materials* (le titre original est en anglais) où il montre des peaux noires en très gros plan. En obligeant le spectateur à se confronter d'aussi près à ces peaux, Peña s'attaque une nouvelle fois à la peur de la contagion raciale (il s'agit ici encore du couteau, mais sous une forme différente) et réintroduit l'humanité du corps noir qui n'est plus seulement réduit au statut d'objet de désir érotique [Mena Chicuri, 2007; Ribeaux, 2000; Molina, 1996].



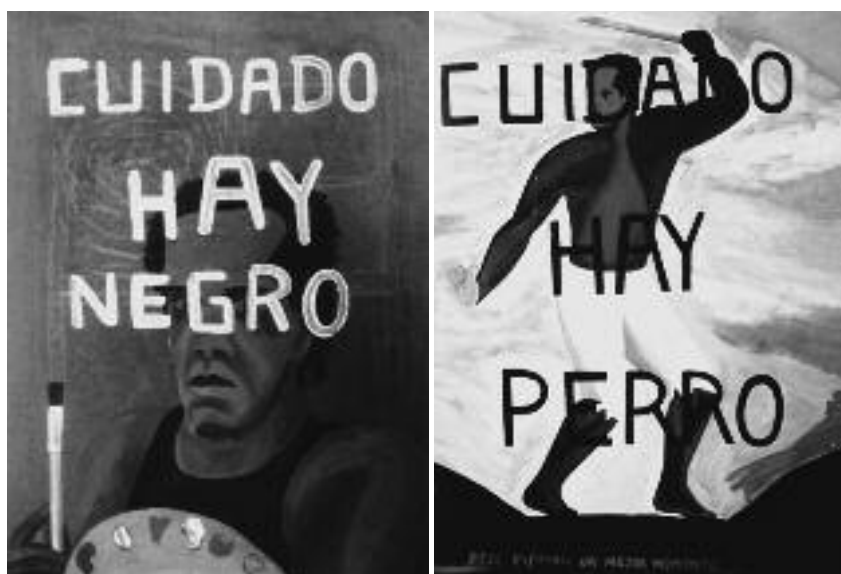
René Peña, *Série Rituales* (1994), tirage argentique. Reproduit avec l'aimable autorisation de René Peña.

L'image du prédateur noir est également importante chez Manuel Arenas qui ridiculise l'association entre race et crime, un thème dont se sont également saisis les rappeurs précédemment cités.

Dans *Cuidado hay negro* et *Cuidado hay perro*, deux toiles présentées à la première exposition *Queloides*, Arenas se moque de la peur des Noirs tout en recherchant dans l'histoire de la nation cubaine les origines profondes de ce discours racial. Dans *Cuidado hay perro*, il insère un esclave armé en fuite (ou un membre

de l'Armée de Libération du XIX^e siècle), afin de montrer que les peurs raciales sont récurrentes dans l'histoire cubaine. Une phrase incluse dans la toile insiste sur ce contexte historique :

«Debe esperar un mejor momento» («il doit attendre un moment plus opportun»). Cette inscription fait référence à un credo persistant du discours nationaliste : les Noirs doivent se montrer patients et ne se mobiliser que si le moment est propice, ce qui n'arrive jamais. Arenas ridiculise à nouveau ces peurs racistes enracinées dans l'histoire dans *Cuidado hay negro*, où l'homme noir dangereux n'est autre que le peintre lui-même [Fernandes, 2006]¹².



Manuel Arenas, «*Cuidado hay negro*» et «*Cuidado hay perro*» (1997), huile et techniques mixtes sur toile. Reproduit avec l'aimable autorisation de Manuel Arenas.

Ces artistes ont également entrepris une réflexion importante sur l'histoire et l'identité. Ces thèmes sont particulièrement présents dans le travail d'Alexis Esquivel, qui remet en cause les vérités établies de l'histoire cubaine et conteste certains silences du nationalisme cubain.

Son *Carlos M. de Céspedes y la libertad de los negros* remet en cause la célèbre représentation de Céspedes, le «père de la patrie», qui fut à l'origine de la guerre d'indépendance de 1868, dans laquelle il est dépeint comme un patriarche magnanime accordant la liberté à ses esclaves. D'après l'historiographie cubaine

12. Je tiens à remercier Arenas pour les discussions que nous avons eues sur son travail.

traditionnelle, ce geste fut à l'origine de la guerre d'indépendance et par conséquent à l'origine de l'abolition de l'esclavage sur l'île. C'est une version dans laquelle la liberté comme l'abolition sont le résultat de la générosité d'un Blanc et non une conséquence des initiatives des esclaves ou d'autres acteurs populaires [Ferrer, 1999; de la Fuente, 2001].



Alexis Esquivel, « Carlos M. de Céspedes y la libertad de los negros » (1993), huile sur carton. Reproduit avec l'aimable autorisation d'Alexis Esquivel.

Ce que le discours traditionnel sur la générosité des Blancs ne dit pas, c'est que Céspedes avait également décrété que l'esclavage ne serait pas immédiate-

ment aboli, que les insurgés seraient dans l'obligation de respecter les biens des esclavagistes, et que les esclaves libérés seraient toujours sous contrôle. Le « Céspedes » de Esquivel retourne cette version dominante en montrant un *Padre de la Patria* prisonnier de ses propres peurs (la peur d'un « désordre social noir », la peur d'une Cuba noire, la peur d'Haïti [Ribeaux, 2000; Robinson, 2000]).¹³



Juan Roberto Diago, *España devuélveme a mis dioses* (2002), Huile sur jute. Reproduit avec l'aimable autorisation de Juan Roberto Diago.

Comme pour les rappeurs, l'Afrique est un sujet central d'interrogation pour ces artistes. L'importance des éléments africains dans la religiosité cubaine est depuis longtemps un thème récurrent dans les arts et lettres cubains, et ce sujet était déjà prépondérant chez certains peintres antérieurs à ce mouvement comme Manuel Mendive [Martínez Furé, 1979; Mosquera, 1993]. La religiosité est également centrale dans les œuvres tardives de Belkis Ayón, qui est de la même génération que le groupe *Queloides* [Mena Chicuri, 2007; Ayón, 2000]. Mais certains de ces artistes (du groupe *Queloides*) ont dépassé la question de la simple religion pour mettre en évidence la place centrale de l'Afrique dans l'histoire cubaine et la culture nationale. Le travail de l'artiste Roberto Diago témoigne de ce questionnement. Diago utilise des matériaux très modestes comme de la toile

13. L'intérêt d'Esquivel pour les peurs raciales est également évident dans «Autopsia» qui évoque le massacre raciste de 1912 et tisse des liens avec la situation actuelle. Sur cette oeuvre très connue, voir les travaux de Mena Chicuri [2007]. Sur Esquivel ou l'utilisation de 1912 chez d'autres artistes voir Ribeaux [2000] et Esquivel [2005].



de jute et de la poussière rapportées d'Afrique. L'assemblage de ces éléments construit un discours qui conteste les silences de l'histoire ainsi que les stéréotypes et qui donne aux éléments du passé africain une place centrale pour les Cubains d'aujourd'hui. Il clarifie d'autant plus ses messages qu'il introduit souvent des textes de style graffiti dans ses œuvres, ce qui renforce l'association entre son travail et le rap. Par exemple, *España devuélveme a mis dioses* évoque le processus de dépossession culturelle engendré par le Passage du milieu et de façon explicite dit : *Difícil no es ser hombre, es ser negro*¹⁴.

D'autres intellectuels, écrivains, militants participent, sur un ton parfois clairement polémique, à ces débats publics sur la race, le sentiment national et l'identité. [Patterson 1996, 2007; Morales, 2007]. Pedro Pérez Sarduy [1996] a demandé ce que les Cubains noirs « possédaient » réellement en utilisant un langage proche de celui des Hermanos de Causa, et en se référant comme eux au poème de Guillén. Avec Jean Stubbs [1993, 2000], il est également à l'origine de l'édition de deux compilations importantes sur les questions afro-cubaines. La poétesse et romancière, Teresa de Cárdenas [1998, 2005, 2006], a publié plusieurs livres pour enfants et adolescents – pour lesquels elle a gagné des prix – dans lesquels elle traite quelques-unes des questions soulevées par les peintres et les musiciens : les stéréotypes raciaux et les préjugés ; les liens entre l'esclavage d'autrefois et les conditions sociales actuelles ; la perte de la mémoire, de la culture et de l'histoire liées à l'Afrique ainsi que la nécessité de faire redécouvrir ses histoires tues aux enfants et adolescents. « L'Afrique est tout ce qui a à voir avec mon passé, tout ce que j'ignore » [Pérez Díaz, 2005].

Cette réappropriation du passé africain se retrouve sous la plume d'autres écrivains. La poétesse Nancy Morejón aborde ce sujet dans plusieurs de ses textes, comme *Poética de los altares* [2004], dans lequel elle défend l'existence d'une Afroamérique commune et transnationale. Rogelio Martínez Furé [1996, 2000], l'un des meilleurs spécialistes de la culture africaine de l'île travaille depuis des décennies sur la dissémination de la littérature africaine. Des compilations de légendes africaines ont été publiées ainsi que de très nombreux livres sur les religions afro-cubaines¹⁵. Ces livres rencontrent un public enthousiaste car depuis le début des années 1990, la Santería et d'autres religions afro-cubaines sont en pleine renaissance. Ce processus religieux a, par ailleurs, grandement contribué à l'ouverture de débats publics sur la race, la culture et l'identité nationale dans l'île.

14. Ces travaux furent exposés en 2002 lors d'une exposition intitulée *Comiendo Cuchillo*, littéralement « en mangeant du couteau » au musée national des Beaux-Arts. Voir Diago [2002] et les textes de Nancy Morejón, Corina Matamoros Tuma, et Ivonne Muñiz, voir également Acosta de Arriba [2003].

15. Parmi ces compilations on peut noter le travail de Bacallao López [2006], qui s'adresse aux jeunes lecteurs. La production sur les religions afro-cubaines est forte et de qualité diverse. On peut signaler les travaux de Bolívar Aróstegui [1990]; Fernández Robaina [1994]; Menéndez Vázquez [1995]. Plusieurs classiques de Rómulo Lachatañeré et Lydia Cabrera ont également été réédités.

Comme l'a démontré Christine Ayorinde [2004], la Santería est devenue la religion nationale du pays [Gonzalez, 2006].

Les chercheurs en sciences sociales, Cubains ou étrangers, dans l'île et à l'extérieur, se sont également penchés sur les relations raciales dans une perspective historique et contemporaine. Des événements historiques qui, comme le massacre de 1912, ont trouvé tant d'échos dans les créations des peintres et des musiciens, ont fait l'objet de publications ainsi que d'un documentaire réalisé par Gloria Rolando [Hernández, 2002; Fernández Robaina, 1990; Castro Fernández, 2002; Helg, 2000; Meriño Fuentes, 2006]¹⁶. À partir des années 1990 le *Centro de Antropología* de Cuba a soutenu d'importantes recherches sur les thèmes raciaux [Alvarado Ramos, 1998; Serrano Peralta, 1998; Pérez Alvarez, 1996; Espina and Rodríguez, 2006]. Le projet *Color Cubano* initié par l'UNEAC (Union des Auteurs et Artistes Cubains) a cherché à créer un espace de discussion sur la race et la marginalité [Arandia, 2005]. De plus, au congrès de l'UNEAC de 1998, la question de la discrimination à l'embauche ou dans les médias fut ouvertement débattue.

Un petit nombre de militants (culturels et civiques) alimentent également ce débat¹⁷. Même s'il est plus difficile de retracer leurs activités, l'importance de leur travail ne doit pas être sous-estimée. Ces militants récoltent des informations sur les pratiques racistes, organisent des célébrations publiques de dates, de personnages, d'événements historiques aujourd'hui oubliés, et présentent des pétitions aux autorités pour dénoncer des cas de discrimination. L'impact de ces actions reste souvent limité à une sphère locale mais ils ont eux aussi contribué, en particulier à travers les interactions avec les autorités, à la prise en compte de la persistance de discriminations raciales dans la société cubaine.

Un très bon exemple de ce type d'organisation militante est la *Cofradía de la Negritud*, fondée en 1998 par l'ingénieur Norberto Mesa Carbonell. À l'origine, la Cofradía est créée pour lutter contre les pires effets de la «Période Spéciale» sur les relations interraciales, notamment l'augmentation des inégalités de richesse entre Noirs et Blancs, ou l'absence d'opportunités de travail pour les Noirs dans les secteurs économiques les plus porteurs. L'association demande alors aux pouvoirs publics de mener des actions officielles et tente de peser sur l'Assemblée Nationale pour que s'ouvre un débat sur le racisme et que soit créée une institution gouvernementale en charge d'une politique de lutte nationale contre le racisme. Ils demandent qu'il ne soit plus fait mention de l'origine ethnique dans les lettres de candidature et que soient mis en place des mécanismes

16. Le documentaire de Rolando s'intitule «Raíces de mi corazón» (*Imágenes del Caribe*, 2001). Elle travaille aujourd'hui à un autre documentaire sur le même sujet. En juin 2002 le «Color Cubano project» a organisé un colloque sur 1912 intitulé «La guerrita de 1912 y la conspiración del silencio».

17. Outre la Cofradía de la Negritud, évoquée dans cette étude, existe le Movimiento de Integración Racial (MIR) «Juan Gualberto Gómez». Sur le MIR, voir Castellanos [2001] et Almeida [2007].



de prévention contre les pratiques discriminatoires dans l'attribution des emplois en particulier dans les secteurs des « *tiendas de dólares* »¹⁸, du tourisme et des entreprises privées. Ils demandent également la mise en place d'une discrimination positive permettant « un accès proportionnel des populations défavorisées aux centres d'éducation d'excellence »¹⁹.

La Cofradía indique également que la discrimination est particulièrement exacerbée dans le cadre de la répression policière et de la représentation dans les médias. Comme les rappeurs et les peintres, ils s'indignent des pratiques courantes du délit de faciès pratiqué par la police, une indignation qui semble être largement partagée par l'ensemble des Cubains noirs. Sur la question de la représentativité, ils ont lancé des pétitions pour une « présence effective et proportionnelle » des « Noirs et métis » à la télévision, au théâtre et au cinéma.

Des membres de cette association ont également participé à des débats publics sur l'histoire et l'identité. Comme les musiciens et les plasticiens, ils militent pour une reconnaissance générale des contributions des Africains et de leurs descendants aux « progrès » du pays et à la constitution de la nation cubaine. Ils ont notamment travaillé à faire connaître du grand public l'œuvre du PIC et l'existence du massacre raciste de 1912. En juin 2006, ils demandent au président de l'Union des Journalistes (UPEC) de médiatiser les actions du PIC et la répression qui a suivi. Lorsqu'au début de l'année 2007 le journal *Granma* publie une liste des commémorations officielles occultant le massacre de 1912, ils écrivent au directeur du journal en lui demandant de reconnaître officiellement le 95^e anniversaire de la révolte du PIC et le « génocide raciste » dont ils furent victimes²⁰. En associant dans une même logique combats actuels et passés, Cofradía insiste sur la nécessité d'inscrire ces « événements horribles » dans la « mémoire historique de la nation », afin que l'histoire ne se répète pas. Le combat des *Independientes* « n'appartient pas au passé » expliquent-ils, car leur combat est une source d'inspiration pour ceux qui se battent contre le racisme, les discriminations, les inégalités raciales qui, à la vue de tous et grâce à une majorité silencieuse ont pris de l'ampleur dans le pays.

Les combats et les efforts de tous ces intellectuels, artistes, militants ne permettent plus de dire, comme c'était le cas quelques années auparavant, que la

18. Note de la coordination: il s'agit d'épicerie et de boutiques dans lesquelles la seule monnaie acceptée est le dollar (et depuis 2004, le CUC, sorte d'équivalent cubain du dollar).

19. Cofradía de la Negritud, « Propuesta de tareas y acciones dirigidas a obtener resultados progresivos y efectivos en la eliminación de las manifestaciones de discriminación racial existentes en la sociedad cubana, así como en la reducción de la desigualdad racial fortalecida en los últimos años », novembre 2007. Avec l'aimable autorisation de l'ingénieur Norberto Mesa Carbonell. Sur les objectifs de cette organisation, voir de la Fuente [2001, p. 332-33].

20. Lettre de Cofradía de la Negritud à Luis Barredo, 15 janvier 2007. Avec l'aimable autorisation de Mesa Carbonell. La Cofradía essaie également de fonder une bibliothèque portant le nom du leader du PIC, Evaristo Estenoz.

question raciale demeure un tabou dans le discours public. Sur ce sujet, le « débat social » n'est plus ce que Roberto Zurbarano [2005] nommait un « combat différencié ». Ce combat est aujourd'hui engagé à Cuba. En effet, l'un des aspects inattendus et peut-être l'un des rares aspects positifs de cette prétendue « Période Spéciale », est qu'elle a généré, malgré elle, une discussion sur le peuple cubain. Mais cela n'a été possible qu'en donnant à la question de la race une visibilité sociale, une fréquence et une importance qu'elle n'avait pas depuis des décennies.

La Période Spéciale et l'érosion de l'égalité raciale

Dans *Race in Another America*, le sociologue Edward Telles [2004] explique qu'une structure sociale qui permet l'inégalité raciale repose sur trois éléments majeurs : des inégalités sociales extrêmes, « un plafond de verre discriminatoire » qui limite l'accès des non-Blancs à la classe moyenne, et une « culture raciste » qui prend la subordination des non-Blancs pour un état de fait. L'expérience post-révolutionnaire cubaine semble valider la pertinence de ces trois éléments. Il semblerait que l'expérience révolutionnaire cubaine ait remarquablement réussi à laminer les deux premiers facteurs évoqués par Telles. Le gouvernement semble par contre avoir beaucoup moins bien réussi à démanteler la culture raciste de l'île [de la Fuente, 2001].

La réduction sensible des inégalités dans un certain nombre de secteurs clés de la vie sociale, du niveau des revenus à l'accès au capital social, a permis une réduction remarquable de plusieurs indicateurs de l'inégalité raciale. Depuis le début des années 1960, la plupart des programmes révolutionnaires ont cherché à améliorer les conditions de vie des plus pauvres (ceux que les leaders révolutionnaires appellent *los humildes*), parmi lesquels les populations noires et métis étaient surreprésentées. Des programmes d'éducation, de formation professionnelle, des aides aux logements ont été créés pour les plus pauvres, ce qui a immédiatement bénéficié aux non-Blancs. La campagne d'alphabétisation de 1961 a permis à des milliers de Cubains d'apprendre à lire. Certains des membres les plus pauvres de la classe ouvrière ont connu, grâce à ces formations, une véritable ascension sociale. Les étudiants désargentés étaient logés dans des demeures bourgeoises et il leur était accordé une bourse d'État. Certains secteurs d'activité qui étaient fermés aux Noirs se sont ouverts comme la vente en boutique et la banque. Certains bidonvilles, parmi les plus pauvres, ont été détruits et leurs habitants relogés [de la Fuente, 2001 ; Zeitlin, 1967 ; Domínguez, 1978 ; Depestre, 1965 ; Casal, 1979].

Ce processus de réduction des inégalités sociales a été accéléré par la fuite massive des classes supérieures, ceux qui, avant la révolution, avaient « une situation » [Pedraza, 1996 ; Aguirre, 1976]. Ils ont laissé vacants des postes à responsabilité qui ont été occupés par des hommes de rang social inférieur, créant ainsi un



mouvement important d'ascension sociale. Ensuite, la redistribution des revenus s'est poursuivie avec le système de rationnement, la standardisation des salaires dans le secteur public largement dominant, et la nationalisation des services clés.

À la fin des années 1970, non seulement les inégalités raciales avaient diminué de façon significative dans de nombreux domaines, mais un grand nombre de Cubains non-Blancs avaient également obtenu des diplômes techniques ou universitaires et occupaient des postes de décision. Les Cubains avaient donc à la fois éliminé « l'hyper-inégalité » dont parle Telles et « le plafond de verre discriminatoire » qui maintenait dans le passé les Noirs en situation d'infériorité sociale. Un grand nombre de non-Blancs avaient en effet le niveau d'éducation et les revenus correspondant aux critères de la classe moyenne [de la Fuente, 2001].

Pourtant, comme l'a rapidement montré la Période Spéciale, ce statut demeurait précaire. Malgré les progrès en matière d'éducation et d'emploi, de nombreux Noirs vivaient toujours dans les quartiers les plus délabrés, et restaient aussi proches de la pauvreté et du dénuement qu'ils l'étaient dans le passé. Mais surtout, ils ont continué à être baignés dans une culture raciste qui, de façon subtile ou non, influe sur les interactions sociales et personnelles et sur les occasions de la vie [Fernández, 1996]²¹.

Il semblerait que cette culture raciste soit restée confinée à l'espace privé pendant plusieurs années. Les débats sur la race et le racisme ont disparu dans les années 1960 quand les autorités cubaines ont fièrement annoncé que la révolution avait éradiqué, une fois pour toutes, toute discrimination raciale sur l'île [Moore, 1988; Serviat, 1986; Carneado, 1962]. En ce sens, le gouvernement cubain a fini par souscrire à une variante de la théorie dominante de l'idéologie nationaliste de la fraternité raciale, une interprétation qui était soutenue par tous les gouvernements républicains précédents [de la Fuente, 2001b]. Cette théorie prétend que les divisions raciales appartiennent au passé. La plupart des administrations républicaines ont soutenu que les Cubains avaient gagné le combat de l'intégration raciale depuis les guerres d'indépendance, la fraternité raciale étant alors l'aboutissement de ces guerres fondatrices. La version du gouvernement révolutionnaire est très proche : les divisions raciales appartiennent effectivement au passé, mais seulement parce que les révolutionnaires ont achevé l'œuvre des *mambises*.

La perpétuation de cette culture du racisme aide à comprendre pourquoi, lorsque l'économie cubaine s'est effondrée au début des années 1990, la crise a eu des effets différenciés sur les Noirs ou les Blancs. Le « plafond de verre » qui, précédemment, était défini en termes d'éducation et de métier est désormais défini

21. De nombreux témoignages se réfèrent aux blagues racistes qui étaient quotidiennes dans les familles ainsi qu'à la condamnation des mariages mixtes. Voir Duharte and Santos [1997, p. 95, 97-103, 107, 109, 115].

par le dollar. La légalisation du dollar américain a en effet créé d'énormes différences en ce qui concerne la consommation et le bien être matériel entre ceux qui avaient accès à cette monnaie et les autres [Mesa-Lago, Pérez-López, 2006].

Cette redéfinition du plafond de verre a eu de multiples effets sociaux. Le statut social n'est plus directement lié au niveau d'éducation. Il n'est plus nécessaire d'avoir fait de longues études ou d'avoir un travail qualifié pour accéder au niveau de la classe moyenne. Beaucoup de Cubains reçoivent des dollars, grâce aux envois d'argent de leur famille ou à un emploi dans le secteur touristique, sans jamais avoir été à l'université [Blue, 2007]. Dans les années 1990, on disait que la clé d'une vie heureuse était d'avoir de la *fe* (*Familia en el Extranjero*)²² [Calvo Cárdenas, 2004]. L'un des effets les plus visibles de ce nouveau plafond de verre lié au dollar est une augmentation importante des inégalités sociales entre Blancs et Noirs. La plupart des Cubains noirs n'ont pas cette fameuse *fe*. Depuis les années 1990, les Noirs n'ont reçu qu'une très faible partie de l'argent envoyé de l'étranger. Cela est directement lié à la composition de la communauté cubano-américaine qui est en grande majorité blanche. D'après une enquête menée à la Havane en 2000, 34% des ménages reçoivent de l'argent de l'étranger. Si on isole les ménages blancs, le chiffre monte à 44% et descend à 24% pour les ménages noirs. Des chercheurs du Centro de Antropología de Cuba ont montré qu'entre 1996 et 2002 les ménages blancs avaient 2,5 fois plus de probabilité que les noirs de recevoir de l'argent de l'étranger [Blue, 2007; Espina, Rodríguez, 2006].

D'autre part, il est certain que les Noirs ont moins de chances d'accès au secteur touristique ou commercial impliquant des capitaux étrangers. Une étude, réalisée par le Centro de Antropología de Cuba, montre que les Noirs représentent à peine 5% des actifs travaillant dans l'économie en devises. Une enquête menée en 2000 montre que lorsqu'on cumule les revenus issus du peso et du dollar seuls 3% des Noirs sont classés dans le premier tiers, contre 12% des Blancs. Dans l'étroit secteur cubain de l'entreprise privée, les différences sont encore plus grandes, car les activités les plus lucratives de ce secteur, les restaurants ou la location de chambres aux touristes nécessite un patrimoine minimal dont la plupart des familles noires sont dépourvues [Espina, Rodríguez, 2006; Blue, 2007].

Dans le tourisme, il est très fréquent que les emplois soient attribués par des réseaux informels, ce qui désavantage les Noirs car il existe une idée assez répandue selon laquelle ils seraient indésirables dans ce secteur [de la Fuente and Glasco, 1997; Duharte and Santos, 1997; Sawyer, 2006]. Ces perceptions sont liées à des critères esthétiques et des croyances sur la décence et l'efficacité des Noirs. Concrètement, de nombreux employeurs qui doivent recruter du personnel en contact avec les touristes, considèrent que la *buena presencia* qui est un cri-

22. Note de la coordination: il y a ici un jeu de mot. *Fe* en espagnol veut dire foi.



tère de choix essentiel est réservée aux Blancs. D'autres n'emploient pas de Noirs car ils pensent qu'ils n'ont pas les qualités morales et individuelles requises pour des emplois nécessitant des prises de décision. D'après différentes études effectuées dans les années 1990, la plupart des Blancs ne pensent pas que Noirs et Blancs partagent les mêmes valeurs ou la même intelligence. [Alvarado Ramos, 1998; Espina and Rodríguez, 2006]. Ainsi les recruteurs blancs créent divers obstacles aux candidats noirs, même s'ils ne reconnaissent pas toujours ouvertement leurs réticences. Et ce n'est pas un secret: quand on pose la question: «Blancs et Noirs ont-ils les mêmes chances de trouver du travail dans le tourisme?» une proportion substantielle des personnes interrogées (Blancs et Noirs) répond par la négative [de la Fuente, Glasco, 1997].

Depuis les années 1990, certains Blancs ont d'ailleurs eu confirmation de leurs convictions racistes. Les Noirs se sont adaptés à ces changements en se tournant vers l'économie informelle. Dans la pratique, cela signifie avoir un travail qui est clairement ou implicitement illégal, et notamment le proxénétisme, le recel, et la prostitution (ces activités sont appelées *jineteterismo* dans l'île). Beaucoup de Blancs y voient le signe que les Noirs sont génétiquement prédisposés à la corruption et au crime. La police semble partager ce point de vue car elle contrôle en permanence les jeunes Noirs qui, systématiquement considérés comme suspects, doivent se soumettre à des contrôles d'identité récurrents [Robinson, 2000; Cino, 2005; Aarrons, 2003; Vázquez, 1998; Sawyer, 2006].

La race, le silence et la démocratie raciale

C'est dans ce contexte que les écrivains, musiciens et militants baignent depuis ces quinze dernières années. Ils ont réagi à l'acceptation croissante des discours et remarques racistes, des pratiques discriminatoires à l'embauche et aux discriminations policières. Ils ont également questionné l'identité cubaine, et l'interaction entre la race et la *Cubanidad*. En d'autres termes, ils se sont demandés comment l'idéologie et les pratiques racistes se perpétuent dans une nation qui est supposée être fondée sur la fraternité raciale.

Leurs efforts ne sont pas restés vains. Si peu d'actions institutionnelles concrètes ont été entreprises pour lutter contre le fossé racial qui se creuse, le succès réside dans la visibilité qu'ils ont donnée de ces problèmes auprès des autorités comme de l'opinion, dans un pays où ce problème n'avait pas d'existence officielle il y a à peine quelques années et où, en 1997, Fidel Castro était en effet fier d'affirmer: «la Révolution a éliminé la discrimination raciale de l'île», et d'ajouter que c'était une avancée qui méritait d'être saluée²³.

23. « Discurso pronunciado por Fidel Castro Ruz en la clausura del Congreso Pedagogía 97 », 7 février 1997 (<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1997/esp/f070297e.htm>).

Il est possible d'interpréter la tolérance limitée dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis de ce mouvement culturel afro-cubain comme une tentative entreprise par les élites dirigeantes visant à désamorcer les conflits interraciaux à travers l'incorporation et la nationalisation de « discours culturels contestataires » [Winant, 1994 ; Kutzinski, 1993]. Cependant, il n'est pas possible de réduire les efforts de ces acteurs culturels à une simple entreprise de manipulation des élites. Ne serait-ce que parce que ces intellectuels ont réussi à élargir leur audience de journaux spécialisés comme *Temas*, *Catauro: Revista Cubana de Antropología* et *Criterios*, aux médias nationaux avec des périodiques bien diffusés comme *El Caimán Barbudo*, *Bohemia* et *Juventud Rebelde*. En 2005, le premier numéro de *La Gaceta de Cuba* était intégralement consacré au thème de la race, de la culture et de l'identité dans la société cubaine contemporaine. En 2007, *Granma* consacre une pleine page à la révolte du *Partido Independiente de Color*, ce qui n'était pas lié à une intervention de la *Cofradía*. De plus une commission nationale a été chargée de commémorer la création du PIC [Castro Fernández, 2007 ; García, 2007 ; Calviac, 2007].

Il existe également des signes qui montrent que les autorités entendent ces discours. À partir de la fin des années 90, les dirigeants cubains ont reconnu que les différences raciales caractérisent toujours la société cubaine. En totale contradiction avec les déclarations précédentes, Fidel Castro a affirmé que les différences raciales persistaient et qu'elles méritaient une plus grande attention²⁴.

Les autorités gouvernementales s'intéressent plus attentivement à la question de la visibilité et ont demandé publiquement que les Noirs soient promus à des postes de responsabilité au sein du gouvernement et du Parti communiste [Ramonet, 2006]²⁵.

Il semble que le fait que 35 % des membres de l'Assemblée Nationale élue en janvier 2008 soient Noirs ou métis, ce qui correspond exactement à la composition de la population d'après le recensement de 2002 ne soit pas une coïncidence. De même, il n'y a pas non plus de coïncidence dans la diffusion de ce pourcentage par la Commission Électorale Nationale [Mayoral, 2008].

L'impact du débat proposé par les acteurs culturels et les activistes a néanmoins été limité par un certain nombre de facteurs. De nombreux artistes et auteurs se plaignent de la difficulté d'accès aux médias nationaux. Les autorités

24. Fidel Castro a fait référence à la persistance des inégalités raciales lors d'une rencontre avec une délégation de l'organisation étatsunienne Trans-Africa Forum en janvier 1999 et dans plusieurs discours par la suite. Voir TransAfrica Forum, « Forty Years of Hostility: Consequences of the United States Economic Embargo on Cuba » (www.transafricaforum.org/reports/afrocuba_print.pdf). Il a de nouveau abordé ce sujet lors de discours aux Congrès de la Pédagogie de 1999 et 2003 et lors du discours de *Riverside Church*, le 8 septembre 2000.

25. Sur la question des représentations, voir également « El primer requisito de un cuadro es su firmeza revolucionaria », *Granma* (23 avril 1999).



culturelles ont créé un organisme spécialement dédié au rap, mais de nombreux musiciens affirment que la diffusion de leur musique au niveau national est limitée, et que « la présence du hip hop dans les mass medias » continue à être controversée comme l'affirme Ariel Fernández [2003]. La situation est assez similaire dans les autres sphères culturelles. Teresa de Cárdenas explique qu'il lui est très difficile d'être publiée, du moins à Cuba [Pérez Díaz, 2005].

L'actrice noire Elvira Cervera [2000] a proposé un projet intitulé « tous en Sépia » pour augmenter la « ridicule » représentation des Noirs à la télévision et au cinéma, mais son appel n'a pas reçu de réponse officielle. Des plasticiens ont eu l'occasion d'exposer leurs œuvres dans des galeries nationales, mais eux aussi dénoncent le manque de soutien et l'hostilité que suscitent parfois leurs œuvres [Esquivel, 2005]²⁶.

L'impact de ce débat est également limité du fait que ces acteurs ne parlent pas d'une seule et même voix. Il est en réalité impossible de parler d'un mouvement culturel afro-cubain ayant réellement un programme concret, comme le note le peintre Elio Rodríguez Valdés. Simultanément, certains de ces musiciens, plasticiens, auteurs, universitaires et militants se rendent compte qu'ils partagent le même intérêt pour le racisme et ses conséquences sociales [de la Fuente, 2008].

Leur succès le plus probant est certainement d'avoir changé la vision commune de la démocratie raciale cubaine. Ce n'est pas rien que sur les terres de José Martí et la fraternité raciale, il soit désormais acquis que le racisme est toujours un problème [Espina, Rodríguez, 2006 ; Sawyer, 2006 ; de la Fuente, Glasco, 1997].

Les années qui ont suivi l'instauration de la Période Spéciale ont montré que l'héritage de la révolution cubaine est, dans ce domaine, assez contradictoire. En adoptant au début des années 1960 une interprétation conservatrice de l'idéologie nationale de la fraternité raciale selon laquelle le différentiel entre les groupes raciaux avait été éliminé le gouvernement n'a pas réussi à démanteler l'idéologie raciste traditionnelle de l'île. Cependant, durant la même période, la radicale distribution des ressources et la nationalisation des principaux services sociaux a permis d'accéder à un niveau d'égalité raciale jamais atteint dans les autres pays d'Amérique. Durant les années 1980, en profitant de nouvelles possibilités dans l'éducation ou le marché du travail, les Cubains noirs ont fait l'expérience d'une mobilité sociale significative. C'est ainsi qu'une intelligentsia noire, plus large qu'ailleurs, demande maintenant au gouvernement des actions concrètes pour que la rhétorique officielle sur l'égalité des races devienne réalité.

26. On ne trouve qu'une seule petite brève parue dans la presse dans le dossier de *Queloides* « Diez y palante », *Juventud Rebelde* (11 septembre 1999). Je remercie le critique d'art et commissaire d'exposition Caridad Blanco pour avoir attiré mon attention sur l'absence de mention dans les médias de *Queloides II*.

On peut également remarquer que si des intellectuels noirs sont à la tête de ces revendications, le mouvement hip-hop, comme les arts visuels ne sont pas un phénomène noir. De nombreux intellectuels blancs ont les mêmes revendications. Le nouveau mouvement afro-cubain n'est pas défini par la soi-disant «race» de ses membres, mais par le rêve commun d'une nation inclusive et égalitaire. C'est un rêve que partageaient les autorités révolutionnaires qui ont agi en ce sens depuis les années 1960. Ce rêve ne s'est jamais réalisé mais il est devenu un idéal légitime qui est aujourd'hui invoqué pour dénoncer la persistance des injustices raciales dans la société cubaine. Durant de nombreuses années l'idéologie de la fraternité raciale a été instrumentalisée pour nier ou cacher les clivages raciaux, mais aujourd'hui, pour de nombreux militants et acteurs culturels, cette idéologie est un levier pour demander une égalité réelle et effective.

BIBLIOGRAPHIE

- **AARRONS Dakarai**, «Writer Saw Racial Profiling-Firsthand», *Miami Herald*, 21 sept. 2003.
- **ACOSTA DE ARRIBA Rafael**, «Diago o el valor de las pequeñas historias», *La Gaceta de Cuba*, mai-juin 2003, p. 26-27.
- **AGUIRRE Benigno**, «Differential Migration of Cuban Social Races: A Review and Interpretation of the Problem», *Latin American Research Review*, n° 11-1, 1976, p. 103-124.
- **ALMEIDA Balbina**, «Aniversario del Movimiento de Integración Racial», *Cubanité*, 23 août 2007.
- **ALVARADO RAMOS Juan A.**, «Estereotipos y prejuicios raciales : tres barrios habaneros», *América Negra*, n° 15, décembre 1998, p. 89-118.
- **ARANDIA Gisela**, «Somos o no somos», *La Gaceta de Cuba*, n° 59, janv.-fév. 2005, p. 59.
- **AYON Belkís**, *Siempre vuelvo : colografías de Belkís Ayón*, Havana : VII Bienal de la Habana, 2000.
- **AYORINDE Christine**, *Afro-Cuban Religiosity, Revolution, and National Identity*, Gainesville, University of Florida Press, 2004.
- **BACALLAO LOPEZ Odalys**, ed., *Cuentos y leyendas populares africanos*, La Habana, Editorial Gente Nueva, 2006.
- **BLUE Sarah A.**, «The Erosion of Racial Equality in Post-Soviet Cuba», *Latin American Politics and Society*, n° 49-3, 2007, p. 35-68.
- **BOLIVAR AROSTEGUI Natalia**, *Los orishas en Cuba*, La Habana, Ediciones Unión, 1990.
- **CALVIAC MORA Aida**, «Hacia el centenario de los Independientes de Color», *Granma*, 28 décembre 2007.
- **CALVO CARDENAS Leonardo**, «La Habana : tener FE», *CubaEncuentro*, 17 février 2004.
- **CAMARA Madeline**, «Between Myth and Stereotype: The Image of the Mulatta in Cuban Culture in the Nineteenth Century, a Truncated Symbol of Nationality», in *Cuba: The Elusive Island*, edited by Madeline CÁMARA and Damián FERNÁNDEZ, Gainesville, University Press of Florida, 2000, p. 100-115.
- **CÁRDENAS (DE) Teresa**, *Cartas al Cielo*, La Habana, Ediciones Unión, 1998.
- **CÁRDENAS (DE) Teresa**, *Perro Viejo*. La Habana, Casa de las Américas, 2005.
- **CÁRDENAS (DE) Teresa**, *Tatanene Cimarrón*, La Habana, Ediciones Abril, 2006.
- **CARNEADO José Felipe**, «La discriminación racial en Cuba no volverá



- jamás», *Cuba Socialista*, n° 2: 5, janvier 1962, p. 54-67.
- CASAL Lourdes, *Revolution and Race: Blacks in Contemporary Cuba*, Washington, DC, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1979.
 - CASTELLANOS Dimas, «La sociedad civil y el problema negro», *CubaEncuentro*, 8 juin 2001
 - CASTRO FERNANDEZ Silvio, *La masacre de los Independientes de Color en 1912*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2002.
 - CASTRO FERNANDEZ Silvio, «La masacre de los Independientes de Color», *Granma*, 20 mai 2007.
 - CERVERA Elvira, «Todo en Sepia: An All Black Theater Project», in PÉREZ Sarduy, Stubbs, *Afro-Cuban Voices*, p. 97-107.
 - CINO Luis, «¿Dónde están los negros?», *Cubanet*, 23 novembre 2005
 - FUENTE (DE LA) Alejandro, *A Nation for All: Race, Inequality, and Politics in Twentieth-Century Cuba*, Chapel Hill, UNC Press, 2001.
 - FUENTE (DE LA) Alejandro, «La "raza" y los silencios de la cubanidad», *Encuentro de la Cultura Cubana*, n° 20, printemps 2001b, p. 107-18.
 - FUENTE (DE LA) Alejandro, «Un cronista de la diferencia: conversando con El Macho», *Encuentro de la Cultura Cubana*, n° 47, hiver 2008, p. 57-63.
 - FUENTE (DE LA) Alejandro, GLASCO Laurence, «Are Blacks "Getting Out of Control" ? Racial Attitudes, Revolution, and Political Transition in Cuba», in CENTENO Miguel A., FONT Mauricio (ed.), *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution*, Boulder, Lynn Rienner Publishers, 1997, p. 53-71.
 - DEPESTRE René, «Lettre de Cuba», *Presence Africaine* n° 56, 1965, p. 105-42.
 - DIAGO Juan Roberto, *Comiendo cuchillo: exposición de Juan Roberto Diago*, La Habana, Museo Nacional, 2002.
 - DOMINGUEZ Jorge, *Cuba: Order and Revolution*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1978.
 - DUHARTE Rafael, SANTOS Elsa, *El fantasma de la esclavitud: prejuicios raciales en Cuba y América Latina*, Bonn, Pahl-Rugenstein, 1997.
 - ELISON Hannah, «Cuba's "Jineteros": Youth Culture and Revolutionary Ideology», *Cuba Briefing Paper Series*, n° 20, février 1999.
 - ESPINA PRIETO Rodrigo, RODRIGUEZ RUIZ Pablo, «Raza y desigualdad en la Cuba actual», *Temas*, n° 45, janvier-mars 2006, p. 44-54.
 - ESQUIVEL Alexis, «Queloides, la cicatriz dormida (Keloid, the Dormant Scar)», in BETTLEHEIM Judith, *Afrocuba Works on Paper 1968-2003*, San Francisco, San Francisco State University, 2005, p. 17-21.
 - FERNANDES Sujatha, *Cuba Represent! Cuban Arts, State Power, and the Making of New Revolutionary Cultures*, Durham, Duke University Press, 2006.
 - FERNANDEZ Ariel, «Alamar no aguanta más», *Movimiento* n° 1, 2003, p. 41-44.
 - FERNANDEZ Nadine, «The Color of Love: Young Interracial Couples in Cuba», *Latin American Perspectives*, n° 23 : 1, hiver 1996, p. 99-117.
 - FERNANDEZ ROBAINA Tomás, *El negro en Cuba 1902-1958. Apuntes para la historia de la lucha contra la discriminación racial*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1990.
 - FERNANDEZ ROBAINA Tomás, *Hablen paleros y santeros*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1994.
 - FERRER Ada, *Insurgent Cuba: Race, Nation, and Revolution, 1868-1898*, Chapel Hill, UNC Press, 1999.
 - GARCIA Pedro Antonio, «Cuba 1912: la masacre racista», *Bohemia*, 2 juillet, 2007.
 - GONZALEZ Michelle A., *Afro-Cuban Theology: Religion, Race, Culture, and Identity*, Gainesville, University of Florida Press, 2006.
 - KANTOR Myles, «Rapping Cuba», *National Review Online*, 5 septembre 2002.
 - KUTZINSKI Vera M., *Sugar's Secrets. Race and the Erotics of Cuban Nationalism*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1993.

- **MARTINEZ FURE Rogelio**, «Manuel Mendive: los pinceles de Elegba», *Diálogos imaginarios*, La Habana, Editorial Arte y Literatura, 1979.
- **MARTINEZ FURE Rogelio**, *Diwán: poetas de lenguas africanas*, La Habana, Editorial Arte y Literatura, 1996 (2 vol.).
- **MARTINEZ FURE Rogelio**, *Diwán africano: poetas de expresión portuguesa*, La Habana, Editorial Arte y Literatura, 2000 (2 vol.).
- **MATEO David**, «No todos los negros tomamos café: conversación con Roberto Diago», *La Gaceta de Cuba*, mai-juin 2003, p. 22-26.
- **MAYORA María Julia**, «Nuestro pueblo jamás entregará la Revolución y el Socialismo», *Granma*, 26 janvier 2008.
- **MENA CHICURI Abelardo**, *Cuba Avant-Garde: Contemporary Cuban Art from the Farber Collection*, Gainesville, Samuel P. Harn Museum of Art, 2007, p. 144-47.
- **MENENDEZ VAZQUEZ Lázara**, «¿Un cake para Obatalá?», *Temas* n° 4, octobre-décembre 1995, p. 38-51.
- **MERIÑO FUENTES María de los Angeles**, *Una vuelta necesaria a mayo de 1912: el alzamiento de los Independientes de Color*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2006.
- **MESA-LAGO Carmelo, PEREZ-LOPEZ Jorge**, *Cuba's Aborted Reform: Socioeconomic Effects, International Comparisons, and Transition Policies*, Gainesville, University Press of Florida, 2006.
- **MOLINA Juan Antonio**, «Aquella sensación de comenzar la historia», *Arte Cubano*, n° 1, 1996, p. 21-27.
- **MOORE Carlos**, *Castro, the Blacks, and Africa*, Los Angeles, UCLA Center for Afro-American Studies, 1988.
- **MORALES Esteban**, «El tema racial y la subversión anticubana», *La Jiribilla*, n° 331, septembre 2007, p. 7-14.
- **MOREJON Nancy**, *Poética de los altares*, La Habana, Editorial Letras Cubanas, 2004.
- **MOSQUERA Gerardo**, «Strokes of Magical Realism in Manuel Mendive», *Afrocuba: An Anthology*, Pérez Sarduy and Stubbs (ed.), p. 146-53.
- **OBSESION**, «La llaman puta», *Movimiento* n° 1, 2003, p. 30.
- **OLAVARRIA Margot**, «Rap and Revolution: Hip-Hop Comes to Cuba», *NACLA Report on the Americas*, n° 35: 6, mai-juin 2002, p. 28-30.
- **PATTERSON Enrique**, «Cuba: discursos sobre la identidad», *Encuentro de la Cultura Cubana*, n° 2, 1996, p. 49-67.
- **PATTERSON Enrique**, «Racismo, totalitarismo y democracia», *CubaEncuentro*, 9 novembre 2007, [http://www.cubaencuentro.com/es/opinion/articulos/racismo-totalitarismo-y-democracia-53273/\(gnews\)/1194584400](http://www.cubaencuentro.com/es/opinion/articulos/racismo-totalitarismo-y-democracia-53273/(gnews)/1194584400)
- **PEDRAZA Silvia**, «Cuba's Refugees: Manifold Migrations», *Origins and Destinies: Immigration, Race, and Ethnicity in America*, in Silvia PEDRAZA, Rubén G. RUMBAUT (ed.), Belmont, Wathsworth Publishing, 1996, p. 263-79.
- **PEREZ ALVAREZ María M.**, «Los prejuicios raciales: sus mecanismos de reproducción», *Temas* n° 7, 1996, p. 44-50.
- **PEREZ DIAZ Enrique**, «Teresa de Cárdenas: escribo sobre los que no aparecen en los libros», *La Gaceta de Cuba*, juillet-août, 2005, p. 24-27.
- **PEREZ SARDUY Pedro**, «¿Y qué tienen los negros en Cuba?», *Encuentro de la Cultura Cubana*, n° 2, 1996, p. 39-48.
- **PEREZ SARDUY Pedro, STUBB Jean eds.**, *Afrocuba: An Anthology*, Melbourne, Ocean Press, 1993.
- **PEREZ SARDUY Pedro, STUBB Jean eds.**, *Afro-Cuban Voices: On Race and Identity in Contemporary Cuba*, Gainesville, University Press of Florida, 2000.
- **PERRY Marc D.**, «Rap cubano», *La Jiribilla*, n° 67, août 2002.
- **PUERTO (DEL) María**, «Altas expectativas», *La Jiribilla*, n° 67, août 2002.
- **RAMONET Ignacio**, *Cien horas con Fidel*, La Habana, Ediciones del Consejo de Estado, 2006.
- **RIBEAUX DIAGO Ariel**, «Ni músicos ni deportistas», *Arte Cubano*, n° 3, 2000, p. 52-59.
- **RIBEAUX DIAGO ARIEL**, «El Macho está... cocinando», *La Gaceta de Cuba*, janvier-février 2005, p. 69.



- **ROBINSON Eugene**, «Cuba Begins to Answer its Race Question», *Washington Post*, 12 novembre 2000.
- **SANCHEZ Suset**, «Nación e identidad como souvenir», *CubaEncuentro*, 1^{er} décembre 2005.
- **SAWYER Mark**, *Racial Politics in Post-Revolutionary Cuba*, New York, Cambridge University Press, 2006.
- **SERRANO PERALTA Lourdes**, «Mujer, ocupación y color de la piel: estructura y relaciones raciales en un barrio popular de La Habana», *América Negra*, n° 15, décembre 1998, p. 119-36.
- **SERVIAT Pedro**, *El problema negro en Cuba y su solución definitiva*, La Habana, Editora Política, 1986.
- **TELLES Edward E.**, *Race in Another America: The Significance of Skin Color in Brazil*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2004.
- **UNEAC**, «Cultura es, para nosotros, el rostro coherente, unitario de una sociedad», *Granma*, 7 novembre 1998.
- **VAZQUEZ PORTAL Manuel**, «In Cuba: It's a Crime to be Black», *Miami Herald*, 1^{er} décembre 1998.
- **WEST-DURAN Alan**, «Rap's Diasporic Dialogues: Cuba's Redefinition of Blackness», *Journal of Popular Music Studies*, n° 16 : 1, 2004, p. 4-39.
- **WEST-DURAN Alan**, «Lo Afro unido jamás será vencido: Ocha y Palo en el rap cubano», *Gaceta de Cuba*, juillet-août 2007, p. 11-14.
- **WINANT Howard**, *Racial Conditions: Politics, Theory, Comparisons*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994.
- **ZEITLIN Maurice**, *Revolutionary Politics and the Cuban Working Class*, Princeton, Princeton University Press, 1967.
- **ZURBANO Roberto**, «Vengo del mercado, del silencio», *La Gaceta de Cuba* janvier-février 2005, p. 80.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article analyse le travail mené par un groupe d'acteurs culturels qui, depuis le début des années 1990, ont promu le débat sur la race et les discriminations raciales à Cuba. Les membres de ce nouveau mouvement culturel afro-cubain – musiciens, artistes plasticiens, écrivains, universitaires et militants – ont en effet dénoncé le silence qui a entouré les questions raciales dans l'île pendant des décennies ainsi que l'interprétation officielle du discours national sur la fraternité raciale. Ils ont dénoncé le fossé racial croissant qui a caractérisé la société cubaine depuis l'avènement de la Période Spéciale et posé des questions importantes sur les relations entre race et *Cubanité*. Ces intellectuels ont grandi dans un environnement généralement égalitaire, et l'ont vu se détériorer dans les années 1990. Leurs efforts n'ont pas été vains. Selon plusieurs enquêtes, la plupart des Cubains reconnaissent désormais que le racisme est un problème. De plus, les autorités ont

reconnu que les différences raciales continuent d'exister à Cuba et elles ont commencé à être attentives aux questions de représentation des Noirs dans les structures gouvernementales.

El presente artículo analiza las actividades de un grupo de actores culturales que ha venido promoviendo un debate sobre raza y discriminación racial en Cuba desde principios de los años noventa. Los miembros de este nuevo movimiento cultural afrocubano – músicos, artistas visuales, escritores, académicos y promotores culturales – han logrado quebrar el silencio que rodeó a la cuestión racial durante décadas, así como la interpretación oficial del discurso de fraternidad racial. Estos creadores han denunciado las crecientes diferencias raciales que caracterizan a la sociedad cubana desde el inicio del Período Especial y debatido los nexos entre raza y Cubanidad. La mayor parte de estos intelectuales y artistas crecieron en un ambiente de igualdad social, y lo han visto desaparecer ante sus propios ojos bajo los efectos de la crisis. Sus esfuerzos han

producido algunos resultados. De acuerdo a varias encuestas, la mayoría de los cubanos acepta que el racismo constituye un problema social en la isla. Además, las autoridades reconocen que existen diferencias raciales y han comenzado a prestar atención a la cuestión de la proporción de negros en los órganos de poder.

This article studies the works and activities of a group of cultural actors that since the early 1990s have promoted a debate on race and racial discrimination in Cuba. The members of this new Afro-Cuban cultural movement—musicians, visual artists, writers, academics, and activists—have effectively challenged the silence that surrounded the issue of race in the island for decades as well as the

official interpretation of the national discourse of racial fraternity. They have denounced the growing racial gap that has characterized Cuban society since the advent of the Special Period and raised important questions about the relationship between race and *Cubanidad*. These intellectuals grew up in what was for the most part an egalitarian social environment, only to see it deteriorate in front of their own eyes in the 1990s. Their efforts have not been without results. According to several surveys, most Cubans now acknowledge that racism is a problem. Furthermore, authorities now recognize that racial differences continue to exist in Cuba and they have begun to be attentive to issues of representation of blacks in government structures.

MOTS CLÉS

- Relations raciales
- Hip hop
- Santería
- Cubanité

PALABRAS CLAVES

- Relaciones raciales
- Hip hop
- Santería
- Cubanidad

KEYWORDS

- Racial relations
- Hip hop
- Santería
- Cubaness

Acercamiento a la diáspora post-soviética en Cuba

Uno de los últimos ingredientes del actual «ajiacó» cubano está invisibilizado: es la segunda generación de la diáspora post-soviética de Cuba, los descendientes de parejas formadas por habitantes (casi siempre mujeres) de la (ex)URSS y (casi siempre hombres) de Cuba. Existen muy pocos estudios sobre los rasgos identitarios de la comunidad de ciudadanas ex-soviéticas y de sus descendientes en Cuba. La misma denominación de su identidad es polémica: el generalizado uso impropio de apelativos como «rusas» o «ruso-parlantes» muestra la falta de un nombre adecuado para este hecho social. En la manera en que ellos mismos se designan, es curioso notar que se sobreponen la clasificación étnica oficial que existía en la antigua URSS, las nuevas soberanías de la CEI y Báltica, y los «ingredientes» ya conocidos del «ajiacó» cubano con la labor de las embajadas en aras de crear grupos comunitarios propios. Según fuentes diplomáticas, la comunidad agrupa unas 3000 personas repartidas en tres generaciones, número superior al de la actual comunidad judía y comparable a los de la árabe y la china. Por tanto, la diáspora post-soviética en Cuba es susceptible de reivindicación en tanto reciente y significativa contribución al «ajiacó» cubano.

Casi toda la segunda generación de la diáspora ostenta la ciudadanía cubana, conforme a la Constitución Nacional (1976, reformada en 1978, 1992, 2002) que establece el derecho de sangre y de suelo para la adquisición de la misma, y su pérdida si se adquiere la de otro país. En los países de la ex-URSS las respectivas legislaciones son muy diversas. Muchas personas con doble ciudadanía votan en las embajadas respectivas cuando hay elecciones, este momento es para muchos el único contacto con sus países de origen ya que desde la introducción de la doble moneda en Cuba, los viajes al exterior son prácticamente imposibles sin un apoyo monetario desde el exterior.

En materia de espacios asociativos y centros de socialización, la diáspora post-soviética en Cuba está en las antípodas de otras, como la china (con 13 asociaciones oficialmente inscritas, todas fundadas antes de 1959) y la árabe. Con la nueva ley de asociaciones, posterior a 1959 y los procedimientos vigentes *de facto* que requieren del ejercicio de la voluntad política como precondition, se ha minimizado la inscripción de nuevas asociaciones étnicas y religiosas. Desde los '80 se ha propuesto crear una asociación de la diáspora post-soviética, hasta hoy infructuosamente. El protagonismo duradero ha cristalizado en diversos núcleos y proyectos, entre los que radican en La Habana una parroquia de la Iglesia Ortodoxa Rusa (recientemente se inauguró su templo), el Centro Cultural Etnográfico «*Rodnikí* (Manantiales)», auspiciado por la Dirección Municipal de Cultura de Playa; el coro tradicional «*Kalinka*»; grupos promotores en Arroyo Naranjo y Alamar; y el colectivo de graduados de la Escuela Rusa. En Holguín, Bayamo y Ciego de Ávila también existen importantes grupos promotores. El proyecto investigativo-creativo coordinado por los autores de este texto, auspiciado por la Asociación Hermanos Saíz, organizó con apoyo de la Embajada de Rusia los dos seminarios «*Koniec*» en Sancti Spiritus – dedicados al cine de animación de Europa Oriental – y el primer Encuentro de Compatriotas (2007) en el que se constituyó un Consejo Coordinador para toda Cuba. En 2008 hubo un segundo encuentro que renovó el Consejo, que aun no cuenta con personalidad jurídica.

La formación de las parejas mixtas en la URSS estuvo mediada por estereotipos geográficos, históricos, artístico-literarios, políticos, sexuales y por el nunca uniforme reconocimiento socio-comunitario de los estudiantes cubanos donde éstos estudiaban y vivían. Las actitudes hacia los cubanos y las chicas soviéticas que, en pleno post-estalinismo, elegían enlazar su vida con la de un extranjero (acto cuestionable en ámbitos patriarcales u oficialistas) podían variar. La combinación de tales factores diversificó las decisiones y destinos particulares; habrá que compilar historias de vida para divisar en las vivencias románticas la superposición de microambientes, polémicas políticas y búsquedas existenciales.

Son muy raros los casos de parejas de mujeres cubanas y hombres (ex)soviéticos. El estereotipo asocia este hecho al supuestamente superior desempeño sexual del «macho» cubano. La asimetría sexista del mito se evidencia en su desdén por el supuesto erotismo de la mujer caribeña, de quienes muchas compartieron estudios y albergues con los soviéticos. El enfoque de género en estas investigaciones es indispensable. Según las fuentes, al menos en algunos casos las organizaciones cubanas trataban diferencialmente a los y las estudiantes según sus sexos, matizando de «compromiso revolucionario» el machismo criollo. Tales micro-políticas hacían más difícil para una cubana el noviazgo con un soviético. Aun quedan por poner a la luz las normas legales y para-legales (partidistas, juve-



niles, etc.) detrás de esos casos. Otros factores, como los deberes militares, obligarían a la pareja a asentarse en el país de su parte masculina.

La perestroika, la glásnost, los conflictos interétnicos, la disolución de la URSS en 1991, la subsiguiente crisis, el período especial en Cuba: ¿se pueden hacer generalizaciones sobre estas marcas traumáticas en los cuerpos de seres que en la mayoría de los casos cruzaron por vez primera el océano en busca de un sueño? Una especial atención la merece la segunda generación de la diáspora. El perfil cultural de la subjetividad de los descendientes de doble origen pasa por el indiscutible hecho del derrumbamiento de los refugios afectivos (en la mayoría de los casos, fracaso del diálogo inter-cultural, intra-familiar y separación de sus padres) y socio-culturales (conocer en carne propia la imprevisible vulnerabilidad histórica y no poder guarecerse en una comunidad imaginaria «propia», a causa del relativismo e indeterminación cultural). Son imaginarios que no pueden dejarse fluir en busca de una esencia identitaria cultural «propia» (nacional, étnica, histórica) permanente, pues conocen demasiado sobre el relativismo cultural (por su pertenencia a al menos dos formaciones étnico-civilizatorias), aunque probablemente ese término les suene a excesivamente «intelectualoide»; por otra parte, ya saben en carne propia que los metarrelatos culturales resultan vulnerables a determinadas políticas concretas, capaces de meter una superpotencia en una trayectoria caótica sin un final previsible, así que les es muy difícil cifrar esperanzas en las grandes utopías colectivas. El lugar común de su auto-representación parece ser un traumatismo identitario que cristaliza en la renuncia a una de las «mitades» a veces generando propuestas creativas con códigos algo crípticos.

Las prácticas culturales de los jóvenes de la segunda generación combinan hábitos de ambas culturas con cuestionamientos y lecturas profundas, preocupaciones espirituales intensas, vivencias traumáticas – incluyendo casos de suicidio. En los espacios observados, se ha hablado castellano, ruso, ucraniano, georgiano, entre otras lenguas; alguno/as sujetos tienden a discriminar entre lo/as que entienden ruso y lo/as que no, pero otro/as no lo hacen, y hay quienes se preocupan especialmente por hacerse entender si alguien no conoce un idioma o código cultural. Siempre tienden a existir zonas ocultas, no para consumo colectivo – pero en general la comunicación es buena. Hay casos singulares de quienes manifiestan su identidad en público mediante prácticas estereotipadas (tomar vodka, hablar en ruso en voz alta). Hay tensión entre las visiones folcloristas de identidades post-soviéticas en Cuba y las perspectivas creadoras.

Entre los retos, obstáculos y amenazas que enfrenta la diáspora post-soviética en Cuba están la crisis e inestabilidad económica, incluyendo necesidades especiales (viajes, conectividad), los problemas legales (de Cuba y los países de origen: ciudadanía, permisos de salida, imposibilidad de operar legalmente nego-

cios o ejercer oficios tradicionales, de fundar asociaciones), lingüísticos, psicológicos (en mujeres de la primera generación: soledad cultural, imposibilidad de volver al país de origen, frustración), la falta de acceso a noticias de los países de origen, la uniformización ideológica, el sexismo. La ayuda desde los países del área post-soviética, tanto de actores públicos como privados, es insuficiente. Hay tensiones interétnicas y falta el diálogo cultural: «Qué bueno que se fueron, que su cultura no dejó huellas en Cuba... así no tenemos que comer su grasiento borsch...», dijo cierto historiador de La Habana provocando aplausos en una reunión oficial de intelectuales. «Es curioso que no los llamábamos por el gentilicio de la URSS y mucho menos como “camaradas”, sino que usábamos un sustantivo cuya fonética no permitía los detalles. Ellos eran “los bolos”: informes, toscos, un trozo de barro sin trabajar; macizos y sin gracia... Aquella mezcla de temor y burla que nos generaban los bolos todavía se mantiene», se lee en el conocido blog *Generación Y*. Pero tales sentimientos no son generalizables, en Cuba mucho/as sienten afecto por las personas de la ex-URSS, con independencia de las ideologías.

La falta de sentido de pertenencia y de identificación colectiva en la diáspora dificulta el éxito de sus proyectos culturales. Según uno de los informantes, «estamos fracasando porque nos falta el “mito”; hay que crearlo». Para otro, Alejo Carpentier pudo haberse convertido en ese mito debido a su doble origen, pero por alguna razón no lo hizo. Ya que una identidad colectiva debe ser aglutinadora, prácticas identitarias singulares «raras» pueden inhibir la creación de un discurso común y los sentidos de pertenencia en la comunidad. La escritura, el arte y la capacidad de iniciar proyectos socioculturales son zonas donde esta tensión puede mostrarse.

Un rasgo común de los creadores «híbridos» entrevistados es el rol normalizador que han jugado las instituciones culturales y el campo cultural cubano en la modulación de su creación, induciendo muchas veces la pérdida de rasgos visibles de la «hibridez». Aunque las nociones de «identidad» de los autores entrevistados no son iguales, en las entrevistas y a través del análisis de sus obras resalta un conjunto de elementos comunes. Hay dos discursos identitarios sobrepuestos. Uno basado en elementos claves como las raíces, el origen, las esencias, el desarraigo y el mestizaje, en visiones estereotipadas de las etnias y sus creaciones, como las tradiciones literarias; el otro, utiliza las nociones de auto-superación, auto-construcción, creación de espacios propios, imposición del derecho a la palabra, autogestión, autonomía, protagonismo, construcción de la identidad propia. Se destaca el hecho de que las instituciones funcionan preferentemente en las claves del primer discurso; por eso la noción de mestizaje («el ajíaco») tiene un poderoso potencial legitimador. La búsqueda «de las raíces», «de lo ancestral» (o incluso vista como un «retorno de lo reprimido») es una noción presente en ambos discursos que puede mediar entre ellos. Pero la negociación (no necesariamente una negociación



explícita entre dos o más agentes) que hay que desplegar para ejercer (construir, crear) una identidad en términos del segundo discurso conlleva un costo: que una serie de significaciones y prácticas se retiren de la esfera pública a la esfera del uso privado, como hemos podido constatar. Los entrevistados defienden el ejercicio performativo de la identidad – como auto-construcción, superando las premisas y circunstancias «naturales» (como el origen) –, en relación con su obra y con el logro de una trascendencia pública (la performatividad necesita de cierta aceptación social, ya sea en Cuba o fuera de ella).

Es posible explorar si las hipótesis evocadas funcionan en una perspectiva más amplia. Para obtener confirmación, al menos a nivel exploratorio, sobre la posibilidad de asumir que existen elementos comunes entre los creadores de la comunidad híbrida, se aplicó un cuestionario anónimo a 11 creadores jóvenes (escritores, poetas, ensayistas, investigadores, periodistas) de doble origen (ex soviético/cubano) y, como grupo control, a una muestra de igual número y composición aproximadamente similar de autores cubanos nacidos en Cuba. En el grupo de la diáspora (de quienes todos residen actualmente en Cuba: 6 nacieron en la URSS y 5 en Cuba, 10 declaran ser ciudadanos cubanos y 6 de Rusia; casi todos dicen haber vivido en la (ex) URSS o al menos la han visitado), solo una persona escribió «Cuba» en la pregunta abierta que empezaba con la frase «Mi país»; los demás respondieron: «es extraño», «es un performance», «soy yo», «el que sueño y trato de construir», «algún día será el mundo entero», «no existe», «es una mierda», «¿cuál?». No fue mencionado explícitamente ningún territorio eurasiático; la pertenencia geográfica es una búsqueda que no se deja codificar en clave telúrica excluyente, y se proyecta más hacia lo interior, lo performático, lo crítico y lo creativo. En el grupo control, tres personas completaron «Cuba», y las otras frases fueron: «imaginario siempre será Cuba y lo vivo sin darme cuenta», «Cuba y el mundo», «más que un archipiélago, mucho más», «debe mejorar en nivel económico-social», «punto de partida». El grupo de escritores cubano-post-soviéticos, a pesar de pertenecer a los mismos entornos intelectuales que los autores cubanos, es en lo afectivo más desterritorializado y complejo que éstos.

La palabra «Cuba» fue completada entre los creadores de doble origen con las siguientes frases: «un país para explorar y revivirlo como a un muerto», «se vuelve terriblemente aburrido después de tanta reiteración, donde todo es predecible», pero donde «se ha vivido, “luchado”, soñado, sido y estado», «es bella también», «un país por existir», «sui generis» y que «será libre». Para alguien «es un lugar más», o «es solo mi ciudad», o «alegrías, miserias, tristezas...». Los informantes de origen solo cubano fueron más precisos, sin dejar de ser creativos: «mi Patria, mi casa, mi tierra», «mi patria», «más que un archipiélago, mucho más», «es Cuba, es Cuba, es Cuba», «Playa y cualquier zona recorrida en mi vida», «es un enredo», «de donde me voy/a donde regreso/me voy».

En una pregunta similar sobre «la ex-URSS», las respuestas de la diáspora fueron: «un país que ya no existe», «los recuerdos añorados», «también, algún día», «es un grupo de pensamientos en la memoria y constituye un pilar de mi actual reflexión realizada con el prisma cubano (lógica cubana)», «es un recuerdo lamentable», «fue un artificio muy simpático», «perdonar lo que fue; lo que vale es ir allá en el presente», y otras que contenían las palabras: nostalgia, tristeza, pasión, orgullo, decepción, valentía, coraje, esperanza. En el grupo control, las respuestas fueron: «un viejo cuento de hadas», «un paradigma», «por suerte “ex”», «un gran país y lo que quedo de él», «una utopía malograda». El vínculo de los autores de doble origen con la ex-URSS es un compromiso afectivo y crítico. Los sentimientos con respecto al hecho de tener dos orígenes étnicos oscilan entre el «orgullo» y respuestas como «jodida» o «un rollazo». De los problemas relacionados con el doble origen, se cita el «chovinismo gran-ruso», la «imposibilidad de estar en ambos lados al mismo tiempo y en una ocasión», el «hablar y/o escribir en códigos», y que esta condición provoca neurosis.

La mayoría de los autores híbridos estudiados es bilingüe (a diferencia de la segunda generación *in toto*), con insistencia en considerar como nativas al menos dos lenguas. Todos respondieron «sí» a la pregunta «¿Le gustaría viajar a la ex-URSS?». Sin embargo, solo una persona manifestó que leía frecuentemente prensa de la ex-URSS, aunque prácticamente todos consideraron importante mantener vínculos espirituales con Rusia, la amistad con personas del mismo origen y la memoria histórica (a diferencia de los informantes del grupo control, que no dieron significación a tales vínculos y donde solo uno tiene relaciones en el espacio post-soviético). La mayoría de los creadores de la diáspora reconoció que la religión o espiritualidad es para ellos «importante» o «muy importante», prevaleciendo el vínculo con las tradiciones de Rusia – en especial el cristianismo ortodoxo –, el budismo en segundo lugar, y por último las religiones afrocubanas y los nuevos movimientos religiosos. Nueve informantes destacaron su gusto por el arte litúrgico y religioso. Sin embargo, sólo una corta mayoría se siente realmente parte de una comunidad religiosa. En el grupo control predominó el ateísmo.

Frente a una relativa consensuada rigidificación de la identidad cubana, aparecen lógicas de identificación diversas. En los «híbridos» hay una búsqueda identitaria y un deseo de definirse que provoca respuestas múltiples y, en algunos aspectos, contradictorias. En la pregunta que pedía definir el término *identidad*, la actitud fue dual: verla como un fenómeno amorfo, en construcción, o como algo muy personal («es parte de mi existencia»). «Todos hablan de ella, pero...» «aún [estamos por] saber qué es»; «la debemos aprender a crear nosotros mismos», es «necesaria», es «propia, no es para regalarla». «Tiene dos caras»: una, «la inevitable» – «las raíces, de donde venimos» –; «y la que uno se construye», «la



[que] va creando uno a su antojo», «en constante formación», «hacia donde vamos». Es notoria la conciencia de la dualidad intrínseca del hecho identitario, aun cuando se enfatiza su aspecto personal y dinámico, o se expresan dudas.

En el grupo control también se vio la identidad en lo personal («imprescindible para saber quién eres»), pero «es también algo tan leve, como podría serlo un gesto», «no existe»; «puaf, puaf»; es «ilusión», es «la diferencia entre existir y ser»; «lo mismo». Por ser intelectuales los informantes probablemente han reflexionado sobre la noción de identidad. En Cuba, las alusiones frecuentes a la identidad nacional marcan el discurso establecido; también es un tema obligatorio en los programas docentes. Ello explica el escepticismo detectado en ambos grupos. Pero el grupo híbrido mostró más interés y análisis en materia de identidad, mientras en el control predominan visiones irreverentes o cínicas.

Se aprecia el carácter bifronte de la identidad: síntesis del «de dónde venimos» con el «hacia dónde vamos». La mayoría de los informantes de la diáspora valoran como importante para vivir y crear su nexos espiritual con la ex-URSS, pero también ven a qué retos se enfrenta la creación de la identidad híbrida. Hay entre ellos una conciencia de su hibridez, que además se torna muy crítica: se invoca más de una nacionalidad, pero a reserva de sustituir el típico patriotismo por apreciaciones contestatarias y a veces resignadas de la realidad, derivadas de vivencias intensas. Tal compromiso existencial y social espontáneo prevalece sobre los indicadores formales de etnicidad. Sin embargo, el desdén por el patriotismo «formal» en el grupo control también marca un consenso generacional.

Aunque los resultados obtenidos no permiten sacar conclusiones finales sobre las vivencias identitarias de la totalidad de la diáspora post-soviética en Cuba en su segunda generación, la visión que emerge es coherente y puede servir de paradigma contrastable. Esta identidad se ve como:

- Reflexiva en sus condicionamientos (categorías, constreñimientos, determinaciones) y agenciamientos (creación, construcción, invención, performatividad)
- Fluida, variable, «globalizable», en actitud de búsqueda y cuestionamiento
- No-esencialista: propensa, a pesar del uso de estereotipos étnicos, a no comprometerse con supuestas «esencias abstractas» de la etnicidad
- Muy personalista: se prioriza la decisión y libertad personal por sobre los sentidos de pertenencia
- Depende poco del «otro»: el distanciamiento de los «otros» aunque juega cierto papel en las «filosofías folclóricas» de lo/as «híbrido/as», no contribuye mucho a la construcción de *habitus* que puedan interferir la inserción completa en el entorno cultural del «otro»; hay más sincretismo, aceptación de la diversidad y tolerancia que autodefiniciones dicotómicas (aunque, por supuesto, existen excepciones).

La diáspora post-soviética en Cuba no ha podido ser absorbida en el «ajiacó» cubano, ni – a pesar de su potencial intelectual y creativo – ha logrado un consenso autónomo sobre sí misma o una institucionalidad propia. Una de las razones es la normalización de la creatividad entre sus intelectuales y espacios de participación. El reconocimiento público de los creadores de la segunda generación (informantes y autores de este estudio) lo mediaron instituciones ya presentes (como los talleres literarios). Excepto en el caso de la revista digital *Esquife*, promovida por Andrés Mir, uno de los entrevistados, (que no es un proyecto dirigido a la diáspora), no se crearon nuevas instituciones. Tal proceso de reconocimiento ha implicado negociaciones selectivas y asimétricas, donde se esfuman los rasgos e intencionalidades de hibridez, implicando un distanciamiento de posibles proyectos creadores de identidades colectivas de la diáspora. Además, dentro y fuera de la diáspora hay tensiones entre quienes preferirían institucionalizarla culturalmente en códigos nostálgicos (muchas personas de la primera generación), y el sentido de identidad personalista, performativo-normalizado (muchas personas de la segunda generación, incluidas las más creativas). Esta tensión se complementa por fuera con otra, entre el desdén racista por «lo bolo» y la aceptación acrítica e idealizada del pasado soviético.

Anima Fatua, la última novela de Anna Lidia Vega Serova – también entrevistada –, no es un libro formador de identidades compartidas, sino más bien un texto que opera en un entorno de flujos globalizados. Su excesiva *performatividad* (interpretada como individualismo o incomunicación) entra en tensión con la creación de un mito común.

Las relaciones de los creadores con su entorno han complejizado la construcción identitaria, induciendo incompreensiones, confusiones en torno a las influencias, evasiones, acomodamientos, códigos excesivamente propios.

En la invisibilización de la diáspora post-soviética en Cuba inciden su carácter nómada, su entorno, caracterizado por una configuración desfavorable de las redes de poder, y un sentido común resiliente, expectante y deificado en torno a la «cultura popular» dentro y fuera de Cuba. La comunidad enfrenta tres fracasos: el fracaso de las instituciones (capacidad casi nula de crear instituciones propias, y muy limitada de relacionarse con las instituciones existentes), el fracaso del mito y el fracaso de sus intelectuales orgánicos. ¿Qué factores contribuyen a tales fracasos?

En otras diásporas cubanas existía ya una «cultura tradicional» definida (como en las diásporas chinas), un tradicional e institucionalizado sentido de cohesión (como en el caso de los judíos) y nichos económicos comunes, legitimados y delimitados. Estos hechos, que tienen efectos aglutinadores, no se dan en la diáspora estudiada, de poca cohesión interna, sin nichos económicos legítimos.



mos compartidos y con pocos códigos culturales compartidos por provenir de entornos urbanos muy variados. Otras razones que explican los «fracasos» son la moratoria asociativa en Cuba y el largo desconocimiento de las autoridades (post)soviéticas, la relación geopolítica asimétrica entre Cuba y la URSS (y la desintegración de ésta), el racismo estandarizado y a veces público del sentido común cubano, así como las tensiones inter-étnicas e identitarias, sobre todo después de 1991.

La geometría del poder hace de «cocinero» abstracto que decide la sazón del ajiaco: el orden, la cantidad y la temporalidad de sus ingredientes. Pero el reconocimiento colectivo de la diáspora post-soviética – su paso del «en sí» al «para sí» – lo condicionan no sólo su entorno social y los agenciamientos políticos de sus miembros, sino también el evento de la apropiación por ello/as de su desgarramiento ontológico. Aun en los posibles intelectuales orgánicos, creadores fascinantes como Anna Lidia Vega Serova, Andrés Mir o Ernesto González Litvinov, el progreso de sus creaciones en el campo cultural implicó la pérdida de significaciones identitarias de la diáspora (o a veces «hablan en códigos») entendibles sólo para personas de doble origen o para quienes conocen bien a Cuba y la ex URSS); por eso los miembros más tradicionalistas de ésta no se identifican con sus obras.

Pero la invisibilidad de la diáspora no aminora el sabor intrínseco de tales creaciones en el «ajiaco» cubano, en el que entran como ingredientes sin marca de origen. Y dados los cambios geopolíticos en curso, la moratoria institucional puede desaparecer, y la comunidad post-soviética contar al fin con su propia organización.

Aunque tal empoderamiento resulte exitoso, la actual diáspora post-soviética es inevitablemente generacional. Su futuro depende de su capacidad de asumir y de las posibilidades reales de ejercer una territorialidad radicalmente nueva en el nomadismo y los flujos de la globalización, que podrían tanto dispersar la diáspora como salvarla de la crisis demográfica, re-congregándola mediante redes virtuales y reales. Estas reflexiones justifican la necesidad de la reivindicación inmediata de la comunidad post-soviética. «Anima Fatua» puede volverse un mito, sobrecitado en las redes informáticas globales donde también se discuten problemas como la migración y la supervivencia en un planeta cuya única semejanza con un caldero de ajiaco es quizás el calentamiento global.

BIBLIOGRAFÍA CONSULTADA

- **MARTÍNEZ HRASTE Frank**, «Anima Fatua» *Cubarte*, 15 de junio 2008 (Consultado 23 de junio 2008, 12:50 GMT).
- **REYES Roneld**, «La comunidad ruso-parlante en Cuba: una inmigración romántica», Ponencia en el evento *Las Otras Herencias de Octubre*, Cátedra Haydée Santamaría, realizado en la sede de la UNEAC, La Habana, marzo 2004.
- **ROJAS Marta**, «Anima fatua», *La Jiribilla*, n° 370. (Consultado 23 de junio 2008, 12:51 GMT).
- **TORRES-CUEVAS Eduardo**, «En busca de la cubanidad III», in *Historia de la Cultura Cubana*, ed. Félix Varela, La Habana, 2005, p. 110.
- **Yoss**, «Lo que dejaron los rusos», *Temas*, 2003.

BIBLIOGRAFÍA NO DISPONIBLE

- **HOUZANGBE Penda**, *Kuba maia liubov*, (cortometraje documental) EICTV, 2004.
- **Loss Jacqueline**, «Vintage Soviets in post-Cold War Cuba», in *Mandorla* n° 7, 2004.
- **Loss Jacqueline**, «Wandering in Russian», escrito en 2004, in *Cuba in the Special Period: Culture and Ideology in the 1990s*, Ariana Hernández-Reguant (coord), Palgrave, à paraître en 2009.
- **Loss Jacqueline**, «La ostrov svoboda: Todas queremos ser reinas» in *Cultura y letras cubanas en el siglo XXI*, ed. Araceli Tinajero, Iberoamericana, México, à paraître en 2009.
- **Loss Jacqueline**, «Topographies Cosmonauts in Havana: Proyecto of Vostok (2007) and Insausti's Existen (2006)» in *Reading Havana*. Ed. Anke Birkenmaier y Esther Whitfield, à paraître en 2009. «“Cuadros en una exhibición”: Apuntes sobre catalogar lo “ruso”» *Encuentro de la cultura cubana*. 2008. Loss está actualmente trabajando en «Dreaming in Russian: the Politics of Memory in post-Soviet Cuban Culture».
- **REYES Roneld**, Tesis de Licenciatura en Sociología. Facultad de Filosofía e Historia, Universidad de La Habana, 2004 ó 2005 (no fue publicada, ni se encuentra en las bibliotecas de la Universidad de La Habana)
- **WIESER Isabella**, *Die russischsprachige Gemeinschaft in Kuba. Eine soziolinguistische Untersuchung am Beispiel Havanna* (2005), Tesis, Universität Wien / Universidad de Viena, 2006, (no fue publicada, sólo se encuentra en la Universidad de Viena).

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'une des composantes ethniques les plus récentes de la population cubaine est celle des descendants de couples formés par des femmes de l'ex-URSS et des hommes cubains. La métaphore explicative de l'*ajiacó* (ragoût), suggérée par Fernando Ortiz, et devenue la métaphore orthodoxe de l'anthropologie cubaine, n'offre pas un fondement théorique adéquat pour étudier la diaspora post-soviétique à Cuba. Cette métaphore doit donc être déconstruite. Ce texte tente une approche ethnographique de la seconde génération de la diaspora. Il aborde les problématiques liées au manque d'institutionnalisation de cette génération dans la société civile cubaine

ainsi que les caractéristiques de son émergence identitaire, ses processus de normalisation à l'intérieur du système social cubain et ses représentations d'elle-même, au-delà des stéréotypes. Seront donc abordés les aspects historiques ainsi que la créativité de cette deuxième génération de la diaspora post-soviétique dans les arts, la littérature et la création d'espaces dans la sphère publique.

Uno de los componentes étnicos más recientes de la población cubana es el de los descendientes de parejas formadas por mujeres de la ex-URSS y hombres cubanos. La metáfora explicativa del «ajiacó», sugerida por Fernando Ortiz y actualmente asumida como ortodoxia al



uso común de la antropología cubana, no ofrece una perspectiva adecuada para estudiar la diáspora post-soviética en Cuba, por lo que tal metáfora debe ser desconstruida. El texto constituye un acercamiento etnográfico a la segunda generación de la diáspora, y aborda las problemáticas relacionadas con la falta de su institucionalización dentro de la sociedad civil cubana, así como las características de la emergencia identitaria en esa comunidad, sus procesos de normalización en el sistema social cubano, y su auto-imagen más allá de los estereotipos. Se estudian asimismo los aspectos históricos, la creatividad identitaria en las artes, la literatura y la creación de espacios en la esfera pública por personas de la segunda generación de la diáspora post-soviética.

The explanatory metaphor of the *ajiaco* (stew), as proposed by Fernando Ortiz,

which constitutes an orthodox viewpoint in the contemporary Cuban anthropology when analysing the emergence of the «Cuban nationality» from its constitutive ethnic components, fails as a theoretical underpinning for the understanding of the identities and practices of the Cuban post-Soviet diaspora: the descendants of couples integrated by Cuban men and (ex)Soviet women. Thus, the metaphor should be deconstructed. The text is a ethnographic approach to the study of the second generation of the post-Soviet diaspora; relevant problems of this diaspora, such as the emergence of a communal identity, involvement in power practices, self-image, leadership, creativity, generation of spaces in the Cuban public sphere, as well as the normalization by the Cuban social system are analysed and discussed.

MOTS CLÉS

- Immigrants
- Relations cubano-soviétiques
- Politiques culturelles
- Socialisme

PALABRAS CLAVES

- Inmigrantes
- Relaciones cubano-soviéticas
- Políticas culturales
- Socialismo

KEYWORDS

- Immigrants
- Soviet Cuban relationships
- Cultural policies
- Socialism

L'Église cubaine : cinquante ans d'expérience « contre-révolutionnaire » ?

Si le catholicisme insulaire a toujours été marqué par une relation complexe avec la puissance publique, il se trouve, depuis cinquante ans, dans une situation de concurrence conflictuelle avec le projet révolutionnaire. La relation de complémentarité établie habituellement entre élites politiques et religieuses s'est transformée en une opposition durable du fait de la difficulté pour une Église porteuse d'un projet universaliste de cohabiter avec un autre projet universaliste accaparant l'espace et le discours publics.

Au-delà de son titre un peu impertinent, l'objet de cet article est de comprendre comment l'Église cubaine a géré sa relation au castrisme, en conjuguant une posture pastorale et une fonction para-politique diversifiée à mesure qu'émergeaient de nouvelles options en son sein même. Il s'agit également d'examiner comment le clergé catholique a cherché à préserver une certaine influence sur la société socialiste en dépit de la faiblesse de ses moyens.

Dans une perspective longue, l'Église enchaînant les périodes de gain et de perte d'influence, la période actuelle pourrait ne constituer qu'une alternance supplémentaire et confirmer l'impression d'une histoire cyclique plutôt que d'une progression linéaire. Elle devrait pourtant conduire à un changement de paradigme : à la compétition des pouvoirs religieux et politique pourrait se substituer une concurrence nouvelle au sein même du champ religieux. Compte tenu des dynamiques religieuses de l'Amérique latine actuelle, celle-ci pourrait signifier un nouvel affaiblissement du catholicisme cubain, s'ajoutant à la difficile cohabitation avec le projet révolutionnaire.

Du malentendu à la confrontation : les premiers temps de la relation castrisme/catholicisme

La victoire des troupes rebelles de 1959 a obligé le monde catholique à repenser son rapport à l'État et l'a situé dans une marginalité durable vis-à-vis du projet révolutionnaire. Pour autant, toutes les difficultés ne surgissent pas avec l'avènement du castrisme. Depuis des siècles, des faiblesses structurelles limitaient le rôle de l'Église cubaine face au pouvoir politique et à la société. À ce titre, des permanences sont repérables au-delà de la césure révolutionnaire : manque de personnel religieux, superficialité de l'évangélisation, absence de relais vers la société civile, influence limitée sur le gouvernement en dépit de proximités ponctuelles entre élites religieuses et politiques, recherche d'un accommodement – pratique ou théologique – avec les religions natives. Ces difficultés avaient limité l'action catholique dans la période pré-révolutionnaire. Elles aggraveront la situation de l'Église après 1959.

L'évangélisation de Cuba commence formellement en 1518 avec la création du premier évêché à Baracoa. Mais la présence catholique reste superficielle : Cuba ne compte que 14 prêtres en 1536. Surtout, la règle du *Patronato Regio*, soumettant l'action de l'Église au contrôle des souverains espagnols, laisse une large liberté de manœuvre aux colons. Face à la disparition des Indiens, l'Église ne peut, au mieux, que constater son absence de capacité d'intervention. Pour asseoir son influence, elle va bénéficier d'une intervention « miraculeuse » : au début du XVII^e siècle, trois pêcheurs découvrent l'image de la Vierge de la Charité qui sera ensuite adorée dans le sanctuaire d'El Cobre. Le recours à la figure mariale n'est pas une spécificité cubaine. Toutes les colonies l'adopteront, fixant la religiosité locale autour de dévotions espagnoles. À Cuba, le culte marial dynamise le catholicisme. Avec l'augmentation de la population européenne et créole, l'Église accroît sa présence. Selon le recensement ecclésiastique de 1689, le personnel religieux compte 225 prêtres séculiers, 204 religieux et une centaine de religieuses. L'Église commence à établir un réseau scolaire. Des réalisations prestigieuses confirment l'assise catholique : l'université est fondée en 1728 et le séminaire San Carlos en 1773. Proche du pouvoir, l'Église devient un « élément organique du système d'exploitation colonial » [Torreira, 2004].

C'est pourtant d'intellectuels catholiques que vont émaner les premières tentatives d'autonomie politique de l'île. En 1811, José Augustin Caballero propose la création d'un conseil consacré aux seules affaires insulaires. Mais c'est à Felix Varela, député aux Cortes de 1822 à 1823, qu'il reviendra de symboliser la volonté émancipatrice de Cuba¹. Alors que la vague des indépendances s'achève sur le continent, faisant de Cuba une exception coloniale², les convictions du père

1. L'héritage intellectuel du père Varela, à la fois prêtre et philosophe, fait aujourd'hui l'objet d'une bataille fœutrée entre le régime et les représentants du catholicisme, notamment dans le domaine de l'éducation.

2. L'île ne sera indépendante qu'en 1898.



Varela en faveur de l'indépendance et de l'abolition de l'esclavage s'affirment et se heurtent tant aux intérêts du pouvoir royal qu'à ceux des colons [Céspedes, 1998]. *Son Projet de gouvernement autonome des provinces d'outre-mer* lui valant d'être condamné à mort par Madrid, Varela devra rapidement s'exiler vers les États-Unis où il continuera à réclamer l'indépendance de l'île³.

Tout au long du XIX^e siècle, l'expansion du catholicisme sera fragilisée par ses faiblesses structurelles et son engagement politique. Le manque de personnel religieux ne cessera de se faire sentir, le clergé misant sur sa présence urbaine pour toucher les élites et pratiquant une sorte de *benign neglect* à l'égard des zones rurales. Cette attitude se retrouve, il est vrai, dans toute l'Amérique espagnole [Chevalier, 1977]. En outre, l'Église cubaine reste marquée par la tendance pro-hispanique du haut clergé, alors que le bas clergé se montre plus sensible aux « velléités » indépendantistes. Ce positionnement conservateur conduit les responsables catholiques à prendre le parti de la métropole lors des deux guerres d'indépendance, entamant durablement la crédibilité de l'Église et lui faisant perdre le bénéfice du travail d'influence exercé à l'égard de la société civile. Au sortir de la colonisation, le catholicisme cubain demeure officiellement prédominant parmi les expressions religieuses de l'île : la différence de temporalité entre les indépendances du continent et celle de l'île ayant freiné la concurrence grandissante des protestantismes d'origine nord-américaine⁴. Les mauvais choix politiques de la hiérarchie catholique cubaine se trouvent donc compensés, ou effacés, par la préservation de la position quasi monopolistique du catholicisme, facilitée par le long maintien de Cuba sous la domination espagnole.

Pour autant, les débuts du XX^e siècle, sous le double signe du protectorat américain et de la République naissante, ne sont guère favorables au monde catholique. La Constitution de 1901 prononce la séparation de l'Église et de l'État. Éloignée de la société civile, l'Église se trouve enfermée dans une lecture datée des relations sociales. Dans une circulaire sur les « nécessités des ouvriers », l'un des responsables du clergé constate la pauvreté croissante mais n'y apporte pas d'autre réponse que l'exercice de la charité. Dans le même temps, il déplore le manque d'organisation du laïcat et son manque de relais dans la société politique [Sainz, 1914]. Ce constat, perpétuellement refait, est à l'origine d'un nouveau positionnement au cours des années 1930-1940 : pour retrouver une influence politique et sociale, au moment où les Églises évangéliques se multiplient et où

3. Présenté aux Cortes en 1823, le projet de Varela affirme la nécessité de l'indépendance et de l'abolition de l'esclavage. Il réfute le concept des « deux parties », l'une naturelle (Cuba) et l'autre politique (l'Espagne) pour exiger l'existence politique de l'île. Dans le même temps, Felix Varela refuse la solution annexionniste réclamée par une partie des élites cubaines.

4. Autre « concurrent » religieux nord-américain, le spiritisme d'Allan Kardec était déjà bien implanté dans la partie orientale de l'île.

l'image des cultes « afro-cubains » évolue⁵, le clergé mise sur l'Action catholique, les associations scolaires, universitaires et ouvrières, les écoles et les universités catholiques. Cet effort sera dilapidé avec le retour de Batista. De 1952 à 1959, l'Église paraît revivre la période d'incertitude qu'elle avait connue lors des guerres d'indépendance. Comme alors, elle se fracture, le cardinal Arteaga appuyant le gouvernement tandis que le bas clergé prend davantage parti pour les rebelles. C'est cette Église partagée et déconnectée du moment historique qui va tenter de préserver ses intérêts face à la dynamique révolutionnaire.

Début janvier 1959, au moment où Fidel Castro achève sa marche triomphale vers La Havane, Mgr Enrique Pérez Serantes, archevêque de Santiago, n'hésite pas à annoncer que « la divine Providence a écrit dans le ciel le mot Triomphe grâce auquel le chef suprême du Mouvement a pu emporter de l'Est à l'Ouest le laurier d'une victoire extraordinaire » [Pérez Serantes, 1959]. Cette déclaration surprenante, pour un prélat très averti de la situation politique de l'île, donne un aperçu de l'attente du peuple cubain, y compris sa composante catholique, vis-à-vis de l'armée rebelle après la chute de Fulgencio Batista. Elle n'est cependant pas dénuée de visée de plus long terme : si l'archevêque de Santiago accepte déjà l'idée d'une égalisation des conditions et affirme que le nouveau régime doit être « nettement démocratique », il appelle avant tout à la restauration de la société dans un sens « nettement chrétien » [Pérez Serantes, 1959]. Pourquoi l'Église cherche-t-elle, par la voix de sa haute hiérarchie et singulièrement celle d'un homme auquel les frères Castro sont redevables depuis l'attaque de la Moncada⁶, à se positionner immédiatement ? Elle tente de peser sur le débat public pour y restaurer son autorité et ses valeurs. Cet empressement est un aveu de faiblesse face au déroulement rapide des événements.

L'apparente bonne volonté de la hiérarchie catholique va rapidement se transformer en doute puis en franche opposition devant les mesures radicales du gouvernement révolutionnaire.

Au départ pourtant, une certaine ambiguïté prévaut. Les responsables catholiques, dont beaucoup sont espagnols, souhaitent promouvoir une république conservatrice et sociale fondée sur les valeurs chrétiennes. Ils voient dans la « révolution humaniste » annoncée par le M-26 l'occasion de défendre les valeurs traditionnelles (mariage, famille, formation chrétienne) tout en participant d'un progrès social limité (lutte contre la pauvreté, contre la dépravation du régime batistien) et d'un ordre politique moralisé (inamovibilité des fonctionnaires,

5. Grâce notamment à la « redécouverte » de ces cultes par de nombreux artistes cubains, comme le peintre Wilfredo Lam.

6. Après l'attaque de la caserne Moncada, le 26 juillet 1953, Mgr Pérez Serantes avait demandé au gouvernement Batista la grâce des rescapés et un procès équitable [La Llosa, 2007].



réforme partielle de la propriété foncière). Ces espoirs sont vite oubliés. Les changements radicaux prônés par le gouvernement révolutionnaire inquiètent les catholiques, tout autant que les rumeurs sur la nature communiste du mouvement. Le 28 novembre 1959, un premier (et unique) « congrès national catholique » rassemble près d'un million de personnes à La Havane : au-delà des seuls catholiques, ce sont les classes moyennes et aisées qui cherchent à protester contre la transformation de l'État, les nationalisations en cours et les jugements expéditifs des contre-révolutionnaires [Collectif, 1999]. Entre 1960 et 1961, l'Église passe de l'hostilité à la confrontation. Alors que plusieurs prêtres s'engagent contre le régime⁷, Mgr Serantes condamne le communisme dans une circulaire dont le titre résume, d'après lui, le choix proposé aux catholiques : « Rome ou Moscou ». Mai 1961 marque une césure pour les catholiques : le gouvernement annonce la nationalisation des écoles privées, que suivra celle de l'université et des hôpitaux catholiques. Le même mois, 131 prêtres et religieux espagnols sont expulsés. En peu de temps, le nombre des prêtres passe de 670 à 200, celui des religieux de 87 à 17 et celui des religieuses de 158 à 43 [Commission centrale de l'Église cubaine, 1998].

Commencent alors deux décennies de repli tant pour l'institution catholique que pour les fidèles. Connues comme la période de « l'Église du silence », ces années sont celles de l'isolement social et politique des catholiques⁸ tandis que le régime met en place un projet de contrôle total de la société. Mais cette période isole également les catholiques cubains des évolutions mondiales. D'une part, ils restent relativement à l'écart du mouvement Vatican II et du retour de l'Église dans le siècle. D'autre part, ils ignorent l'émergence de la théologie de la Libération. Là encore, un décalage de temporalité avec les évolutions globales induit des comportements différents de la part des catholiques cubains. Ce n'est qu'au terme de cette longue période de repli que le monde catholique finira par accepter de prendre en compte la réalité socialiste de l'île.

L'ENEC et la réintégration progressive des catholiques dans la cité socialiste

Avec la tenue, du 17 au 23 février 1986, de l'Encuentro nacional eclesial cubano (ENEC), l'Église cubaine va procéder à son *aggiornamento* et entamer un lent retour vers la société.

7. Certains, en particulier le père Walsh, iront très loin dans l'opposition au nouveau gouvernement en organisant le départ vers le territoire américain de plus de 14000 enfants cubains dont les familles avaient cru aux rumeurs faisant état du retrait du droit parental. Ce transfert, qui aboutira à de nombreux drames familiaux, restera comme l'opération « Peter Pan ». Au moment de l'affaire du *balseiro* Elián González, cet épisode sera rappelé par le régime à l'appui de sa demande de rapatriement du jeune garçon. Voir Ramón Torreira Crespo et José Buajasán Marrawi [2000].
8. Cet isolement touche également les *santeros* et les protestants.

Cette rencontre ne naît pas de la seule volonté des catholiques de retrouver une influence en dépit du régime socialiste. Elle est le résultat de l'évolution de leur analyse du monde. Une évolution en partie liée à l'influence des catholiques progressistes d'Amérique latine. De fait, les débats qui aboutissent à l'ENEC et au constat du nécessaire retour du catholicisme dans la société cubaine selon une voie non conflictuelle sont largement influencés par ceux qui ont été menés quelques années plus tôt sur le continent. La conférence générale des évêques latino-américains de Medellín, en 1968, avait consacré l'avantage des progressistes et contribué à ouvrir la voie à la théologie de la Libération. Les résolutions adoptées dénonçaient les structures sociales existantes comme fondées sur la « violence institutionnalisée » et affirmaient la solidarité de l'Église avec les aspirations du peuple à la « délivrance de la servitude » [Löwy, 1998]. Onze ans plus tard, lors de la conférence de Puebla, le Conseil Episcopal Latino-américain (CELAM) a été réinvesti par la tendance conservatrice de l'épiscopat. Conformément au souhait du Vatican, le capitalisme libéral et le socialisme marxiste sont l'un et l'autre rejetés⁹.

Précisément, la réflexion des catholiques cubains qui conduira à l'ENEC commence à l'été 1979 avec la volonté de célébrer un « Puebla à l'échelle locale ». Alors que le régime donne quelques signes d'ouverture (début du dialogue avec la diaspora, rencontre de Fidel Castro avec les évêques), la préparation de l'ENEC permet aux différentes composantes de l'Église locale de mieux se connaître. À l'instar d'Oswaldo Payá, plusieurs laïcs engagés dans la réclamation de changements politiques s'expriment à cette occasion. Si les débats internes touchent de nombreux thèmes (embargo, acquis sociaux du socialisme...) et font concevoir aux catholiques la nécessité de miser sur la durée et d'avoir une approche plus ouverte de la réalité de l'île tout en situant leur action sur un registre plus autonome, le document final, publié en mai 1986, vise à établir les principes du positionnement public de l'Église [COCC, 1986]. Ceux-ci tiennent en quatre points :

– *L'affirmation de la légitimité chrétienne dans un monde fluctuant.* Constatant, dans une allusion rapide à l'échec du socialisme réel, la disparition de « l'optimisme anthropocentrique » dans le monde, les catholiques cubains lui opposent la réémergence de la figure du Christ. C'est sur ce constat qu'ils fondent les trois dimensions de leur action : évangélisation, prière, incarnation¹⁰. Commun ras-

9. Lors de son voyage à Cuba, Jean-Paul II réaffirmera cette position en refusant les « systèmes idéologiques et économiques (...) qui ont prétendu réduire la religion à la sphère purement individuelle » mais aussi le « néo-libéralisme capitaliste » responsable d'un monde où « les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres ». Jean-Paul II, *Homélie de La Havane*, 25 janvier 1998, www.vatican.va

10. Comme le montre Jésus-Christ en assumant la condition d'homme, l'incarnation permet la réalisation du spirituel dans le monde réel, le verbe « se faisant chair ». Il s'agit ici pour les catholiques d'affirmer leurs valeurs dans les actes de la vie quotidienne.



sembleur des catholiques cubains, la Vierge de la Charité est au centre de cet effort.

– *L'objectif prioritaire de l'évangélisation.* En indiquant avoir consacré trop de temps à la « vie intra-ecclésiale », l'Église reconnaît que sa période de silence l'a éloignée des Cubains. En faisant référence aux « athées pour des raisons pratiques » et aux « catholiques à leur manière », elle souligne les défections liées aux pressions politiques et sociales exercées par le régime mais également la progression des cultes afro-cubains (pour lesquels le baptême catholique est nécessaire et la pratique catholique favorable, voire complémentaire). Compte tenu de la faiblesse de ses moyens, le clergé se propose une méthode simple : l'évangélisation de personne à personne, en s'appuyant sur le laïc. Si cette évangélisation se garde de dénoncer de front les religions populaires, elle adopte une posture plus claire vis-à-vis de la théologie de la Libération, la hiérarchie catholique rappelant que les communautés ecclésiales de base (CEB) ne doivent pas devenir un « mouvement contestataire » au sein de l'Église¹¹.

– *La volonté de participation sociale et de dialogue.* L'évangélisation ne peut s'opérer sans tenir compte du contexte politique cubain, « défi » que les catholiques doivent accepter. Souhaitant affirmer leur légitimité sans s'opposer au régime, les évêques incitent les croyants à exercer une « participation solidaire » au sein des organisations de travail, des associations scolaires, professionnelles, culturelles... Sans préciser si cette recommandation s'applique au Parti communiste cubain (PCC) ou à d'éventuels partis dissidents, ils approuvent l'activité politique des laïcs engagés à titre personnel.

– *Le rôle indispensable des laïcs dans la diffusion du message catholique.* L'ENEC acte la reconnaissance du rôle des laïcs. Comme ailleurs dans le monde, l'Église ne cessera de s'appuyer sur eux, au nom du principe de subsidiarité énoncé par Vatican II. Les évêques cubains constatent que, contrairement au clergé, les laïcs « vivent leur foi en termes historiques » : c'est bien cette pratique, c'est-à-dire la capacité des laïcs à affirmer leur engagement catholique dans les différents espaces de la société socialiste (au travail, à l'université, dans les associations), qui doit être privilégiée, d'autant plus que le nombre du personnel religieux demeure très restreint.

Parallèlement, les années 1980 et le début des années 1990 marquent un certain « retour du religieux » à Cuba. *Fidel y la religión*, l'entretien du théologien de

11. Produit et héritage actuel de la théologie de la Libération, les communautés ecclésiales de base (CEB) s'organisent autour de petits groupes de voisins ou de proches. Au-delà des seules pratiques religieuses, elles développent des actions de solidarité en faveur des plus pauvres. Le travail des CEB a parfois débouché sur des revendications sociales de grande ampleur, notamment au Brésil où elles ont appuyé les revendications des paysans sans terre.

la Libération Frei Betto avec Fidel Castro, signe la fin de la période la plus dure d'anti-catholicisme. Cette « défense et illustration » d'une « révolution humaniste » ouverte au religieux répond au souhait du régime de bénéficier d'une visite pontificale au moment où les thématiques défendues par le Vatican (non-prolifération des armements, rejet des débordements libéraux) peuvent permettre un accord *a minima*, en dépit de l'anti-communisme prêté à Jean-Paul II. Pour autant, Fidel Castro se garde bien de perdre le bénéfice des liens tissés avec les théologiens de la Libération : s'il appelle à une « Église unie », il n'hésite pas à dire qu'il y a « dans Jésus une option inconditionnelle pour les pauvres » [Betto, 1984, p. 307]. De même, l'ouverture vers le Vatican ne signifie pas un relâchement vis-à-vis de l'Église locale toujours accusée de conservatisme. Plus largement, le pouvoir cubain souhaite prendre en compte la réémergence du religieux, après vingt-cinq années de révolution marxiste. Il s'agit non seulement d'offrir quelques espaces à l'expression religieuse, avant tout *santera* et évangéliste, mais également de faire accepter cette idée au parti. Alors que Fidel Castro avait énoncé qu'un « chrétien peut être marxiste sans cesser d'être chrétien et un marxiste peut être chrétien sans cesser d'être marxiste », il doit, sous la pression des idéologues du PCC, renoncer à la deuxième partie de cette phrase, ce que les catholiques ne manqueront pas de lui reprocher [Vázquez Montalbán, 1998, p. 572].

En octobre 1991, le IV^e congrès du PCC va entériner ces positions dans un contexte marqué par la chute de l'URSS et la mise en place de la « Période Spéciale en temps de paix ». Le « congrès en armes » acte la possibilité pour un croyant d'accéder au parti et le responsable du bureau des Affaires religieuses, José Carneado, souligne le lien entre le régime et les mouvements chrétiens qui « défendent les pauvres, les paysans sans terre, luttent contre l'exploitation et les injustices » [Argyriadis, 1999, p. 278]. Logiquement, ces annonces sont suivies en 1992 d'une importante modification de la Constitution. Un nouvel article 8 énonce que « l'État reconnaît, respecte et garantit la liberté religieuse ». Il pose en principe la séparation de l'Église et de l'État tout en ajoutant que les « différentes croyances et religions jouissent d'une égale considération ». Si cette réforme affirme une laïcité respectueuse des cultes, elle établit clairement la règle d'égalisation des religions sur laquelle le castrisme s'appuie pour refuser aux catholiques le traitement spécifique qu'ils estiment mériter. C'est donc avant tout aux religions afro-cubaines et aux cultes protestants que profitent ces évolutions.

Les responsables catholiques l'entendent ainsi et réagissent durement. En septembre 1993, la conférence épiscopale publie le message *El amor todo lo espera*. Connu comme la « lettre des évêques », véritable manifeste politique, ce document répond au parti en proposant des lignes d'action qui formeront dorénavant l'essentiel du positionnement catholique. L'Église en revient donc à l'affirmation



de ses valeurs fondamentales, quitte à relancer la confrontation avec le régime. Elle appelle à la réconciliation nationale face à la décomposition des familles et à « l'exil intérieur » de ceux qui, restés dans l'île, renoncent à toute activité sociale ou religieuse. Surtout, elle dénonce le caractère « exclusif et omniprésent de l'idéologie officielle » qui conduit à assimiler des termes tels que « patrie » et « socialisme » ou « Cubain » et « révolutionnaire ». Le « contrôle excessif » des organes de la Sécurité de l'État, le « nombre élevé de prisonniers politiques » sont critiqués, l'Église appelant à privilégier l'individu, la famille et le dialogue avec les Cubains de l'extérieur [COCC, 1993]. Cette prise de position n'est pas sans rapport avec les difficultés internes du régime et l'attente – ou l'espoir – de sa chute. Mais les autorités cubaines préfèrent revenir à une lecture traditionnelle de leur relation au clergé et dénoncent très vite le retour du conservatisme épiscopal et son rêve de « restauration coloniale » [Ramos, 1999].

La « Période Spéciale » et les engagements divergents des acteurs catholiques

Les années de crise vont cependant voir la situation évoluer de la traditionnelle confrontation Église/État à une diversification du catholicisme et de son action face au régime socialiste. Si l'Église a toujours représenté, sans le revendiquer, la seule institution organisée face au pouvoir, ce sont de nouvelles organisations, émanant d'elle, qui investissent le champ politique à partir des années 1990. Alors qu'il revenait essentiellement à la conférence des évêques¹² de jouer, face à l'autoritarisme du régime, un rôle de parti politique de substitution, rôle fondé avant tout sur la parole comme le montre la lettre des évêques, ces organisations vont poursuivre et approfondir ce travail « para-politique » [Hermet, 1973]. Parmi elles, on peut distinguer celles qui ont vocation à la construction de la citoyenneté de celles qui développent un projet proprement partisan.

Plusieurs organisations laïques contribuent à proposer aux fidèles des options alternatives face à la vocation totalisante du régime tant sur le plan politique qu'économique, social ou culturel. Des ateliers, des cours, des conférences et des publications à tirage restreint diffusent une pensée fondée sur la doctrine sociale de l'Église. Ce projet de socialisation politique des fidèles, qui vise finalement à la création d'une nouvelle citoyenneté enracinée dans les valeurs catholiques, est à l'œuvre, par exemple, au centre Fray Bartolomé de las Casas, à La Havane. Les Dominicains y organisent de nombreux débats (« Cuba dans la mondialisation », « La Constitution de 1940 », « La modernité, l'athéisme et la religion »...) auxquels sont souvent associés des intellectuels proches du régime. Ils cherchent

12. Ou à une partie d'entre elle, notamment Mgr Meurice à Santiago, alors que certains, comme Mgr de Céspedes, recherchaient au contraire le dialogue avec les autorités.

aussi à approfondir le dialogue inter-religieux avec les protestants, laissant se dessiner une stratégie d'accord des acteurs religieux dans la perspective de la réconciliation nationale post-castriste.

Plus engagé dans la construction d'une alternative politique et dans la préparation de l'après castrisme, le Centre de formation civique et religieuse (CFCR) de Pinar del Río a été le lieu où le rôle « para-politique » de l'Église s'est affirmé sous la direction du laïc Dagoberto Valdés. La volonté du CFRC de contribuer à la création d'espaces de participation dans la société civile depuis une position catholique et les actions menées en conséquence (revue *Vitral*, groupes d'information juridique et civique, cycles d'études sur les droits de l'homme, l'économie, la société et la famille...) s'assimilent en effet à ce qui serait, dans un parti politique classique, l'élaboration de programmes et la formation de *leaders*. Dénoncé à plusieurs reprises par le régime comme un activiste contre-révolutionnaire, Dagoberto Valdés a dû, début 2007, renoncer à ses fonctions. Le CFRC a adopté une position plus mesurée, sans doute sur l'injonction du cardinal Ortega pour lequel la préservation et le renforcement du rôle pastoral de l'Église constituent un objectif premier par rapport à une éventuelle participation à un processus d'ouverture politique.

De ce fait, c'est au Mouvement Chrétien de Libération (MCL), animé par Oswaldo Payá depuis 1988, que revient la mise en œuvre d'un véritable catholicisme politique. Occupant au sein des partis politiques – illégaux – de la dissidence un espace proche de la démocratie-chrétienne, le MCL n'est pas soutenu par le cardinal Ortega qui se désolidarise, la plupart du temps, de ses initiatives au nom d'une approche plus globale des questions cubaines. Le MCL a lancé depuis 1996 une action civique de grande ampleur, largement relayée à l'étranger et notamment dans les organisations catholiques de Floride : le projet Varela¹³. Il s'agit, en s'appuyant sur l'actuelle Constitution, de réclamer un référendum d'initiative populaire reprenant les demandes fondamentales de la dissidence : libertés individuelles et collectives, libération des prisonniers politiques, modification des modes de scrutin en vue d'élections pluralistes, mais s'inscrivant dans une perspective plus libérale en exigeant le droit de libre entreprise. S'il a réussi à réunir les 10 000 signatures nécessaires, Oswaldo Payá a dû renoncer à son projet fin 2002 lorsque le régime a fait approuver par référendum le caractère « intouchable » du socialisme à Cuba. Le MCL s'est trouvé encore affaibli au printemps 2003 lorsque certains de ses cadres ont été condamnés à plusieurs années de prison.

Le MCL constitue donc l'expression la plus achevée du catholicisme politique mais il ne représente qu'une option parmi d'autres et sans doute pas la plus pertinente pour l'Église cubaine au moment où s'ouvre la succession du « Lider

13. En donnant ce nom à son projet, le MCL cherche lui aussi à se situer dans la filiation de Felix Varela et, sans doute, à affirmer son ancrage dans la « cubanité ».



Máximo», perspective que les responsables catholiques abordent en termes d'influence globale mais aussi de repositionnement religieux.

Entre la gestion d'un espace limité et la perspective de l'ouverture à la concurrence religieuse : le catholicisme cubain aujourd'hui

Le passage du «*fidélisme*» au «*raúlisme*» a été accueilli avec prudence par l'Église cubaine, le cardinal Ortega se contentant de relever un «souffle de changement» [Alonso Tejada, 2008]. De fait, le rôle du catholicisme dans la succession intervenue depuis juillet 2006 reste assez limité : sans pouvoir peser sur les décisions politiques, il consiste d'une part à poursuivre ses efforts pour la diffusion de ses valeurs et la formation d'une élite laïque capable le moment venu de participer à la vie publique et, d'autre part, à œuvrer au renforcement de l'institution catholique elle-même. En ce sens, les ouvertures pratiquées par Raúl Castro devraient inciter le clergé à insister sur ses demandes fondamentales : accès à l'éducation, accès aux médias, possibilité d'accroître le personnel religieux actuellement limité à environ 350 prêtres et 600 religieuses pour une population de 11 millions d'habitants [COCC, 2008].

C'est cette ligne que tente, tant bien que mal, de maintenir le cardinal Ortega. Alors que son leadership avait été contesté au cours des dernières années, les changements intervenus récemment dans l'épiscopat cubain ont redonné à Jaime Ortega une certaine capacité d'arbitrage. Avec le départ de Mgr Meurice, archevêque de Santiago, en février 2007, c'est l'un des clergés les plus protestataires qui se trouve privé de son porte-parole. On se souvient en effet que, lors de la visite pontificale et en présence de Raúl Castro, Pedro Meurice n'avait pas hésité à accuser «de nombreux Cubains» d'avoir confondu «la patrie avec un parti, la nation avec le processus historique vécu au cours des dernières décennies et la culture avec une idéologie¹⁴». De même, c'est du clergé de l'Orient qu'aurait été issu, en 1999, un texte très offensif, dont l'origine reste passablement controversée, dénonçant le «totalitarisme» et appelant à soutenir les dissidents¹⁵. Début 2007 également, le départ de Mgr Siro, évêque de Pinar del Río, et les changements intervenus immédiatement au sein du CFCR ont libéré le cardinal Ortega d'une pression constante en faveur d'un engagement politique et citoyen accru.

Si des options politiques multiples continuent à être représentées au sein de la conférence des évêques de Cuba, l'action attentiste ou conservatoire du cardinal

14. Lors de son intervention précédant la prise de parole du pape, à Santiago de Cuba, le 24 janvier 1998.

15. «Cuba, su Pueblo y su Iglesia al comienzo del tercer milenio», texte repris par *El Nuevo Herald* de Miami, édition du 27 septembre 1999.

Ortega n'est plus remise en cause directement. En conséquence, l'Église semble aujourd'hui privilégier des valeurs plus pastorales que directement politiques pour regagner du terrain au sein de la société. Les catholiques entendent s'appuyer sur leur longue marginalisation pour faire prévaloir une sorte de magistère moral et pour défendre leurs valeurs : usage de la liberté dans la responsabilité, liberté de l'éducation, défense du mariage et de la famille, rejet tant du communisme que du néo-libéralisme. Plus qu'une intervention directe sur le plan politique et institutionnel, c'est une capacité d'influence qui est recherchée dans la perspective d'un rôle actif au moment d'une (encore hypothétique) transition, rôle qui pourrait s'axer sur la construction de la réconciliation nationale et qui pourrait, à terme, favoriser le retour du catholicisme à une certaine « centralité » politique et sociale. Pour autant la faiblesse de l'implantation catholique et la défense de valeurs essentiellement conservatrices rendent difficile la reprise d'une influence sur une société dont les pratiques et les référents restent très éloignés de ceux du catholicisme.

De son côté, le gouvernement devrait continuer à miser davantage sur le Vatican que sur l'Église locale. Cette position, qui aura été l'une des constantes de la relation du castrisme et du catholicisme cubain, a été confirmée lors de la visite du cardinal Bertone, secrétaire d'État, en février 2008¹⁶. En dépit des difficultés apparues depuis 1959, les relations diplomatiques n'ont jamais été rompues entre le Saint-Siège et La Havane et, tout en aboutissant à une critique réelle du régime, la visite pontificale de janvier 1998 a conduit Jean-Paul II à dénoncer fortement l'embargo américain. C'est cet équilibre qu'a réaffirmé Tarcisio Bertone, les autorités cubaines lui promettant, en retour, davantage d'ouverture pour l'Église dans les médias officiels.

Parallèlement le catholicisme doit affronter une concurrence religieuse renforcée et diversifiée.

Si la politique de contention du religieux pratiquée par le régime a « bénéficié » pendant cinquante ans au catholicisme en lui permettant de préserver sa position de « première » religion de l'île sans avoir à éprouver directement la diversification religieuse à l'œuvre sur le continent, une évolution est d'ores et déjà perceptible et ne fera que s'amplifier. Face à une présence catholique difficile à évaluer (moins de 10% de fidèles dans la population selon le régime mais plus de 60% selon l'Église), les protestantismes progressent. Cette avancée, qui se fonde sur le « protestantisme missionnaire » et le « protestantisme de sanctification » plus que sur le pentecôtisme [Meyer, 1991], est d'abord liée aux insuffisances catholiques, comme dans le reste de l'Amérique latine. Elle respecte le commandement de « soumission aux autorités », ce qui, à Cuba, a abouti à des

16. Le secrétaire d'État est le premier collaborateur du Pape dans le gouvernement de l'Église et le principal responsable de l'activité politique et diplomatique du Saint-Siège.



résultats surprenants. Plusieurs dizaines de dénominations travaillent en effet dans l'île, parfois en étroite association avec le pouvoir. Si les premiers missionnaires sont arrivés à la faveur de l'indépendance et du protectorat américain, le développement des Églises évangéliques a été rapide jusqu'à la Révolution. En 1954, huit ans après la création du Conseil des Églises évangéliques de Cuba, le mouvement touchait déjà 6 % des Cubains. Là encore, l'établissement du nouveau régime allait geler durablement l'évolution religieuse. Mais, à la différence des institutions catholiques, toutes les dénominations protestantes n'allaient pas rejeter le régime socialiste. Au début des années 1960, plusieurs leaders presbytériens, dont Rafael Cepeda qui affirme que « Fidel Castro est un instrument mis dans les mains de Dieu pour établir Son règne entre les hommes » [Cepeda, 1960] et, surtout, Sergio Arce qui théorise le lien entre théologie chrétienne et idéologie marxiste [Arce, 1965], apportent leur soutien au mouvement révolutionnaire. Après des années de travail de terrain confidentiel, l'ouverture au religieux pratiquée par les autorités politiques dans les années 1990 a offert à certaines Églises évangéliques l'occasion d'affermir leurs positions. Un Conseil des Églises de Cuba (CIC) a été créé afin, notamment, de mettre en œuvre une collaboration étroite avec le pouvoir politique et d'obtenir une diffusion élargie du message évangélique. Le CIC affirme la « volonté des chrétiens progressistes et révolutionnaires d'être aux côtés du peuple et de la révolution » tandis que le régime l'autorise à ouvrir de nombreuses maisons de culte. Des pasteurs entrent à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire¹⁷. Mais ces choix ne sont pas partagés par toutes les composantes protestantes. Aujourd'hui encore, une partie des baptistes de l'ouest de l'île refuse toute association au régime¹⁸. Sur environ 54 dénominations, regroupant 800 pasteurs et environ 400 000 fidèles, seule une trentaine de dénominations appartiennent au CIC [Ramírez, 1998].

Les autorités politiques s'appuient, quant à elles, sur l'adhésion d'une partie du monde protestant au projet socialiste pour se prévaloir du soutien de forces religieuses progressistes. L'organisation de célébrations évangéliques durant toute l'année 1999 a clairement illustré cette position. Alors que 1998, avec la visite pontificale, avait été une « année catholique », 1999 a été une « année protestan-

17. C'est le cas, lors des élections législatives de 1997, de trois responsables protestants : Raúl Suárez Ramos, président du Centre « Memorial Martin Luther King », Pablo Oden Marichal, président du Conseil des Églises de Cuba, et Sergio Arce Martínez, ancien recteur du séminaire protestant de Matanzas.

18. Le rapprochement entre le régime et le monde protestant se concrétise le 2 avril 1990, au cours d'une rencontre réunissant Fidel Castro et 75 responsables protestants. Confirmé en 1991, il conduira à une scission dans le mouvement baptiste : alors que la Convention baptiste de l'ouest de Cuba rejette toute possibilité de coopération avec les autorités, Raúl Suárez, principal artisan de la politique de rapprochement, crée une nouvelle dénomination, la Fraternité baptiste de Cuba, pour travailler avec les institutions socialistes. Voir notamment Marcos Antonio Ramos [1999].

te», les manifestations s'achevant, comme pour les catholiques, sur la place de la Révolution et en présence de Fidel Castro [Méndez, 1999]. En favorisant des procédures symétriques, l'État affirmait son rôle de régulateur religieux et social face aux différents cultes.

Reste que tous les mouvements chrétiens ne bénéficient pas des mêmes attentions. Les pentecôtismes, qui trouvent pourtant à Cuba un terrain favorable aux religions de l'émotion, seraient encore marginalisés [US Department of State, 2004]. Ils pourraient, dans un proche avenir, se développer rapidement comme ils l'ont fait dans plusieurs régions d'Amérique latine. De même, l'ouverture à la concurrence religieuse pourrait, si elle se confirme, renforcer encore la croissance des religions afro-cubaines observable depuis une vingtaine d'années et, en premier lieu, de la *santería*.

Ces évolutions induisent une redéfinition sensible du religieux à Cuba. Pour l'Église catholique, l'ouverture à la concurrence est nécessairement difficile. Certes, elle peut compter sur des solidarités issues tant du Vatican que des organisations catholiques transnationales (Caritas, par exemple, qui est déjà présente dans l'île depuis 1991) ou des réseaux catholiques nord-américains. Mais les Églises protestantes s'appuient elles aussi sur des réseaux transnationaux puissants et pourraient se montrer plus dynamiques, comme elles l'ont prouvé au Brésil et en Amérique centrale par exemple. Dès que la possibilité leur en sera offerte, elles bénéficieront des méthodes efficaces de pénétration du marché religieux testées sur le continent.

Paradoxalement, la modification de la relation Église/État permise par les réformes du début des années 1990 n'a guère bénéficié au catholicisme cubain, au demeurant partagé sur les choix et les engagements politiques à privilégier. La période du «*raúlisme*», si elle confirme l'ouverture à la concurrence du champ religieux, pourrait donc conduire l'Église locale à la remise en cause la plus difficile de son histoire, après cinq siècles d'une hégémonie religieuse ambiguë mais réelle et cinquante ans de relations conflictuelles avec le régime révolutionnaire.



BIBLIOGRAPHIE

- ACANDA Jorge Luis, ESPESA Jesús, *Modernidad, ateísmo y religión. Apuntes de un curso*, La Havane, Aula «Fray Bartolomé de Las Casas», 2004.
- ARCE Sergio, *La misión de la Iglesia en una sociedad socialista*, Communication au Conseil cubain des Églises évangéliques, août 1965.
- ARGYRIADIS Kali, *La religión à La Havane. Actualité des représentations et des pratiques culturelles havanaises*, Amsterdam, Éditions des archives contemporaines, 1999.
- BETTO Frei, *Fidel y la religión*, La Havane, Editorial Si-Mar, 1994.
- CEPEDA Rafael, «Fidel Castro y el reino de Dios», *Bohemia*, La Havane, juin 1960.
- CEPEDA Rafael, CARRILLO Elizabeth, RODHE González, HAM Carlos, «Causas y desafíos del crecimiento de las iglesias protestantes en Cuba», *Temas* n° 4, La Havane, 1995, p. 52-61.
- CÉSPEDES (de) Carlos Manuel, *Pasión por Cuba y por la Iglesia. Aproximación biográfica al padre Felix Varela*, Madrid, BAC popular, 1998.
- CHEVALIER François, *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.
- COLLECTIF, *1959 : Castro prend le pouvoir*, coll. Les événements dans *Le Monde*, Paris, Le Seuil, 1999.
- COMMISSION CENTRALE DE L'ÉGLISE CUBAINE, chargée de la préparation de la visite du pape, *La Iglesia católica en Cuba*, La Havane, Office de presse Verdad y Esperanza, 1998.
- CONFERENCIA DE OBISPOS CATÓLICOS DE CUBA, «*El amor todo lo espera*», *mensaje de la conferencia de obispos católicos de Cuba*, La Havane, COCC, 1993.
- CONFERENCIA DE OBISPOS CATÓLICOS DE CUBA, chiffres disponibles sur www.iglesiacubana.org.
- CONFERENCIA DE OBISPOS CATÓLICOS DE CUBA, *Instrucción pastoral de los obispos de Cuba. Promulgación del documento final del encuentro nacional eclesial cubano*, La Havane, COCC, 1986.
- ESTÍU Pedro Meurice, *Presente y futuro de la Iglesia en Cuba*, discours de réception du doctorat honoris causa de l'université de Georgetown, 29 mai 1999.
- GALIARDI Antonio, «Cuba-Santa Sede : relaciones sin ruptura», *Vitral* n° 45, La Havane, septembre-octobre 2001, disponible sur www.vitral.org.
- HERMET Guy, «Les fonctions politiques des organisations religieuses dans les régimes à pluralisme limité», *Revue française de science politique*, vol. 23, n° 3, 1973, p. 439-472.
- KIRK John M., *Between God and the Party. Religion and Politics in Revolutionary Cuba*, Tampa, University of South Florida Press, 1989.
- LA LLOSA (de) Alvar, «Révolution et Église à Cuba : le point de vue de la diplomatie française (1960-1964)», *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 89, décembre 2007, p. 205-229.
- LÉTRILLIART Philippe, «Le catholicisme cubain. De la marginalisation à la recherche d'une influence sur le post-castrisme», *Problèmes d'Amérique latine* n° 61-62, Paris, été/automne 2006, p. 37-58.
- LÉTRILLIART Philippe, *Cuba, l'Église et la Révolution. Approche d'une concurrence conflictuelle*, Paris, L'Harmattan, coll. Recherches Amériques latines, 2005.
- LÖWY Michael, *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éd. du félin, 1998.
- MÉNDEZ Suecia, «Célébration et témoignage : dans un contexte en pleine mutation, les Églises cubaines font preuve d'une vitalité nouvelle», *Lettre œcuménique sur l'évangélisation*, n° 3, septembre 1999, disponible sur www.wcc-coe.org.
- MEYER Jean, *Les chrétiens d'Amérique latine, XIX-XX^e siècles*, Paris, Desclée, 1991.
- MINÁ Gianni, *El Papa y Fidel. ¿Qué futuro espera a América latina?*, Mexico, Ed. Grijalbo, 1998.
- MONTALBÁN Manuel Vázquez, *Y Dios entró en La Habana*, Aguilar Madrid, 1998.

- **ORTEGA Jaime**, *Un solo Dios padre de todos*, lettre pastorale, La Havane, 18 octobre 1999.
- **PECH Thierry**, «Vital: Cuba, l'Église et le régime castriste», *La vie des idées* n° 2, Paris, mai 2005, p. 67-72.
- **POMARD Jorge**, «El renacimiento religioso en Cuba. Elementos formadores de la conciencia religiosa del cubano», *Encuentro de la cultura cubana*, n° 12-13, 1999, p. 56-67.
- **PORTUONDO ZUNIGA Olga**, *La Virgen de la Caridad del Cobre. Símbolo de cubanía*, Santiago de Cuba, Editorial Oriente, 1995.
- **RAMÍREZ CALZADILLA Jorge**, «Las actuales investigaciones sociorreligiosas sobre el protestantismo en Cuba», *Caminos*, Centro Memorial Martin Luther King de La Havane, 1998, disponible sur <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/cuba/cips>.
- **RAMOS Marcos Antonio**, «La religión en Cuba», in *40 años de Revolución: el legado de Castro*, Miami, Ed. Universal, 1999.
- **SAINZ (Mgr) Severiano**, Circulaire «Sur les nécessités des ouvriers», *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, Mexico, Obra nacional de la buena prensa, 1995, p. 19-20.
- **SERANTES (Mgr) Pérez**, Circulaire «Vie nouvelle», *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, Mexico, Obra nacional de la buena prensa, 1995, p. 53-59.
- **TEJADA Aurelio Alonso**, «Catolicismo, política y cambio en la realidad cubana actual», *Temas* n° 4, La Havane, octobre-décembre 1995, p. 23-32.
- **TEJADA Aurelio Alonso**, «Diálogo con el cardenal Ortega», *Temas* n° 29, La Havane, janvier-mars 2008, p. 123-130.
- **TEJADA Aurelio Alonso**, *Iglesia y política en Cuba revolucionaria*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1997.
- **TEJADA Aurelio Alonso**, *Iglesia y política en Cuba*, La Havane, Editorial Caminos, 2002.
- **TORREIRA CRESPO Ramon et Buajasán Marrawi José**, *Operación Peter Pan. Un caso de guerre psicológica contra Cuba*, La Havane, Editora política, 2000.
- **TORREIRA CRESPO Ramon**, «Breve acercamiento histórico a la Iglesia católica en Cuba: conquista, colonización y pseudorepública», Noemí Quezada (ed.), *Religiosidad popular Mexico Cuba*, UNAM, Mexico, Plaza y Valdes editores, 2004, p. 187-234.
- **US DEPARTMENT OF STATE, BUREAU OF DEMOCRACY**, Human Rights and Labor, *International Religious Freedom Report*, www.state.gov, 2004.
- **VALDÉS HERNANDEZ Dagoberto**, *Cuba: libertad y responsabilidad. Desafíos y proyectos*, Miami, Ed. Universal, 2005.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Si la relation Église/État se caractérise à Cuba par l'alternance de moments de gain et de perte d'influence du religieux sur le politique, la période révolutionnaire a été marquée par la confrontation. Après deux décennies de silence, les catholiques cubains ont toutefois cherché à se repositionner dans la société socialiste. Depuis le début des années 1990, c'est notamment aux laïcs qu'est confiée la fonction «para-politique» de l'Église. Consciente de la faiblesse de ses relais

dans la société et des risques liés à la concurrence religieuse, c'est sur son expertise que compte l'Église cubaine pour maintenir son rôle et son influence.

Las relaciones entre la Iglesia y el Estado en Cuba se caracterizan por la alternancia de momentos de ganancia y pérdida de influencia de lo religioso sobre lo político, no obstante el período revolucionario fue marcado por la confrontación. Sin embargo, después de dos décadas de silencio, los católicos cubanos buscaron repositionarse en la sociedad socialista. Desde el principio de los años noventa, una parte de la función «para-política»



de la Iglesia fue confiada a los laicos. Conciente de la debilidad de sus lazos con la sociedad y de los riesgos relacionados a la competencia religiosa, la Iglesia cubana cuenta con su capacidad propia para mantener su papel y su influencia.

If the Church/State relationship is usually characterized in Cuba by alternate phases of gained and lost religious influence over politics, the revolutionary period is marked by confrontation. Nevertheless,

after two decades of silence, Cuban Catholics have tried to change their role in the socialist society. Since the beginning of the 1990's, the «para-political» function of the Church has been entrusted to laics. The Cuban Church is indeed aware of its weak penetration of the Cuban society and of the risks linked to religious competition. It therefore relies on its own capacity to keep its role and influence.

MOTS CLÉS

- Catholicisme
- Société civile
- Concurrence religieuse

PALABRAS CLAVES

- Catolicismo
- Sociedad civil
- Competencia religiosa

KEYWORDS

- Catholicism
- Civil Society
- Religious competition

À propos des cultes d'origine yoruba dans la Cuba socialiste (1959 à nos jours)

Dans la Cuba socialiste, les religions d'origine yoruba, *santería* et culte d'*Ifá*, ont connu un destin singulier au regard des autres modalités culturelles qui composent avec elles le champ religieux local¹. De nos jours, elles jouissent en effet d'un grand prestige et le nombre de leurs pratiquants, tant étrangers que cubains, connaît depuis les années 1990 une croissance significative. Durant cette même période, elles ont également acquis une grande visibilité sur la scène publique nationale et constituent aujourd'hui l'une des ressources sciemment privilégiée par le gouvernement afin de stimuler un tourisme international à vocation, non pas seulement balnéaire, mais aussi culturelle.

Cet article se propose d'éclairer cette situation en revenant sur les lignes de force qui, de 1959 à nos jours, ont dominé l'appréhension de ces modalités religieuses du point de vue du pouvoir révolutionnaire et des intellectuels de la Révolution engagés dans leur étude. Il soulignera notamment que la réflexion sur les cultes d'origine africaine, prise dans un questionnement sur l'identité nationale révolutionnaire, a conduit à un véritable processus de patrimonialisation des cultes d'origine yoruba. Ce faisant, il mettra en évidence l'articulation en la

1. Ces modalités, fondées sur l'initiation, se sont développées dans l'île dans la seconde moitié du XIX^e siècle, *via* l'arrivée massive d'esclaves yoruba, et ont progressivement intégré certains éléments du catholicisme populaire, d'un spiritisme local et d'autres modalités d'origine africaine. La *santería* et le culte d'*Ifá*, tels qu'ils se présentent aujourd'hui à Cuba, sont donc des productions religieuses locales et sont pratiqués dans tous les secteurs de la population nationale.

matière, entre projet politique et discours scientifique et insistera sur les enjeux – idéologiques, symboliques et économiques – qui ont infléchi ce processus à travers le temps.

Matérialisme scientifique et pratiques culturelles d'origine africaine

À partir des années 1960 et conformément à une lecture marxiste-léniniste, les croyances religieuses d'origine africaine ont été considérées comme le produit d'une culture subalterne, ayant une certaine fonctionnalité dans le contexte d'oppression et de lutte des classes du système esclavagiste et néocolonial, mais n'ayant en aucun cas leur place dans la société révolutionnaire. Après une période d'hésitation perceptible dans les initiatives et les discours de certains intellectuels [cf. Argyriadis, 1999, p. 264-266 et Ayorinde, 2004, p. 104-112], leur pratique contemporaine est effectivement jugée incompatible avec les principes du matérialisme scientifique et le socialisme d'État affirmé dès 1961. Elle apparaît même comme nuisible à la construction révolutionnaire [s.a, *Ciencia y religión*, 1968a, p. 90]. Qualifiées d'« animistes », de « primitives » et érigées par certains en figures de la « barbarie anti-scientifique » [s.a, *Ciencia y religión*, 1968b, p. 25], ces croyances ne peuvent d'ailleurs subsister dans la nouvelle ère socialiste et égalitariste que de façon obsolète, comme les vestiges d'une ignorance et d'une crédulité que la Révolution devra travailler à abolir.

Puisqu'ils sont tenus pour le fruit d'un sous-développement à la fois économique et intellectuel, on s'accorde lors du I^{er} Congrès du Parti communiste cubain (PCC) sur le fait que ce n'est qu'à travers la mise en place d'une politique socio-économique, éducative et culturelle adéquate que l'on parviendra à éradiquer ces cultes, officiellement rangés sous la dénomination classique et générique de « cultes synchrétiques » [*Departamento de orientación*, 1975a et 1975b].

Si la pratique n'est donc pas prohibée en tant que telle, des mesures seront cependant prises afin de favoriser sa régression. Certaines manifestations publiques et collectives de cette religiosité sont ainsi interdites et d'autres soumises à un contrôle étroit². De même, si aucune législation spécifique n'est adoptée, la pratique religieuse, dont on souligne dans certaines circonstances la dimension antisociale (voire criminelle), peut exposer les pratiquants à certaines sanctions juridiques pouvant, en théorie, inclure des peines de prison³. Jusqu'au

2. Tout comme dans la période pré-révolutionnaire, les intéressés devront solliciter des autorisations policières pour la réalisation de leurs cérémonies privées. Cette disposition, quoique aujourd'hui assouplie et rarement respectée par les initiés, est toujours en vigueur.

3. Pour plus de détails sur cet aspect et ses implications dans les années 1960-1970, cf. Ayorinde [*op. cit.*, p. 116-133].



IV^e Congrès du PCC (1991), on tentera par ailleurs de maintenir les initiés dans ces modalités de culte, tout comme les autres « pratiquants », catholiques ou autres, à l'écart des emplois à responsabilité et des institutions révolutionnaires centrales : l'accès au parti (unique) et aux organisations citoyennes et militantes dites « de masse » leur est refusé⁴.

Durant les trente premières années de la Révolution, tout en étant donc, à l'instar des autres modalités en présence, condamnées d'un point de vue idéologique en tant que pratique culturelle, la *santería* et le culte d'*Ifá* vont pourtant faire l'objet d'études détaillées et se voir singulièrement valorisés sur un autre plan par les intellectuels de la Révolution. Et ce dans le strict cadre du projet social révolutionnaire.

Les cultes d'origine yoruba : expression de la « culture populaire traditionnelle »

Sous l'impulsion de Fernando Ortiz, fondateur des études afro-cubaines, l'étude des religions d'origine d'africaine, et en particulier de la *santería*, s'était sensiblement développée pendant la période républicaine. Dans les premières années de la Révolution, elle va – paradoxalement à première vue – devenir tout à fait prégnante.

En réalité, celle-ci va d'emblée participer d'une réflexion sur les notions synonymes de « folklore » et de « culture populaire traditionnelle » que le Gouvernement Révolutionnaire décide de stimuler institutionnellement et financièrement. Selon l'une des premières définitions qu'on en trouve à l'époque, la notion de « folklore » renvoie à la « situation culturelle du peuple » [Román, 2001, p. 295], c'est-à-dire des classes considérées comme jusqu'ici opprimées. Il est une « culture rudimentaire, limitée, empirique, héritée, traditionnelle », une « culture de la quotidienneté et de la transition, de l'expérience et de la nécessité » (*ibid.*), mais une culture à part entière.

L'intérêt professé en la matière s'inscrit avant tout dans un projet social et part d'un constat : la culture nationale telle qu'elle a été définie jusqu'ici répond aux canons eurocentriques des classes dominantes. À la société révolutionnaire, une et indivise, il va au contraire s'agir de faire correspondre une culture nationale unifiée et unique, capable de fortifier l'identité révolutionnaire, une culture porteuse de nouvelles valeurs et faite, pour paraphraser un célèbre adage de la Révolution, *par tous* et *pour tous*. Dès 1961, la construction de ce nouveau patrimoine culturel, qui devra promouvoir et intégrer de façon organique certains élé-

4. Cette forme de discrimination, bien réelle, demeurera pourtant officieuse puisqu'allant à l'encontre de la Constitution cubaine.

ments du «folklore», est pensée comme pouvant contribuer à la disparition de la société de classes et à l'avènement de la véritable société socialiste⁵. Très tôt, le Gouvernement Révolutionnaire s'est d'ailleurs doté d'un ensemble d'institutions scientifiques et culturelles qui vont progressivement être conçues comme des actrices fondamentales de ce projet.

En 1960, il fonde, au sein du Théâtre National de Cuba qu'il a lui-même créé peu après son triomphe en 1959, un Département de Folklore, puis remplace ce dernier par l'Institut d'Ethnologie et de Folklore (déc. 1961). Placé en 1962 sous la tutelle de la Commission Nationale de l'Académie des Sciences de Cuba nouvellement créée et dont la tâche est d'«orienter la recherche scientifique de manière à la mettre au service de la construction de notre société socialiste» [León, 1966, p. 11], l'Institut poursuivra ses activités scientifiques avec le soutien financier de l'État jusqu'en 1973. Les objectifs initiaux sont clairs et revendiqués par les chercheurs engagés dans ces institutions: les investigations menées doivent «s'orienter selon un principe systématique vers l'obtention de résultats d'utilité sociale» [Román, *op. cit.*, p. 293].

En l'occurrence, elles ont donc pour tâche première d'identifier et d'étudier les composantes de ce «folklore». Dans une visée de valorisation d'une population «noire», défavorisée et marginalisée dans la société pré-révolutionnaire, les chercheurs du Département de Folklore s'attachent alors, dès 1960, à souligner l'existence d'un apport africain, à la fois historique et contemporain, à cette «culture populaire». On étudie ainsi les anciennes confréries d'esclaves (*cabildos*), certaines traditions choréico-musicales considérées comme profanes (*rumba, comparsas, tumba francesa*), mais, par-dessus tout, c'est l'étude des manifestations de la «religiosité populaire» d'origine yoruba qui va focaliser la recherche, orientation prolongeant alors une tendance auparavant amorcée⁶.

Valorisation des cultes d'origine yoruba et esthétisation des pratiques

Dès les années 1920, certains intellectuels pré-révolutionnaires s'étaient en effet constitués en un mouvement «afro-cubaniste» revendiquant la nécessaire mise en valeur d'une composante africaine dans la culture insulaire [Moore, 1997]. C'est dans ce cadre qu'avaient été envisagées, à la fin des années 1930, les religions d'origine africaine. Dès cette époque, une approche de plus en plus esthétisante, ne

5. Dans le même temps, la folklorisation et la patrimonialisation qu'elle implique apparaissent clairement comme des supports de légitimation supplémentaires du pouvoir, caractéristique somme toute inhérente à ce type de phénomènes [Babadzan, 2001].

6. Pour des détails sur les différentes orientations des recherches institutionnelles dans les années 1960-1970, cf. Argyriadis [2006].



prenant alors en compte que les pratiques d'origine yoruba, considérées comme théologiquement, culturellement et esthétiquement « supérieures » aux autres modalités en présence, s'était dessinée [Dianteill, 1995, p. 55-72, Argyriadis, 2006, p. 51-58]. Exhibées sur certaines scènes artistiques et muséographiées dans des lieux prestigieux, elles avaient déjà acquis une certaine visibilité et connu une forme de valorisation auprès des élites de la société pré-révolutionnaire.



Figure 1. La Havane, Musée municipal de Guanabacoa. Mise en scène d'une consultation divinatoire effectuée par un spécialiste du culte d'Ifá (collection permanente).

Dans les premiers écrits du Département de Folklore, une continuité s'opère donc en la matière. En effet, l'apport africain à la culture populaire cubaine va littéralement venir s'incarner et se cristalliser dans les cultes d'origine yoruba. En témoigne notamment leur (sur-)représentation dans les revues de l'époque. Cette

valorisation explicite, reposant sur une réduction évidente, est en réalité héritière de l'idée évolutionniste issue de la raciologie du XIX^e siècle selon laquelle les Yoruba seraient « supérieurs » aux autres Africains arrivés en Amérique [Capone, 1999]⁷. Leur religion serait ainsi la moins « primitive » de toutes et donc la plus digne d'intérêt, paradigme qui a perduré tout au long du XX^e siècle à Cuba et perdure encore aujourd'hui. Ce dernier ne contredit d'ailleurs pas l'évolutionnisme culturel sous-jacent à la doctrine marxiste-léniniste et est explicitement repris, à la fin des années 1960, dans les textes idéologiques provenant du Comité Central du PCC. Ainsi ceux-ci admettent-ils, tout en condamnant sans équivoque sa pratique, que la *santería* constitue « le plus haut degré des croyances primitives » d'origine africaine [s.a., *Ciencia y religión*, 1968b, p. 18].

Tout au long des années 1960, divers aspects de la *santería* et du culte d'*Ifá* – panthéon, cosmologie, organisation du culte, parenté, espace et attributs rituels, etc. – seront donc décrits par les folkloristes et ethnologues⁸. Nombreux sont également ceux qui vont mettre en avant le syncrétisme des cultes en question, leur « transculturation », soulignant par là le fait qu'ils constituent des manifestations spécifiques d'un processus historique national⁹. De 1964 à 1970, plusieurs séminaires et colloques internationaux consacrés au thème de la « présence africaine » en Amérique et à Cuba auront aussi lieu à La Havane. La contribution du « Noir » à Cuba y est alors justement identifiée comme linguistique et culturelle. Ainsi se manifesterait-elle essentiellement dans une littérature orale (mythes, prières) et des formes artistiques fondamentalement liées aux croyances et pratiques religieuses d'origine africaine [*Instituto de Etnología y Folklore*, 1969, p. 38-40], affirmations qui supposent là encore la mise en avant des religions d'origine yoruba. La *santería* et le culte d'*Ifá* sont en effet les seules modalités cultuelles à présenter un corpus mythologique relativement structuré et des cérémonies collectives (*tambores*) relevant d'une mise en scène intrinsèque et se prêtant aisément à la comparaison et à la transposition théâtrales. À l'inverse de la plupart des autres modalités cultuelles, *santería* et culte d'*Ifá* peuvent ainsi facilement être appréhendés par un biais esthétique¹⁰.

7. À Cuba, cette idée fut initialement affirmée par Ortiz [1995 [1906]].

8. Notons la présence d'Ortiz, acteur majeur de la valorisation des cultes d'origine yoruba avant la Révolution, à la Présidence de l'Académie des Sciences de 1962 jusqu'à sa mort en 1969.

9. Le vocable de « transculturation », largement repris dans les études cubaines contemporaines, provient aussi des travaux d'Ortiz [1940, p. 136-137 et suiv.]. Pour lui, ce terme – qui visait à remplacer celui d'acculturation – permettait de souligner l'existence, dans les phénomènes de contact entre populations comme ceux qui caractérisent la formation du peuple cubain, d'un long processus de transition et de synthèse, comprenant diverses phases et aboutissant à la création d'une culture nouvelle et originale. L'application de ce concept aux religions locales d'origine africaine permettait ainsi de les concevoir, non comme des rétentions ou des survivances africaines, mais comme des réalités culturelles fondamentalement cubaines.

10. Certaines cérémonies de la société secrète Abakuá (confrérie masculine originaire de la région du Calabar), sont, dans une certaine mesure, susceptibles du même traitement.



En réalité, en cette fin d'années 1960, ils ont déjà trouvé une place privilégiée dans la promotion du folklore, leur dimension « artistique » étant en effet envisagée comme un élément pouvant participer de l'originalité de la culture nationale. L'Ensemble Folklorique National (EFN), troupe professionnelle dont le but est justement de promouvoir, tout en y mêlant la création artistique, la « culture populaire » cubaine, a en effet vu le jour en février 1962. Codirigée par R. Martínez Furé, ex-chercheur du Département de Folklore, elle a d'emblée intégré dans son répertoire certains rituels d'origine africaine et, au fil du temps, va accorder à ceux issus de l'univers de la santería et regroupés sous le nom de « cycle yoruba », une place prédominante¹¹. Ces mises en scène, qui ne visent plus les élites mais bien tout le peuple, sont alors conçues comme pouvant « contribuer à accélérer révolutionnairement » le nécessaire « processus de synthèse » des éléments d'antécédents espagnols et africains censés caractériser la culture cubaine [Martínez Furé, 1979, p. 272].

Étudier et éradiquer

Le paradoxe apparent entre un discours idéologique prenant position contre les religions afro-cubaines et la création d'un ensemble d'institutions permettant de les étudier plus en profondeur et de promouvoir certains de leurs aspects ne doit pas égarer l'observateur quant à la volonté sous-jacente du pouvoir. Le but est double : valoriser la culture populaire et promouvoir le folklore, certes, mais aussi, fournir aux politiques des éléments tangibles sur lesquels fonder une stratégie efficace quant à l'éradication de ces cultes.

Comme le soulignent rétrospectivement certains, « afin d'entreprendre la lutte idéologique contre les résidus de la société antérieure, la connaissance scientifique des aspects théorico-pratiques des formes déterminées de conscience déformée de la réalité, en particulier les croyances religieuses, est indispensable » [Guanche, 1983, p. 470]. D'un point de vue officiel, les recherches réalisées devront ainsi être mises au service de l'organisation et du perfectionnement d'une politique éducative et culturelle de lutte contre l'obscurantisme religieux venant compléter l'œuvre sociale de la Révolution. Les descriptions de la pratique et de l'organisation culturelles ne subsisteront ainsi, à terme, que comme des témoignages à l'intérêt historique évident d'une réalité révolue.

Ici encore, les intellectuels engagés dans les institutions évoquées assument cette position idéologique dans leurs écrits. Dans un article aux allures de manifeste, M. Román insiste ainsi sur le fait qu'à travers l'exercice de son métier, c'est

11. C'est d'ailleurs toujours le cas. Pour plus de détails sur l'EFN, cf. Hagedorn, [2001]. Sur son rôle fondamental, dans les années 1970-1980, dans la théâtralisation du folklore et dans la construction d'une tradition choréico-musicale « yoruba », cf. Argyriadis [2006].

à la « défense du peuple » et non à la « défense du populaire » que le folkloriste doit s'atteler [2001 [1961], p. 294]. Et la nuance est de taille. Son travail doit ainsi examiner et souligner « les aspects positifs et les facteurs négatifs que l'on peut trouver dans les manifestations folkloriques dans une finalité essentielle de surpassement [*superación*] culturel, en signalant les causes, les maux, les défaillances qui empêchent ce surpassement » [*ibid.*, p. 293-294]. Certaines composantes de la « culture populaire », telles que les « superstitions » et les « croyances religieuses », sont en effet « inacceptables » car « négatives » et « pernicieuses » ; elles représentent « des poids morts de la mentalité populaire, des facteurs contraires à l'élévation culturelle » [*ibid.*, p. 295].

L'idée qu'il existe des dimensions à la fois positives et négatives du « folklore » et qu'il appartient aux chercheurs de les démêler est donc explicitement posée. À eux d'opérer une « sélection critique » afin d'en promouvoir, avec l'appui logistique et financier du gouvernement, les aspects positifs, et d'identifier, sur la base du « solide instrument scientifique [qu'est] le marxisme-léninisme » [Martínez Furé, 1979, p. 275], ses aspects négatifs¹². Au pouvoir, quant à lui, de se charger, sur cette base, de leur éradication. Il n'y a donc pas, d'un point de vue politique et idéologique, d'ambiguïté. En matière de pratiques religieuses d'origine africaine, seule la dimension de l'esthétique devra passer à la postérité.

Décontextualiser et patrimonialiser

Dans les années 1970, le processus de folklorisation et d'esthétisation des cultes d'origine yoruba, amorcé au cours des décennies précédentes, atteint son apogée. On encourage par exemple la formation de groupes folkloriques dans les écoles et l'on inscrit le répertoire liturgique au programme des écoles d'art spécialisées [Argyriadis, 2006]. Outre l'EFN, un « Mouvement des Artistes Amateurs », dont l'un des buts est de promouvoir les manifestations artistiques et culturelles « populaires » en dehors des cercles dans lesquels elles se sont initialement développées, a également été fondé. On favorise par la suite la création de divers festivals glorifiant les « racines africaines », l'objectif recherché étant bien que « les spectacles de musique et de danse, initialement liés aux religions africaines, aillent en s'intégrant au patrimoine national sans que le nouveau public intériorise leur contenu symbolique » [Moreno Fragnals, 1977, p. 34].

12. Si la plupart des travaux se contentent de pointer comme des éléments négatifs la « croyance » en général et l'« asservissement » humain qu'elle suppose, certains, plus détaillés et argumentés, s'attachent à souligner que l'organisation hiérarchique du culte ou encore les enjeux économiques qui le traversent sont de même tout à fait contraires aux principes prônés par la Révolution [cf. Guanche et Léon, 1979].



C'est en effet à cette époque que la volonté de « patrimonialiser » ces religions est très clairement théorisée et que l'on explicitera le mieux la nécessaire décontextualisation de certains aspects rituels de la *santería* du reste du corps de pratiques. Tous les écrits émanant d'intellectuels travaillant dans des institutions d'État convergent en la matière. « Les formes artistiques qui ont fleuri autour de conceptions religieuses populaires [...] possèdent des valeurs culturelles indépendamment de leur contenu idéaliste, duquel elles peuvent être épurées en leur donnant une nouvelle fonction sociale révolutionnaire » [Martinez Furé, 1979, p. 274]. « Il faut stimuler [leur] développement organique et [les] diriger vers les objectifs de la construction socialiste [...] en les expurgeant des idées et habitudes nuisibles à une conception matérialiste du monde et en intégrant ce patrimoine national au grand courant de la culture universelle révolutionnaire [*ibid.*, p. 268-269] ». Évoquant le nécessaire processus de désintégration des cultes d'origine africaine sous le socialisme, un autre auteur réaffirme de même, au début des années 1980, qu'en revanche, « les manifestations artistiques de ces groupes sont partie intégrante de notre patrimoine culturel, à cause de leur caractère populaire traditionnel. La culture de ces valeurs du point de vue scientifique, c'est-à-dire en éliminant le halo mystico-philosophique, et en conservant de façon créatrice les traditions essentiellement positives, fait partie du travail actuel de la culture socialiste cubaine » [Guanche, 1983, p. 470].

Toutes ces citations renvoient bien à la place qu'il s'agit d'accorder aux cultes d'origine africaine dans le « patrimoine national » et dans la « culture révolutionnaire ». La réflexion sur ces derniers y apparaît plus que jamais intimement liée à celle, plus large, relative à l'identité nationale cubaine révolutionnaire, elle-même définie d'un point de vue à la fois social, politique et culturel.

Africanité de la culture cubaine

Durant des années, en réaction à la discrimination parallèle de leurs pratiques, certains initiés avaient choisi de « renier » leurs croyances, d'autres avaient au contraire fait le choix de se détourner de la militance afin de poursuivre en toute quiétude leur pratique culturelle, d'autres encore avaient opté pour des stratégies de « dissimulation » leur permettant d'évoluer dans les deux domaines [Argyriadis, 1999, p. 269-274; Wirtz, 2004, p. 428-429]. Certains enfin avaient participé, en collaborant avec les chercheurs et surtout l'EFN [Argyriadis, 2006], à la promotion et l'esthétisation d'une partie de leurs pratiques.

Comme sur bien d'autres plans, l'année 1991 et le IV^e Congrès du PCC marqueront pourtant un tournant, amorcé dans la seconde moitié des années 1980, dans l'histoire des cultes d'origine yoruba. Après la suppression officielle, lors du

Congrès, des discriminations politiques et professionnelles qui les visaient jusqu'alors, les initiés vont en effet donner à leur pratique une publicité inédite et une évidence va alors s'imposer d'elle-même : la pratique de ces cultes n'a pas été éradiquée, ni même endiguée. La promotion de leurs éléments « artistiques » leur a d'ailleurs conféré un prestige certain et a peut-être même contribué à les populariser auprès d'un public plus large. Au cours des années 1990, ces pratiques vont ainsi acquérir une visibilité croissante, élément favorisé par la décision gouvernementale de développer le tourisme international de masse.

Compris comme une alternative à la crise économique que connaît le pays depuis l'effondrement de l'Union Soviétique – crise officiellement désignée par les termes de « Période Spéciale en Temps de Paix » – ce choix va en effet impliquer la mise en valeur de certaines spécificités locales et, parmi elles, de ces pratiques religieuses tour à tour érigées en symbole de l'apport africain à l'idiosyncrasie nationale, ou bien encore, par le recours au concept de « transculturation », en emblème de la cubanité elle-même. Si le processus de définition de la culture cubaine révolutionnaire semblait jusqu'alors essentiellement défini par des enjeux internes, propres à l'édification de la société socialiste, il va désormais impliquer une réflexion sur l'image de soi que l'on souhaite présenter à l'Autre, un Autre occidental(isé), qu'il va, stratégiquement parlant, s'agir de séduire. Or, la revendication d'un héritage africain ancestral semble être un atout en la matière.

Dans un autre contexte, certains auteurs avaient déjà évoqué la nécessité ponctuelle de réaffirmer, dans un contexte international, la dimension « latino-africaine » du peuple cubain et de sa culture [Guanche, 1983, p. 462], reprenant ainsi une expression employée par Fidel Castro lui-même dans un discours de 1976. Cela est mis en pratique dans les années 1990.

En réalité, le regard étranger sur la culture cubaine a, en quelque sorte, parfait l'intégration de la *santería* au patrimoine national. La demande étrangère, en quête d'un certain exotisme, a en effet favorisé la mise en scène croissante du répertoire mythico-rituel d'origine yoruba dans des représentations à caractère folklorico-artistique, ayant aujourd'hui lieu dans des hôtels, des cabarets, etc. À La Havane, de nombreuses expositions y sont, qui plus est, consacrées, les marchés destinés aux étrangers regorgent d'objets rituels en tous genres, dans les hauts lieux du tourisme foisonnent toutes sortes de personnages se présentant comme divers spécialistes religieux et essayant souvent de faire commerce grâce à différentes techniques de divinations, etc.

Il n'est d'ailleurs pas anodin que, durant ces dernières années et avec la tolérance nouvelle affichée par le pouvoir envers les pratiques religieuses, la *santería* et le culte d'*Ifá* – et ce sont les seules parmi les modalités en présence – aient



Figure 2. La Havane, Place de la cathédrale. Arborant les attributs rituels des initiés dans la santería, une cartomancienne munie d'une licence de l'État pose pour les touristes et leur propose ses services.

acquis une dimension institutionnelle¹³. En 1991, certains initiés dans le culte d'*Ifá* ont en effet fondé, avec le soutien de l'État, l'Association Culturelle Yoruba de Cuba (ACYC). Placée sous l'égide du Bureau d'Attention aux Affaires Religieuses du Comité Central du PCC, elle a même bénéficié d'un local dans la Vieille Havane, quartier classé en 1992 au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO et devenu depuis le plus touristique de la ville. Tous ces éléments sont donc à la fois révélateurs d'une politique économico-culturelle menée par les institutions étatiques et de l'appropriation par certains groupes et individus, initiés ou non, de celle-ci.

Cubanité des cultes d'origine yoruba

Dans le domaine de la production scientifique cubaine, on peut parallèlement observer, depuis une vingtaine d'années, un véritable regain des travaux relatifs à ces cultes. Si l'analyse de cette bibliographie dépasse le cadre de cet article, signalons cependant certaines de ses orientations, révélatrices du statut acquis par ces cultes dans les années 1990.

Les théories de la «résistance», culturelle mais aussi politique et sociale, esquissées dans les années 1960, y ont tout d'abord librement éclos. Elles ont ainsi proposé une vision plus positive encore des cultes d'origine yoruba, justifiant, d'un point de vue historique, de les considérer comme partie intégrante du patrimoine national et les présentant comme les véhicules de valeurs historiques et nationales qui les dépassent. Les interventions répétées de spécialistes, à la télévision notamment ou encore dans divers festivals, contribuent de nos jours à relayer cette vision auprès du grand public.

De façon globale, la «transculturation» des pratiques d'origine yoruba à Cuba est aussi souvent mise en avant par les chercheurs contemporains et perçue comme un processus positif et légitime, marque d'une spécificité historico-culturelle nationale. Aujourd'hui, certains auteurs évoquent donc, sur un ton militant, la «cubanité» et la «dignité nationale de la santería» [Zardoya Loureda, 1996, p. 6]. Si, de nos jours, les chercheurs et intellectuels ne doivent plus contribuer à la définition d'une «culture nationale» désormais bien identifiée et affirmée, certains se sentent véritablement investis d'une mission de sauvegarde de son intégrité¹⁴. Les cultes d'origine yoruba sont en effet maintenant devenus un

13. Mentionnons que la société Abakuá, à laquelle de nombreux spécialistes et initiés refusent néanmoins le statut de modalité religieuse, a elle aussi récemment reçu une forme de reconnaissance institutionnelle avec la constitution, en 2005, d'un «Conseil Suprême Abakuá» [Baró-Morel, 2009].

14. Et ce, notamment, face à de récentes tentatives de retour aux «racines africaines» menées par certains initiés de la *santería* et du culte d'*Ifá* [Menéndez, 1995; Guanche, 1996].



réfèrent identitaire culturel national. Les textes les plus récents, qui les rangent toujours dans la catégorie de « culture populaire traditionnelle », nous rappelle d'ailleurs que cette dernière constitue « un patrimoine d'incalculable signification pour tout le peuple, dans lequel s'expriment des valeurs de la nationalité qui nourrissent et fortifient, dans un processus dynamique de re-création, l'identité nationale » [CIDCC, 1999, p. 9].

Un glissement s'est cependant récemment opéré dans les discours. Les temps ont changé et de nombreux intellectuels, y compris ceux qui avaient publié sur ce thème des années 1960 aux années 1980, sont en effet passés de la valorisation esthétique des cultes d'origine yoruba et d'une condamnation de leur dimension religieuse à la mise en avant de cette dernière, célébrant par exemple la vision du monde censée émaner de la *santería* et du culte d'*Ifá* ainsi que l'universalité de leurs valeurs philosophiques et théologiques [*cf.*, par exemple, M. Barnet *in* Moreno Vega et Shepard, 2002]. Propos d'ailleurs alimentés par le fait que des étrangers, toujours plus nombreux à s'initier à ces cultes, y sont sensibles¹⁵. Ce ne sont donc plus seulement certaines des manifestations rituelles esthétisées de ces cultes qui sont passées au patrimoine national, mais, avec les changements de la Période Spéciale, leur pratique à part entière¹⁶.

Il est ainsi significatif que, dans le cadre du projet « Route de l'Esclave » coordonné depuis 1994 par l'UNESCO et impliquant de nombreuses institutions scientifiques et culturelles cubaines, on ait recensé dans le pays plusieurs maisons de culte de *santería* (et d'*Ifá*). Le but avoué de cette entreprise est bien en l'occurrence d'établir, à travers un partenariat entre des agences touristiques cubaines et étrangères, un circuit de « tourisme culturel » à caractère religieux [Fundación Ortiz, 2004, p. 18-19].

Les réorientations économiques et idéologiques adoptées par le Gouvernement Révolutionnaire dans les années 1990 semblent ainsi avoir (in)directement contribué à parachever le processus de patrimonialisation de ces cultes, les reconnaissant alors pour ce qu'ils sont, à savoir des pratiques religieuses. Toutes les initiatives publiques et/ou institutionnelles qu'ils suscitent aujourd'hui demeurent néanmoins sous le contrôle étroit du Comité Central.

Conclusion

Après ce bref retour sur les conditions dans lesquelles ont évolué les cultes d'origine yoruba durant les cinquante dernières années, on peut affirmer que, des

15. On notera également que, de nos jours, de plus en plus de chercheurs cubains sont eux-mêmes initiés et revendiquent ce statut.

16. L'ACYC abrite ainsi un musée qui fait aussi office de « temple » et où ont lieu des cérémonies religieuses.

années 1960 à la fin des années 1980, tout en condamnant idéologiquement leur pratique, la Révolution s'est clairement engagée dans un processus de valorisation de certaines des manifestations rituelles de la *santería* et du culte d'*Ifá*, alors progressivement affirmées comme un apport africain positif de la culture populaire à l'idiosyncrasie nationale. En ce sens, elle a sciemment contribué à leur accorder, pendant cette période, une certaine visibilité et posé les conditions de possibilité de leur développement ultérieur. Dans la société révolutionnaire cubaine, la question du statut possible des cultes d'origine africaine, prise dans une réflexion sur l'identité nationale, est en effet passée par la valorisation, folklorisante et esthétisante, des cultes d'origine yoruba et par leur patrimonialisation conséquente. Cette dernière, explicitement théorisée sur une base idéologique dans les années 1960-1970, s'est vue parachevée au cours des vingt dernières années dans le contexte socio-économique et culturel précis de la Période Spéciale en Temps de Paix, en même temps qu'elle perdait son soubassement idéologique en réintégrant la dimension religieuse, jusqu'ici condamnée, de ces cultes.

Ces religions sont finalement devenues depuis un véritable enjeu tant pour l'État que pour les pratiquants, auxquels elles fournissent des bénéfices symboliques et économiques non négligeables et exacerbés par la présence d'étrangers auprès desquels elles sont susceptibles de représenter un étendard de la cubanité, ou encore parfois, de son africanité.

BIBLIOGRAPHIE

- ARGYRIADIS Kali, *La religión à La Havane. Actualité des représentations et des pratiques culturelles havanaises*, Paris, Archives Contemporaines, 1999.
- ARGYRIADIS Kali, « Les *batá* deux fois sacrés : la construction de la tradition musicale et chorégraphique afro-cubaine », *Civilisations*, LIII, 1-2, 2006, p. 45-74.
- AYORINDE Christine, *Afro-Cuban religiosity, revolution, and national identity*, Gainesville, University Press of Florida, 2004.
- BABADZAN Alain, « Les usages sociaux du patrimoine », *Ethnologies comparées* (Revue électronique du CERCE), 2, <http://alor.univ-montp3.fr/cerce/revue.htm>, 2001.
- BARÓ-MOREL Géraldine, « Puissances abakuás et pouvoir politique à La Havane : entre institutionnalisation et contestation », *Tsantsa* (Revue Suisse d'Ethnologie), 13, 2008, p. 158-162.
- CAPONE Stefania, « Entre Yoruba et Bantou : l'influence des stéréotypes raciaux dans les études afro-américaines », *Cahiers d'études africaines*, XL-1 (157), 2000, p. 55-77.
- CIDCC Juan Marinello/Centro de Antropología (éd.), *Cultura popular tradicional cubana*, La Habana, CIDCC, 1999.
- [S.A.], « Ciencia y religión : la santería », *El militante comunista*, oct. 1968a, p. 82-90.
- [S.A.], « Ciencia y religión : El palo », *El militante comunista*, nov. 1968b., p. 18-25.
- DEPARTAMENTO DE ORIENTACIÓN REVOLUCIONARIA DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE CUBA, *Tesis sobre la lucha ideológica*, La Habana, COR del CC del PCC, 1975a.



- DEPARTAMENTO DE ORIENTACIÓN REVOLUCIONARIA DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE CUBA, *Tesis sobre la religión, la iglesia y los creyentes*, La Habana, Editora política, 1975b.
- DIANTEILL Erwan, *Le savant et le santero. Naissance de l'étude scientifique des religions afro-cubaines (1906-1954)*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- FUNDACIÓN Fernando ORTIZ, *La ruta del esclavo en Cuba, 1994-2004. Principales resultados [evaluación del primer decenio]*, 2004, 48 p.
- GUANCHE Jesús, *Procesos etnoculturales de Cuba*, La Habana, Ciencias Sociales, 1983.
- GUANCHE Jesús, «Santería cubana e identidad cultural», *Revolución y Cultura*, 2, 1996, p. 43-46.
- GUANCHE Jesús, LEÓN Argeliers, «Integración y desintegración de los cultos sincréticos de origen africano en Cuba», *Revolución y cultura*, 80, 1979, p. 14-19.
- HAGEDORN Katherine J., *Divine Utterances: The Performance of Afro-Cuban Santería*, Washington D.C., Smithsonian Institution Press, 2001.
- INSTITUTO DE ETNOLOGÍA Y FOLKLORE, *Etnología y Folklore*, 7, 1969.
- LEÓN Argeliers, «El Instituto de Etnología y Folklore de la Academia de Ciencias», *Etnología y Folklore*, 1, 1966, p. 5-16.
- MARTÍNEZ FURÉ Rogelio, *Diálogos imaginarios*, La Habana, Letras Cubanas, 1979.
- MENÉNDEZ Lázara, «¿Un cake para Obatalá?!», *Temas*, 4, 1995, p. 38-51.
- MOORE Robin D., *Nationalizing Blackness: Afro-Cubanismo and Artistic Revolution in Havana, 1920-1940*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1997.
- MORENO FRAGINALS Manuel (éd.), *África en América Latina*, México, UNESCO, 1977.
- MORENO VEGA Marta, SHEPARD Robert, *When the Spirits Dance Mambo* [Film documentaire], Cuba/USA, 2002.
- ORTIZ Fernando, *Los Negros Brujos*, La Habana, Ciencias Sociales, 1995 [1906].
- ORTIZ Fernando, *Contrapunteo del tabaco y del azúcar*, La Habana, Jesús Montero Editor, 1940.
- ROMÁN Marcelino, «El criterio sociológico en la investigación folklórica», *Actas del folklore*, La Habana, Fundación Ortiz, 2001 [1961], p. 293-299.
- WIRTZ Kristina, «Santería in Cuban national consciousness. A religious case of the Doble Moral», *Journal of Latin American Anthropology*, 9 (2), 2004, p. 409-428.
- ZARDOYA LOUREDA Rubén, «¿Adiós al sincretismo? Minuta sobre la transculturación de la religión yoruba en Cuba», *Tablas*, 4, 1996, p. 4-7.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Dans la Cuba socialiste, les cultes locaux d'origine yoruba ont connu un destin singulier et acquis une grande visibilité, de même qu'un certain prestige. Leur statut actuel dans la société cubaine renvoie en réalité à l'articulation entre discours scientifique et projet politique au cours des cinquante dernières années à Cuba. En revenant, dans ses grandes lignes, sur l'appréhension de ces modalités religieuses du point de vue du pouvoir révolutionnaire et des

intellectuels engagés dans leur étude de 1959 à nos jours, cet article souligne que, tout en condamnant leur pratique, la Révolution s'est engagée dans un processus de patrimonialisation de certaines de leurs manifestations rituelles. Initié dans le cadre d'une réflexion plus générale sur l'identité nationale cubaine révolutionnaire et explicitement théorisé dans les années 1960-1970, ce processus s'est vu parachevé dans le contexte socio-économique des vingt dernières années en même temps qu'il perdait son

soubassement idéologique initial.

En la Cuba socialista, los cultos locales de origen yoruba tuvieron un destino peculiar y adquirieron a la vez gran visibilidad y cierto prestigio. En realidad, su estatus actual en la sociedad cubana refleja una articulación estrecha entre discurso científico y proyecto político durante los últimos cincuenta años. Al examinar las tendencias principales de su aprehensión por el poder revolucionario así como por los intelectuales que los estudiaron de 1959 a la actualidad, este artículo subraya que la Revolución, mientras ha condenado su práctica, se ha implicado en un proceso de patrimonialización de algunas de sus manifestaciones rituales. Este proceso, iniciado en el marco de un cuestionamiento más amplio sobre la identidad nacional cubana revolucionaria y teorizado explícitamente durante los años 1960-1970, se ha sedimentado en el contexto socio-económico de los últimos veinte años al mismo tiempo que perdía su base ideológica inicial.

In socialist Cuba, local religious practices of Yoruba origin have had a singular fate. Indeed they have gained great visibility as well as a certain level of prestige. Their current status in Cuban society is clearly the result of a particular articulation during the last fifty years between scientific discourse and political project. This paper examines, in broad outline, how revolutionary power as well as Cuban intellectuals understood these religious practices from 1959 to present time. It underlines the fact that the Revolution, whereas condemning the practice of Afro-Cuban religions has been committed to a real process of patrimonialization of some of santería's rituals. This process took place, on a more general level, within the frame of the questioning of the Cuban revolutionary national identity and was explicitly theorized during the 1960-1970's. It has been finalized in the particular socio-economic context of the last twenty years, losing at the same time its initial ideological basis.

MOTS CLÉS

- Cuba
- Révolution
- Religions afro-cubaines
- Santería
- Patrimonialisation

PALABRAS CLAVES

- Cuba
- Revolución
- Religiones afro-cubanas
- Santería
- Patrimonialización

KEYWORDS

- Cuba
- Revolution
- Afro-Cuban religions
- Santería
- Patrimonialization

Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique

Fusil à l'épaule, un bébé dans les bras. L'emblème de la Fédération des Femmes Cubaines symbolise la femme révolutionnaire idéale. Cette image caractérise-t-elle la réalité des femmes cubaines d'aujourd'hui ?

La participation des femmes dans la société est une composante essentielle des changements structurels introduits par la Révolution cubaine. Après avoir activement soutenu et participé à la lutte révolutionnaire, les leaders féminines de la *guerilla*¹ créent la Fédération des Femmes Cubaines [Federación de Mujeres Cubanas, FMC]². L'objectif initial de cette organisation de masse est de canaliser la participation féminine vers l'édification de la nouvelle société. L'intégration des femmes au travail salarié est la priorité du gouvernement et de la FMC. Plusieurs mesures favorisent leur émancipation à partir des années 1960. En premier lieu, les campagnes d'alphabétisation et de vaccination, encadrées par les principales organisations de masse³, s'adressent à l'ensemble de la population cubaine. Mais les femmes en sont les principales bénéficiaires, car elles sont davantage concernées par la mortalité et l'analphabétisme, surtout dans les zones

1. Melba Hernández, Haydée Santamaría, Celia Sánchez et Vilma Espín sont les principales protagonistes féminines pendant la lutte révolutionnaire de 1953 à 1959.

2. La FMC est créée en 1960, Vilma Espín est élue présidente de l'organisation. Elle le restera jusqu'à sa mort en 2007. La FMC regroupe environ 80% des femmes vivant sur le territoire cubain.

3. La campagne d'alphabétisation est organisée par la FMC et le Parti communiste cubain (PCC). La campagne de vaccination contre la polio est organisée par les Comités de Défense de la Révolution (CDR) et la FMC.

rurales [Ortiz, 1981, p. 181]. Ensuite, la création d'écoles maternelles et les campagnes de formation à des métiers permettent à de nombreuses femmes de déléguer en partie leurs obligations familiales à l'État, et d'exercer un emploi. Enfin, une politique de contrôle des naissances est mise en place, avec la légalisation de l'avortement dès 1960 et la mise à disposition de moyens de contraception⁴. Mais la spécificité cubaine réside dans la remise en question de la division sexuelle du travail domestique⁵. En 1975, l'instauration d'un Code de la famille dénonce la double journée de travail (domestique et salarié) des femmes, et préconise l'égalité sexuelle du partage des tâches domestiques et familiales [PCC, 1976]⁶.

Cependant, les discours politiques et les lois ne sont pas nécessairement suivis d'une mise en application. Dans la pratique, l'État libère les femmes du travail domestique quotidien pour leur permettre de participer à l'effort révolutionnaire, mais la structure des rapports sociaux de sexe reste inchangée. Les inégalités persistent, et la crise économique va les renforcer. La chute du mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'URSS en 1991 bouleversent le modèle économique et social cubain. Le gouvernement entretenait presque exclusivement des échanges économiques avec les pays appartenant au marché commun des pays socialistes (COMECON). Entre 1989 et 1993, le PIB cubain chute de 35 %, les importations et les exportations s'effondrent des trois quarts [Mesa-Lago, 2003, p. 30]. Cette période de crise baptisée par l'euphémisme « Période Spéciale en temps de paix⁷ » annonce les balbutiements d'une libéralisation économique⁸. Ces restructurations ont une incidence sur les rapports sociaux de sexe.

Pourquoi et comment la crise économique affecte plus particulièrement les femmes? Que reste-t-il alors en 2008 des acquis sociaux de la Révolution et des avancées obtenues par la FMC dans les années 1960-1970? À partir de ces deux interrogations, cette étude vise à démontrer en quoi la crise économique a rendu

4. Monica Krause-Fuchs raconte son expérience au CENESEX – Centre National d'Éducation Sexuelle –, qu'elle a dirigé pendant plusieurs années – dans l'article «*Para mí la virgen es como un carro nuevo*». Elle y explique que, dans les années 1960, les seuls moyens de contraception sont les stérilets fabriqués artisanalement, qui provoquent souvent des complications et des risques de stérilisation.

5. Le Deuxième Congrès de la FMC (1974) dresse un état des lieux des entraves à la participation des femmes. Le principal problème soulevé est leur double journée qui les empêche de participer à des réunions professionnelles ou militantes après le travail et limite ainsi leurs possibilités d'occuper des postes à responsabilités.

6. Voir Martha Peciña: *Histoire de la FMC: La Révolution au féminin*, mémoire de maîtrise d'histoire dirigé par Julie Lirus-Galap et Jules Falquet, 2005.

7. Fidel Castro emploie pour la première fois l'expression « Période Spéciale en temps de paix » dans un discours en 1990. Je reprendrai cette expression au cours de l'article en la réduisant à ces mots: « Période Spéciale ».

8. La Période Spéciale dans son ensemble est traitée par l'économiste cubain Carmelo Mesa-Lago dans plusieurs de ses ouvrages parmi lesquels: *Economía y bienestar en Cuba a comienzos del siglo XXI* [Madrid, 2003].



visible la persistance des inégalités de genre dans la société cubaine, malgré les avancées obtenues après le triomphe de la Révolution. Cette problématique sera traitée à travers deux axes: le travail des femmes et la prostitution. Une première partie s'attachera à la division sexuelle du travail domestique et salarié. Le travail salarié est parfois exercé au foyer, les sphères publiques et privées sont alors imbriquées, c'est ce qui me conduit à les analyser ensemble. Une deuxième partie se penchera sur les caractéristiques et représentations de la prostitution féminine à partir de la Période Spéciale, et les réactions et les mesures du gouvernement.

Travail domestique et salarié

Au lendemain du triomphe de la Révolution, la construction de la nouvelle société nécessite une main-d'œuvre massive. En plus des campagnes d'alphabétisation et de vaccination destinées à l'ensemble de la population, la FMC instaure des mesures spécifiques pour les femmes. Des écoles de formation pour les anciennes domestiques et prostituées sont créées⁹, ainsi qu'une École de technique agricole pour les membres de la Fédération, et une École nationale de cadres de la fédération. La FMC s'attache à incorporer les femmes dans des secteurs non traditionnellement féminins, comme la construction ou les chauffeurs de taxi. On le constate dans les chiffres de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO). En 1953, 19,2% des femmes de plus de 15 ans travaillent, et majoritairement dans les zones rurales. En 1981, les femmes représentent 31,5% de la population active [FLACSO, 1992, p. 35-36]. On constate également les effets des mesures d'éducation des femmes sur leur qualification. D'après les chiffres de la FMC, en 1985, plus de 50% des techniciens et cadres supérieurs sont des femmes, même si elles restent peu représentées dans les postes de direction [Catasus Cervera, 1996, p. 23].

La crise économique affecte l'ensemble des secteurs d'activité, et par conséquent le chômage touche la majeure partie de la population [Mesa-Lago, 2003]. Des études statistiques des années 1990-1991 confirment que les transformations survenues au sein de la population employée dans le secteur public ont autant touché les hommes que les femmes. Le total des femmes salariées est de 1 432 600 en 1990 contre 1 423 400 en 1991; celui des hommes est de 2 251 500 en 1990 contre 2 212 900 en 1991 [FLACSO, 1992, p. 44]. Cependant, l'absence de statistiques sur les années suivantes ne permet pas de vérifier si le taux de chômage a ensuite été plus élevé chez les femmes.

9. L'ouverture des *Escuelas para Domésticas* permet aux domestiques de reprendre des études selon leur niveau, mais surtout d'acquérir une formation d'employée de bureau ou dans le secteur automobile, afin de devenir chauffeur ou de remplacer les employés de banque qui partent en masse du pays. Ces formations servent aussi à faire fonctionner des emplois nécessaires à la Révolution.

Cet état de fait est expliqué par Isabel Moya, directrice de la revue *Mujeres*¹⁰. Celle-ci estime que la FMC a lutté dès le début de la Période Spéciale contre la tendance qu'avaient les femmes de rentrer plus massivement au foyer que les hommes et qu'elle a ainsi contribué à les préserver: «*La FMC a alerté l'opinion: "les femmes ne peuvent pas être de retour au foyer sous prétexte qu'on doit diminuer le nombre de travailleurs salariés". Et d'autre part, il y a eu une volonté des femmes qui avaient déjà réussi une indépendance économique de ne pas retourner au foyer.*» Cependant, les recherches de Maxine Molyneux sur les changements intervenus pendant la Période Spéciale dans les rapports sociaux de sexe [1996], montrent que les femmes sont les premières licenciées de leur travail car les entreprises ne peuvent se permettre la charge de personnes qu'elles estiment *coûteuses*¹¹ socialement. La protection sociale, comme les congés payés de maternité, dont bénéficient les travailleuses retarderaient la croissance économique. Il apparaît alors, pour les entreprises, plus rentable d'employer des hommes. Ce phénomène caractéristique d'un pays à l'économie libérale s'explique car Cuba n'a plus les moyens d'assurer des prestations sociales d'aussi bonne qualité.

La perte d'emploi chez les femmes ne s'explique pas seulement par les licenciements. Les faiblesses de l'assistance de l'État et la légalisation des travailleurs indépendants aboutissent à l'abandon volontaire d'emplois salariés, et favorisent ainsi la régression de la force de travail féminine. Entre 1993 et 1994, en échange d'une taxe à payer à l'État, le gouvernement délivre des autorisations à un certain nombre de foyers [Mesa-Lago, 2003, p. 30], leur permettant d'offrir leurs services de logements ou de restauration aux touristes. En plus des *paladares* (restaurants chez l'habitant) et *casas particulares* (chambres chez l'habitant) pour les touristes, les commerces particuliers où l'on paie en pesos cubains se multiplient. Pizzerias, buvettes (proposant café, jus de fruits...) et alimentation rapide (sandwichs, croquettes et pâtisseries) font leur apparition à l'entrée des domiciles¹². Isabel Moya mentionne ce nouveau phénomène: «*Certaines femmes décidèrent d'abandonner leur profession pour travailler à leur compte, même si ce ne fut pas majoritaire.*» D'après la sociologue cubaine Elena Díaz, les femmes représentent, en 1998, 29% du total des travailleurs à leur compte [Díaz, 2004, p. 9]. Parmi les travailleuses à leur compte, une étude cubaine avance que 71,8% des femmes de ce secteur étaient femmes au foyer [Vasallo-Barrueta, 2004, p. 19]. Elena Díaz

10. Créée en 1961, *Mujeres* est la revue de la FMC. J'ai interviewé en février 2005 Isabel Moya-Richard, actuelle directrice de la revue.

11. On entend par «personnes coûteuses» les femmes qui travaillent mais qui sont enceintes et/ou qui ont des enfants à charge. Depuis la loi de Maternité (1974), elles bénéficient d'un congé payé de quatre mois avant et après l'accouchement, ainsi que des jours de congés pendant les premières années de l'enfant pour l'emmener chez le pédiatre [Randall, 1978, p. 134].

12. Comme pour les *paladares* et les *casas particulares*, certains petits commerces ont l'autorisation du gouvernement, d'autres vendent discrètement leurs produits illégalement.



soutient également cette idée mais avance d'autres statistiques : « *Il faut souligner que beaucoup de ces femmes étaient déjà femmes au foyer (19%). D'autres sont des retraitées qui reviennent à la vie active de la sorte* » [Díaz, 2004, p. 10-11]. Un tel écart de chiffres ne permet pas de mesurer avec précision le pourcentage d'anciennes femmes au foyer parmi les travailleuses à leur compte. Mais une étude empirique à La Havane m'a permis de constater que les retraitées et les femmes ayant abandonné un emploi sont assez représentées parmi les femmes qui travaillent dans un *paladar*, une *casa particular*, ou un petit commerce de rue.

Ce phénomène a des effets ambivalents. En regagnant la cellule économique familiale, les femmes limitent les possibilités d'accéder à un poste à responsabilité – ou même de devenir dirigeante – dans leur ancien secteur d'activité, et de réaliser ainsi une ascension sociale. Néanmoins, le travail à leur compte peut constituer une solution aux difficultés économiques. Les gains en devises (surtout lorsqu'il s'agit de *paladares* ou *casas particulares* pour les touristes) permettent de gagner plus d'argent que l'ancien emploi salarié dans la sphère publique. Les travailleuses indépendantes continuent ainsi à exercer une activité rémunérée et parviennent à échapper au chômage.

En revanche, la défaillance des services sociaux de l'État engendrée par la crise affecte particulièrement les femmes. Le système cubain mis en place après le triomphe de la Révolution décharge les femmes de leurs fonctions traditionnelles au foyer jusqu'à la Période Spéciale. Les crèches, les maternelles et les pensionnats endossent l'éducation des enfants et adolescents. Les hôpitaux offrent une assistance de qualité aux malades et aux personnes âgées. Une autre illustration significative de l'aide de l'État est le « Plan Jaba », établi en 1974, qui permet aux femmes qui travaillent de passer en priorité dans les établissements commerciaux [Randall, 1978, p. 136]. L'État assiste donc les femmes pendant les courses, ou se substitue à elles pour les gardes d'enfants, mais ne remet finalement pas en question le partage inéquitable des tâches domestiques entre hommes et femmes. Aussi, lorsque la crise compromet l'aide de l'État, les inégalités de genre sont réactualisées.

Pendant la Période Spéciale, les carences des services sociaux touchent l'ensemble de la population. Les pensions alimentaires (petite aide économique mensuelle) ne sont plus réservées qu'aux plus pauvres, le repas de cantine dans les écoles, universités et centres de travail est supprimé, la quantité d'aliments offerts par la *libreta*¹³ baisse [Mesa-Lago, 2003, p. 89-95]. Mais comme il existe toujours une tendance à responsabiliser les femmes en matière de tâches familiales et

13. Carte de rationnement permettant à tous les Cubains d'accéder à une certaine quantité d'aliments et de produits sanitaires à bas prix, ces produits sont subventionnés par l'État. En 2000, le rationnement mensuel offert par la *libreta* ne couvre que les besoins alimentaires d'une semaine [Mesa Lago, 2003, p. 59].

domestiques, elles se chargent (ou sont chargées) de résoudre les problèmes alimentaires et ménagers. La crise oblige donc les femmes à consacrer plus de temps au foyer. Selon Maxine Molyneux, les individus se reposent sur la cellule économique familiale (c'est ce qu'elle définit comme les *unités familiales*) pour affronter la crise économique: «*Les unités familiales sont perçues comme un soutien important en temps de restructuration (crise), on suppose qu'elles sont capables de s'adapter aux ajustements économiques, qui limitent la consommation*» [Molyneux, 1996, p. 45-46].

Les femmes redeviennent les représentantes de la famille, autrement dit de la sphère privée. Elles trouvent à s'employer dans les services qui leur sont traditionnellement dévolus, en proposant par exemple leurs services de gardes d'enfants à domicile moyennant une rémunération. Le travail salarié légal n'est plus suffisant pour subvenir aux besoins de la population, il faut chercher d'autres voies pour survivre. Mais les femmes se chargent aussi de l'assistance solidaire non rémunérée auprès de la famille ou des proches. Les services hospitaliers sont considérés comme défaillants et de mauvaise qualité depuis la Période Spéciale. De nombreux(ses) Cubain(e)s évoquent le manque d'hygiène à l'hôpital et préfèrent garder un malade, une personne âgée ou un nouveau-né au domicile familial. Les femmes remplacent l'assistance de l'État et s'occupent à nouveau des services à la personne.

L'économiste cubaine Victoria Perez-Izquierdo [2004] montre l'impact de la crise sur l'augmentation du temps consacré aux tâches domestiques, à cause de la pénurie de denrées alimentaires, de produits d'entretien et de combustibles, des coupures d'électricité et de la crise du transport. L'obtention d'aliments et de produits ménagers se transforme en parcours du combattant. *Inventar* (inventer, trouver des idées) *resolver* (résoudre, trouver, se procurer): ces deux mots clés du vocabulaire cubain caractérisent le quotidien des femmes. Cari, une étudiante de La Havane, confirme cette idée de son expérience: «*Je pense que les femmes sont plus touchées par la crise, car ce sont elles qui gèrent tout. Qui va s'occuper de parcourir la ville pour trouver les œufs les moins chers? Et bien sûr, quand on doit inventer des stratégies par exemple pour cuisiner sans huile, ou faire la vaisselle sans savon, ça prend plus de temps*¹⁴.»

Le commerce illégal, ou marché noir, remplace les boutiques devenues trop chères et les produits manquants. Les voies informelles demandent plus de temps. Les hommes sont aussi obligés d'avoir recours à ces voies informelles. Mais selon le sociologue cubain Pablo Rodríguez, les femmes sont désignées pour résoudre les problèmes d'alimentation: «*Je crois que la femme en général a particulièrement souffert de la crise. Pourquoi? Car la femme s'est chargée de la respon-*

14. Entretien réalisé à La Havane en février 2005.



sabilité d'alimenter la famille quand parfois il n'y avait rien à manger. Elle a donc dû re-distribuer, créer des priorités, établir des milliers de stratégies¹⁵... »

Isabel Moya se penche aussi sur ce phénomène, mais l'interprète différemment : « [...] *Au milieu de cette crise, les femmes montrèrent d'abord leur soutien à la Révolution. [...] À Cuba, les femmes ne sont pas restées les bras croisés. Les femmes n'ont pas dit "nous n'allons pas cuisiner", elles n'ont pas dit "il n'y a pas d'uniforme, donc les enfants ne vont pas aller à l'école". Non, au contraire, les femmes ont créé des forts réseaux de solidarité... Elles ont inventé le moyen de fabriquer des chaussures, elles ont trouvé la manière de faire des carnets scolaires avec des carnets usés. Elles ont fait du quotidien un bastion de défense de la Révolution.* » La directrice de la revue *Mujeres* met ici en avant le rôle pivot des femmes au sein de la famille pendant la Période Spéciale, et elle l'attribue à un sacrifice fait au nom de la Patrie, de la Révolution. Mais s'agit-il d'un choix ou d'une nécessité de survie pour elles et leur famille ? Ce rôle, cette responsabilité ne leur est-elle pas imposée ? En réalité, cette notion de sacrifice implique une inégalité au sein de la société : un groupe social subit plus durement la crise pour garantir la survie des autres. Le sacrifice des femmes est évoqué de manière explicite par Maxine Molyneux [1996] : « *les femmes ont tendance à restreindre leur consommation alimentaire plus que les hommes* ».

L'État a libéré en partie les femmes des charges domestiques et familiales sans pour autant responsabiliser les hommes. Et lorsque l'État n'est plus là, les femmes retrouvent leur rôle traditionnel de mère, avec un dévouement solidaire pour les plus faibles (personnes âgées, enfants, malades), ainsi que leurs charges domestiques. La « double journée » des femmes, qui était dénoncée dans le Code de la Famille de 1975, est ainsi réactualisée. Les mesures du gouvernement et de la FMC destinées à promouvoir l'intégration des femmes dans le domaine public ne sont donc pas parvenues à empêcher un retour au foyer au moment de la crise. Cependant, le retour à la sphère privée peut constituer une stratégie d'émancipation sur le plan économique dans le cas des travailleuses à leur compte.

La prostitution

Le gouvernement trouve avec le tourisme une alternative pour lutter contre la crise économique. Avant 1990, les visiteurs étrangers sont beaucoup moins nombreux, et se rendent généralement à Cuba pour des motifs idéologiques. Dans les années 1960-1970 Cuba est le paradis des intellectuels et artistes engagés. En France, Jean-Paul Sartre rend visite et s'entretient longuement avec Fidel Castro, Agnès Varda séjourne à La Havane et saisit une série de clichés de la vie quotidienne. Mais le monde touristique reste marginal, très surveillé, et séparé des Cubains.

15. Entretien réalisé en mars 2007.

À partir de la Période Spéciale, le tourisme devient la « priorité nationale ». Les hôtels, discothèques et restaurants en dollars¹⁶ se multiplient à La Havane, les *cayos*, petites îles sauvages, et d'autres sites de province sont aménagés pour pouvoir accueillir des touristes. D'importants investissements sont réalisés dans le secteur touristique aussi bien par des capitaux nationaux que par des entreprises étrangères. Le nombre de touristes passe de 270 000 en 1989 à 1 774 000 en 2000 [Mesa-Lago, 2003, p. 50]. Cuba sort de son autarcie. Le contact entre les touristes et les Cubain(e)s est rendu inévitable, puisque le tourisme constitue la principale ressource pour la population et pour le pays. Cette « rencontre » entraîne la prostitution, qui présente à la fois un apport économique important pour la population d'un pays en crise, et constitue une des caractéristiques de la demande du tourisme des pays occidentaux vers des destinations perçues comme exotiques.

Dans le discours idéologique révolutionnaire, la prostitution et le travail de domestique symbolisent l'exploitation des femmes, et caractérisent les sociétés capitalistes. Cette idée est largement développée dans le Premier Congrès de la FMC, qui met en avant la notion de progrès par une comparaison entre l'avant et l'après la Révolution [FMC, 1962]. Le film de propagande révolutionnaire *Soy Cuba*, réalisé par le réalisateur russe Mikhaïl Kalatozov en 1964, illustre cette représentation. Il relate les histoires dramatiques de quatre personnages juste avant le triomphe de la Révolution. Dans le premier tableau, une jeune prostituée noire de La Havane vend ses services à un riche Américain et vit parallèlement dans une misère extrême. Même si le film *Soy Cuba* exacerbe le pathos de la situation, il soulève une réalité que vivent de nombreuses femmes de la capitale. Cuba constitue un lieu de distraction privilégié pour les Américains. L'île est d'ailleurs baptisée à l'époque le « bordel des Caraïbes ».

Dès le triomphe de la Révolution, les maisons closes, bars de strip-tease et casinos sont définitivement fermés. Cependant, la prostitution n'aurait pas été tout à fait éradiquée. Le sociologue Sami Tchak analyse, dans son ouvrage sur la prostitution à Cuba [Tchak, 1999], les différentes formes de prostitution existantes après 1959. Selon l'auteur, la prostitution s'est développée sur l'île avec l'arrivée de nombreux étudiants africains dans les années 1970-1980. Malgré leurs longs séjours, parfois de plusieurs années, et leur intégration parmi les Cubains, leur statut d'étrangers leur a permis d'acquérir des articles dans les magasins en dollars, d'entrer dans les hôtels, et autres passe-droits. La prostitution auprès des étudiants africains a donc été un moyen pour les Cubaines d'avoir accès aux privilèges réservés aux étrangers. Mais à cette période, la prostitution pour les étrangers reste un phénomène marginal, car ils sont, à Cuba, en nombre limité.

16. Plusieurs monnaies coexistent depuis la Période Spéciale. Le dollar est légalisé en 1993 puis à nouveau interdit en 2004. Par ailleurs, il existe deux monnaies cubaines : le peso cubain et le peso convertible (CUC).



À partir de la Période Spéciale, la prostitution de Cubain(e)s pour des étrangers (généralement occidentaux), désignée par l'euphémisme « tourisme sexuel¹⁷ », refait visiblement son apparition. Les termes *jinetra(o)* (traduit littéralement par cavalier(e)) et *pinguero* (désigne le sexe masculin) sont inventés pour désigner la prostitution d'hommes et de femmes cubaines avec des touristes¹⁸. La Révolution se retrouve face à un phénomène qu'elle se vantait d'avoir éradiqué. Le malaise est d'autant plus présent pour le gouvernement que l'économie touristique représente la première entrée en devises du pays. Et les agences de voyages l'ont bien compris, le rhum, les cigares et la beauté des paysages ne sont pas les seules « richesses » du pays. Le peuple et ses traditions, sa culture de musique et de danses sont omniprésentes dans les publicités qui utilisent abondamment l'image de la *mulata* exubérante et sensuelle, présente un attrait supplémentaire pour un certain public masculin. Les agences de voyages mettent en avant dans leurs catalogues de belles jeunes femmes aux poses suggestives. De nombreux touristes originaires principalement de pays occidentaux, viennent trouver à Cuba et dans le reste de la Caraïbe cet exotisme érotisé [Sanchez-Taylor, 1999].

Les difficultés de la survie quotidienne avec le seul salaire de l'État en pesos cubains sont une cause fondamentale de la prostitution. L'ouvrage *Historias de Mujeres públicas*, du Cubain Tomás Fernández-Robaina [1998], recueille les témoignages de prostituées cubaines de l'avant Révolution, et de l'après Période Spéciale. Parmi les témoignages de la Période Spéciale, les prostituées évoquent l'envie de porter des parfums et vêtements de marque, de se distraire, mais aussi leur besoin de s'alimenter et de se laver. L'émigration vers La Havane des jeunes hommes et jeunes femmes, originaires de provinces plus pauvres, augmente pendant la Période Spéciale. La pauvreté frappe plus les provinces que la capitale, où il est possible de trouver un emploi dans le secteur du tourisme. Des conversations informelles avec des prostituées provinciales émigrées à La Havane, m'ont permis de constater que la survie quotidienne et l'envoi d'argent à la famille est souvent leur principale motivation.

Mais le discours officiel du gouvernement et de la FMC occulte cette réalité et établit une comparaison entre l'avant et l'après Révolution. Les prostituées

17. L'expression « tourisme sexuel » ne désigne rien en particulier, n'implique pas nécessairement un délit ou une action choquante selon les mœurs occidentales (comme la pédophilie, le viol, ou le détournement de mineur) même si elle les englobe. C'est, selon moi, un terme déculpabilisant visant à banaliser cet acte.
18. La prostitution masculine existe et a également augmenté pendant la Période Spéciale, mais cet article s'intéresse exclusivement à la prostitution féminine. On constate par ailleurs une différence de considération dans le bon sens populaire. Les termes *jinetras* (prostituée femme) et *pinguero* (prostitués hommes pour clients homosexuels) définissent sans ambiguïté une femme ou un homosexuel prostitué(e). Le terme *jinetero* est plus large : il évoque aussi bien le gigolo, le proxénète, que le « délinquant » commerçant avec des touristes.

d'avant sont considérées comme les victimes d'une société injuste et inégalitaire, vivant dans la misère et contraintes de vendre leur corps pour survivre. Les prostituées de la Période Spéciale sont, elles, dépréciées, jugées « corrompues par la société de consommation ». On estime que personne ne meurt de faim à Cuba, la prostitution n'est donc plus une nécessité, mais un choix, un caprice en quelque sorte. Cette opinion péjorative et immorale de la prostitution actuelle est largement partagée par la population cubaine. Le point de vue de Dhalia, déléguée de quartier de la FMC dans le Vedado, est représentatif : « Sais-tu à quoi ça sert – la prostitution – ? À se mettre des Nikes aux pieds, car elles s'y connaissent plus en marques que ceux qui les ont fabriquées. [...] Pour moi elles sont plus dépravées que celles de mon époque – pré-révolutionnaire – qui faisaient ça par nécessité¹⁹. » Dhalia évoque l'envie de profiter de la société de consommation et d'accéder à une ascension économique.

L'arrivée du tourisme à Cuba a créé une ségrégation entre les étrangers et les Cubains. Ainsi il existe des hôtels, des bus, des restaurants, et même des morceaux de territoire (les *cayos*) réservés aux étrangers et à une minorité de Cubains « riches²⁰ ». Cette situation instaure un rapport hiérarchique et rend visible pour les Cubains la comparaison entre leurs conditions de vie et celle des étrangers. Ainsi, l'espoir d'améliorer sa condition socio-économique, en gagnant plus d'argent ou en fuyant à l'étranger, favorise la prostitution.

Face à ce phénomène, les positions du gouvernement et de la FMC sont ambiguës. La FMC, dans un premier temps inactive, réagit dans les années 2000²¹ en exigeant l'interdiction des publicités d'agences de voyages jugées trop « sexuelles », et en menant une chasse aux réseaux Internet de prostitution et surtout de pédophilie [Conseil économique et social des Nations unies, 2000, p. 16]. Mais s'il est possible de démanteler les réseaux organisés, la prostitution « indépendante » reste difficile à définir et à mesurer. Elena Díaz signale la complexité de la situation : « Il est difficile de punir la prostitution lorsqu'elle est pratiquée par une personne de manière volontaire, car on ne peut pas empêcher les étrangers d'avoir des contacts. Ici il y a beaucoup de mariages entre Cubain(e)s et étranger(e)s. Comment peut-on savoir s'il s'agit d'un mariage d'amour ou d'intérêt ? Et où se trouve la limite entre les deux, le mariage d'intérêt ne peut-il pas se transformer en une relation amoureuse²² ? » D'après les données de la FLACSO sur le Droit Pénal [FLACSO, 1992, p. 89], la prostitution ne constitue pas un délit. Il en va autrement dans

19. Entretien à La Havane en février 2005.

20. Depuis 2008, les hôtels, restaurants et *cayos* sont ouverts aux Cubains. Mais les services touristiques sont inaccessibles financièrement pour la majorité de la population.

21. Elena Díaz, lors de notre entretien, ainsi que le rapport de l'ONU sur la violence contre les femmes évoquent les années 2000 sans indiquer de date exacte.

22. Entretien réalisé en février 2005 à La Havane.



la pratique. Elena Díaz commente « *Lorsqu'on constate la présence régulière des mêmes filles devant des hôtels, là, il apparaît clairement que ce sont des prostituées.* » Autrement dit, les jeunes filles qui traînent dans les lieux touristiques et apparaissent chaque jour au bras d'un(e) nouvel(le) étranger(e), sont harcelées par la police, fichées et parfois interpellées pour passer la nuit au commissariat. La rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence faite aux femmes Cuba, relève aussi la présence de camps de rééducation où seraient internées de force des prostituées : « *les femmes arrêtées pour prostitution sont condamnées par un juge à passer jusqu'à quatre ans dans un centre de rééducation où elles sont tenues de travailler 6 à 8 heures par jour, la plupart du temps dans le secteur agricole* » (Conseil économique et social des Nations unies, 2000, p. 16). La police est aussi autorisée à ramener les prostituées dans leur province d'origine (lorsqu'elles ne sont pas de La Havane) et les contraindre à y rester pendant une période déterminée. Le vol supposé à un étranger peut aussi justifier l'incarcération d'un(e) prostitué(e). La phrase récurrente des policiers lorsqu'ils s'adressent aux présumées prostituées est souvent : « *Si cet étranger vient voir la police demain pour déclarer un vol, il en est de votre responsabilité.* » La prostitution ne constitue peut-être pas un délit, mais on constate que les prostituées sont traitées comme des délinquantes, non plus comme des victimes.

Cette entreprise de criminalisation des prostitué(e)s est allée croissante depuis 2003. Si en 2002 les prostitué(e)s arpentaient les lieux touristiques de La Havane aux bras d'étrangers sans aucune discrétion, un « nettoyage » de la police a eu lieu au cours de l'année 2003, à la fois dans les milieux de la drogue et des petits négoce liés au tourisme. Depuis cette année, la prostitution est donc moins visible, et les récits de plusieurs Cubain(e)s confirment que le simple fait de marcher avec des touristes entraîne le contrôle systématique des papiers d'identité par la police et parfois un séjour au commissariat.

Le rapport de l'ONU sur les violences faites aux femmes [Conseil économique et social des Nations unies, 2000] signale que la prostitution à Cuba n'est pas l'objet d'un trafic organisé. Elena Díaz considère elle aussi que la prostitution à Cuba est justement caractérisée par l'absence d'organisation ou de proxénètes. Le gouvernement et la FMC sont également d'accord pour souligner le caractère libre et volontaire de cette prostitution, car elle implique la notion de choix et les prostituées ne sont pas perçues comme des victimes. Pourtant, Sami Tchak [1999] évoque l'existence d'un proxénétisme dans certains cas. Celui qu'on nomme à Cuba *chulo* est parfois le compagnon ou un proche de la prostituée. Des conversations avec plusieurs prostituées m'ont effectivement permis de constater la présence d'intermédiaires. Certains propriétaires de *casas particulares*, employés d'hôtels, ou *jineteros*, présentent les prostituées au client, et se réservent une commission sur la passe.

Il existe donc plusieurs sortes de prostitution à Cuba : certaines prostituées agissent seules, d'autres sont subordonnées ou assujetties à un proxénète et d'autres encore liées à des intermédiaires qui tirent profit de la prostitution sans pourtant entretenir de relation contractuelle. Par ailleurs, si la prostitution a augmenté et est devenue plus visible à partir de la Période Spéciale, cette pratique est surtout présente autour des centres touristiques.

En guise de conclusion

La mise en place de mesures sociales a permis aux femmes et classes les plus pauvres d'améliorer leur condition matérielle pendant les premières décennies de la Révolution. Cette situation a entraîné une progression sociale, sans pour autant changer profondément les représentations patriarcales imprégnées dans les mentalités et l'idéologie révolutionnaire. Dans le contexte de crise de la Période Spéciale, la structure inégalitaire des rapports sociaux de sexe a provoqué l'exclusion économique et sociale des femmes. La Période Spéciale a rendu visible et renforcé un sexisme latent, enfoui, occulté. Le projet initial de la Révolution, qui se proposait d'en finir avec les inégalités, les injustices, l'exclusion, s'est trouvé compromis par la crise économique. Nonobstant, la situation des femmes cubaines a été indéniablement transformée par le triomphe de la Révolution. Le droit à la vie²³, l'accès à la connaissance (même orientée), et surtout les choix de sa propre vie – celui de travailler ou non²⁴, d'avoir des enfants ou non – constituent les bases d'une émancipation.

BIBLIOGRAPHIE

- **BENITEZ-PEREZ María Elena**, « Panorama sociodemográfico de la familia cubana », in *Ciencias Sociales*, La Habana, 1999.
- **FMC**, *Primer Congreso nacional, Federación de Mujeres Cubanas*, Ministerio de Industrias, La Habana, 1962.
- **FLACSO**, *Mujeres en Cuba*, Instituto de la mujer, Madrid, 1992.
- **CANO Joël**, *7 días, 7 noches*, Shellac, Paris, 2004.
- **CATUSUS CERVERA Sonia**, « La population de Cuba : principales caractéristiques et tendances démographiques », *Les dossiers du CEPED*, n° 39, Paris, 1996.
- **CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL DES NATIONS UNIES**, « Intégration des droits fondamentaux des femmes et de l'approche sexospécifique, violence contre les femmes », in *Rapport sur la mission à Cuba*, 8/02/2000, p. 16.
- **DIAZ Elena**, « Mujer cubana : continuidad y cambio en la sociedad », in *Cuadernos de Nuestra América*, La Habana, vol. VI, n° 13, 2004.

23. D'après les chiffres de la FLACSO, l'espérance de vie des femmes cubaines passe de 61,3 ans en 1950-1955 à 73 ans en 1985-1990 (et selon la FMC elle est de 76 ans en 2005) ; la mortalité des femmes pendant l'accouchement passe de 11,6 femmes pour dix mille enfants nés vivants en 1960, à 3,9 en 1988.

24. Cuba est le seul pays d'Amérique latine où l'avortement est légal et gratuit.



- **FERNANDEZ ROBAINA Tomas**, « Historias de mujeres públicas, *Secundo tempo* », in *Letras Cubanas*, La Habana 1998.
- **GUTIERREZ Pedro Juan**, *Trilogía sucia de La Habana*, Ed. Anagrama, Barcelona, 1998.
- **KALATOZOV Mikhaïl**, *Soy Cuba*, URSS, 1964.
- **KRAUSE-FUCHS Monika**, *Para mí una virgen es como un carro nuevo. Reflexiones sobre la sexualidad en Cuba, Género, feminismo y masculinidad en América*, 2001.
- **LATINA**, *El Salvador*, Ed. Heinrich Böll, p. 181-204
- **MESA-LAGO Carmelo**, *Economía y bienestar en Cuba a comienzos del siglo XXI*, Ed. Colibrí, Madrid, 2003.
- **MOLINEUX Maxine**, « Estado, género y cambio institucional en el Período Especial cubano : la Federación de Mujeres Cubanas », in *Relaciones de género y desarrollo*, Ed. IUDC, Madrid, 1996, p. 25-63.
- **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES**, « Post communisme : genre et États en transition. La politique de reproduction dans les pays d'Europe centrale et orientale », GAL Susan, KLIGMAN Gail, NQF, vol. 23, n° 2, Éd. Antipodes, 2004, p. 10-29.
- **ORTIZ Silvie**, « Le temps des compañeras », in *Aujourd'hui les femmes*, Éd. Sociales, Paris, 1981, p. 179-192.
- **PARTIDO COMUNISTA DE CUBA**, « Sobre el pleno ejercicio de la igualdad de la mujer, tesis y resolución », Comité Central, Departamento de Orientación revolucionaria del Comité Central, La Habana, 1976.
- **PEREZ-IZQUIERDO Victoria**, « Impacto del periodo especial en la vida cotidiana de la mujer cubana, en la década de los años 1990 », in *Crisis, cambios económicos y subjetividad de las cubanas, colectivo de autores*, Ed. Felix Varela, La Habana, 2004, p. 1-10.
- **RANDALL Margaret**, *No se puede hacer la revolución sin nosotras*, Serie Testimonio, col. Nuestros países, Casa de las Américas, La Habana, 1978, p. 116-158.
- **SANCHEZ-TAYLOR Jacqueline**, *Sex tourism in the caribbean*, Ed. Stephen Clift and Simon Carter, Cassel, 1999.
- **TCHAK Sami**, « La prostitution à Cuba, communisme, ruses et débrouille », in *Recherches Amérique Latine*, l'Harmattan, Paris, 1999.
- **VALDEZ Zoé**, *La nada cotidiana*, Ed. Actes Sud, Paris, 1999.
- **VASALLO-BARRUETA Norma**, « La mujer cubana ante los cambios económicos : Impactos en su subjetividad », p. 16-28, in *Crisis, cambios económicos y subjetividad de las cubanas, colectivo de autores*, Ed. Felix Varela, La Habana, 2004.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La situation des femmes cubaines est singulière sur le continent latino-américain. La Révolution de 1959 favorise l'éducation et l'intégration professionnelle des femmes, leur permettant ainsi de reléguer leurs tâches domestiques et familiales au second plan. Pourtant, dans le contexte de la crise économique des années 1990, les inégalités de genre sont réaffirmées par la division sexuelle du travail domestique et salarié, et par le retour visible de la prostitution féminine. Cet article analyse les effets de la crise

sur les représentations des femmes, dans les sphères publique et privée de la société cubaine.

La situación de las mujeres cubanas es particular en el continente latino-americano. La revolución de 1959 favorece la educación y la integración profesional de las mujeres. Les permite así poner sus tareas domésticas y familiares en segundo plano. Sin embargo, en el contexto de la crisis económica de los años 1990, las desigualdades de género están reafirmadas con la división sexual del trabajo doméstico y asalariado, y con la

resurgencia visible de la prostitución femenina. Ese artículo analiza los efectos de la crisis en las representaciones de las mujeres, dentro de las esferas pública y privada de la sociedad cubana.

The situation of Cuban women is singular in Latin America. The 1959 Revolution facilitated women's educational and professional integration, enabling them to relegate their household and domestic

tasks into the background. However, in the 1990's context of economic crisis, gender inequalities are accentuated through the sexual division of household labour and paid work, and the visible comeback of feminine prostitution. This article analyses the effects of the crisis on women's representations, in the public and private spheres of the Cuban society.

MOTS CLÉS

- Femme
- Travail domestique
- Prostitution
- Genre

PALABRAS CLAVES

- Mujer
- Trabajo doméstico
- Prostitución
- Género

KEYWORDS

- Woman
- Household
- Prostitution
- Gender

L'individu et le « Nous » révolutionnaire. Réflexion cinématographique autour d'une relation complexe et délicate

Tensions entre intérêts collectifs et intérêts personnels

Lorsque le mouvement révolutionnaire fêta sa victoire au début de l'année 1959, la majorité de la population partagea, d'après l'imaginaire cinématographique, ainsi que collectif, la joie d'avoir mis un terme au régime de Batista, ainsi que l'espoir de construire une société juste, égalitaire et souveraine. Selon l'idéologie révolutionnaire, *el pueblo cubano* (le « peuple cubain ») était appelé à devenir sujet et objet de l'avenir de Cuba, tel que les indépendantistes, particulièrement José Martí, l'avaient proclamé et défendu au XIX^e siècle. Permettre l'émancipation et l'épanouissement du « peuple cubain », cet idéal fut considéré par le mouvement révolutionnaire comme la cause commune à toute la population appelée à contribuer activement au projet collectif de la construction d'une société nouvelle par et pour « le peuple ». Par ailleurs, face aux critiques et aux agressions contre-révolutionnaires dans le contexte fortement idéologisé de la Guerre Froide, le pouvoir révolutionnaire aspirait à alimenter l'image d'un « Nous » révolutionnaire fort et uni, avec lequel tout Cubain était censé s'identifier, au risque d'être assimilé aux forces ennemies du camp adverse. Selon l'idéologie révolutionnaire, l'individu, membre du « peuple », devait agir comme tel, c'est-à-dire participer au processus révolutionnaire œuvrant pour le bien-être du « peuple »,

donc de tous les individus qui le constituent. L'intérêt collectif de la réalisation de l'idéal révolutionnaire et de sa pérennité primait sur les divers intérêts personnels, puisque, selon cette conception, une société permettant le bien-être de tous constituait la condition nécessaire pour pouvoir répondre aux aspirations individuelles sans élitisme ni discrimination¹.

Face à cet idéal d'identification fusionnelle entre l'individu et le « Nous » révolutionnaire se pose néanmoins la question de l'harmonisation des intérêts collectifs et individuels au niveau de l'expérience personnelle quotidienne. Quelle liberté d'action et de pensée l'individu pouvait-il avoir au sein de ce projet révolutionnaire présenté comme le garant du bien-être collectif et individuel ? De quelle façon l'appel à l'engagement collectif fut-il assimilé par les individus dans leurs projets de vie personnels ? Quels doutes, voire quels conflits ont pu se présenter à l'individu au cours de son adhésion et de sa participation au processus révolutionnaire ? Quelle place fut donnée à l'initiative et à la création individuelles au sein du projet collectif qui faisait appel à l'enthousiasme et à l'engagement de chacun ?

Le propos de mon article est de réfléchir sur la relation complexe et délicate entre le projet collectif du « Nous » révolutionnaire et les aspirations personnelles des individus, en m'appuyant sur une analyse de quelques films de fiction cubains que j'aborde comme des représentations « fictionnelles » d'idées, d'expériences et de sentiments individuels et collectifs [Augé, 1997]. L'intérêt d'une étude des représentations cinématographiques réside, pour moi, dans la possibilité d'appréhender certains aspects du processus révolutionnaire perçu comme un ensemble d'expériences individuelles et collectives que les cinéastes cubains donnent à voir et font vivre à travers leurs histoires fictives qui, pour la plupart, s'inspirent et se nourrissent volontairement de la réalité vécue, appréhendée et imaginée au quotidien. Divers chercheurs, aussi bien cubains qu'internationaux, tels Ambrosio Fonet, Juan Antonio García Borrero, Jorge Paranagua, Michael Chanan ou Ann Marie Stock², contribuent depuis plusieurs décennies, grâce à leurs recherches sur le cinéma cubain, à faire connaître l'art et l'industrie cinématographiques de Cuba en tant que tels, mais également à mieux comprendre la portée artistique et historique de ce cinéma au niveau national et continental, ainsi que sa valeur comme témoignage de l'expérience complexe de cinquante ans de « Révolution cubaine ».

Personnellement, j'ai tenté d'acquérir une vision globale des films de fiction cubains, afin d'appréhender l'évolution des problématiques abordées de façon plus ou moins latente par les cinéastes. Dans le cadre de cet article, je m'attarde

1. Voir l'ouvrage *Le socialisme et l'homme à Cuba* d'Ernesto Che Guevara, ainsi que par exemple l'œuvre collective *Revolución, letras, artes* et le livre *Nación y cultura nacional* de Jorge Ibarra.
2. Voir les références de leurs ouvrages dans la bibliographie jointe.



sur une sélection de films qui me paraissent particulièrement significatifs pour le sujet de la relation entre l'individu et le « Nous » : *Memorias del subdesarrollo* [Tomas Gutierrez Aléa, 1968], *Un día de noviembre* [Humberto Solás, 1972], *Lejanía* [Jesus Díaz, 1985], *Laura* [Anita Rodriguez, 1990], *Madagascar* [Fernando Pérez, 1993], *La Ola* [Enrique Alvarez, 1995] et *Las Noches de Constantinopla* [Orlando Rojas, 2001]. Chaque film, replacé dans le contexte historique de sa réalisation, exprime un aspect de cette problématique qui se révèle être une interrogation constante au long des cinq décennies du processus révolutionnaire, bien qu'avec des issues et des impacts divers selon l'époque et le problème évoqués.

La participation individuelle au projet collectif

La question de l'engagement personnel vis-à-vis du projet révolutionnaire concernait profondément les cinéastes qui en tant qu'artistes et intellectuels, furent appelés à accorder, grâce à leurs œuvres et leurs réflexions, leurs aspirations personnelles de libres créateurs avec la participation à l'émancipation et à l'épanouissement collectifs. Lorsque l'Institut cubain de l'industrie et de l'art cinématographiques (ICAIC) fut créé en mars 1959, seulement quelques mois après « le Triomphe de la Révolution », la loi 169 qui en marquait la création soulignait que « Le cinéma est un art », mais qu'en tant « qu'instrument d'opinion et de formation de la conscience individuelle et collective », il était censé « contribuer à rendre plus profond et transparent l'esprit révolutionnaire et à soutenir son souffle créateur » [Ley 169, dans Douglas, 1996]. Les cinéastes avaient ainsi la responsabilité de réaliser dorénavant un cinéma engagé dans le projet révolutionnaire. Ils étaient censés tracer à travers un nouveau langage cinématographique le portrait du « peuple cubain », afin de lui offrir une place perçue comme légitime, mais longtemps déniée, sur les écrans nationaux, ainsi que dans les représentations collectives et individuelles [*Un cine de combate*, A. Guevara, 1969]. Cette conception du cinéma, révolutionnaire aussi bien dans sa forme que dans son contenu, provoqua néanmoins certaines discordes parmi les cinéastes actifs au cours des premières années du processus révolutionnaire. Le conflit provoqué par exemple par l'interdiction de diffusion du film *PM³* [García Borrero dans *Voix Off* n° 8, 2006] illustre la difficulté de définir la limite entre la liberté de création, reconnue comme nécessaire à toute expression artistique, et la responsabilité de l'artiste face aux intérêts collectifs du projet révolutionnaire⁴. Le fameux

3. Film réalisé par Sabá Cabrera Infante et Orlando Jiménez Leal en 1961 et produit par *Lunes de Revolución*, revue dirigée par Guillermo Cabrera Infante.

4. Pour une analyse détaillée des tensions et des conflits autour de la création de l'ICAIC et de la production cinématographique au cours des premières années du processus révolutionnaire, voir la thèse de doctorat de Emmanuel Vincenot, « Histoire du Cinéma à Cuba, des origines à l'avènement de la Révolution », Université de Bourgogne, 2005.

discours *Palabras a los intelectuales* de Fidel Castro qui vint clore trois journées de débat ouvert avec les intellectuels et les artistes en juin 1961 fixa à ce sujet une ligne de conduite à suivre au sein de la politique culturelle du gouvernement révolutionnaire. Tout en réaffirmant l'importance de la liberté de création, Fidel Castro souligna la nécessité de situer la création artistique et intellectuelle dans le cadre de la Révolution :

« La Révolution [...] doit agir de manière à ce que tout ce secteur d'artistes et d'intellectuels qui ne sont pas authentiquement révolutionnaires rencontre à l'intérieur de la Révolution un espace de travail et de création et que leur esprit créateur, même lorsque ce ne sont pas des écrivains ou des artistes révolutionnaires, ait l'opportunité et la liberté de s'exprimer à l'intérieur de la Révolution. Cela signifie qu'à l'intérieur de la Révolution, tout; contre la Révolution rien. Contre la Révolution rien, car la Révolution a également ses droits, et le premier droit de la Révolution est celui d'exister. » [*Revolución, letras, arte*, 1980].

Les cinéastes et les cinéphiles qui intégrèrent l'ICAIC, tels Alfredo Guevara, nommé président de l'ICAIC, Tomás Gutierrez Aléa, Julio García Espinosa, Humberto Solás, Santiago Alvarez et d'autres, et qui allaient être considérés par la suite comme les fondateurs du nouveau cinéma cubain, partageaient cette conception d'un cinéma engagé et responsable. Néanmoins, ils défendaient également la nécessité d'une liberté de création personnelle, s'opposant à toute imposition esthétique ou moralisatrice qui aurait œuvré à l'encontre de « l'élan créateur » de l'esprit révolutionnaire [*Pensamiento Crítico*, n° 42, 1970]. Suivant les écrits, entre autres, de Tomas Gutierrez Aléa [Gutierrez Aléa, 1994], le cinéaste devait avoir la liberté de transmettre à l'écran une vision personnelle, tout en prenant en considération l'impact que cette vision pouvait avoir pour l'émancipation et l'épanouissement du public. Il était appelé à porter un regard critique sur la société, afin d'éviter de confondre l'idéal avec la réalité, tout en s'appliquant à formuler une critique constructive, contribuant à l'évolution de la réalité vers l'idéal. Selon cette conception, le cinéaste aspirant à réaliser un cinéma réellement révolutionnaire devait chercher à harmoniser ses aspirations individuelles d'artiste avec sa responsabilité en tant que créateur d'images et d'idées face à un public et un « peuple » engagés dans un processus révolutionnaire.

Cependant, les cinéastes, à travers leurs expériences personnelles en tant qu'artistes engagés, ont pu prendre conscience que la volonté de mettre en accord les intérêts personnels et collectifs n'était une démarche ni facile ni évidente, mais plutôt un processus complexe et souvent conflictuel, pouvant provoquer des interrogations et des hésitations liées au parcours personnel de chaque individu. C'est du moins ce que révèle l'analyse des premiers films des cinéastes tels que Tomas Gutierrez Aléa et Humberto Solás qui se montrent préoccupés par la place accordée à l'individu au sein des événements historiques et du processus



révolutionnaire dans leurs films respectifs *Historias de la Revolución* [T.G.A., 1960], *Manuela* [H.S., 1966] et *Lucía* [H.S., 1968].

Une réflexion plus élaborée sur l'importance de la participation de l'individu au projet collectif est exprimée par Tomas Gutierrez Aléa dans son film *Memorias del Subdesarrollo* de 1968. À travers l'histoire de l'intellectuel Sergio, convaincu de l'intérêt de la Révolution et curieux d'observer de quelle façon le mouvement révolutionnaire transformera le pays, mais incapable de s'intégrer activement au processus révolutionnaire, Tomas Gutierrez Aléa propose une réflexion profonde sur le rôle de l'individu, particulièrement de l'intellectuel, dans ce processus qui se veut collectif. Le protagoniste a fait le choix de rester à Cuba, contrairement au reste de sa famille partie pour les États-Unis, mais il peine à s'identifier avec « le peuple » qu'il caractérise comme sous-développé et provincial. Intellectuellement, il défend l'intérêt collectif de la Révolution, mais, dans la pratique, il se sent loin de l'activisme collectif, ne sachant pas comment contribuer concrètement au processus révolutionnaire. Bien qu'ayant décidé de rester à Cuba, et ne faisant donc pas partie de ceux considérés comme les forces ennemies, il reste tout de même à l'écart du « Nous » révolutionnaire, comme l'exprime clairement sa petite amie Elena : « Tu n'es ni révolutionnaire, ni *gusano*⁵, tu n'es rien du tout. ». Le fait de n'être actif ni à l'intérieur de la Révolution, ni contre la Révolution apparaît comme anachronique, l'individu étant censé, dans le contexte tendu de la Guerre Froide et des relations hostiles avec les États-Unis, faire partie ou du « Nous » révolutionnaire ou du camp adverse contre-révolutionnaire. Sergio représente ainsi un protagoniste ambigu car certaines de ses réflexions et de ses critiques concernant la société et le processus révolutionnaire semblent justifiées et enrichissantes. Cependant, son attitude passive persistante fait de lui un protagoniste avec lequel le spectateur est appelé à prendre ses distances au cours du film, car, selon la logique de ce dernier, un tel manque d'identification et d'engagement avec le projet collectif ne peut qu'aboutir à un isolement social et à une frustration des aspirations personnelles.

La nécessité pour tout individu et spécifiquement pour l'intellectuel, et donc également pour le cinéaste, de trouver un accord entre l'intérêt collectif et ses intérêts personnels est exposée par ce film en proposant un contre-exemple s'avérant incapable d'aboutir au bien-être individuel. Tomas Gutierrez Aléa a choisi non pas de proposer un exemple positif de l'engagement révolutionnaire, comme d'autres films ultérieurs tels *El hombre de Maisinicú* [Manuel Pérez, 1973] ou *El Brigadista* [Octavio Cortázar, 1977], mais d'évoquer les éventuels problèmes, blocages et doutes qu'un tel engagement peut provoquer chez l'individu. Loin de

5. Littéralement les « vers de terre », terme péjoratif pour désigner les personnes qui ont quitté Cuba pour aller vivre, la plupart d'entre eux, aux États-Unis.

feindre une fusion acquise entre l'intérêt collectif et les intérêts individuels, il souligne, à travers le parcours de Sergio, la complexité, voire la difficulté et, dans certains cas, l'impossibilité d'atteindre un tel accord.

Humberto Solás pousse cette réflexion plus loin en abordant dans son film *Un día de noviembre* de 1972 les hésitations et les interrogations qu'un homme clairement engagé dans le processus révolutionnaire traverse lorsque sa participation active est remise en question par de graves soucis de santé. Selon les conseils médicaux, le protagoniste Esteban est censé se mettre au repos pour éviter toute complication qui pourrait se révéler fatale. Cette passivité imposée va provoquer en lui une interrogation profonde sur le sens que sa vie peut encore avoir en dehors de toute action dédiée au processus révolutionnaire. Ayant participé à la lutte clandestine, ainsi qu'à l'élaboration du projet révolutionnaire au cours de sa première décennie, les aspirations personnelles d'Esteban étaient subordonnées à la réalisation de l'idéal révolutionnaire pour lequel il avait été prêt à donner sa vie, comme d'autres compagnons de lutte. Esteban se voit alors confronté à la décision de privilégier ou bien l'intérêt collectif, défendu jusqu'à présent, ou bien l'intérêt personnel, lié à sa propre survie. L'harmonisation entre les deux semble, dans ce cas, particulièrement difficile, car la vie du protagoniste est en jeu. Il rend visite à deux amies, anciennes compagnes de la lutte clandestine, afin d'observer, entre autres, comment elles arrivent au présent à mettre en accord l'engagement pour l'idéal commun et l'épanouissement personnel. Les deux femmes se révèlent profondément marquées par les traumatismes endurés au temps de la lutte clandestine, l'une ayant perdu son mari assassiné, l'autre ayant subi tortures et violations⁶. La première se consacre corps et âme à la réalisation de l'idéal révolutionnaire, puisque sa seule aspiration personnelle valable semble être celle de la poursuite de cet idéal commun pour lequel son mari est mort. La seconde en revanche exprime sa difficulté croissante à participer activement au processus révolutionnaire, les souvenirs traumatisants ne lui permettant pas de partager l'optimisme collectif et entraînant un état de détresse et un sentiment de solitude. La dernière rencontre d'Esteban, un jeune homme engagé dans le processus révolutionnaire malgré la perte de son bras au cours de la lutte contre-révolutionnaire, semble néanmoins vouloir servir d'exemple pour guider la réflexion d'Esteban et, par extension, celle du spectateur. Ce jeune homme ne veut pas se contenter du fait d'avoir été actif pendant le combat contre-révolutionnaire, mais souhaite poursuivre sa participation au processus révolutionnaire malgré son handicap physique. Il a trouvé, grâce aux études et à son métier exercé au service de la société, une nouvelle manière de contribuer à l'émancipation et à l'épa-

6. *Un día de noviembre* est un des rares films, sinon le seul, à évoquer les traumatismes que la violence et les risques de la lutte clandestine ont pu provoquer chez les individus engagés et dévoués à l'idéal révolutionnaire.



nouissement du « Nous » révolutionnaire auquel il s'identifie. Il stimule ainsi chez Esteban la volonté de continuer à tenter de réconcilier son envie de participer au projet collectif avec ses capacités et ses expériences personnelles. Esteban met ainsi en balance ses inquiétudes existentielles et son envie d'une activité sociale donnant sens à sa vie. Il se sent appartenir au « Nous » révolutionnaire, contrairement à Sergio de *Memorias del subdesarrollo*, mais cela ne l'empêche pas d'éprouver des doutes et des interrogations concernant son rôle au sein de ce « Nous ». *Un día de noviembre* révèle les tensions que l'individu peut éprouver entre ses convictions idéologiques, sa participation active au projet collectif et ses expériences personnelles. La fusion entre ces éléments paraît non pas comme un état acquis, mais comme un équilibre fragile et souvent conflictuel, mettant en jeu l'existence de l'individu.

La vision que ce film propose de la participation individuelle au projet collectif s'oppose à l'image de combattants engagés avec enthousiasme et conviction dans le processus révolutionnaire. Ainsi, malgré son propos profondément en accord avec l'idéal révolutionnaire et avec l'importance de la participation personnelle au projet collectif, ce film fut perçu par l'autorité administrative, lors de sa sortie en 1972, comme indésirable et incompatible avec les exigences idéologiques du moment. Sa diffusion fut alors retardée pendant plusieurs années, ce que Humberto Solás explique lui-même comme suit : « C'était le moment de la rationalisation, pour des raisons "morales" et "idéologiques", dans le champ artistique, et l'implantation du modèle du "réalisme socialiste" s'annonçait dans tout domaine, même au sein de l'ICAIC, modèle qui, malgré une réticence quasi généralisée, eut ses adeptes. » [García Borrero, 2001] Au milieu de l'époque qui fut décrite par la suite comme le *quinquenio gris*⁷, le fait d'évoquer les éventuels problèmes, doutes et obstacles personnels face à l'engagement au sein du processus révolutionnaire, au lieu de mettre en avant l'optimisme collectif et les acquis révolutionnaires, semblait inopportun, voire dangereux aux yeux des défenseurs du réalisme socialiste. Selon ces derniers, l'histoire d'Esteban, bien que profondément révolutionnaire, ne pouvait servir d'exemple pour stimuler l'engagement individuel et renforcer la cohésion du « Nous » révolutionnaire. À cette époque, l'exigence idéologique de mettre en avant les actions et les exploits collectifs cherchait à s'imposer face à la liberté de réflexion et d'expression individuelles que Humberto Solás souhaite défendre en tant que cinéaste à travers l'histoire d'un individu en quête d'un équilibre entre ses intérêts personnels et l'intérêt collectif.

7. « Le quinquennat gris » – expression d'Ambrosio Fornet pour nommer les années de dogmatisation idéologique et de rationalisation révolutionnaire, au cours desquelles le modèle du réalisme socialiste devait servir de ligne directrice à la création artistique.

Adhésion idéologique et attachements affectifs

La disparité des choix personnels pour ou contre la Révolution provoqua inexorablement de multiples expériences de séparations entre amis et entre membres d'une même famille. La distance géographique, due aux nombreux départs, allait de pair, selon l'idéologie officielle, avec une distance idéologique, entraînant dans la majorité des cas un éloignement relationnel et affectif entre les individus à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba. Le choix de quitter Cuba fut à cette époque considéré comme un abandon du «peuple cubain» et comme une trahison envers l'intérêt collectif que représentait le projet révolutionnaire. Une telle attitude n'avait pas sa place au sein de la nouvelle société que le processus révolutionnaire aspirait à construire et le «Nous» révolutionnaire fut donc incité à rompre toute relation avec ces personnes caractérisées comme les «Autres» égoïstes, individualistes et contre-révolutionnaires.

Malgré l'ampleur de ce phénomène au sein de la société cubaine, au cours des années 1960 et 1970 peu de films évoquent cette division idéologique au sein de la population cubaine, au sein des familles et des amitiés, tels que, par exemple, les deux films abordés précédemment *Memorias del subdesarrollo* et *Un día de noviembre*. La prise de distance, assez froide et rationnelle, des protagonistes envers leurs amis et les membres de leur famille désireux de quitter Cuba y fonctionne comme un renforcement de leur propre adhésion au projet révolutionnaire. Cependant, au début des années 1980, avec l'événement des *Marielitos*⁸ ainsi que la permission des visites de *la comunidad*⁹, la dimension affective de ces séparations semble refaire surface. Jesus Díaz, dans son film *Pokvo Rojo* de 1983, aborde pour la première fois dans le cinéma de fiction cubain l'impact émotionnel des nombreuses séparations qui entraînèrent, au cours des premières années du processus révolutionnaire, l'éloignement entre amis de longue date, entre frères et sœurs, ainsi qu'entre parents et enfants. Particulièrement le dernier cas de figure, la séparation entre les parents et leurs enfants, est présenté dans ce film comme une expérience profondément marquante, voire traumatisante au niveau personnel et relationnel. Le film ne remet pas en question la division entre les Cubains qui partent et ceux qui restent, mais souligne que le fait de considérer

8. En 1980, des Cubains demandèrent l'asile en pénétrant dans l'ambassade de Pérou à La Havane. Des milliers de demandeurs d'asile envahirent les lieux en quelques jours, rendant la situation invivable dans l'enceinte de l'ambassade. Pour apaiser la tension sociale et la pression internationale, Fidel Castro donna, en accord avec les États-Unis, le droit aux Cubains de Miami de venir chercher au port de Mariel ces candidats au départ. Environ 125 000 Cubains, appelés par la suite les *Marielitos*, partirent ainsi vers la Floride.

9. Le terme «la communauté» désigne les Cubains vivant à l'étranger à qui il fut permis, grâce au projet de «la réunification familiale» du gouvernement révolutionnaire, de rendre visite à leurs familles à Cuba, ce qui entraîna de nombreuses retrouvailles heureuses, mais aussi des conflits indéniables au niveau personnel et national.



ceux qui partent comme des personnes « mortes » pour ceux qui restent a laissé indéniablement des traces émotionnelles et affectives de part et d'autre, en dehors de toute considération idéologique.

Jesus Díaz creuse cette problématique dans son film *Lejanía*, réalisé en 1985. L'histoire ne se situe plus au début du processus révolutionnaire, mais vingt ans plus tard, lorsque les premières visites des parents partis de Cuba furent autorisées afin de permettre des retrouvailles entre les familles séparées. Le protagoniste Reinaldo est confronté à la visite de sa mère partie une dizaine d'années auparavant avec son mari et sa fille, obligée par contre de laisser son fils en âge de faire son service militaire à Cuba. Reinaldo, après avoir profondément souffert de ce départ vécu comme un abandon, a réussi à refaire sa vie grâce à l'aide de sa femme et de la société environnante à laquelle il est pleinement intégré, participant activement au projet révolutionnaire. Néanmoins, cette implication est soudainement bouleversée par l'arrivée de sa mère qui espère, après des années de silence et d'absence, pouvoir renouer la relation avec son fils. Celui-ci appréhende la visite de sa mère avec un sentiment mitigé entre la joie de la revoir et la rancune d'avoir été abandonné. Effectivement, lors des retrouvailles, il constate qu'un fossé apparemment insurmontable semble les éloigner l'un de l'autre, étant données les nombreuses années durant lesquelles ils furent séparés, vivant dans des contextes diamétralement opposés. Reinaldo décide donc, malgré la présence de sa mère, de partir comme prévu en mission professionnelle, mettant ainsi fin à tout espoir de renouer la relation entre mère et fils. Confronté aux attentes de sa mère qu'il percevait désormais comme une étrangère, puisque ne faisant plus partie du « Nous » révolutionnaire qui lui sert de cadre de référence identitaire, il préfère poursuivre son engagement envers la société à laquelle il appartient et dans laquelle il vit au quotidien. Son compromis avec le projet révolutionnaire semble guider son action et ses aspirations, l'intérêt collectif de sa mission professionnelle primant sur l'éventuelle envie personnelle de rester auprès de sa mère.

Le choix final de Reinaldo reste donc fidèle à l'idéologie officielle selon laquelle l'identification au « Nous » révolutionnaire et la participation au projet collectif doivent prédominer sur les liens affectifs et les attachements émotionnels qu'un individu peut éprouver envers ses proches familiaux ou amicaux. Cette position, partagée par ailleurs par les protagonistes Sergio et Esteban des deux films analysés précédemment, semblait idéologiquement inévitable au début du processus révolutionnaire et de la mise en place du projet collectif. Au milieu des années 1980, en revanche, au moment de la sortie de *Lejanía*, l'attitude affichée par son protagoniste Reinaldo eut du mal à convaincre le public cubain, à en croire certains critiques de cinéma de l'époque¹⁰. Face à un public dont de nombreux

10. Voir le dossier de presse réuni par le Centre de documentation de l'ICAIC.

spectateurs étaient probablement en train de vivre des retrouvailles émouvantes et conflictuelles avec leurs amis et leurs familles partis des années auparavant, ce comportement, certes idéologiquement irréprochable, paraissait humainement anachronique et hypocrite. Un comportement du protagoniste valorisant davantage les liens sentimentaux et affectifs aurait été apparemment plus fidèle aux expériences vécues et aux émotions intimes des Cubains. Le fait que le choix final de Reinaldo soit perçu comme dogmatique et anachronique par la plupart des spectateurs révèle une évolution de la valorisation des émotions et des sentiments individuels par rapport aux intérêts collectifs.

À en croire le roman de Jesus Díaz *La piel y la máscara*¹¹, les enjeux idéologiques de l'époque ne lui permirent apparemment pas de donner au film une tournure plus proche de la réalité et apparaissent moins comme un emprunt du discours officiel. Néanmoins, son film *Lejanía* garde le mérite d'évoquer pour la première fois la problématique des retrouvailles familiales¹² qui, par leur forte connotation émotionnelle, entraînent chez de nombreux individus un conflit de conscience entre leur adhésion au projet révolutionnaire et leur attachement aux relations affectives, problématique qui se retrouve dans de nombreux films de fiction à partir des années 1990.

Le film *Laura* d'Anita Rodriguez, réalisé en 1990 dans le cadre du film collectif *Mujer transparente*, est le premier à poursuivre la réflexion critique sur le phénomène des retrouvailles, en proposant cette fois-ci une issue plus optimiste et ouverte.

La protagoniste Laura s'apprête à retrouver son amie de jeunesse après de longues années d'absence. Sur le trajet vers l'hôtel, Laura procède à une rétrospective du temps passé ensemble, ainsi que de sa vie personnelle depuis le départ de son amie. À l'époque, elle n'avait pu comprendre le choix de son amie et son départ signifia pour elle la fin de leur relation pourtant profondément complice. Face à la demande faite par son amie de se revoir lors de son séjour à La Havane, Laura est amenée à remettre en question ses convictions antérieures et à considérer le choix de chacune comme une décision personnelle qui répond aux aspirations spécifiques de l'une et de l'autre. Constatant les contradictions et les changements que traverse la société cubaine à cette époque, Laura se demande quel cadre référentiel ou quelle expérience personnelle pourrait lui permettre de juger ou de critiquer le choix et la vie de son amie. Puisqu'au sein de la société cubaine

11. Ce livre de Jesus Díaz qui relate en forme de roman le tournage d'un film similaire à celui de *Lejanía* révèle la question délicate des pressions idéologiques directes et indirectes sur la liberté d'expression du cinéaste et donc sur le choix du comportement de ses protagonistes.

12. Le fait d'avoir abordé cette problématique délicate fut récompensé par le Prix Annuel de la Critique, mais provoqua également un accueil réservé de la part de la presse. [R. Acosta de Arriba, 2001]



la poursuite des aspirations personnelles semble avoir pris le pas sur l'engagement envers l'intérêt collectif, le reproche envers son amie d'avoir privilégié ses intérêts personnels au détriment de la cause commune semble perdre sa validité. Laura souhaite se libérer de ses préjugés, de ses rancunes et de ses appréhensions, afin de pouvoir rencontrer son amie avec un esprit ouvert et accueillant et permettre des retrouvailles basées sur des sentiments et une affection réciproques.

À travers son introspection honnête avec elle-même, Laura cherche à instaurer un terrain d'entente au-delà des considérations idéologiques prédominantes jusqu'alors. Dépassant toute dichotomie idéologique entre le « Nous » « à l'intérieur de la Révolution » et les « Autres » « contre la Révolution », elle aspire à voir son amie non pas comme une ennemie ayant trahi leurs rêves communs, mais comme un individu qui décida librement de son parcours personnel et qui, après avoir fait ses propres expériences, lui exprime son envie de la revoir. Si ces retrouvailles ont lieu, c'est parce qu'elles émanent d'un commun intérêt des deux amies, au niveau personnel et intime. Laura se sent finalement libre d'aller accueillir son amie, décision qu'elle vit comme profondément personnelle, indépendante des intérêts collectifs ou des considérations idéologiques qui empêchèrent jusqu'alors une telle rencontre.

Les films ultérieurs qui abordent cette même problématique, tels par exemple *Miel para Oshún* [Humberto Solás, 2001] ou *Video de familia* [Humberto Padrón, 2001], développent cette idée que l'importance accrue de la dimension émotionnelle et affective dans les relations humaines remet en question la validité de la division idéologique au sein des familles et des amitiés. L'envie personnelle de renouer avec les êtres chers vivant à l'extérieur de Cuba semble alors prédominer le besoin collectif, avancé jusqu'alors par l'idéologie révolutionnaire, de maintenir un « Nous » fort et uni à l'intérieur de Cuba, face aux forces adverses venant de l'extérieur.

L'existence personnelle au sein d'un « Nous » redéfini

L'importance accordée aux intérêts personnels qui s'annonça à la fin des années 1980 et au début des années 1990 dans des films comme *Papeles secundarios* [Orlando Rojas, 1989], *Alicia en el pueblo de Maravillas* [Daniel Díaz Torres, 1990] ou *Mujer transparente* [Film collectif, 1990], s'accrut au cours des années 1990 avec la crise de « la Période Spéciale en temps de paix ». En raison des nombreux bouleversements du contexte socio-économique, les individus étaient amenés à expérimenter un conflit existentiel face à une dynamique ou plutôt une absence de dynamique collective qui laissait l'individu dans une incertitude référentielle. Le film *Madagascar* de 1994 de Fernando Pérez évoque particulièrement les tensions générationnelles qui découlent du refus de la génération des enfants

de perpétuer le modèle parental qui lui paraît anachronique face aux profonds changements contextuels. Le film construit son histoire autour de la relation qui devient conflictuelle entre une mère et sa fille adolescente lorsque la fille déclare brusquement son refus de retourner à l'école et son envie de partir à Madagascar, envie plus métaphorique que pragmatique et qui exprime son désir de rompre avec le quotidien vécu comme une routine étouffante et accablante. Remettant en question le mode de vie de sa mère, elle aspire à suivre ses inspirations et ses envies personnelles. Elle cherche alors à trouver son propre chemin et ses propres repères qui pourront donner sens à sa vie et lui permettre de s'épanouir librement suivant ses intérêts personnels. Elle reproche à sa mère d'être figée dans un mode de vie répétitif et étouffant qui ne donne place ni à l'innovation, ni à l'imagination qui lui semblent pourtant essentielles tant au niveau personnel qu'au niveau collectif. Face à l'affirmation des préoccupations existentielles de sa fille et de sa remise en question du modèle collectif, la mère est amenée à s'interroger sur sa vie personnelle, ainsi que sur le cadre social dans lequel elle évolue. Elle prend alors conscience de l'absence de dynamisme collectif et d'enthousiasme personnel, traits qui étaient censés caractériser la société révolutionnaire. Voulant se libérer de ses habitudes frustrantes, voire oppressantes, elle aspire, à l'égal de sa fille, à partir au loin afin de se retrouver elle-même sur de nouvelles bases. Le décalage entre le cadre collectif, conditionné par les anciens acquis et repères, et les besoins et les envies individuels, marqués par les conditions de vie actuelles, entraîne chez les deux protagonistes un profond sentiment d'insatisfaction et de frustration. Elles sont amenées à remettre en question leur place au sein du projet collectif et à repenser leur intégration sociale en accord avec leurs propres intérêts. Afin de pouvoir trouver un chemin de vie épanouissant en accord avec leurs aspirations personnelles, elles recherchent une liberté d'action et de réflexion individuelles. Le bouleversement du contexte socio-économique, de même que la remise en question des repères individuels et collectifs éveillent chez les deux protagonistes une interrogation sur le sens de leur propre existence. La référence à un « Nous » uni par un projet collectif semble ébranlée par les nombreuses difficultés et contradictions de la vie quotidienne qui poussent l'individu à s'inquiéter davantage de ses besoins et de ses envies intimes.

L'idée défendue jusqu'alors par l'idéologie révolutionnaire d'ancrer le sens de l'existence individuelle dans la participation active au projet collectif paraît profondément remise en question puisque l'individu a l'impression de subir les changements contextuels au lieu de pouvoir les influencer dans le sens de l'idéal recherché. Pour les protagonistes de *Madagascar*, la référence au « Nous » révolutionnaire en tant que force fédératrice autour du projet collectif semble perdre sa validité puisque, dans ces moments de crise, la société semble être victime et non maîtresse des événements contextuels. Face aux incertitudes et aux doutes quant



au sort du projet collectif, les protagonistes finissent par se concentrer sur leur propre existence, cherchant à redéfinir leurs repères et références identitaires. Au lieu de participer au bien-être du « Nous » révolutionnaire, qui paraît alors incertain et fragilisé, l'individu s'inquiète alors de son épanouissement personnel et de celui de ses proches.

Fernando Pérez réalise avec *Madagascar* un film intimiste et révélateur de la situation profondément critique au niveau social et personnel au début des années 1990. Inspiré de ses propres expériences en tant que père, il a désiré donner voix aux inquiétudes existentielles que les individus aussi bien de la génération des parents que de celle des enfants pouvaient rencontrer au cours de ces années extrêmement difficiles matériellement et moralement¹³.

Contrairement aux films précédents qui soulignent l'importance de l'engagement individuel dans le projet révolutionnaire, ce film met en avant le besoin de l'individu de prendre une distance critique à l'égard du cadre collectif et de redéfinir son existence sociale et personnelle.

Cette mise en avant des préoccupations existentielles reste dès lors une constante dans la majorité des films de fiction réalisés au cours de cette période, et ceci jusqu'à nos jours.

Dans le film *La Ola* de 1995, son réalisateur Enrique Alvarez met en scène les interrogations profondément intimes de ses deux et uniques protagonistes qui forment un couple sans attaches sociales apparentes ni références collectives autres que celle de la ville, La Havane, dans laquelle ils déambulent en partageant leurs préoccupations, leurs réflexions, leurs aspirations concernant leur existence respective. Unis par de nombreuses affinités, leurs projets de vie semblent néanmoins incompatibles, puisque la jeune femme aspire à partir de l'île, pendant que le jeune homme se révèle profondément attaché à La Havane, cadre de vie qui l'inspire et qu'il ne veut quitter. Ce décalage de leurs intérêts et de leurs projets n'entraîne, par contre, aucun sentiment de rancune ou de reproche, chacun respectant la décision de l'autre comme un choix personnel. À aucun moment les protagonistes n'évoquent la responsabilité individuelle envers l'intérêt collectif, ni la nécessité de participer au projet collectif. La dimension collective semble totalement absente des préoccupations des deux protagonistes, ainsi que dans le film en général, cédant le pas à une introspection axée sur les inquiétudes et les rêves personnels.

Ce film profondément intimiste représente cependant un cas extrême dans la filmographie du cinéma cubain, puisque la plupart des films replacent les interrogations existentielles de leurs protagonistes dans une appréhension plus large de leur contexte social.

13. Informations tirées d'un entretien réalisé avec le cinéaste en décembre 2001 à La Havane.

Par ailleurs, dans un certain nombre de films, surtout à partir de la fin des années 1990, l'envie de prendre en compte les intérêts personnels des protagonistes va de pair avec la volonté de proposer une conception revisitée du « Nous » en tant que référence fédératrice. Dans le film *Noches de Constantinoplas* de 2001 par exemple, son réalisateur Orlando Rojas exprime la nécessité de faire évoluer le cadre collectif, afin de permettre aux protagonistes de développer leurs aspirations personnelles au sein du « Nous » référentiel, ici, au sein de leur cercle familial. Ce dernier, sous l'emprise d'une grand-mère imposant ses habitudes et ses valeurs à toute sa descendance qui cohabite dans la grande demeure familiale, se révèle être un cadre de vie profondément frustrant. Ne permettant pas de libre expression, ni d'initiative innovante de la part des individus, ce cadre oppressant pousse les individus à avoir de plus en plus recours aux mensonges et à l'hypocrisie, afin de développer au moins un minimum leurs aspirations personnelles.

Cependant, après un temps d'affirmation des désirs personnels, qui suit la suspension soudaine de l'autorité de la grand-mère tombée dans un état comateux imprévisible, les protagonistes prennent conscience de l'intérêt de se rassembler autour d'un projet collectif, afin de tenter de résoudre ensemble les nombreuses difficultés matérielles et existentielles auxquelles ils se heurtent au quotidien. Ils réalisent également que, pour pouvoir s'épanouir personnellement, ils ne peuvent faire abstraction de leur entourage, ni dénigrer la force potentielle des actions collectives. Le cadre familial leur permet ainsi de développer un projet fédérateur, rassemblant les individus tout en acceptant leur diversité et en mettant en valeur leur particularité. Les protagonistes peuvent alors s'identifier en toute liberté au « Nous » familial qui devient un cadre dynamique d'expression, de participation et d'épanouissement personnels. Ce « Nous » apparaît finalement comme un ensemble ouvert et respectueux, au sein duquel les barrières d'âge, de couleur de peau, de préférence sexuelle et d'origine sociale se sont estompées en faveur du projet collectif auquel tous les membres de la famille participent selon leurs capacités et leurs envies.

Ainsi, les protagonistes de ce film ne se trouvent pas seuls face à leurs inquiétudes et à leurs interrogations existentielles, comme ce fut le cas des protagonistes de *Madagascar* ou de *La Ola*, mais réussissent à élaborer un nouveau projet collectif qui permet à tous de s'y intégrer. Le désir de souligner l'importance de la solidarité collective pour l'épanouissement personnel est clairement exprimé par *Las Noches de Constantinoplas* et apparaît également dans d'autres films des années 2000¹⁴. Cependant la volonté de l'idéologie révolutionnaire des premières décen-

14. Comme, par exemple, *Lista de Espera* [Juan Carlos Tabío, 2000], *Hacerse el sueco* [Daniel Díaz Torres, 2001], *Video de familia* [Humberto Padrón, 2001], *Viva Cuba* [Juan Carlon Cremata Malberti, 2005], *Barrio Cuba* [Humberto Solás, 2005], *Te espero en la eternidad* [Enrique Pineda Barnet, 2008], *El cuerno de la abundancia* [Juan Carlos Tabío, 2008].



nies de soumettre les intérêts personnels à l'intérêt collectif du « Nous » révolutionnaire, semble céder le pas à une vision plus ouverte du « Nous » référentiel qui cherche à prendre en compte la diversité des aspirations et des préoccupations personnelles en proposant des références collectives s'appuyant sur des expériences et sur des habitudes communes, tels les liens culturels, familiaux ou affectifs, et non pas sur l'adhésion idéologique et sur la participation au projet révolutionnaire.

Le « Nous » fait sens pour les protagonistes non pas, en premier lieu, en tant que « Nous » idéologique construit autour d'un idéal commun, mais en tant que « Nous » culturel, dépassant les critères idéologiques et géographiques d'appartenance pour s'ouvrir à une identification collective s'appuyant sur des références culturelles et des mémoires partagées aux niveaux personnel, familial et national.

BIBLIOGRAPHIE

- ACOSTA de ARRIBA Rafael, *El Signo y la Letra, ensayos sobre literatura y arte*, La Habana, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001.
- AMIOT-GUILLOUET Julie et BERTHIER Nancy (dir.), *Cuba, Cinéma et Révolution*, Lyon, Le Grinh-LCE-Grimia, 2006.
- AUGE Marc, *La guerre des rêves, exercices d'ethno-fiction*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.
- CHANAN Michael, *Cuban Cinema*, Minnesota, University of Minnesota Press, 2004.
- THE CUBAN IMAGE, *CINEMA AND CULTURAL POLITICS IN CUBA*, Londres, British Film Institute, 1985 (première édition).
- DOUGLAS Maria Eulalia, *La tienda negra, El cine en Cuba [1897-1990]*, La Habana, Cinemateca de Cuba, 1996.
- FORNET Ambrosio, *Las Trampas del Oficio, Apuntes sobre cine y sociedad*, La Habana, Ediciones ICAIC, 2007.
- GARCIA BORRERO Juan Antonio, *Guía crítica del cine cubano de ficción*, La Habana, Editorial Arte y Literatura, 2001.
- GONZALEZ Reinaldo, *Cuba : una asignatura pendiente*, Îles Baléares, Di7 Edició, 1998.
- GUEVARA Alfredo, « Un cine de combate », dans *Pensamiento crítico*, n° 42, La Havane, 1970, p. 7-33.
- GUEVARA Ernesto « Che », *Le socialisme et l'homme à Cuba*, La Havane, Instituto del Libro, 1965.
- GUTIERREZ ALEA Tomas, *Titón, poesía y revolución*, Colección Voz propia - 1, Islas Canarias, Filmmoteca Canaria, 1994.
- IBARRA Jorge, *Nación y cultura nacional*, La Habana, Letras Cubanas, 1981.
- PARANAGUA Paulo Antonio (dir.), *Le Cinéma cubain*, Paris, Coll. Cinéma/Pluriel, 1990.
- *Pensamiento crítico*, n° 42, La Havane, 1970.
- STOCK Ann Marie, *On Location in Cuba*, Chapel Hill, North Carolina, University of North Carolina, 2009.
- *REVOLUCIÓN, LETRAS, ARTES*, La Habana, Editorial Letras Cubanas, 1980.
- VINCENOT Emmanuel, *Histoire du cinéma à Cuba, des origines à l'avènement de la Révolution*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, 2005.
- VOIX OFF n° 8, *Le cinéma cubain, identité et regards de l'intérieur*, Nantes, CRINI, Université de Nantes, 2006.
- DOSSIERS DE PRESSE consultés à la Cinémathèque de l'ICAIC à La Havane.
- Entretiens réalisés avec Fernando PÉREZ, Orlando ROJAS, Anita RODRIGUEZ, Enrique ALVAREZ et Enrique PINEDA BARNET en 2001 à La Havane.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Dans cet article, j'explore l'imaginaire des films de fiction cubains et plus particulièrement le rapport de l'individu aux références identitaires du « Nous » et des « Autres ». Une analyse approfondie de six films réalisés au cours des cinq décennies de processus révolutionnaire et choisis pour leur pertinence thématique permet de constater que l'idéal du « Nous » révolutionnaire, qui suppose que l'intérêt collectif prime sur les intérêts individuels, est vécu par les protagonistes comme un processus complexe et conflictuel au niveau personnel. À partir des années 1990, l'expérience de ces protagonistes révèle le désir et la nécessité d'un « Nous » ouvert sur la diversité des aspirations personnelles et fondé sur une identification des individus à des repères culturels, des mémoires partagées et des liens affectifs.

En este artículo, examino el imaginario de las películas de ficción cubanas y especialmente la relación del individuo con las referencias identitarias del Nosotros y de los Otros. Un análisis profundo de seis películas, realizadas en el transcurso de los cinco decenios del proceso revolucionario y escogidas por su pertinencia temática, permite

comprender que el ideal del Nosotros revolucionario, el cual supone que el interés colectivo prima sobre los intereses individuales, es vivido por los protagonistas como un proceso complejo y conflictivo a nivel personal. A partir de los años 1990, la experiencia de los protagonistas revela entonces el deseo y la necesidad de un Nosotros abierto a la diversidad de las aspiraciones personales y fundado en una identificación de los individuos a partir de referencias culturales, de memorias compartidas y de lazos afectivos.

In this article I am studying the imaginary world of Cuban fiction films and particularly the relationship of the individual with the identity references of We and the Others. A thorough analysis of six films, made during the course of the five decades of the revolutionary process and chosen for their thematic relevance, allows us to conclude that the ideal of the revolutionary We, which entails that the collective interest prevails over individual interests, is experienced by these protagonists as a complex and conflicting process at the personal level. Since the 1990s, the protagonists' experience has revealed the desire for and the necessity of a We open to diverse personal aspirations and based on the identification of individuals to cultural references, shared memories and emotional bounds.

MOTS CLÉS

- Cinéma cubain
- Le « Nous » révolutionnaire
- Intérêts personnels et collectifs

PALABRAS CLAVES

- Cinema cubano
- El « Nosotros » revolucionario
- Intereses personales y colectivos

KEYWORDS

- Cuban cinema
- The revolutionary « We »
- Personal and collective concerns

ÉTUDES

Entre concubinage et prostitution. Processus d'exclusion dans le Costa Rica de la fin du XIX^e siècle

L'élite libérale costaricienne, déjà présente dans les années 1860, se renforce à partir des années 1870, portant avec elle une nouvelle idéologie. Son objectif est de s'affranchir des préceptes hérités de la période coloniale afin d'entrer dans l'ère capitaliste et de moderniser le pays. Il s'agit donc pour l'institution étatique de construire une Nation en y intégrant le plus globalement possible toutes les couches sociales. Dans cette perspective un système politique se met en place, capable d'articuler les intérêts des différents acteurs sociaux : bourgeoisie, grands propriétaires, Église, ouvriers aussi dans une certaine mesure... L'objectif est alors d'essayer de diffuser des valeurs homogènes à l'ensemble social, par un discours «hygiéniste, thérapeutique, libéral et juridique», afin de fonder la domination sur la base d'un consensus systématique [Osvaldo Barrantes, 1995]. Ce renouvellement culturel ne surgit pas du néant. Bien au contraire, il s'appuie sur les cadres hérités du passé et déjà largement diffusés dans la population, auxquels il superpose ses propres codes. Faisant directement écho à la théorie de Howard Saul Becker¹, la mise en place de ces nouveaux codes s'est accompagnée d'une modification significative de la nature de la marginalité.

* Université de Toulouse 2-Le Mirail/FRAMESPA.

1. Théorie selon laquelle la marginalité est déterminée directement par son contexte socioculturel. En ce sens, elle ne saurait exister, et donc être appréhendée, en dehors de lui. «Le même comportement peut constituer une transgression des normes s'il est commis à un moment précis ou par une personne déterminée, mais non s'il est commis à un autre moment ou par une autre personne ; certaines normes – mais pas toutes – sont transgressées impunément. Bref le caractère déviant, ou non, d'un acte donné dépend en partie de la nature de l'acte (c'est-à-dire de ce qu'il transgresse ou pas une norme) et en partie de ce que les autres en font» [Becker, 1985, p. 37].

J'appréhende donc le sujet de cette recherche – la prostitution – non pas comme un « état » mais en tant que construction sociale. Une telle démarche implique d'aborder les comportements sociaux dans une perspective globale, en diversifiant les approches. Étudier les structures sociales pour définir le contexte dans lequel naît et évolue la marginalité, et analyser les liens sociaux à partir des individualités marginalisées. Entre les deux, une série de mécanismes qui, ensemble, créent la marginalité en tant que résultat « d'attributs individuels ou collectifs » [Dubar, 1996, p. 111]. Suivant ce raisonnement, je me suis intéressée aux diverses relations que les prostituées entretiennent avec la société et essentiellement avec le pouvoir dominant. Au cours de cette étude, des amalgames significatifs sont apparus dans le vocabulaire et les conceptions des individus. Les archives policières laissent transparaître une certaine flexibilité dans l'usage de concepts comme « concubinage » et « prostitution ». Bien qu'ils renvoient à des réalités différentes, qu'ils possèdent des définitions claires et admises par la société, ils deviennent parfois synonymes. Cette analyse cherche à exposer les diverses formes de cette assimilation et à comprendre leurs significations sociales.

Selon cette logique j'ai étudié les relations entre les textes législatifs et les réalités sociales concrètes dans lesquelles ils s'insèrent afin de voir dans quel cadre se produisaient les phénomènes d'assimilation. Il s'agissait ensuite de comprendre leurs causes et d'en saisir leurs significations.

Concubinage et prostitution : des catégories qui évoluent au fil des règlements

Face au péril que représente la propagation des maladies vénériennes, le gouvernement libéral prend les premières grandes mesures hygiénistes dès 1875. Il est intéressant de remarquer que l'article 1 du *reglamento de higiene* laisse dans le vague la définition exacte des femmes soumises aux nouvelles dispositions : « *Se abrirá un registro [...] para inscribir en él los nombres de las mujeres públicas conocidas como tales en la acepción rigurosa de esta palabra².* »

La définition des réalités englobées sous le terme de *mujeres públicas* n'étant pas fixée rigoureusement, elle est laissée à l'arbitraire des agents chargés de son application. C'est ce qui explique la faible utilisation de ce code entre 1875 et 1894, période durant laquelle les prostituées sont généralement condamnées pour vagabondage³. Toutefois on trouve aussi la trace de condamnations pour concubinage qui prouvent les carences de cette législation. Ainsi, le 3 mars 1875, s'ouvre le procès de Maria Gonzalez Vargas. Elle est accusée, non pas de prostitution mais de concubinage : « [...] *la señora Maria Gonzalez vive amancebada*

2. Archivo Nacional de Costa Rica (désormais ANCR), Serie Leyes y decretos, 1875.

3. Cet aspect sera approfondi dans mon travail de doctorat.



públicamente con el Sr José Varela, con cuyo hecho da mal ejemplo a una hija que tiene⁴.»

Ce document étant incomplet, il est impossible de savoir si Maria Gonzalez est condamnée. Toutefois, les récits des témoins sont révélateurs des différentes perceptions existantes dans la société autour du concubinage. Sur les six témoins amenés à déposer, tous reconnaissent la qualité de concubine de Maria Gonzalez mais les avis sont partagés quant à la portée de son comportement vis-à-vis de sa fille. Seulement trois d'entre eux jugent qu'elle est un mauvais exemple.

L'existence même de ce type de dossier possède un double intérêt. D'abord ils prouvent que, moralement, il y a une assimilation entre les différents types de relation intime qui sortent du cadre « normalisé » du mariage. Ensuite, ils mettent en avant le vide juridique qui existe dans la loi puisqu'elle ne définit pas les individus qu'elle cherche à contrôler. Il s'agit avant tout de contrôler la moralité sexuelle afin d'éviter la propagation des maladies vénériennes. Pourtant, ces lacunes empêchent le bon fonctionnement de la législation et, de ce fait, en 1894, une autre législation, plus précise, vient remplacer ce règlement peu applicable et donc, peu appliqué : le *reglamento de profilaxis venérea*. Désormais les notions de prostitution et de concubinage sont clairement distinguées. Une définition de la prostitution est d'ailleurs posée :

«Las prostitutas se dividen en públicas y encubiertas. Constituyen las primeras aquellas mujeres que ejercen la prostitución como un oficio, sin disimular su modo de ser y que reciben libremente a los que las solicitan. Encubiertas son las que según información que ha de levantar la autoridad de policía, además de ocuparse en los varios quehaceres de su sexo, comercian con sus cuerpos, sin estar especialmente establecida con ese objeto.

No estarán sujetas a las disposiciones de este Reglamento las mujeres que vivan como concubinas de un solo hombre, sin escandalizar con su conducta⁵.»

Malgré ces éclaircissements théoriques il semble que l'assimilation entre concubinage et prostitution se perpétue dans la réalité. En effet, dès le mois d'octobre 1894 une circulaire vient modifier la définition de la prostituée ainsi que les conditions requises pour obtenir une désinscription. Cette circulaire explicite de façon moins ambiguë les facteurs permettant le retrait d'une inscription des registres de prophylaxie :

«[...] deben UU. eximir de las obligaciones del reglamento de Profilaxis Venérea a aquellas mujeres que sin haber sido conocidas anteriormente como prostitutas públicas vivan con un solo hombre, y también a las que aunque hubieran sido consideradas con anterioridad como ramerías, tengan hijo con el hombre con quien vivan en concubinato, después de haber abandonado la vida licenciosa que antes seguían.

4. ANCR, Serie Policía, n° 10643, f 2.

5. ANCR, Serie Leyes y decretos, art. 13, 07-08-1894.

Podrán también exceptuarse aquellas mujeres que aunque hayan sido prostitutas públicas se han retirado de la Prostitución por el espacio de un año por lo menos y siempre que continúen en estado de retrainingo⁶.»

En différenciant nettement prostituée et concubine, cette législation nous amène à deux conclusions : d'abord le fait même de l'existence d'une modification du texte législatif de juillet 1894 met en évidence la persistance du phénomène d'assimilation entre les notions de prostitution et de concubinage. Ensuite, et c'est ce qui fait tout l'intérêt du phénomène, cette obstination dans la répression du concubinage, alors même que la loi ne la stigmatise pas comme un problème social, révèle la persistance d'une certaine conception culturelle au sein de la société. Il faut maintenant s'interroger sur cette réalité culturelle afin de mesurer son influence dans les processus de marginalisation.

Sur les soixante femmes vivant ou prétendant vivre en concubinage entre 1894 et 1897, et étant inscrites sur les registres de prophylaxie, seulement quinze d'entre elles tentent une démarche judiciaire afin que leur nom soit retiré des registres. Il s'agit de comprendre pourquoi, alors que depuis 1894 la loi permet le retrait des registres au bout d'une année de concubinage, moins d'un tiers d'entre elles font cette démarche. Sur les quinze femmes qui ont déposé une demande, neuf obtiennent un verdict favorable mais deux d'entre elles ont dû faire appel d'une première sentence qui leur était défavorable. De plus, l'une d'elles est réinscrite au bout d'un an. L'analyse des demandes met donc en évidence la complexité du processus de désinscription. Il suffit de reprendre le texte législatif précédemment cité⁷ pour comprendre ce décalage entre la théorie et la pratique législative. En effet, la loi spécifie qu'une femme vivant en concubinage avec un homme et n'ayant jamais été reconnue comme prostituée ne peut être inscrite. Il y a donc là une certaine reconnaissance de la légitimité du concubinage. La législation diffère lorsqu'elle touche aux femmes ayant déjà été accusées de prostitution. Il leur faut prouver que leur concubinage a débouché sur la fondation d'une famille ou qu'elles se sont retirées de la prostitution depuis plus d'un an. Pourtant on remarque que, dans bien des cas, les critères requis par la loi pour qu'une femme puisse être retirée des registres ne correspondent plus, ou de très loin, avec le texte initial. Ainsi, dans tous les cas où un jugement négatif a été rendu (en première instance et en appel), nous pouvons remarquer qu'il avait été prouvé un concubinage supérieur à deux ans. Or si théoriquement, selon le règlement de 1894, cela est suffisant pour être sorti des registres, quel que soit son passé, la pratique montre qu'il n'en est rien.

En juillet 1895, Gertrudis Carmona, inscrite en diverses occasions depuis 1885, demande à être sortie des registres. Elle appuie sa demande sur deux argu-

6. ANCR, Serie Leyes y decretos, 23-10-1894.

7. *Idem*.



ments : elle n'a jamais été prostituée et elle vit en concubinage depuis deux ans avec Toribio Quezada. Quatre témoins confirment ses dires et aucun ne la dément. Malgré cela, le directeur de l'agence de prophylaxie vénérienne rejette sa demande. Il reconnaît la validité et la longévité de son concubinage du fait des dépositions de ses témoins. Mais il justifie son refus par sa certitude que Gertrudis a été prostituée par le passé, puisqu'elle a été inscrite comme telle à diverses reprises depuis 1885. De plus, il fait valoir l'inexistence d'informations quant aux qualités de Toribio Quezada (majeur ? marié ? etc.) ce qui annule la validité de ce concubinage. Suivant cette logique le verdict final de l'agence principale de police stipule que :

«[...] la Sra. Carmona ha justificado que hace dos años que vive con Toribio Quesada haciendo vida marital que no escandaliza con su conducta, que no ha sido conocida como mujer pública, siendo su conducta anterior buena y que es mujer trabajadora, esta prueba no es bastante para acceder a su solicitud, pues se omitió comprobar las calidades y estado del referido Toribio Quesada, de donde pudiera inferirse si tal concubinato es o no de los absolutamente prohibidos por la ley: que la interesada ha interceptado su solicitud toda vez que las ha hecho mucho antes de haber transcurrido por lo menos un año desde su inscripción⁸.»

Ce verdict n'est pas en accord avec le texte du règlement de prostitution de 1894. Les preuves apportées par Gertrudis sont légalement acceptables et suffisantes à l'obtention de son retrait des registres. Ce décalage entre théorie et pratique n'est compréhensible que si l'on considère la grande liberté d'interprétation que la législation laisse aux agents chargés de son application :

«Queda a juicio de UU. la apreciación de este último caso [que continúen en estado de retraimiento], para lo cual confía el Gobierno en la rectitud, justicia y buen celo de UU. En el desempeño de su cargo⁹.»

Ainsi, malgré la clarté apparente du texte de loi, son application demeure arbitraire puisque l'agent de prophylaxie est à la fois interprète et exécuteur. Or son interprétation ne peut être guidée par des critères objectifs mais par des conceptions subjectives, liées à sa culture. La réalité devient alors beaucoup plus compliquée que ce que l'objectivité législative pouvait laisser supposer.

Cette subjectivité se fait profondément sentir dans le jugement que portent les agents sur les témoins. Examinons le cas de Maria Barrantes Barquero qui, en mai 1895, demande à être retirée des registres de prophylaxie vénérienne du fait qu'elle vit en concubinage depuis six ans. Trois témoins viennent déclarer en sa faveur alors que quatre, présentés par le directeur de l'agence de prophylaxie, témoignent contre elle. Le verdict prononcé en juillet 1895, et qui rejette sa demande, est révélateur de l'existence d'une certaine échelle de valeur sociale :

8. ANCR, Serie gobernación, cote 30303, f 3.

9. ANCR, Serie Leyes y decretos, 23-10-1894.

« Que aunque los testigos presentados por la interesada favorecen a esta con sus dichos, estos quedan destruidos con las declaraciones de los Sres Quijano, Calvo Barquero y Gonzalez Machado, personas que a juicio de esta autoridad son un tanto honorables y han declarado con entera imparcialidad¹⁰. »

Si, dans bien des cas, cette comparaison quant à la « valeur » sociale du témoin-individu n'est pas aussi apparente, il n'en reste pas moins que la majorité¹¹ des dossiers examinés présentent des disproportions dans les résultats selon les types de témoins venus déclarer. On peut alors s'interroger sur la signification¹² de cette « échelle de valeur » au niveau de la société en général. Ainsi, malgré la promulgation d'un nouveau règlement et les éclaircissements apportés à celui-ci, il n'en reste pas moins que législation et morale s'entremêlent encore à tous les niveaux à la fin du XIX^e siècle. Cette observation nous amène à nous interroger sur la signification sociale de ce phénomène d'assimilation permanente entre les notions de concubinage et de prostitution.

Un essai d'interprétation

Il existe à la fin du XIX^e siècle, au Costa Rica, une différence reconnue et admise entre le concubinage et la prostitution. Le règlement de prophylaxie en donne d'ailleurs une définition exacte¹³. Il faut donc s'intéresser aux raisons qui ont poussé les législateurs à rester dans l'imprécision lors de la rédaction du règlement de 1894 et de la circulaire rectificatrice d'octobre. En laissant une certaine autonomie aux agents exécuteurs, au lieu de fixer des règles définitives, ils ont permis au subjectif et à l'arbitraire de s'introduire dans ce qui devait être l'objectivité même. Pour comprendre cela, il faut renverser le problème afin de renouveler le regard. L'objectif de la législation n'est pas de réprimer la prostitution en soi mais une sexualité dangereuse. Dangereuse pour la santé mentale de la population mais aussi et surtout, pour sa santé physique. Il ne s'agit donc pas de réprimer uniquement des prostituées telles qu'elles sont définies par la loi mais des femmes aux comportements sexuels « hors normes » et qui présentent un danger pour la société. Lorsque, trois mois après la promulgation du règlement de prophylaxie vénérienne, le gouvernement sent la nécessité d'apporter un rectificatif afin de juguler les assimilations abusives entre prostitution et concubinage, il précise bien l'essence même de la loi :

« No es objeto de la ley favorecer el concubinato, pero tampoco pretende considerarlo de igual manera que a la Prostitución pública, la cual perjudica en todo sentido el bien social, y es por

10. ANCR, Serie Policía, sección administrativa, 2017, f 6.

11. Cet aspect sera approfondi dans mon travail de doctorat.

12. *Idem.*

13. *Cf.* note 5.



esta razón que se exige de intervenir en el primero mientras no degenera por su forma escandalosa o por sus consecuencias contra la salubridad pública en los casos que obligan la represión de la segunda¹⁴. »

La répression de la prostitution apparaît alors avant tout comme la conséquence d'une volonté d'hygiénisme social du nouvel État libéral. En ce sens, toutes les sexualités « hors normes » sont concernées, la prostitution n'étant que la plus flagrante et la plus dangereuse.

Ainsi, en examinant les actes des procès, on peut se rendre compte de l'importance du facteur « maladie vénérienne » dans le processus de marginalisation. Dans de nombreux cas, les médecins sont appelés à déposer. Leur témoignage est alors une clef essentielle qui va déterminer le verdict final. Ainsi, en juillet 1895, le médecin directeur de prophylaxie José Maria Soto Alfaro certifie :

«[...] que la Sra Maria Barrantes Barquero, mayor de edad, casada, costurera y de este domicilio, entro al hospital a mi cargo el día 23 de junio por padecer de la enfermedad de gonorrea de donde salio el día 29 del mismo mes, por encontrarse curada¹⁵. »

Cette déclaration médicale est l'un des éléments qui conduit l'agence de police à rejeter la demande de retrait des registres de prophylaxie de Maria Barrantes. Le poids de cette déclaration dans la décision finale des autorités met en évidence l'importance du facteur « maladie vénérienne » dans la désignation des individus comme prostituées. La volonté de protection dépasse même le cadre de la santé physique et certaines femmes accusées de prostitution dénoncent les tentatives d'assainissement moral. La défense de Maria Luna Alvarado est révélatrice de ce phénomène :

«Pues bien, la circular del Sr. Ministro del Ramo, en que el Sr. Agente apoya su resolución si ha de aplicarse como este la entiende, afecta de tal modo la esencia de la ley, que casi no se la conoce. Parece que se desentiende de la parte material, que es su único objeto, en busca del perfeccionamiento moral de la sociedad. Si de esto se tratara debiera recurrirse a la formación de leyes especiales, pues que la de Profilaxis no es aplicable a ese objeto¹⁶. »

Ainsi, la répression de la prostitution trouve sa raison d'être dans la volonté de contrôle hygiéniste affichée des autorités, mais aussi dans une perspective de contrôle des mentalités et d'homogénéisation morale de la sexualité féminine. À partir de là, il ne s'agit plus de délimiter des groupes autour de définitions précises mais de mesurer le degré de dangerosité des individus en se fondant sur leur comportement sexuel. La frontière entre individus dangereux et inoffensifs apparaît très arbitraire puisqu'elle s'appuie sur la vision de l'autorité détentrice du

14. ANCR, Serie Leyes y decretos, 1894.

15. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, 2017, f 4v.

16. ANCR, Serie Policía, n° 8062, 1895, f 1-1v.

pouvoir de juger, vision issue elle-même d'une certaine culture et d'une certaine conception de la moralité. Les autorités sont donc amenées à juger des comportements à partir de leurs propres codes culturels, forcément subjectifs, et à sortir des cadres objectifs de la loi.

Toutefois, il ne faut pas rester dans cette perspective univoque de la répression qui ne permet pas à elle seule de comprendre les libertés d'interprétation que les autorités prennent avec le texte de la loi. En effet, les rapports qui lient les-dits déviants aux normes qui les jugent et qu'ils n'ont pas contribué à mettre en place, sont fondés sur une double altérité. En se plaçant au niveau de l'individuel, la notion d'*outsider* [Becker, 1985] apparaît alors comme réciproque et relative : le déviant est « l'autre » des « normaux » certes, mais du point de vue du marginal ce sont « les normaux » qui sont « les autres ». De sorte que l'individu déviant n'apparaît plus comme passif, être subissant la répression, mais comme un élément actif de la construction des processus de marginalisation. Ces interactions avec la société à laquelle il appartient déterminent en partie l'attitude des autorités à son égard. Ainsi, la mise en évidence d'un certain type de résistance au sein des populations marginales soumises aux tentatives d'homogénéisation culturelle, permet de comprendre l'évolution du pouvoir répressif.

La capacité avérée des individus accusés de prostitution à utiliser leur réseau social pour éviter une inscription ou se faire retirer des registres, permet de comprendre la méfiance des autorités. Le cas de Maria Garcia est de ce point de vue très révélateur. En 1896, celle-ci fait appel auprès du gouverneur d'une décision d'inscription dans les registres de prophylaxie. Elle accuse ouvertement le policier qui l'a inscrite, Manuel Esquivel, d'avoir abusé de sa place pour la faire condamner afin de venger sa protégée Susana Orta de Callejas avec qui Maria a eu une dispute trois jours auparavant. L'intérêt est de mettre en évidence la création de réseaux de protection de la part de certaines femmes aux comportements sexuels hors normes. Ainsi, malgré les allégations de Maria Garcia accusant Susana Orta d'être une prostituée – « [no hay] razón para que la Sra. Susana no sea registrada, cuando no solo vive con el Sr. Esquivel sino con el que le llega, ni tiene otra renta que su cuerpo¹⁷. » – celle-ci n'apparaît dans aucun des registres que j'ai pu consulter. Elle n'a donc vraisemblablement jamais eu de rapport avec les autorités policières, ce qui tendrait à démontrer l'utilité de ces réseaux¹⁸.

Face à ce type de manipulation, les agents de prophylaxie préfèrent inscrire une concubine que de laisser échapper une prostituée, la règle étant avant tout de protéger la santé physique et morale de la société. Reprenons le cas de Gertrudis Carmona qui, par ses constantes inscriptions – désinscriptions depuis 1885 pro-

17. ANCR, Serie Policía, cote 3684, f 68-68v.

18. J'ai consulté plus de 500 dossiers et établi un corpus de plus de 2500 femmes ayant eu à faire avec la justice pour des problèmes comportementaux (prostitution, scandale, insulte, etc.). Toutefois, il se peut que les fichiers aient été détruits.



voquent les doutes du directeur de l'agence de prophylaxie. En 1895, lorsque quatre témoins viennent déclarer en sa faveur, le directeur reste persuadé que « *la referida solitud debe declararse sin lugar*¹⁹ ». La décision de l'agence de police est conforme à cette intuition du directeur de prophylaxie et rejette sa demande, alors que l'examen du texte de loi est sans équivoque : elle a apporté suffisamment de preuves pour être désinscrite. Consciente de l'arbitraire de cette décision, elle fait appel devant le gouverneur. Le verdict de celui-ci, en accord avec la législation, ordonne le retrait de Gertrudis Carmona des registres de prophylaxie. Il est intéressant de remarquer que, quelle que soit l'origine de l'appel (accusé ou agent de prophylaxie), dans la majorité des cas le gouverneur confirme ou prononce un acquittement. Il est rare de voir condamner en appel un individu qui ne l'aurait pas été en première instance²⁰. Cette différence dans le verdict final prononcé par deux autorités judiciaires illustre l'importance du facteur interprétation au moment de l'application d'une loi. Peut-être peut-on déjà avancer que le facteur social joue ici un rôle important dans la compréhension de ces interprétations. L'observation des occupations de chacun révèle une nette différence d'appartenance sociale entre l'agent de police et le gouverneur²¹. Ainsi, il semble que l'un des facteurs qui permet d'expliquer cette divergence dans les applications de la loi, provient du poids de la morale et de la culture dans l'individu incarnant l'autorité. Poids d'autant plus important que sa position sociale le rattache aux catégories populaires et non à l'élite. De ce fait, on observe un niveau d'instruction dissymétrique entre ces deux entités juridiques qui pourrait expliquer une meilleure compréhension, et donc application, de la loi de la part des gouverneurs, là où les agents de police laissent transparaître leur subjectivité.

Ce type d'interprétation, bien qu'abusive, reste explicable de par le flou juridique et la faible instruction des représentants de l'ordre. Mais il existe aussi des cas, comme celui de Maria Garcia abordé plus haut, où l'entrelacement explicite des relations publiques et privées conduit à des abus de pouvoir de la part des autorités. Si je tenais à signaler l'existence de ce type d'arbitraire que sont les abus de pouvoir, je ne développerais pas pour autant ce thème ici. En effet, ce type de comportement ne relève pas de mécanismes culturels inconscients mais bien au contraire de comportements généraux que l'on retrouve à toutes les périodes et dans tous les milieux. En ce sens, il ne m'apporte aucun élément complémentaire intéressant pour comprendre le fonctionnement des processus de marginalisation.

Ces observations mettent en évidence l'unicité de la loi face à la multiplicité de ses interprétations. Les agents, en tant qu'individus appartenant à la société, ne sont pas culturellement neutres. Bien au contraire, leurs décisions doivent être

19. ANCR, Serie gobernación, cote 30303, f 3.

20. Cet aspect sera approfondi dans mon travail de doctorat.

21. *Idem.*

analysées comme la conséquence à la fois du texte de la loi et de leur subjectivité culturelle. C'est pourquoi il est aussi important de se pencher sur la perception que les individus, en tant que membres d'une société, ont du concubinage et de la prostitution.

En touchant à la sexualité, on aborde des domaines dans lesquels s'entremêlent la morale, la raison, le vécu, les apparences, etc. Une série de codes, de valeurs qui s'imbriquent à différentes échelles et à des degrés variables dans les individus, créant ainsi quantité de conceptions différentes. C'est pourquoi l'analyse de ces perceptions impose une certaine souplesse afin de ne pas réduire abusivement leur compréhension. Il ne s'agit donc pas ici de déterminer de façon exhaustive les différentes perceptions existantes – étude qui d'ailleurs me semble impossible à réaliser – mais de mettre en évidence, à travers différents témoignages recueillis lors des procédures de désinscription, certains aspects de la construction des conceptions populaires de la prostitution et du concubinage.

On note une constante dans le déroulement des affaires de désinscription. En ouverture, l'accusée présente sa réclamation, suivie d'une proposition d'interrogatoire destinée à ses témoins. Ceux-ci sont par la suite amenés à y répondre lors de leur déposition, en confirmant ou en infirmant les affirmations établies dans le questionnaire. Ainsi, il me semble pertinent de m'appuyer sur le contenu de ces questions afin de déterminer les aspects essentiels que les individus accusés de prostitution cherchent à mettre en évidence dans leur personnalité et leur comportement social. À travers elles se dégagent les points fondamentaux qui entrent en jeu dans le processus de construction d'une représentation des formes de sexualité hors normes.

Dans cette perspective, l'observation de ces dossiers met en évidence une continue assimilation entre la prostitution et un comportement social négativement connoté. Interrogé sur le comportement de Maria Mora et Zoila Sandoval, prostituées inscrites dans les registres, leur voisin Manuel Umaña Aguilar apporte un témoignage intéressant: «*Yo soy vecino de esas Sras y hasta la vez no las conozco por escandalosas aunque son mujeres inscritas en el Registro de la Profilaxis*²².» Il prend la peine de spécifier que, bien que prostituées, elles ne provoquent pas de scandale, ni par leur comportement, ni dans leur propos. L'intérêt de cette déclaration est de mettre en évidence l'association par défaut de la prostitution à une attitude générale scandaleuse. Il existe une véritable habitude d'assimilation que l'on peut observer à travers la grande quantité de témoignages présentant la prostitution comme un aspect d'un comportement social général négatif. En 1906, lors d'une instruction contre Maria Aguilar et une certaine Zuñiga, accusées toutes deux de vagabondage, on peut lire des déclarations de témoins très explicites à ce propos. Tous déclarent en parfaite harmonie que :

22. ANCR, Serie Alcaldía 2nda – San José, n° 3969, 1898, f 42v.



«Las Sras Zuñiga y Aguilar observan y han observado una vida escandalosa y de vagancia, nunca trabajan, ni se les conoce ocupación ni oficio honesto, son prostitutas públicas y continuamente escandalizan dando el mal ejemplo a las jóvenes honradas; tampoco se les conocen rentas ni bienes de que puedan mantenerse²³.»

On voit très clairement que la prostitution apparaît à la fois comme une conséquence – elles ne travaillent pas – et comme une cause – elles provoquent des scandales – du comportement répréhensible général de ces deux femmes. En ce sens, la prostitution est intimement liée à une conduite sociale négative.

Par ailleurs, la presse vient confirmer et généraliser cette constante association de la prostitution à des valeurs négatives, en nous offrant un angle d'analyse particulièrement intéressant. Dans un article de la *Prensa libre*, datant de 1894 et commentant l'annonce faite par le gouvernement de réprimer plus sévèrement le vagabondage, l'alcoolisme et la prostitution, on trouve cette déclaration :

«[...] que [los policías] eviten o castiguen con severidad necesaria los escándalos que aquellas [prostitutas] ocasionen, y que cuiden especialmente de que dichas mujeres se comporten con el recato necesario en los lugares de reunión, calles y paseos públicos, cuidando de que se presenten en condiciones que no ofendan la moral pública²⁴.»

Si dans les déclarations reproduites ci-dessus, la prostitution apparaissait comme un aspect d'un comportement inacceptable et socialement réprimandable, le lien est ici encore plus vigoureux. Cet extrait d'article montre parfaitement le rapport fondamental, presque essentiel, qui existe entre la femme prostituée et ce qui est considéré comme relevant d'une conduite sociale irrecevable. L'intérêt de ces deux types de témoignages est de mettre en évidence une sorte d'amalgame spontané entre la pratique de la prostitution et un comportement social général hors norme connoté négativement.

En restant à ce niveau des représentations sociales, le concubinage semble s'apparenter plus à des valeurs positives : la constance, la tranquillité, le respect, le travail, etc. Ainsi, les déclarations des témoins lors de l'instruction pour prostitution concernant Liduvina Alvarado montrent parfaitement que son comportement social est de l'ordre de l'acceptable et de l'accepté :

«[...] tuve a bien llamar los cuatro vecinos testigos que declaran unánimemente que Eduvina o Liduvina Alvarado hace como siete años aunque siendo mujer honrada entro en concubinato con Joaquín Rojas con el que se porta honradamente y siempre como antes muy trabajadora como purera que es su profesión²⁵.»

23. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, n° 2006, 1906, f 17-17v.

24. BNCR, *La Prensa Libre*, 16-06-1894, año VI, n° 1564, p. 1-2.

25. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, n° 1992, 1895, f 6.

Il semble qu'il existe une nette différence entre une concubine et une prostituée dans les conceptions populaires. Toutefois, en examinant plus en détail cette même déclaration on remarque une opposition directe entre le fait de vivre en concubinage et d'être une femme honnête, à travers l'utilisation de la conjonction *aunque*. Là encore, cette nécessité de spécifier l'honnêteté de la femme dénote l'existence d'une conception par défaut: une femme acceptant de vivre en concubinage ne peut pas être une femme «honnête».

Cette opposition entre honnêteté et concubinage s'observe dans de nombreuses déclarations, parfois de façon explicite. Ainsi, en 1894, Tranquilino Alvarado dépose en faveur de sa concubine Balvina Gomez afin d'empêcher son inscription dans les registres de prophylaxie. Ses propos reflètent parfaitement qu'il a conscience de la position sociale de Balvina en tant que femme non mariée vivant avec un homme:

« Tal calificación [de prostituta] si se hubiere hecho de esa mujer es injusta pues si bien (preciso es decirlo) hace siete años mantiene relaciones conmigo, lo cual ciertamente no es una cualidad que la recomienda como mujer honesta, si puedo asegurar que durante el lapso de tiempo indicado sólo yo he mantenido esas relaciones con ella unidos hasta por el vínculo de la familia habiendo procreado varios hijos de esa unión de los cuales uno tan solo vive²⁶. »

Ainsi, les représentations du concubinage sont plus difficiles à saisir. À la fois connotées de façon plus positive que la prostitution, elles restent tout de même assimilées à une action déshonorante. Il y a donc au sein de la population des différences profondes entre ces deux formes de sexualités hors normes. De sorte qu'il devient intéressant de comprendre les aspects qui déterminent ces divergences de conceptions.

Au-delà des catégories établies : une réalité complexe

D'emblée, et selon la définition communément admise, nous pensons à la notion de commerce que sous-entend la prostitution²⁷. À l'inverse, le concubinage²⁸ s'assimile plus à une relation maritale non officialisée, sans qu'il y soit question d'échange d'argent. On retrouve cette distinction majeure dans le règlement de prophylaxie vénérienne qui s'appuie sur ces définitions pour établir les caractéristiques des prostituées²⁹.

Ainsi, le texte législatif montre que la définition de la prostitution s'articule autour de la notion de commerce, de métier. La prostituée dite publique ou ins-

26. ANCR, Serie Gobernación, n° 31106, 1894, f 19-19v.

27. Selon le dictionnaire Larousse, «Prostitution: acte par lequel une personne consent à des rapports sexuels contre de l'argent».

28. Selon le dictionnaire Larousse, «Concubinage: état d'un homme et d'une femme qui vivent ensemble sans être mariés».

29. Cf. note 5.



critère est celle qui figure dans les registres et qui donc a le droit d'exercer dans la mesure où elle respecte le règlement de prophylaxie vénérienne: se présenter pour un examen médical toutes les semaines, signaler les maladies dont elle est porteuse, ne pas recevoir de mineur, etc. Dans ces conditions, la loi reconnaît l'exercice de la prostitution comme un métier, instaurant ainsi un commerce sexuel surveillé et légal. Inversement, certaines femmes pratiquent la prostitution – dans le sens de commerce sexuel – en restant en dehors des circuits légaux définis par la loi de prophylaxie vénérienne. Incontrôlable, ce type de commerce est absolument illégal et passible de peine de prison.

Malgré cette différence dans la façon d'appréhender leur rapport à la légalité, l'importance de la notion de rémunération apparaît clairement dans les deux cas. Elle est d'ailleurs consciemment reconnue par les femmes accusées de prostitution comme étant l'essence même de leur activité. Bien souvent, on retrouve cet argument pour justifier un comportement sexuel honnête. Ainsi, en 1897, lorsqu'une instruction est ouverte pour décider l'inscription en tant que prostituée de Maria Aguirre celle-ci utilise le texte de loi pour se défendre: «*La ley considera como prostitutas a las que comercian con su cuerpo y yo no pertenezco a esa clase de mujeres*³⁰.»

Plus explicitement encore, certaines font directement référence à l'article 13 du règlement de prophylaxie vénérienne pour étayer leur argumentation:

«*Me fundo para pedir esto en que según el Art. 13 del Reglamento sobre la materia, las prostitutas se dividen en públicas y encubiertas [...]. Como en ninguna de las dos clases me considero comprendida, como puedo comprobarlo, solicito de U se sirva disponer que sea borrada del Registro en cuestión.*

*Debo advertir que ciertamente vivo con un hombre, Florindo Forini, pero esto hace más de cuatro años y ni ahora ni antes he comerciado con mi cuerpo ni he dado escándalo*³¹.»

Dans sa déclaration, il apparaît clairement que l'argumentaire défensif de Teodora Elizondo Vargas s'articule autour de deux thèmes: le commerce sexuel et la propension au scandale. Cette mise en perspective du texte de loi à travers son utilisation concrète lors des instructions permet de mettre en évidence l'importance accordée à la notion de rémunération dans les définitions officielles de la prostitution. Mais aussi et surtout, elle révèle la capacité des femmes accusées de prostitution à utiliser cette caractéristique pour argumenter leur défense.

Plus généralement, pour la population – observée à travers les déclarations des témoins – la notion de rémunération est aussi une notion clef dans la définition de la prostitution. Ainsi l'analyse des réponses des témoins aux argumentaires des femmes accusées de prostitution montre parfaitement cette assimila-

30. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, n° 56, 1897, f 7.

31. ANCR, Serie Policía, n° 8729, 1894, f 2.

tion entre commerce sexuel et prostitution. La déclaration suivante est extraite de l'interrogatoire proposé par Maria Luna Alvarado à ses témoins :

« b) *Digan si es cierto y les consta que yo no soy prostituta pública ni encubierta, pues que no comercio con mi cuerpo.*

c) *Digan si les consta que soy mujer honrada y vivo consagrada a mis quehaceres domésticos*³². »

Ces propos confirment l'existence pour les femmes accusées de prostitution d'une corrélation entre commerce et prostitution. Mais leur intérêt réside surtout en ce qu'ils reçoivent une réponse positive de la part des trois témoins venus déclarer. Il semble alors que le seul fait de ne pas pratiquer le commerce sexuel apparaisse en soi comme une donnée suffisante pour justifier de son honnêteté et donc de sa non-inscription dans les registres. Au sein même de la population, on constate donc que la notion de rémunération est fondamentale dans la définition de la prostitution.

Toutefois, il est intéressant de remarquer la complexité de ce rapport à l'argent puisque cette notion pécuniaire est aussi un moyen de prouver l'honorabilité de la concubine. Ainsi, Isidro Sanchez, dans sa déclaration défendant sa concubine Juana Calderon Solano, déclaration destinée à ses témoins, s'appuie sur la dépendance matérielle de celle-ci pour justifier son honnêteté :

« 1° *Como es verdad y les consta que la Señora Juana Calderon Solano vive conmigo hace más de tres años [...]*

2° *Si les consta que la casa donde habita la referida Sra Calderon es pagada siempre por mi sin que ella haya necesidad de endigar el cotidiano sustento*³³. »

On retrouve le même type d'argument dans bien des documents émanant de femmes accusées de prostitution et confirmés par les témoins venus déclarer. Ainsi, Gabriela Alvarado Chacón, en 1896, demande à ses témoins de confirmer que :

« *Hace un año vivo en concubinato con Don Matheus, mayor de edad, soltero, comerciante y de este domicilio, sin parentesco alguno con este y quien me suministro todos los gastos para mi subsistencia, lo mismo que el pago de la casa que habito*³⁴. »

En articulant ainsi leur défense autour de ce point central, la dépendance économique, ils mettent tous deux en évidence l'enjeu de cet élément. La femme récupère la place qui lui est assigné socialement au sein du couple, et n'a alors plus besoin de subvenir à ses besoins par des moyens « immoraux ». De plus, ces témoins confirment la valeur socialement positive de cette dépendance en venant confirmer leurs affirmations.

32. ANCR, Serie Policía, n° 8062, 1895, f 1.

33. ANCR, Serie Gobernación, n° 31106, 1894, f 1-1v.

34. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, 1896, n° 1772, f 1-1v.



La mise en évidence de deux conceptions différentes se rapportant toutes deux à un échange d'argent, révèle l'existence de phénomènes complexes. La rémunération au sein du couple n'apparaît plus en soi comme une caractéristique négative liée à une activité de prostitution. Dans bien des cas, au contraire, elle peut être considérée comme un gage d'honorabilité dans la mesure où elle s'inscrit dans un type d'échange reconnue socialement : la femme est la gardienne du foyer et l'homme subvient à ses besoins.

Dans cette logique les actes d'accusations eux-mêmes montrent une certaine prise de distance avec les définitions officielles. La notion de rémunération n'est jamais au centre d'une accusation. Voici la reproduction d'un acte d'accusation dans lequel il apparaît clairement que c'est le comportement de Sara Delgado qui est mis en cause sans qu'il soit cherché à prouver que ses relations sexuelles aient été rémunérées :

«La Sra Sara Delgado es una mujer casada y separada de su marido quien no vive con ella por la clase de conducta que ha observado y observa, es una mujer que usa de mucha libertad en todas partes y horas también; vive en la actualidad con un hombre del cual se ha separado unos días para vivir con otro y después ha vuelto a vivir con el mismo con quien vivía, la han visto entrar a establecimiento a piezas interiores y según dicen ha tenido que ver con algunos otros más³⁵.»

Ainsi, les conceptions que la population et les autorités se font des sexualités «hors normes» sont parfois plus complexes que leurs définitions, même établies et reconnues. La rémunération comme un fait en soi – bien qu'essentielle dans les définitions officielles – ne permet pas à elle seule de comprendre les fondements de la qualification de prostituée.

Dans tous les dossiers présentés dans cet article, et plus généralement dans tous les documents que j'ai pu consulter, le comportement tient une place importante dans les jugements formulés. Il semble intéressant de se pencher sur ce qui est considéré comme un comportement féminin acceptable, sans pour autant entrer dans les détails, afin de mieux mesurer les degrés de divergences des marginales. Il est possible d'approcher les règles de conduites féminines à partir d'angles variés. J'ai choisi de l'aborder par le biais de la littérature et des écrits journalistiques qui me semblent parfaitement refléter la réalité de la condition féminine. Il ne s'agit pas seulement de répertorier de façon systématique les règles morales et juridiques qui s'appliquent aux femmes, mais bien de comprendre les modalités de leurs applications concrètes.

En 1902, Ricardo Fernandez Guardia publie une pièce de théâtre, *Magdalena*, dont la particularité est de présenter une jeune fille de l'aristocratie costaricienne prise entre son désir de liberté et ses impératifs comportementaux.

35. ANCR, Serie Policía, 1895, n° 9883, f 12.

Son refus d'obéir à la morale collective la transforme en marginale dans sa propre famille. L'étude du rôle de chaque personnage est d'ailleurs révélatrice d'une certaine réalité sociale. Alvaro Quesada Soto, spécialiste de la littérature costaricenne, dans son ouvrage *Magdalena: Un drama en busca de nacionalidad* propose une analyse de ce qu'était le rôle de la femme. Voici ce qu'il en dit :

« *Otra [tradición] era la sumisión de la mujer al poder masculino, representado por el padre, el novio o el marido, y, como garantía de ese dominio, el respeto a los tabúes de la "honra" y la virginidad femenina. Todo lo anterior garantizaba a los varones de unos pocos núcleos familiares el ejercicio exclusivo del poder social y político.* » [Quesada Soto, 1995, p. 16]

Plus généralement, c'est une attitude de soumission qui est attendu de la femme comme l'exprime très bien José Gil Zuñiga dans son ouvrage consacré à l'étude des cultes de la Virgen de los Angeles. En s'appuyant sur la presse catholique, il met en évidence une certaine idéalisation de la figure de Marie qui conduit à en faire le modèle féminin :

« *Con motivo de las fiestas agostinas de 1893, el Pbro. Juan de Dios Trejos, en el panegírico que pronunció el día de la celebración del hallazgo, advirtió que si la mujer cristiana quería tomar para si un modelo, ninguno seria mejor que el de Maria, ya que en ella se conjugaban todas las virtudes, que una mujer debía tener*³⁶. » [Zuñiga, 1982, p. 136-137]

Encore, en 1924, cette image de la femme assimilée à Marie perdure :

« *La Santísima Virgen, Hija obedientísima, Esposa modelo y madre para cuya calificación no hay palabra propia en ningún léxico humano, es un paradigma que debe ponerse ante los ojos de la sociedad, principalmente hoy cuando doctrinas inmorales y corruptas amenazan invadirla con ímpetu de incontenible marea cargada de lagajos podredumbre e inmundicias. Ella enseña como han de ser las hijas, las esposas y las madres y ya se sabe que la mujer es una de las piedras fundamentales en que descansa el porvenir de las naciones*³⁷. »

Ainsi, certaines notions apparaissent comme fondamentales dans le comportement socialement accepté de la femme. L'obéissance *obedientísima*, la soumission, la patience, la virginité, les préoccupations domestiques, etc. sont des vertus dans lesquelles se fondent la reconnaissance sociale de la femme. Il s'agit donc maintenant de voir en quoi ces « qualités » préétablies participent au processus de marginalisation de certains individus.

Rappelons que les débats autour de la nature du comportement féminin occupent une place importante au cours des instructions. L'étude des informations comportementales fournies lors des interrogatoires, révèle l'existence de

36. «Glorias a Maria», in *Unión Católica*, n° 325 du 02-09-1893.

37. Citation de J.H. Quinteros, « Como recibió el Papa a Monseñor Castro », in *Mensajero del Clero*, n° 12, XXXVI, San José, Costa Rica, 12-1924, p. 294.



constantes argumentatives. Le mariage, associé aux qualités de la femme mariée³⁸, apparaît continûment comme un modèle, un idéal à l'aune duquel on mesure le degré de normalité du comportement social d'une femme. L'examen comparé de divers interrogatoires permet de mettre en évidence ces constantes. Celui de Gabriela Alvarado Chacón – que nous avons déjà abordé plus haut – est significatif des éléments entrant en jeu dans la détermination de la nature comportementale d'une femme. Elle demande à ces témoins de confirmer les affirmations suivantes :

«3° *Como es verdad que en mi citada casa no se ven hombres extraños pues sólo se ve a Matheus con quien llevo una vida ejemplar y le guardo las consideraciones que a un esposo.*
4° *Digan como es cierto y les consta que yo no escandalizo con mi conducta ni se ven desordenes en mi casa y si siempre estoy dedicada en mis ocupaciones domésticas de modo que mis vecinos que han sido y son personas respetables jamás hayan tenido queja alguna de mi conducta*³⁹.»

Cette description d'elle-même est en tout point conforme à l'image idéale, maritale de la femme : un seul partenaire sexuel à qui elle montre le même respect qu'à un époux, une conduite socialement admise (aucun scandale), une préoccupation constante pour son travail domestique, etc. On retrouve la même série d'arguments dans d'autres dossiers avec parfois quelques variables, certaines femmes faisant valoir la fondation d'une famille – objectif premier du mariage – pour justifier de l'honnêteté de leur concubinage⁴⁰.

On observe donc une certaine permanence dans les arguments employés par les femmes accusées de prostitution pour prouver leur honnêteté. Plus généralement, on constate que la représentation positive ou négative du concubinage au sein de la population est moins le fait de conceptions préconçues que le résultat du comportement du couple et de la femme en particulier. Le respect des règles de comportement sexuel – continuité et unicité – mais aussi des règles de comportement social féminin – travail domestique, soumission, abnégation, etc. – apporte une certaine légitimité au couple. Ainsi, en adoptant les règles socialement admises, certains concubinages réussissent à être assimilés à des mariages et donc à être acceptés socialement. À l'inverse, dans des concubinages dits « scandaleux », du fait de comportements socialement répréhensibles, la femme est rapidement amalgamée à une prostituée.

Ainsi, la désignation d'une femme en tant que prostituée dépend plus d'un comportement subjectif que d'un état de fait ou d'une situation particulière.

38. Pour ce faire une idée des qualités requises pour être considérée comme une « honnête femme », on peut se référer notamment à trois ouvrages : Gonzalez Ortega, 1996 ; Rodriguez Saenz, 1997 ; Zuñiga, 1982.

39. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, 1896, n° 1772, f 1-1v.

40. C'est le cas notamment de Eduviges Meneses Guevara. ANCR, Serie Gobernación, 1899, n° 31071, f 1v-2.

Dans cette perspective, la qualification de prostituée devient à la fois plus floue et plus étendue dans sa définition. L'intérêt de cette analyse est de mettre en évidence la flexibilité de la notion de prostitution, la mise en jeu de facteurs multiples dans la construction des processus de marginalisation. Ainsi, la prostitution ne se définit pas à partir de critères fixés par la loi ou par une conception collective admise, mais par une série de facteurs dynamiques qui s'entremêlent et s'auto-influencent.

Cette perspective d'étude permet de comprendre le flou qui entoure parfois l'utilisation de la dénomination de prostituée par certains témoins. Ainsi, en 1895, Adelina Quesada est à nouveau condamnée à être inscrite dans les registres du fait de son habillement sencillo. Elle remet en cause ce jugement et demande à ce que d'autres preuves soient apportées :

«[...] pues aunque mi traje es bastante sencillo, ese no es motivo para hacerme figurar entre las mujeres que ejercen la prostitución como un oficio sin disimular su modo de ser y que reciben libremente a los que las solicitan; porque el vestido no hace el monge⁴¹.»

Adelina Quesada insiste dans sa déclaration sur le manque de fondement légal à l'origine de son accusation. Dans un autre cas, c'est le comportement hors normes de María Aguirre qui est à l'origine de sa stigmatisation. La déclaration des témoins est significative d'une conception très floue de ce qui définit l'acte de prostitution. Dans sa défense, María Aguirre conteste les preuves, qu'elle juge insuffisantes, et confirme l'importance que les femmes accusées de prostitution accordent à la notion de commerce :

«Se han recibido ya varias declaraciones de las cuales no resulta cargo ninguno concreto contra mí, pues solo dicen los testigos que llegan hombres a mi casa y otros se paran en la puerta y la que más ha osado decir afirma que me encierro con hombres y que voy a cenar tarde en la noche.

El hecho de recibir visitas a puerta abierta, como yo lo hago no constituye falta de moralidad, ni mucho menos prueba que yo comercio con mi cuerpo; sería preciso probar esto para que legalmente pudiera inscribirme de nuevo⁴².»

À travers ces déclarations, on observe la souplesse de la notion de prostitution qui est exclusivement présentée ici comme le fait d'un comportement social «hors normes». On constate alors l'impossibilité d'assimiler la définition de la prostitution à une définition communément admise sous peine de perdre la complexité des facteurs qui entrent en jeu dans les processus de marginalisation.

41. ANCR, Serie Policía, n° 10431, 1895, f 1-2.

42. ANCR, Serie Policía, Sección administrativa, n° 56, 1897, f 7-7v.



En guise de conclusion

En approchant la marginalité par le biais de ses interactions avec la société, on déplace le centre d'intérêt de l'étude du groupe lui-même vers l'analyse des relations entretenues entre ce groupe et la société. Cette logique amène à l'observation du degré d'imbrication entre coutume populaire, législation institutionnelle et comportement social, et oriente l'analyse sur l'observation de rapports complexes et évolutifs, et donc insaisissables concrètement. C'est au travers des dynamiques que cette mise en perspective induit que l'on peut observer les déterminismes réciproques qui lient opinion commune (au niveau de la société), diffusion de normes culturelles (au niveau étatique) et résistance à l'homogénéisation (au niveau de la marginalité). L'étude des liens sociaux prend alors une valeur essentielle, en ce sens qu'ils sont considérés comme déterminant la mise en place des processus de marginalisation. La diversité qui découle de cette approche, à la fois globale et individualisée du sujet, est significative de la complexité du réel, contrairement à ce que pourrait laisser penser une catégorisation trop systématique ou une acceptation prématurée de définitions préfixées.

En étudiant depuis cette perspective, les diverses conceptions existantes entre deux types de sexualités « hors normes », la prostitution et le concubinage, j'ai voulu mettre en avant l'importance de ne pas s'installer dans le confort de l'univoque, mais au contraire de complexifier son regard afin de mieux rendre compte de la diversité du réel. Il apparaît clairement que la notion de prostitution est moins le fait d'une définition préétablie autour du seul critère commercial qu'une construction complexe faisant intervenir des facteurs variés, tels que l'adoption d'un comportement social connoté négativement et la propension à propager des maladies vénériennes.

Il s'agissait de montrer la richesse des informations que l'on peut obtenir en dépassant les études de groupes fondées sur des définitions anticipées. En effet, en opérant un déplacement du centre d'intérêt, l'étude ne porte plus sur un état défini autour de cadres préétablis et de critères préconçus. Au contraire, elle s'appuie sur l'analyse des processus de marginalisation dans le but de construire une définition moins absolue certes, mais relative à un contexte donné, sorte de synthèse totalisante de la diversité observée. En quelque sorte, cet article pose donc certaines des bases méthodologiques qui déterminent ma façon de concevoir un travail sur la marginalité. Il aborde aussi un point essentiel de mes interrogations, à savoir le rapport existant entre la stigmatisation d'un individu en tant que prostituée et son comportement général hors normes⁴³.

43. En l'état actuel de mes recherches je me suis limitée à la formulation de cette question qui me semble essentielle à la compréhension des processus de marginalisation. En effet, il m'aurait été impossible d'y répondre par manque d'espace et surtout de données. Toutefois, cette interrogation fera l'objet d'un traitement particulier dans la thèse.

BIBLIOGRAPHIE

- **BARRANTES BARRANTES Luis Osvaldo**, *Política social, beneficencia y abandono de niños en CR, 1890-1930*, Thèse de Licenciatura de l'école d'histoire de la UCR, 1995.
- **BECKER Howard Saúl**, *Outsiders: études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 [1963].
- **DUBAR Claude**, « Socialisation et processus », in Serge PAUGAM (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.
- **GONZÁLEZ ORTEGA Alfonso**, *Vida cotidiana*

en la Costa Rica del siglo XIX, EUCR, San José, Costa Rica, 1996.

- **QUESADA SOTO Alvaro**, « Magdalena: un drama en busca de nacionalidad », in Ricardo Fernandez GUARDIA, *Magdalena*, coll. « Retorno », San José, Costa Rica, UCR, 1995 [1902].
- **SAENZ Eugenia Rodríguez (ed.)**, *Entre silencios y voces: género e historia en América central (1750-1990)*, San José, Centro Nacional para el desarrollo de la mujer y la familia, 1997.
- **ZUÑIGA José Gil**, *El culto a la virgen de los Angeles (1824-1935). Una aproximación a la mentalidad religiosa*, Heredia, Costa Rica, UNA, 1982.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Le sujet de cette recherche, la prostitution, n'est pas appréhendé comme un « état », mais en tant que construction sociale. Cette démarche implique de diversifier les approches afin de déplacer le centre d'intérêt de l'étude du groupe lui-même, vers l'analyse des relations entretenues entre ce groupe et la société. On peut alors observer les dynamiques qui lient opinion commune (au niveau de la société), diffusion de normes culturelles (au niveau étatique) et résistance à l'homogénéisation (au niveau de la marginalité). Suivant ce raisonnement, je m'interroge ici sur la flexibilité dans l'usage de concepts comme concubinage et prostitution. Ainsi ces deux types de sexualités « hors normes », bien que possédant chacune une définition claire et admise par la société, deviennent parfois synonymes. Il apparaît alors clairement que la marginalité est moins le fait de définitions préétablies autour de certains critères qu'une construction complexe faisant intervenir divers mécanismes.

Entiendo el objeto de esta investigación, la prostitución, no como un « estado » sino como una construcción social. Este proceso implica diversificar los enfoques

con el fin de desplazar el centro de interés del estudio del grupo en sí, hacia el análisis de las relaciones entretenidas entre este grupo y la sociedad. Podemos entonces observar las dinámicas que unen opinión común (a nivel de la sociedad), difusión de normas culturales (a nivel del estado) y resistencia a la homogeneización (a nivel de la marginalidad). Según este razonamiento, cuestiono aquí la flexibilidad en el uso de conceptos como concubinato y prostitución. En efecto, aunque estos dos tipos de sexualidades « fuera de normas » posean una definición clara y admitida por la sociedad, a veces se vuelven sinónimos. Resulta entonces claramente que la marginalidad es menos el hecho de definiciones preestablecidas alrededor de ciertos criterios que una construcción compleja que requiere la intervención de mecanismos diversos.

I understand my research subject – prostitution – not as « fact » but as social construct. Such a study requires to vary my approaches in order to focus not only on the study of such a social group itself but also on the relationships between this group and society. Several dynamics thus arise which establish a link between the commonly-shared opinion (at society level), the diffusion of cultural norms (at

state level) and the resistance to homogenisation (regarding marginality). Following such a reasoning, this very article analyses the flexibility in the use of concepts such as concubinage and prostitution – indeed, these two forms of « unclassifiable » sexualities, although

both answering a clear definition accepted by society, tend to overlap and become synonyms. Marginality therefore appears to be characterized not by pre-established definitions relying on certain criteria, but rather by a complex construct interweaving several mechanisms.

MOTS CLÉS

- Costa Rica
- Sexualité
- Marginalité
- Prostitution

PALABRAS CLAVES

- Costa Rica
- Sexualidad
- Marginalidad
- Prostitución

KEYWORDS

- Costa Rica
- Sexuality
- Marginality
- Prostitution

Sylvia Marcet*

Faire renaître et faire revivre São Luis : une ville brésilienne en mutation

En 1997, la ville brésilienne de São Luis (État du Maranhão) intégra la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO¹ et s'attribua dès lors un destin fait de privilèges et de nouveaux pouvoirs. Au travers de l'initiative d'une restauration du centre historique dès les années 1980, la ville et ses acteurs sociaux et politiques s'étaient donné les moyens de faire renaître et revivre l'esthétique urbaine de l'époque coloniale. La résolution de rendre au centre historique son aspect colonial a fait apparaître de nouvelles compositions sociospatiales, parmi lesquelles les pratiques festives et culturelles. Ces inventions culturelles s'intègrent dans le long processus de renaissance urbaine sous la forme de mises en scène de la mémoire et du patrimoine, mises en scène que nous proposons comme objets d'étude.

La ville « Patrimoine de l'Humanité » et les fêtes populaires locales sont devenues des enjeux économiques et politiques intimement liés, au-delà de la mise en valeur culturelle et de la sauvegarde patrimoniale. Le patrimoine urbain est reconnu désormais comme un terrain propice aux stratégies économiques et à la pratique des idéologies urbaines actuelles. Ainsi constatons-nous à propos de São Luis – à la manière de Paulo Peixoto dans l'un de ses articles sur l'intensification des processus de patrimonialisation en Europe – une tendance à s'afficher, à se présenter et à se mettre en scène tel un objet de consommation qui entre dans une stratégie de marketing urbain. Pour ce faire, les élus locaux accordent

* Université de La Rochelle.

1. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

un intérêt exacerbé à la couleur culturelle locale dans un souci de «singularisation» et «d'affirmation de spécificités» [Peixoto, 1998]. Dans cette perspective, la représentation de la fête du Bumba-meu-boi est aujourd'hui devenue un objet patrimonial plus qu'une tradition : cette manifestation culturelle locale est un instrument et un symbole voués à promouvoir l'identité urbaine de São Luis. Nous rejoignons dès lors l'idée d'André Sauvage, à savoir la réalité d'une mutation des fêtes en «fêtes marchandisées»² [Sauvage, 2003]. À la théorie d'une soumission de la culture aux volontés politiques s'ajoute la théorie d'une résistance culturelle aux politiques ; nous l'avons déjà démontré pour une autre ville patrimoine mondial du Brésil [Marcet, 2008]. Muriel Rosemberg, quant à elle, affirme que la politique urbaine n'a pas seulement pour fin une stratégie de promotion, mais contribue aussi à «réaffirmer la fonction de la cité comme lieu d'identité et de sociabilité» [Rosemberg, 2003]. Ainsi parlons-nous d'appropriation et de réappropriation de l'espace urbain, de nature culturelle et sociale.

Les réalités socio-économiques et socio-culturelles de la ville «Patrimoine de l'Humanité» en Amérique latine témoignent de discours et de pratiques de pouvoir qui sont à la fois spécifiques au territoire et communs à l'ensemble des pays ayant des sites inscrits sur cette liste de l'UNESCO. Cette dernière inclut les sites urbains du patrimoine mondial dans son programme de développement urbain et dans son programme MOST³, ce qui oblige ces villes à suivre une politique urbaine universelle – en ce qui concerne leur centre historique et leurs monuments classés. Le programme de développement urbain de l'UNESCO doit cependant être adaptable aux États-parties⁴ : ces derniers, en devenant membres de l'UNESCO, adhèrent aux valeurs et principes démocratiques de cette organisation ; ils sont alors considérés comme étant sous tutelle et doivent respecter la chronologie fixée par l'UNESCO.

Dans le processus de réhabilitation urbaine, comment la ville – ville phœnix – renaît-elle de ses cendres et par quels moyens – ville papillon – prend-elle son envol ? Dans le processus de la ville en mutation, quelles sont les nouvelles donnes culturelles et identitaires ? Quelles sont les conséquences de l'essor du tourisme et du développement économique de l'époque contemporaine ? Avec l'exemple de São Luis, nous allons observer et analyser la mise en application du développement urbain à travers l'image de la renaissance urbaine qui prend essentiellement forme dans la réhabilitation du centre historique – restauration, protection et mise en valeur du site – et dans les festivités annuelles. Pour appuyer notre réflexion, nous avons choisi d'étudier l'insertion d'un groupe folklorique de São Luis, *Boi Barrica*, dans la ville Patrimoine de l'Humanité.

2. A. Sauvage parle de «marchandisation globale», «d'inféodation des fêtes du cru» et de «communalisation festive».

3. Management of social transformations.

4. Les États-parties sont les pays ayant ratifié la Convention du patrimoine mondial.



Une peau neuve pour une ville historique

Comme beaucoup de villes dans le monde, São Luis connut des phases de rupture et de stagnation qui, depuis sa fondation, n'ont pas cessé de modeler son paysage urbain. La particularité de cette ville – comme de quelques autres au Brésil – est d'avoir conservé en son centre un patrimoine architectural colonial authentique malgré l'évolution urbaine contemporaine et le développement industriel. Une récession économique au début du XX^e siècle et la suspension des activités et fonctions ont en effet permis la préservation de l'ensemble historique de São Luis.

La prise de conscience nationale quant à la valeur de ces sites date des années 1950 et São Luis fut classée – *tombada* – par le gouvernement fédéral en 1955. Les premières actions de restauration urbaine et architecturale commencèrent dans les années 1960 et 1970 [Stoenesco, 2000], motivées par le but ultime d'être reconnues par l'UNESCO – ce qui était précoce quand on sait que la Convention du patrimoine mondial de l'organisation internationale n'entra en vigueur que le 17 décembre 1975⁵. À cette époque, le Brésil était l'un des premiers pays déclarés en état d'urgence quant à la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel. Brasilia signa la Convention le 1^{er} septembre 1977 et obtint pour la première fois un titre de patrimoine mondial en 1980 avec la ville d'Ouro Preto⁶. La démarche de São Luis pour obtenir le titre de patrimoine mondial fut plus laborieuse et ce n'est finalement qu'en 1997 que le titre fut acquis. La ville fut contrainte de répondre aux exigences de l'UNESCO, reposant sur des critères biens précis. D'un point de vue juridique tout d'abord, le centre historique devait être sous la protection du gouvernement brésilien – ce qui fut réalisé en 1974 quand il fut classé monument national⁷. Depuis le 5 décembre 1978, une loi le protège également d'éventuels travaux susceptibles de lui être nuisibles. Antérieurement à ces protections, l'État du Maranhão avait fait appel à des professionnels afin qu'ils prennent part au projet de réhabilitation et de préservation du centre historique, mais cela n'avait pas suffi à empêcher la dégradation de certaines maisons coloniales. Ainsi Michel Parent et Viana de Lima, deux architectes de l'UNESCO, se succédèrent-ils entre 1966 et en 1973 dans cette entreprise [Stoenesco, 2000], sans toutefois que l'on note de réels effets positifs. Mis à part le fait d'avoir repoussé les zones résidentielles hors du centre historique par la construction de deux ponts, la situation resta préoccupante jusqu'à ce que

5. Toutes les informations concernant l'UNESCO et les pays adhérents proviennent du site internet de l'organisation, <http://portal.unesco.org>.

6. Le Brésil comptabilise 18 biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial, 11 biens culturels et sept biens naturels en 2005.

7. Selon les dispositions de la loi fédérale n° 25 sur le patrimoine architectural et naturel, par l'intermédiaire de l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN). Cette protection concerne près d'un millier de biens historiques et environnementaux situés dans les quartiers de Praia Grande et de Desterro e Ribeirão. Mais aussi les places Benedito Leite et João Francisco Lisboa, l'ensemble architectonique et environnemental de la place Gonçalves Dias.

l'État fédéral institue le centre historique en monument national. Dès lors, les actions de réhabilitation du centre historique de São Luis s'enchaînèrent, aussi bien sous l'impulsion fédérale qu'à l'initiative de l'État du Maranhão et de la municipalité. Devant l'abandon et la dégradation d'un tel patrimoine, il était urgent de proposer des plans de réhabilitation et de les concrétiser au plus vite. Le chantier de restauration commença réellement à partir des années 1980. En 1986, un décret de l'État du Maranhão élargit la zone de protection de l'ensemble patrimonial qui représenta dès lors 160 hectares et près de 2 500 biens⁸.

L'inventaire des *Monumentos históricos do Maranhão* réalisé par l'ingénieur Luiz Phelipe Carvalho de Castro Andrès, également coordinateur exécutif du patrimoine culturel de São Luis, facilita le travail de réhabilitation. Ainsi, un programme de préservation et de revitalisation du centre historique fut mis en œuvre entre 1980 et 1996 sous le nom de *Projeto Reviver*. Les investissements furent proportionnels à l'immense chantier : pavement de la voirie rendue piétonne, enterrement du réseau électrique, éclairage public discret en fer forgé, élargissement des trottoirs, aménagement d'espaces verts, réhabilitation d'anciens entrepôts commerciaux en centres culturels (cinémas, musées, salles de danse, etc.). Les capitaux nécessaires à cette renaissance du centre historique de São Luis provinrent du gouvernement et, en particulier, de l'IPHAN⁹ en tant que responsable de la protection, de la restauration et de la revitalisation des centres historiques au Brésil. Plus récemment, les programmes de PRODETUR¹⁰ et de MONUMENTA BID¹¹ assurèrent de nouvelles rentrées d'argent [Burnett, 1999]. Ces nouvelles formes de financement, qui s'appuient sur le développement touristique et culturel et sur l'essor de l'entrepreneuriat et du commerce, contribuent à la bonne marche du projet *Reviver*. Par la sensibilisation des organismes privés et de tous les secteurs susceptibles de briller par leurs investissements dans le projet, l'État s'assure un cercle d'autosuffisance économique. Aux côtés de l'IPHAN s'activent d'autres organes responsables de la protection et de la fiscalisation de l'ensemble culturel : le DPHAP-Ma¹² sur l'ensemble du Maranhão, ainsi que la FUNC¹³ sur le centre historique de São Luis proprement

8. Proposition du gouvernement de l'État du Maranhão pour l'inclusion du centre historique de São Luis à la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, 2^e version, São Luis, octobre 1997, p. 17.

9. Institut du patrimoine historique et artistique national, organisme dépendant du ministère fédéral de la Culture.

10. Programme de développement du tourisme du Nordeste. Ce dernier propose sa participation à la revitalisation de l'ensemble historique sous la protection fédérale.

11. Programme de sensibilisation au projet « Reviver auprès des commerciaux, des banques et des fonctionnaires publics ».

12. Le Département du patrimoine historique, artistique et paysager du Maranhão applique les lois fédérales sur tout l'État. Il est aussi responsable du processus de « *tombamento* » des monuments historiques de la capitale São Luis et de l'intérieur du Maranhão.

13. Fondation culturelle de la municipalité. Longtemps effacée dans les responsabilités de sauvegarde et de valorisation du patrimoine, préférant laisser au gouvernement et à l'État ces tâches, la municipalité est entrée récemment dans l'effort collectif de revitalisation du centre historique.



dit. Même si cette dernière compte beaucoup sur les autres organes quant à la revitalisation du centre historique, elle participe à un meilleur contrôle législatif des biens culturels à travers le POSU¹⁴.

Le projet *Reviver* fut donc l'occasion, pour les différents organes publics et privés, de réunir leurs compétences. Pour ce faire fut créée la COMTEPHAP¹⁵ : cette commission, dont l'action ne dura que quatre ans, avait le mérite de réunir des techniciens de divers horizons – architectes et ingénieurs – et de les faire travailler ensemble. La coopération technique ne fut toutefois pas toujours évidente, en raison des différences de formation et de spécialisation, et la commission ne se maintint finalement pas [Burnett, 1999].

Aujourd'hui, lorsqu'il est question du Programme de réservation et revitalisation du centre historique de São Luis, on se réfère au DPE¹⁶ qui dépend directement du Secrétariat d'État à la Culture – lui-même lié au DPHAP-Ma. Cette subdivision des responsabilités peut paraître complexe ; elle s'explique cependant par la multitude de zones concernées par la législation fédérale sur les biens culturels. On peut dire du DPE qu'il est l'organe de terrain. Il gère les rencontres de syndicats, de commerçants ou d'ouvriers, facilitant ainsi la concrétisation de plans d'intervention délicats tels que la récupération de zones historiques, tout en préservant les activités économiques [Burnett, 1999]. Le DPE sert de modérateur entre les différents acteurs de la société urbaine ; ses interventions sont la preuve que « la restauration et la revitalisation sont compatibles avec la préservation des formes de vie et des usages » [Burnett, 1999]. Le consentement de la population à l'élaboration de certains projets de réhabilitation de zones protégées, comme le relogement des résidents du centre historique et la récupération de bâtiments par l'État, est fondamental. Sans l'agrément de la population, aucune intervention n'est possible. Le DPE doit donc faire preuve de diplomatie et surtout de respect, afin de convaincre du bien-fondé de ses interventions et surtout de leurs bienfaits sur le quotidien des citoyens. La tâche n'est pas toujours aisée, notamment quand il est question du relogement de la population puisque rien n'oblige réellement les gens à partir. La récupération de certaines maisons dans le centre historique peut ainsi être compromise, surtout si l'on prend en compte le problème des maisons inoccupées dont les propriétaires sont introuvables. Aujourd'hui, le fait est que le centre historique demeure un puzzle inachevé : il subsiste à São Luis de nombreuses maisons coloniales en ruines, complètement abandonnées à la nature envahissante, et le processus de réhabilitation du centre historique est loin d'être terminé.

14. Le POSU (Parcellement et occupation du sol urbain) est né de l'alliance des trois organes : étatique, fédéral et municipal.

15. Commission technique du patrimoine historique, artistique et paysager.

16. Département des Projets Spéciaux.

Le centre historique a tout de même été en majeure partie déserté par la population. Même s'il reste d'irréductibles résidents, le paysage urbain se compose désormais de restaurants, de pousadas¹⁷, de magasins de souvenirs, d'espaces culturels (cinéma, bibliothèques, musées, archives, salle de musique et de danse, théâtre, etc.), de lanchonetes¹⁸ ou de bars. Il ne s'agit donc plus d'un endroit où l'on réside, mais où l'on passe et où l'on consomme : l'espace s'exhibe comme un décor venu d'un autre temps et les touristes sont de plus en plus nombreux, chaque année, à déambuler dans les rues pavées du centre, à la recherche d'authenticité et de pittoresque. Dans le même temps, la ville de São Luis doit continuer à répondre aux exigences de l'UNESCO dans le cadre de la promotion d'un tourisme durable et de la régénération sociale du centre historique, à savoir « l'acceptation de la valeur universelle exceptionnelle du centre historique, la protection du site contre les dommages occasionnés par un tourisme incontrôlé et le fait que les revenus du tourisme financent la conservation¹⁹ ». Lors de l'expertise menée par l'ICOMOS en 1997, les inquiétudes étaient réelles quant aux conséquences de « l'achèvement du programme de conservation, de restauration et de réhabilitation » sur la qualité de vie urbaine²⁰.

On retrouve ce schéma de développement urbain dans les autres villes historiques classées au patrimoine mondial, au Brésil et ailleurs dans le monde [Peixoto, 1998]. Et partout, on constate l'importance et les enjeux énormes que représente l'inscription au Patrimoine de l'Humanité : l'impact du titre sur l'environnement, sur l'économie et sur les individus apparaît essentiel dans la mesure où, au-delà du fait le fait d'avoir sauvé des pierres vieilles de trois siècles, une société tout entière se met à revivre. Cependant, cette renaissance urbaine ne se produit pas sans un certain nombre de mutations sociales et culturelles. L'inquiétude du Conseil économique et social des Nations unies et de l'Organisation mondiale du tourisme au sujet des répercussions du tourisme sur les pays concernés est légitime : São Luis, en tant que ville au potentiel touristique croissant, est-elle en mesure d'éviter les conséquences néfastes de ce dernier ?

Lorsque l'on observe l'évolution des pratiques culturelles, et notamment des fêtes populaires locales, on constate en effet qu'il n'est plus exactement question de traditions ou de coutumes, mais plutôt de divertissements et de folklore. São Luis est devenue le théâtre d'une mémoire collective au profit du tourisme et de

17. Hôtels.

18. Restauration rapide.

19. Rapport d'avancement sur la préparation du projet d'orientations stratégiques du Comité du patrimoine mondial, 26^e session du Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, Budapest, 24-29 juin 2002.

20. Évaluation des organisations consultatives, liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO : São-Luis-Maranhão-Brésil, n° 821, expertise de l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites), 1997.



l'économie. Face à cette extraordinaire mise en scène de la mémoire et de l'identité urbaine, on est toutefois partagé entre admiration et inquiétude. Comment ne pas s'émerveiller devant cette renaissance culturelle de l'époque contemporaine qu'est le Bumba-meu-boi? Comment contester l'engouement de toute une population pour une tradition ancestrale et perpétuée de génération en génération? Cependant, cette réinvention de la fête, due à l'émergence du tourisme et à la nécessité de stimuler l'économie, est une nouvelle réalité avec laquelle les sociétés doivent composer au détriment de la perte de certaines valeurs, de certaines coutumes et de certains usages ancestraux.

La consommation festive à São Luis

Pour contrer les effets néfastes du tourisme sur les sociétés urbaines a été créé, en 1995 et dans le cadre de l'action gouvernementale *Brasil em ação*, un programme de développement du tourisme intitulé PRODETUR²¹. Celui-ci a pour principal objectif de permettre l'expansion du tourisme de façon planifiée et systématique. Il s'adapte aux particularités de chaque site et prévoit l'intégration de la main-d'œuvre locale au projet de développement. Le PRODETUR n'est efficace que si les financements – principalement venus de banques comme la BNB et la BID²² – sont réguliers et constants. Concrètement, ce programme met en place les structures sans lesquelles le tourisme ne pourrait pas se développer: création d'emploi, développement des administrations chargées de la préservation du patrimoine, organisation des transports dont les aéroports, actions écologiques, récupération du patrimoine historique, etc. PRODETUR a ainsi investi près de 74 millions de reais dans l'État du Maranhão et a privilégié le pôle São Luis-Alcântara, le but étant de développer l'emploi et le bien-être de la population, de «stimuler les vocations économiques locales, la création et le renforcement des entreprises²³.»

L'organisation de festivals, d'animations culturelles et de fêtes locales ne pourrait probablement pas se réaliser sans l'existence de ces structures d'accueil. Le patrimoine urbain devient dès lors un terrain propice à la «consolidation d'un marché urbain de loisirs», un «faire-valoir» où les stratégies de «marketing» urbain peuvent capter les flux du tourisme culturel et patrimonial [Peixoto, 1998]. Intégré dans le processus de patrimonialisation, le marketing urbain de la fête devient un centre d'intérêt économique majeur pour les politiques locales urbaines. Le concept de la «fête marchandise» [Sauvage, 2003] reste quelque peu dérangentant du fait qu'il suggère la remise en question du caractère traditionnel de

21. PRODETUR, *Infra-estrutura e seus reflexos no turismo*, Gerência setorial de turismo, n° 6, junho 1999. Site internet: www.bndes.gov.br.

22. Banco do Nordeste do Brasil et Banco interamericano de desenvolvimento.

23. PRODETUR, *Infra-estrutura e seus reflexos no turismo*, Gerência setorial de turismo, n° 6, junho 1999. Site internet: www.bndes.gov.br.

fêtes populaires telles que le Bumba-meu-boi. Et l'on ne peut complètement nier la tendance à la folklorisation dans les villes historiques, qui constitue un exemple de mutation culturelle née de l'intensification de la patrimonialisation et de la consolidation du marché urbain de loisirs [Peixoto, 1998]. Cette ré-appropriation culturelle reste néanmoins un symbole identitaire particulièrement fort à São Luis et témoigne des « créations populaires incessantes et de la spontanéité des découvertes » [Van Gennep, 1958]; la fête du Bumba-meu-boi apparaît actuellement comme « le lieu représentatif de l'équilibre entre le passé et le futur » – pour reprendre l'expression de Roger Bastide lorsqu'il faisait référence au folklore [Bastide, 1997]. Ce qui était tradition hier est aujourd'hui devenu folklore²⁴, au terme d'un processus de réinvention assurant une pérennité où tout n'est pas figé dans le temps et immobilisé dans des musées qui exposent tout ce qui est mort [Cabral, 1954]. En ce sens, le Bumba-meu-boi est aujourd'hui bien davantage qu'une survivance de la tradition et atteste de la transformation des identités urbaines dans le contexte des villes historiques. La volonté des politiques urbaines locales à faire des fêtes populaires une ressource touristique, promotionnelle et financière [Peixoto, 1998] nous amène en effet à considérer ces fêtes non plus sous le seul angle de la tradition, mais comme des produits de consommation.

La boulimie festive au Brésil n'est pas une légende; elle l'est encore moins à São Luis. La fête du Bumba-meu-boi y réunit chaque année des milliers de personnes venues exclusivement pour y assister. Depuis une dizaine d'années, on constate une augmentation constante du nombre de groupes folkloriques présents afin de participer à cette fête d'origine portugaise, imaginée à partir d'une légende concernant la mort et la résurrection d'un bœuf. Le Bumba-meu-boi se compose de scènes chantées et dansées associant le langage métissé de la tradition africaine avec la tradition portugaise. Selon les groupes, le nombre de personnages varie ainsi que les accessoires et les instruments de musique. En général, on retrouve toujours les trois personnages principaux, à savoir le bœuf lui-même – en carton-pâte et décoré de strass, de perles, de tissus colorés – animé par un homme caché dessous, Chico – l'esclave qui vole et tue le bœuf de son maître – et Catirina – la femme de Chico par qui le « drame » commence. En règle générale, la légende fait également apparaître divers personnages comme les Indiennes, les *vaqueiros* ou les *caboclos de pena*. Le tout est censé dégager une impression comique et se déroule généralement dans une ambiance joyeuse, sur des rythmes soutenus. Une frénésie communicative s'empare des acteurs qui

24. Aujourd'hui, on préfère désigner le folklore comme « l'ensemble de créations émanant d'une communauté culturelle, fondées sur la tradition, exprimées par un groupe ou par des individus et reconnues comme répondant aux attentes de la communauté en tant qu'expression de l'identité culturelle et sociale de celle-ci, les normes et les valeurs se transmettant oralement, par imitation ou par d'autres manières » (CIOFF – Comité international des organisations de festivals folkloriques). On évite de le désigner comme « la survivance de cultures primitives ou comme la culture des peuples primitifs » [Cabral, 1954].

invitent la foule à se joindre à eux (la *brincadeira*). Ainsi cette fête apparaît-elle particulièrement appropriée au contexte du nouveau marketing urbain, dans la mesure où elle enrôle systématiquement et presque naturellement – à l'image du carnaval – la foule dans un gigantesque effet de masse.



Fête de Bumba-meu-boi, Maranhão, juin 2006 (clichés : Anaïs Fléchet).

Pour recevoir la foule qui afflue chaque année, São Luis a dû mettre en place des structures d'accueil, de restauration, d'hébergement, de transport et d'information. Entre le mois de juin et la fin du mois d'août, la ville se transforme en un gigantesque arrail²⁵ : de jour comme de nuit, la ville est en fête. Si la période festive consacrée aux groupes folkloriques était plus courte il y a une dizaine d'années, les politiques urbaines ont stratégiquement allongé la période des représentations folkloriques avec le développement du tourisme et l'inscription au Patrimoine de l'Humanité. En plus de l'essor économique induit, la ville perpétue ainsi son statut patrimonial comme un « produit ciblé par les consommateurs. » [Peixoto, 1998] La ville se vend, se donne un slogan, se dote d'une image et use de plus en plus de la médiatisation. « Une ville qui n'est pas médiatique est une ville qui n'existe pas », affirme Paulo Peixoto, ajoutant à juste titre que « c'est dans ce contexte que le patrimoine mondial, fonctionnant comme une image de marque globale, est devenu un des principaux labels du marketing. » [Peixoto, 1998]

La fête du Bumba-meu-boi, telle qu'elle est représentée depuis la fin des années 1990, apparaît désormais comme un objet promotionnel et un produit de consommation. Certes, les acteurs du folklore et les nostalgiques d'un temps révolu défendent encore le fait qu'ils contribuent à la sauvegarde d'un patrimoine vivant, mais l'image prédominante qu'ils renvoient est malgré tout celle d'un instrument et d'une ressource économique « manipulée » par les politiques urbaines. La dépendance des groupes folkloriques vis-à-vis de la politique urbaine de développement est d'ailleurs une réalité tangible, puisqu'il existe entre eux et la ville une collaboration en toute réciprocité d'intérêts : notamment, les groupes folkloriques les plus actifs et les plus performants lors des représentations sont rémunérés. Et il existe désormais à São Luis plus d'une centaine de groupes de Bumba-meu-boi – provenant de la ville elle-même ou de l'intérieur du Maranhão – et leur nombre ne cesse de croître, motivés qu'ils sont par l'appât du gain, la popularité et la considération qu'ils acquièrent à l'échelle locale, nationale et internationale.

Pour illustrer ce phénomène, l'étude d'un de ces groupes folkloriques, *Boi Barrica*, qui fait partie des plus reconnus, des plus applaudis et des plus subventionnés, est exemplaire. Il se présente en tant que compagnie artistique à différents moments festifs de l'année et peut tout aussi bien représenter la fête du Bumba-meu-Boi que le carnaval ou la fête du Divino. Ce groupe met en scène la mémoire maranhense de façon spectaculaire. Sa représentation du Bumba-meu-boi se fait la plupart du temps sur scène plutôt que dans la rue ; le caractère traditionnel de la fête se retrouve toutefois dans la confection des costumes et

25. Lieu éphémère où se rencontrent et se produisent les groupes folkloriques de Bumba-meu-boi mais pas seulement : les groupes de candomblé, de danses portugaises, de danses de coco, etc., durant les fêtes junines (la Saint Jean).



la fabrication des instruments de musique. La préparation des costumes et des instruments est un art qui se transmet de génération en génération, comme la fabrication du bœuf qui est exécutée dans les règles de l'art et qui, d'un groupe à l'autre, est plus ou moins remarquable par ses couleurs, le nombre des perles utilisées et leur dessin. Le coût du matériel pour la fabrication des costumes et des instruments de musique est important. Les subventions que le groupe reçoit annuellement lui permettent de maintenir la qualité de ses représentations et surtout de rivaliser avec les autres groupes de Bumba-meu-boi. La compétition entre les groupes est une réalité qui témoigne de la popularité de la fête et de l'engouement qu'il y a à vouloir participer à la valorisation patrimoniale de leur ville, tout en étant rémunérés. Tous les groupes ne sont pas indemnisés et la hiérarchisation se fait sur des critères d'authenticité et de beauté artistique.

Boi Barrica a commencé à exister en 1985, à partir d'un spectacle intitulé *O Bozinho Barrica à luz de uma estrela*, dans le quartier de la Madre Deus à São Luis. Dès les années 1980, le groupe s'est produit dans d'autres États au Brésil – ainsi à Salvador, São Cristovão, Brasília, Belo Horizonte, São Paulo. Dans les années 1990, il commença à avoir sa propre discographie et à voyager à l'étranger – Corée du Sud, Argentine, Allemagne, Canada, France, Japon, USA, Grèce, Portugal. Aujourd'hui, il est plus que jamais actif et très demandé dans les divers festivals brésiliens et dans le monde entier. Il est aussi le *Boi* « fétiche » de Roseana Sarney, le gouverneur du Maranhão, et la collaboration des politiques et des groupes folkloriques se concrétise aussi dans la médiatisation. Le gouverneur, pour augmenter sa cote de popularité auprès de la population, se déplace et vient poser avec les groupes lors des fêtes de juin. En général, Roseana Sarney fait une brève apparition sur scène, le temps d'être télévisée et de se faire photographier, afin de figurer le lendemain dans le journal local. À l'instar du *Boi Barrica*, les groupes présents sur scène sont en général les mieux cotés, les plus reconnus et les plus populaires; c'est aussi l'occasion pour eux de se faire valoir. Dans l'une des brochures de promotion et de divulgation des manifestations folkloriques, datée de juillet 2004, on peut voir *Boi Barrica* en couverture et Roseana Sarney en première page, présentant et parrainant l'événement *Vale Festejar*. On retrouve également le gouverneur dans d'autres publications, notamment dans l'ouvrage de Godão, le fondateur du groupe, sur la *Companhia Barrica*.

Le *Boi Barrica* se présente avant tout comme un service de divertissement que l'on commande à des dates précises. On recourt à ses services lors de la Saint Jean et durant les mois de juillet et août, mais aussi en tant qu'ambassadeur et publicité vivante de la ville de São Luis au Brésil et partout dans le monde. Localement, les groupes folkloriques contribuent à promouvoir la fréquentation de l'espace public et participent à sa dynamisation et à son animation. En attirant la population dans l'espace urbain, ils jouent le jeu des politiques urbaines, attirant un maximum de gens aux festivités du centre restauré afin qu'ils accèdent

aux produits de consommation qui leur sont proposés : restaurants, magasins de souvenirs et d'objets artisanaux, bars, etc. Il y a alors consommation visuelle du patrimoine historique et du patrimoine vivant d'une part, consommation effective de produits marchands d'autre part : « le patrimoine est au cœur de l'économie et de l'urbanisme » [Peixoto, 1998]. L'interdépendance des groupes folkloriques avec les politiques urbaines est donc indéniable et le discours sur la mise en valeur des traditions festives par le biais des groupes est un leurre. Les stratégies des politiques urbaines sur le développement urbain par le tourisme et le marché des loisirs ne constituent désormais plus un secret pour personne.

En guise de conclusion

La ville Patrimoine de l'Humanité est au cœur des discours et des pratiques de pouvoir au Brésil. Ce statut urbain patrimonial légitime toutes les stratégies économiques mises en place, sous couvert de l'action de préservation, de réhabilitation et de valorisation. La ville est dès lors associée à la modernité, au dynamisme, au développement et à l'innovation. Sans cesse, les politiques de patrimonialisation réinventent et réactivent la ville afin que celle-ci subsiste et surmonte les crises auxquelles elle est confrontée [Peixoto, 1998]. Ainsi São Luis est-elle devenue précocement le territoire idéal quant à la pratique du marketing urbain : après s'être assurée les faveurs de l'UNESCO, par un long processus de restauration et de réhabilitation, la ville s'est très rapidement tournée vers l'industrie du tourisme. C'est en toute réciprocité qu'elle s'est garantie un développement économique et culturel durable : le centre historique est désormais sous l'aile protectrice du Patrimoine de l'Humanité, mais aussi au cœur de son avidité de pouvoir et de richesse.

Dès lors, São Luis est-elle devenue le décor d'une simple mise en scène où la spontanéité n'aurait plus sa place ? Il semble que ce ne soit pas encore le cas : on rencontre toujours, en dehors de toutes les organisations politiques et de toute initiative officielle, des rassemblements spontanés tels que les *candomblés*. Sur un marché isolé et sans publicité aucune, on s'émerveille encore devant les robes virevoltantes des danseuses et le rythme effréné des *tambor de crioula*, entre les étales d'épices et de fruits exotiques. De fait, le processus de revivification de la ville n'est pas achevé comme en témoigne le fait que de nombreuses maisons insalubres demeurent parmi les façades embellies. Il reste à savoir si, au fur et à mesure que les logiques de patrimonialisation s'intensifieront, la ville historique saura se prémunir durablement des répercussions néfastes que peut avoir le tourisme, toujours en pleine croissance, sur l'environnement et sur les sociétés.



BIBLIOGRAPHIE

AGIER Michel, *Anthropologie du carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia*, éd. Parenthèses/IRD, coll. Eupalinos, Marseille, 2000, p. 253.

BASTIDE Roger, **FRIBOURG Jeannine**, « Études sur le folklore et les Traditions Populaires », in *Bastidiana*, n° 19-20, Paris, juillet-décembre 1997, 312 p.

BURNETT Carlos Federico, « Programa de preservação e revitalização do centro histórico de São Luis », 3^e séminaire international sur la réhabilitation des centres historiques des villes d'Amérique latine et des Caraïbes, Santiago du Chili, 10 au 14 mai 1999. [←http://www.archi.fr/SIRCHAL/seminair/sem3/contributions/BURNETco.htm](http://www.archi.fr/SIRCHAL/seminair/sem3/contributions/BURNETco.htm) →, consulté le 27 mars 2006.

CABRAL Oswaldo, *Cultura e folclore*, éd. Comissão staninense de folclore, Florianópolis, 1954, 286 p.

MARCEY SYLVIA, « Appropriation, réappropriation d'une ville historique : fêtes et processions à Cidade de Goiás », dans Laurent VIDAL (dir.), *La ville au Brésil (XVIII^e-XX^e siècles). Naissances, renais-*

sances, Paris, Les Indes Savantes, 2008.

PEIXOTO Paulo, « Le patrimoine mondial et l'intensification des processus de patrimonialisation », 1998, [←http://www.ces.uc.pt/publicacoes/oficina/185/185.pdf](http://www.ces.uc.pt/publicacoes/oficina/185/185.pdf) →, consulté le 27 mars 2006.

PEREIRA GODAO José, « O Bozinho Barrica. A Luz de uma estrela », *Companhia Barrica*, São Luis, 1999, 2^e édition 2000, 186 p.

QUEIROS Mattoso Katia (de) (dir), « Mémoires et identités au Brésil », coll. « Recherches Amériques latines série Brésil », Centre d'Étude sur le Brésil, Paris, 1996, 199 p.

ROSEMBERG Muriel, « Culture et marketing urbain », in *Revue Urbanisme*, n° 331, juillet-août 2003, p. 43-46.

SAUVAGE André, « Fête la ville », in *Revue Urbanisme*, n° 331, juillet-août 2003, p. 39-42.

STOENESCO Dominique, « La restauration architecturale de São Luis do Maranhão », 2000, [←http://brazil2000.free.fr/Restauration%20Sao%20Luis.htm](http://brazil2000.free.fr/Restauration%20Sao%20Luis.htm) →, consulté le 27 mars 2006.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article nous invite à réfléchir à la ville Patrimoine de l'Humanité en tant qu'enjeu de développement urbain au travers de l'exemple de la ville de São Luis (Maranhão) au Brésil. Nous abordons dans un premier temps le processus de patrimonialisation, motivé par l'inclusion dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, puis, dans un second temps, le processus de mercantilisation de la fête inhérent à la ville Patrimoine de l'humanité. La valeur patrimoniale du centre historique de São Luis légitime la pratique de nouvelles politiques urbaines dont nous allons détailler les différentes étapes : plans de restauration, de réhabilitation et de valorisation, stratégies de développement urbain telles que l'invitation à la consommation

des loisirs et de la culture au cœur du centre historique ou création de structures pour une meilleure gestion du tourisme.

Com o exemplo da cidade de São Luis (Maranhão) no Brasil, esse artigo nos convida pensar sobre a cidade Patrimônio da Humanidade e os diversos aspectos do desenvolvimento urbano. Em primeiro, abordamos o processo de patrimonialização, motivado pela inclusão dentro a lista do patrimônio mundial da UNESCO, e, num segundo tempo, o processo de mercantilização da festa inerente à cidade patrimônio da humanidade. A valor patrimonial do centro histórico de São Luis vai legitimar a prática de novas políticas urbanas cujas vamos detalhar as diferentes etapas : planos de restaurações, de reabilitações e de valorizações, de estratégias de

desenvolvimento urbano tal como a convite o consumo das lazeres e da cultura no centro histórico, a criação de estruturas para uma gestão melhora do turismo, etc.

This article focuses on the World Heritage city and the urban development issues that are related to it through one example : the city of Sao Luis (Maranhao), in Brazil. We will first reflect on the patrimonialization process, launched by the inclusion of the city into the World Heritage Unesco program, and then on the

commodification process of celebrations, which is inherent to World Heritage cities. The patrimonial value of Sao Luis historical center legitimates new urban policies, which we will analyze thoroughly: renovation, rehabilitation and promotion programs, urban development strategies such as the promotion of leisure and culture consumption in the heart of the historical center and the creation of new structures to improve the management of tourism.

MOTS CLÉS

- São Luis (Maranhão)
- Patrimoine
- Restauration
- Folklore

PALABRAS CLAVES

- São Luis (Maranhão)
- Patrimonio
- Restauración
- Folklore

KEYWORDS

- São Luis (Maranhão)
- Patrimony
- Restoration
- Folklore

INFORMATION SCIENTIFIQUE



Stresser-Péan, Guy,
The Sun God and the Savior.
The Christianization
of the Nahua and Totonac
in the Sierra Norte de Puebla,
Mexico, Boulder, University
Press of Colorado, 2009, 627 p.

« Notre camionnette facilita ces trajets car, dans la Huatesca, autrefois, je ne pouvais me déplacer qu'à cheval. » Cette précision apportée dans les toutes premières pages de l'ouvrage de Guy Stresser-Péan, *The Sun God and the Savior* (traduction anglaise d'un livre initialement paru en langue française chez L'Harmattan en 2005) dit d'emblée la grande, longue et ancienne familiarité que l'enquêteur entretient avec son terrain. Guy Stresser-Péan découvrit la Huastèque et la Sierra Norte de Puebla en 1936, comme membre de l'École française de Mexico. Témoin et acteur majeur d'un demi-siècle d'études latino-américanistes, pendant plus de cinquante ans, il ne cessa de fréquenter et d'étudier le Nord-Est du Mexique où il revint multiplier les enquêtes de terrain au cours des années 1980 et 1990. Ce livre est le fruit de cette expérience exceptionnelle.

Il est aussi celui d'un long dialogue noué dès les années 1930 avec l'œuvre majeure de Robert Ricard, *La conquête spirituelle du Mexique*. De cette étude à bien des égards fondatrice des travaux sur la christianisation des Indiens du Mexique, Guy Stresser-Péan avait depuis longtemps – et avec d'autres – pointé les limites. S'avançant en pionnier dans une *terra incognita*, Robert

Ricard avait, pour faire vite, écrit l'histoire de l'évangélisation à partir des sources ecclésiastiques mais guère des témoignages indigènes, décrit les demandes de l'institution mais non leur réception, recensé les réussites de l'Église mais passé sous silence ses échecs. Depuis des années, un certain nombre de chercheurs ont donc été tentés de nuancer le tableau, d'élargir la perspective, voire, pour certains d'entre eux, de renverser le point de vue jadis développé par Robert Ricard. C'est dans cette lignée que s'inscrit Guy Stresser-Péan avec tout le talent d'un ethnographe formé à l'ancienne école de l'ethnographie française, d'un historien rompu aux techniques de son métier, d'un grand érudit et, tout simplement, d'un fin connaisseur du Mexique, pays où il vit depuis des décennies.

La structure de cet ouvrage foisonnant, divisé en 21 chapitres et farci de dessins, de photographies, de cartes et de tableaux, reflète la démarche de l'auteur et sa richesse. Dans les deux premiers chapitres, dégageant quelques lignes de force, Guy Stresser-Péan fait un rapide bilan de nos connaissances sur l'histoire de la mission chrétienne dans le Mexique du XVI^e siècle; puis, dans un troisième chapitre, il présente son propre terrain d'enquête, «une zone indigène trilingue et traditionaliste de la Sierra de Puebla» qui lui offre un échantillon de cultures indigènes (totonaque, nahua, otomi) et un conservatoire des traditions anciennes. C'est à partir de cet observatoire qu'il entreprend de réévaluer concrètement les conclusions antérieurement proposées quant à

la nature du catholicisme mexicain. Dans le corps du livre (chapitres IV à XIX), il présente l'histoire de la christianisation de cette région du XVI^e au XVIII^e siècle puis, se faisant ethnographe, décrit et analyse tour à tour les croyances et les rites autochtones, les formes de la pratique religieuse chrétienne et la «vision du monde» indigène. À l'occasion, il s'attarde alors sur quelques objets sacrés et leurs usages, à l'instar du *teponaztli* ou tambour xylophone à deux languettes vibrantes, ainsi que sur certaines pratiques rituelles, comme les danses et notamment la danse du *volidor* dont il est (depuis les années 1940!) le spécialiste incontesté. Avec les deux derniers chapitres, le propos s'élargit à nouveau et l'auteur rassemble les enseignements généraux qu'il peut tirer de l'étude de son terrain, une fois rangée la loupe un temps posée sur la Sierra Norte de Puebla. Alors reprend le dialogue initialement engagé avec quelques-uns de ses grands prédécesseurs, Robert Ricard bien sûr mais aussi l'américain William Madsen, l'auteur de *Christo-Paganism, a study of Mexican religious syncretism* [1957].

Il nous est bien entendu impossible, en quelques lignes, d'entrer dans une discussion serrée des apports de cette contribution magistrale. Relevons-en simplement quelques caractéristiques majeures. En premier lieu, il importe de souligner que, dans cet ouvrage, une expérience et une érudition peu communes se trouvent rassemblées: d'une certaine manière, ce livre s'offre comme une encyclopédie d'enquêtes de terrain et de monographies anciennes, généra-

lement peu connues mais porteuses d'enseignements souvent précieux, voire dans certains cas irremplaçables. L'auteur connaît tout de ce qui s'est écrit en la matière durant des décennies. Mais il y a plus. Non seulement Guy Stresser-Péan maîtrise la littérature sur le bout des doigts, mais il en connaît aussi l'histoire et les matériaux comme souvent les auteurs. Sa critique du travail de Manuel Gamio et de Noriega Hope sur les Indiens de la vallée de Teotihuacán, et plus encore sa synthèse des différents travaux portant sur San Francisco Tecospa, le terrain de William Madsen, éclairent d'un autre jour des études classiques que l'on croyait bien connaître. Guy Stresser-Péan a en outre acquis au cours de sa longue fréquentation de ses propres terrains une sensibilité aiguë aux changements. Ses jugements, toujours précis, sont à mille lieues des généralisations abusives et des conclusions définitives faussement éclairantes.

L'auteur en revanche se montre curieusement indifférent aux considérations théoriques qui ont structuré le débat sur le syncrétisme et le métissage. Il raisonne en termes de «souvenirs», «survivances», «persistances», ou alors distingue une christianisation «dure» d'une autre «plus nuancée» (chapitre XXI). L'étude des mécanismes de la transformation des croyances et des pratiques, pas plus que leur contextualisation ne sont pour lui objets d'histoire. Pareillement, il ne cherche pas à discuter la bibliographie la plus récente. Ainsi de William Taylor, il ne cite que *Drinking, Homicide and Rebellion*



in *Colonial Mexican Villages* [1979], mais ignore l'incontournable *Magistrates of the Sacred* [1996]. Notre propre travail, *Les saints et les images du Mexique* [2002], n'est pas davantage mentionné et les derniers travaux sur la pastorale en nahuatl sont très inégalement pris en compte. S'il utilise la traduction des *Cantares mexicanos* de John Bierhorst, il délaisse les études et les traductions de Louise Burkhart ou celles de Danièle Dehouve.

Ces remarques ne retranchent rien à l'intérêt de ce qui devrait devenir un grand classique en la matière. Peu d'ouvrages, dans ce domaine, sont aussi largement documentés et aussi fortement mûris. Quatre ans après sa parution en français, la traduction et la publication en langue anglaise de ce travail de Guy Stresser-Péan marque à cet égard l'indiscutable consécration non pas du livre, mais bien de toute l'œuvre d'un savant et d'un témoin irremplaçable, dernier représentant d'une brillante génération malheureusement largement disparue.

Pierre Ragon
(université de Paris Ouest
Nanterre La Défense)

Hilda Sabato, *Buenos Aires en armas. La revolución de 1880, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008, 333 p.*

On prend généralement plaisir à lire les livres que les auteurs ont eu plaisir à écrire et cet ouvrage ne fait pas exception. Hilda Sabato, grande spécialiste

de l'histoire politique argentine (auteure de l'excellent volume *La política en las calles* qui a contribué au renouvellement de l'histoire électorale), s'est ici livrée à un exercice de style – ou de méthode – aussi séduisant dans la forme que riche dans ses apports.

Tout l'ouvrage tourne en effet autour d'un événement, dont le noyau central se déroule sur quelques heures, le temps d'une bataille que se livrent les forces mobilisées par la ville de Buenos Aires et celles de l'armée fédérale en juin 1880. Cette bataille constitue l'acmé d'une crise politique de première importance à laquelle les contemporains donnent le nom de « révolution », et qui offre la matière de ce livre. Hilda Sabato en ausculte la genèse, les acteurs, les enjeux, le déroulement, les enchaînements, les mouvements de radicalisation et de surenchère, jusqu'à l'affrontement final et au règlement du conflit.

De son propre aveu, l'auteure a voulu ici « raconter une histoire », d'où un mode narratif particulier, chaque épisode étant suivi d'un « entracte » consacré à un thème structurant l'analyse. Sous l'apparente simplicité du récit, mené presque au jour le jour, se cache en fait une construction très élaborée, qui invite le lecteur à une réflexion sur le statut de l'événement : à quel moment commence une crise ? Quand se termine-t-elle ? Comment la rendre intelligible ? Comment mettre en lumière les intentions et les visées de tous les acteurs en jeu ? Étant donné la complexité de la trame événementielle, cette progression permet de se tenir au

plus prêt des acteurs et de restituer la complexité des enjeux et des positions, la part d'imprévu et de hasard qui préside à certains enchaînements, ou, au contraire, leur caractère inéluctable, tandis que les « entractes » offrent une pause bienvenue dans le récit et donnent aux thèmes principaux une profondeur de champ nécessaire.

Cette radioscopie d'une crise permet à Hilda Sabato de s'interroger sur les mécanismes qui conduisent à recourir à la violence et à l'usage des armes dans la vie politique. Là où l'historiographie a plutôt mis l'accent sur les conséquences de la révolution de 1880, elle s'intéresse plutôt à sa genèse, à son déroulement, aux motifs qui expliquent le recours apparemment inéluctable à l'affrontement armé. Le récit s'ouvre sur la campagne électorale de 1879, où s'illustrent les principaux protagonistes. Le drame se noue, pourrait-on dire, entre les deux candidats pressentis à la succession d'Avellaneda : Julio A. Roca, le vainqueur de la conquête du désert, représente les « autonomistes » ; le gouverneur de Buenos Aires Carlos Tejedor représente, quant à lui, les « nationalistes ». Ces étiquettes correspondent à des forces politiques dont Hilda Sabato reconstitue soigneusement la genèse, afin de rendre les enjeux compréhensibles au lecteur. Mais au-delà, elles recouvrent des identités qui se polarisent et se consolident au fur et à mesure de la campagne. Ainsi, Tejedor devient le candidat « de Buenos Aires », champion des intérêts et de l'honneur d'une cité capitale qui,

depuis 1810, n'a eu de cesse que de diriger, ou de se démarquer des autres provinces. Face à lui, la cause de Roca devient celle du reste des provinces et, par glissement, de la République argentine entendue comme l'État fédéral (par opposition à Buenos Aires).

Au fur et à mesure que les mois passent, que les alliances se font et se défont et que les esprits s'échauffent, un certain nombre d'événements clés polarisent les forces en présence : les provinces sont peu à peu gagnées à Roca, que ce soit par des élections ou des coups de force. En réaction, Tejedor, usant de ses prérogatives de gouverneur, tente de convoquer la Garde nationale, ce qui provoque un premier affrontement avec les députés du Congrès. Empêché de mobiliser la Garde, Tejedor crée des structures parallèles – un Club de Tir et une association de pompiers – qui deviendront le bras armé de la capitale.

Par la suite, la lutte continue à se déployer sur deux fronts. D'un côté, celui des élections au Congrès national, de l'autre celui des clubs de tir qui se multiplient et dont la fréquentation et la popularité vont en augmentant. Cette atmosphère surchauffée est propice à un déploiement d'actes, de discours et de prises de positions, où tous les acteurs font valoir leurs points de vue. Le président sortant cherche tant bien que mal à s'imposer comme arbitre en appelant au dépôt des armes, en mobilisant l'armée régulière et en multipliant les négociations et les conciliabules. Tejedor accepte finale-



ment de désarmer la Garde nationale, mais c'est sans compter avec les pompiers et membres des clubs de tirs, autoproclamés «défenseurs de Buenos Aires». La victoire des partisans de Tejedor pour l'élection des représentants de Buenos Aires ne fait que les encourager davantage.

Des initiatives sont prises pour préserver la paix, mais aucune d'entre elles ne s'impose face aux intentions belliqueuses du gouverneur et de ses partisans. La Chambre des représentants débloque 50 millions de pesos pour les préparatifs de guerre, et la mobilisation va croissant dans la campagne environnante. À ce moment (mai 1880), la Buenos Aires est tout entière saisie d'une fièvre d'auto-consécration, incarnée dans des grandes cérémonies comme le centenaire de Rivadavia ou le retour des cendres du général San Martín.

Début juin, la crise est inéluctable et Avellaneda décide d'installer la présidence et le gouvernement de la nation à l'extérieur de la ville. Cette décision symbolique marque dans l'espace la partition entre les deux forces en présence : l'État fédéral d'un côté, la ville de l'autre. De part et d'autre, on se prépare à l'affrontement entre la Garde nationale et l'armée de ligne, mobilisée dans les provinces et qui converge vers la capitale. Lorsque le 13 juin, Roca est finalement élu président par 12 provinces sur 14, le verdict des urnes n'a plus guère de poids face à celui des armes : les troupes s'affrontent, les combats décisifs ayant lieu le 21 juin aux portes de la ville. Lorsque les

défenseurs de Buenos Aires finissent par se retirer, les pertes sont lourdes de chaque côté. Aucune victoire décisive n'a été remportée ; Buenos Aires enterre ses morts en héros et poursuit le discours de la résistance et de l'honneur. Le 30, la paix est déclarée : les forces de Buenos Aires sont contraintes au désarmement tandis que Tejedor donne sa démission. Toutefois, la vraie victoire du camp «national» n'a lieu que deux mois après, lorsque le Congrès vote la fédéralisation de Buenos Aires, dissout la Chambre des Représentants de la province et remplace tous les fonctionnaires par des partisans du nouveau régime. Par la «fédéralisation», la capitale, amputée de sa province, a totalement perdu son autonomie.

Il est donc tentant d'insister, comme l'a fait l'historiographie, sur les conséquences de l'événement : la décapitation de Buenos Aires. Mais on ne comprend rien à cette revanche des «nationalistes» si l'on n'a pas pris la mesure du particularisme porteño et de la position de Buenos Aires dans la création de l'État-nation. L'ouvrage de Sabato montre parfaitement le rôle très particulier que s'attribue l'élite de la capitale et sa résistance à l'unification institutionnelle. Elle montre que Buenos Aires possède une culture politique particulière, fondée sur le mythe du peuple uni et la prétention à présider aux destinées nationales, ainsi qu'une conception très républicaine de la citoyenneté qui s'incarne dans les urnes et le droit de porter les armes. Elle montre ainsi qu'en 1880, les

acteurs interprètent une partition élaborée de longue date et maintes fois exécutée – un peu comme le fait Paris en 1830, 1848 ou 1870 – qui considère la révolution comme un droit, un dernier recours légitime lorsque les autres recours ont échoué.

L'épisode révèle aussi, singulièrement, les failles d'un système institutionnel encore peu consolidé, en l'absence d'un système de candidatures et de partis d'envergure nationale. La désignation des candidats met en branle toutes les forces politiques présentes dans la société, jusqu'à incarner des enjeux qui les dépassent largement. C'est bien à cause de ce glissement et de cette hypertrophie de la représentation politique que les élections finissent par polariser toutes les questions non résolues, toutes les apories du régime, provoquant cet embrasement et l'affrontement armé qui en découle.

L'ouvrage d'Hilda Sabato constitue donc, pour conclure, une magistrale leçon d'histoire. Derrière la trame des événements, des « petits faits », il montre la complexité et l'envergure des enjeux. Au fil du récit, l'accent est mis tour à tour sur toutes les composantes de la vie politique : les acteurs, bien sûr, individuels ou collectifs (du Congrès aux clubs de tirs, en passant par les réseaux articulés autour de chaque personnage) ; les dimensions, institutionnelles ou de sociabilités ; les modes de représentation, des discours aux urnes en passant par les cérémonies et les parades ; les projets et les imaginaires et les cultures politiques. Et, croisant la trame des événements,

les fils de chaîne livrés par les « entractes » – les sociabilités urbaines ; la position de Buenos Aires face aux provinces ; la Garde nationale et l'armée ; le concept de révolution ; le thème de la violence dans les sources – font de cette page d'histoire l'occasion de comprendre bien des aspects de la vie politique dans l'Argentine du XIX^e siècle.

Geneviève Verdo
(université Paris I-Panthéon-Sorbonne/UMR MASIPO)

Ernesto Cardenal,
***La Révolution perdue*, Paris,**
L'Harmattan, 2008, 475 p.

La Révolution Perdue est la troisième partie des mémoires d'Ernesto Cardenal, prêtre théologien qui participa activement à la révolution nicaraguayenne. Traduites avec brio par Bernard Desfretières, elles traitent de la période allant des années 1970 à la défaite de la gauche aux élections de 1990.

Infatigable globe-trotter, Cardenal nous raconte les nombreux voyages qu'il a entrepris à l'étranger en tant qu'émissaire des guérilleros et, plus tard, comme ministre de la Culture du gouvernement sandiniste. Les récits de voyages décrivent des fragments de l'histoire qui étaient jusqu'ici peu connus. Désigné ambassadeur de la révolution, E. Cardenal s'est en effet vu confier plusieurs missions qui l'ont amené à rencontrer, entre autres, l'ayatollah Khomeyni. Entrer dans ces mémoires est souvent un exercice fascinant. De nombreuses anecdotes,



souvent cocasses, y sont relatées. Qui savait que les étudiants nicaraguayens qui rentraient de République Démocratique Allemande durent se prêter à des séances intensives qui avaient comme objectif de les « purger de tout sectarisme antireligieux »? Qui se souvenait que le pape Jean Paul II, que l'on connaissait très critique à l'endroit des révolutionnaires, a célébré une messe à Managua devant des milliers de « fidèles » qui chantaient des hymnes sandinistes?

Toutefois, s'intéresser aux mémoires d'Ernesto Cardenal est parfois aussi un exercice laborieux. Excellent écrivain, l'auteur sait qu'il peut passer rapidement d'un sujet à un autre. L'absence de dates ou de mises en contexte complique cependant la lecture. Paradoxalement, le récit gagne en cohérence lorsque l'auteur décrit la chute du gouvernement sandiniste. L'interprétation qu'il nous offre des difficultés rencontrées par le régime est pertinente et s'attarde amplement sur les actions menées par le gouvernement américain contre les sandinistes. Mais Cardenal, que l'on sait aujourd'hui en froid avec certains de ses anciens compagnons d'arme, reste objectif et avoue sans détour que les abus et les divisions ont mal servi les intérêts de l'un des rares gouvernements latino-américains parvenus au pouvoir par la voie révolutionnaire.

Publié en plein mandat du président sandiniste Daniel Ortega et, plus généralement, au moment où les réflexions se multiplient sur le virage à gauche de l'Amérique latine, ce livre

arrive à un moment opportun. On y prend notamment conscience que le succès électoral de la gauche n'est en rien étranger à la forte capacité dont disposaient les rebelles pour mobiliser les masses durant la révolution. Et l'on songe également au futur proche, puisque Ernesto Cardenal décrit à plusieurs reprises comment Rosario Murillo, l'épouse de Daniel Ortega, excellait à diviser les sandinistes et figure aujourd'hui, à l'approche des élections de 2011, comme une candidate potentielle à la succession de son mari.

Charles-André Goulet
(IHEAL/CREDAL)

**André Corten et Anne-
Elisabeth Cote (dir.)**

***La violence dans l'imaginaire
latino-américain*, Paris,
Karthala/Sainte-Foy, Presses
de l'Université du Québec,
2008, 421 p.**

Les contributions rassemblées dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain* sont issues d'une recherche collective dans laquelle André Corten, professeur au département de science politique à l'UQAM, a associé des étudiants de maîtrise et de doctorat, ainsi que des enseignants-chercheurs de l'UQAM et des collègues d'autres universités nord et latino-américaines. Le questionnement est aussi original que la démarche comparative est ambitieuse. Il ne s'agit, en effet, ni de postuler l'existence d'un imaginaire latino-

américain, comme pourrait le laisser croire le titre de l'ouvrage, ni d'aborder l'analyse de la violence à partir soit des acteurs armés et de leurs motivations, soit des statistiques internationales d'homicide et de criminalité. Les auteurs cherchent plutôt à interroger comment les individus « ordinaires », dans différents pays d'Amérique latine, donnent des significations et intègrent dans leurs compréhensions du monde la violence qui les entoure. À cette fin, les contributions abordent davantage ce qui est nommé « les effets de violence » que les événements violents en eux-mêmes : « inséré dans un récit, le geste ou l'événement n'a pas à lui seul un sens, mais il produit un « effet de violence » qui, à travers la chaîne narrative, se traduit ultimement dans la représentation des rapports de force que font le politique » (p. 38). Dans la vision du politique qu'ils reflètent, ces effets de violence peuvent être classés en cinq types : annulation de sens (par l'intensité de la violence) ; écart de l'expression par rapport à la signification, violence fondatrice (par la légitimation d'une contestation violente à l'ordre établi) ; violence conservatrice (par le maintien de l'ordre existant ; et enfin, urgence, au vu du maintien d'une unité menacée (recours à l'état d'urgence par une rhétorique de l'imminence d'une situation catastrophique).

Deux axes de recherche complémentaires sont mobilisés pour mettre en œuvre ce questionnement. D'une part, il a été mené une enquête par questionnaire semi-directif auprès de po-

pulations marginalisées, en milieu péri-urbain et rural, dans 11 pays de la région, matériau exploité au moyen d'une analyse lexicale et sémantique poussée des entretiens recueillis – ces analyses sont présentées soit par pays (Argentine, Brésil, Bolivie, Mexique, etc.) soit par thèmes transversaux (les « *pandillas* », le virage à gauche), et constituent la troisième partie de l'ouvrage, la plus conséquente. D'autre part, des réflexions sur un certain nombre de créations culturelles, artistiques, politiques ou médiatiques sont développées pour montrer combien ces faits concrets témoignent, expriment et/ou produisent des effets de violence dans des contextes donnés (deuxième, quatrième et cinquième parties).

La démarche a un avantage considérable à l'heure d'analyser la violence : celui de réfuter toute situation exceptionnelle. Car si l'on s'intéresse à la manière dont les individus comprennent et interprètent la violence, des terrains comme l'Argentine ou la Bolivie, des questions comme les discours présidentiels au Chili, le journal de bord d'un policier au Yucatán (Mexique), le traitement par un journal télévisé au Pérou d'une situation post-électorale ou des œuvres de fiction littéraire sont tout aussi porteurs de cadres d'interprétations de la violence que le conflit armé en Colombie, sa mémoire au Guatemala, les maras en Amérique centrale ou la répression contre les mouvements sociaux au Mexique. Pour soutenir la remise en question du fait que la violence serait un phénomène spécifique, une ligne de



lecture commune traverse toutefois l'ensemble des contributions et il s'agit sans doute tout autant d'une prémisse initiale que d'une conclusion de recherche. Les sociétés latino-américaines vivent dans un niveau important de violence ; mais la violence telle qu'elle est ressentie au quotidien par la majorité de la population est celle qui résulte des difficultés socio-économiques, de l'absence de moyens de subsistance ou d'un « état de contrainte » davantage que celle qui serait le fait d'acteurs armés (légaux, contestataires ou criminels). Pour les auteurs, le lien entre pauvreté et violence provient du fait que, pour les enquêtés, leur situation de vie est reliée, d'une manière plus ou moins explicite, à l'existence de règles politiques et économiques qui ont pour but de maintenir le système tel qu'il existe, système dont ils sont les victimes – il s'agirait bien en ce sens d'une violence conservatrice, exercée par les autorités publiques pour maintenir l'ordre – et dont l'effet, selon les pays, produirait des expressions d'insatisfaction, un « discours du malheur », de la fragilité du bonheur ou encore des positions d'attente, voire de contournement.

Cette prémisse, partagée par l'ensemble des auteurs, contribue à renforcer la solidité de la comparaison. Appliquer un même questionnaire de type semi-directif, avec une grille semblable et un nombre significatif d'items dont une partie seulement porte spécifiquement sur des événements violents, permet le partage d'une même démarche et d'une même

hypothèse pour résoudre à la fois les questions de représentativité de l'échantillon choisi (le nombre d'entretiens réalisés est très important, mais celui des entretiens exploités, analysés in extenso et cités est plus réduit pour des raisons évidentes de temps) et de comparabilité dans des contextes locaux et nationaux différents.

Toutefois, dans certains des cas nationaux analysés dans la troisième partie, la restitution de l'enquête rend compte autant, sinon plus, d'une expérience de vie dans un contexte de marginalité et de pauvreté que d'une expérience de la violence proprement dite. En réfutant avec raison l'idée que la violence serait une situation exceptionnelle à des pays ou à des périodes données, certaines des contributions conduisent parfois à une déviation inverse, celle d'une forme de banalité de la violence puisqu'on la retrouverait dans toute situation de pauvreté et de marginalité. En ce sens, on souhaiterait en savoir davantage, dans ces contributions, sur ce qui conduit les enquêtés à insérer leur propre expérience quotidienne dans une compréhension plus large, où leur situation de pauvreté est effectivement comprise comme le résultat d'un effet d'une violence conservatrice, pratiquée par le régime – et spécifiquement par les forces de l'ordre – pour maintenir les institutions.

Dès lors, c'est dans les contributions dans lesquelles l'analyse du discours des enquêtes est articulée à un discours collectif de la violence, produit par des acteurs politiques nationaux, que se

dévoile toute la richesse de la recherche menée (Pérou, Guatemala, Colombie). Ainsi dans le cas colombien, les auteurs montrent avec une grande finesse le décalage existant entre un discours sur les pratiques de la violence de la part des acteurs armés (légitimation de son recours pour les guérillas ou les paramilitaires, dénéga-tion par le Président) et les interpréta-tions que les enquêtés en font. Or cet écart ne conduit pas à une anomie, à une perte totale de repères ou à une destructuration, mais à une interpréta-

tion, certes confuse, variable et faite d'éléments contradictoires, mais por-teuse toutefois d'une « forme concrète de remise en jeu et de recomposition du sens social » (p. 219), c'est-à-dire d'une compréhension spécifique par des individus de la violence dans des rapports de force politiques qui ne sont pas ceux qui sont mis en avant par les acteurs armés.

David Garibay
(université Lumière Lyon 2 –
UMR Triangle)

AUTEURS



Alejandro de la FUENTE enseigne l'histoire latino-américaine et caribéenne à l'université de Pittsburgh. Il a notamment publié les ouvrages suivants : *Havana and the Atlantic in the Sixteenth Century*, University of North Carolina Press, 2008 ; *A Nation for All: Race, Inequality, and Politics in Twentieth-Century Cuba*, University of North Carolina Press, 2001 (traduction en espagnol : *Una nación para todos: raza, desigualdad y política en Cuba, 1900-2000*, Madrid, Editorial Colibrí, 2001). Il a également été le coordinateur de la publication « "Su único derecho": los esclavos y la ley », *Debate y Perspectivas*, Madrid, Fundación Mapfre-Tavera, 2004.

Marie-Laure GEOFFRAY est ATER en science politique à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine et doctorante à Sciences Po, où elle prépare une thèse intitulée *Espaces d'émancipation en régime autoritaire : le cas cubain* sous la direction d'Olivier Dabène. Elle a publié un article sur les « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba » dans le n° 54-55 des *Cahiers des Amériques latines* et co-organisé, en octobre 2008, le colloque international « Cuba aujourd'hui : les paradoxes d'un demi-siècle de révolution ».

Marion GIRALDOU prépare une thèse de doctorat en histoire sous la direction de M. Bertrand (université de Toulouse 2 – Le Mirail) et de J.-J. Marín Hernandez (université du Costa Rica). Membre du laboratoire FRAMESPA, elle a été allocataire-monitrice entre 2005 et 2008, et est actuellement webmaster du site internet de l'ATRIA (Association toulousaine pour la recherche interdisciplinaire sur les Amériques). Un article intitulé « L'espace dans les processus de marginalisation à San José du Costa Rica, 1880-1920 » est en attente de publication dans le cadre d'un ouvrage collectif à paraître aux éditions de l'Harmattan.

Emma GOBIN est doctorante en ethnologie (université Paris Ouest – Nanterre La Défense), ATER en anthropologie (université de Poitiers) et membre du LESC (Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative – UMR 7186). Ses recherches portent sur les dynamiques de conflit et les relations de pouvoir qui structurent les cultes cubains d'origine *yoruba*, à la fois au niveau sociologique et rituel. Dans ce cadre, elle s'est également intéressée aux effets locaux de la transnationalisation de ces pratiques culturelles, thème auquel elle a récemment consacré deux articles.

Philippe LÉTRILLIART est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire du DEA d'histoire du xx^e siècle de Sciences Po. Il a été chargé de recherche au CERI (Centre d'études et de recherches internationales) et enseignant à Sciences Po. Ses travaux portent sur les religions et les sociétés politiques des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Il a notamment publié *Cuba, l'Église et la Révolution. Approche d'une concurrence conflictuelle* (Paris, L'Harmattan, 2005).

Sylvia MARCET est doctorante en histoire à l'université de La Rochelle et travaille sur les villes classées au Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO à partir des exemples de Cidade de Goiás et de São Luis (Maranhão). Elle a récemment publié un article intitulé « Appropriation, réappropriation d'une ville historique : fêtes et processions à Cidade de Goiás », in Laurent Vidal (dir.), *La ville au Brésil (XVIII^e-XX^e siècles)*. Naissances, renaissances, Paris, Les Indes Savantes, 2008.

Polina MARTÍNEZ SHVIETSOVA est poète, narratrice et chercheuse. Elle a publié deux recueils de poèmes aux éditions Unicornio (La Havane), intitulés *Gotas de fuego* (2004) et *Tao del azar* (2005). Elle a successivement gagné le prix du conte de la revue *La Gaceta de Cuba* en 2006 et le prix ibéroaméricain du conte « Julio Cortazar » en 2008.

Ancien rédacteur en chef des *Cahiers des Amériques latines*, **Alain MUSSET** est géographe et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Auteur de très nombreux livres et articles, il a récemment publié une *Géopolitique des Amériques* (Paris, Nathan, 2^e éd., 2009), ainsi que *¿Geohistoria o geoficción? Ciudades vulnerables y justicia espacial* (Medellín, Universidad de Antioquia, 2009).

Martha PEÑÑA est titulaire d'un master de sociologie réalisé à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine. Son travail porte sur les phénomènes d'exclusion économique, sociale, raciale et sexuelle dans la société révolutionnaire cubaine. Elle a également écrit et réalisé en 2007 un documentaire à partir de récits de vie de femmes cubaines, intitulé *Cinq femmes cubaines*.

Docteur en sciences économiques de l'université de La Havane, **Omar Everleny PEREZ VILLANUEVA** est titulaire d'un master d'économie et de politique internationale du CIDE (Mexico) et actuellement professeur au Centre d'études de l'économie cubaine de l'université de La Havane. Il a donné de nombreuses conférences dans différents centres universitaires cubains et étrangers, notamment aux États-Unis, au Japon, en France, au Canada, en Espagne, au Brésil, au Mexique, en République dominicaine, au Venezuela, en Chine, en Malaisie, à Trinidad et Tobago et en Colombie. Il a publié plus de 60 articles dans des revues et a été co-auteur de plusieurs livres, dont *Cuban Economy at the Start of the Twenty-First Century* (avec Jorge Domínguez et Lorena Barberia).

Dmitri PRIETO SAMSÓNOV est chercheur en sciences sociales et essayiste. Diplômé de biochimie et de droit à l'université de La Havane, il est également titulaire du master d'anthropologie de la London School of Economics. Il est professeur adjoint à l'Université agraire de La Havane et a publié de nombreux articles, notamment sur l'identité juridique et l'histoire constitutionnelle de Cuba. Il est également l'éditeur scientifique de l'annuaire du Département de recherches juridiques du ministère de la Justice à Cuba.



Vicente RIBEIRO prépare un *mestrado* en histoire à l'université fédérale du Rio Grande do Sul. Il travaille sur l'histoire de l'Amérique latine contemporaine et l'histoire du temps présent. Sa recherche actuelle, intitulée *Pétrole et processus bolivarien : une analyse de la dispute pour le contrôle du pétrole au Venezuela (2001-2003)*, porte sur la révolution bolivarienne et sa radicalisation, à partir d'une analyse des mobilisations au Venezuela.

Docteur en économie, **Jorge Mario SÁNCHEZ EGOZCUE** est professeur et chercheur à l'université de La Havane (Centre d'études sur les États-Unis). Il a été professeur invité à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine en 2008 et l'a également été aux États-Unis, au Canada, au Mexique et en Belgique. Son travail se situe à l'intersection de l'économie et des relations internationales. Parmi ses publications récentes figurent notamment «Un panorama actual de la economía cubana. Las transformaciones en curso y sus retos perspectivas», *Real Instituto EL CANO*, Madrid, 2008 ; «Latin America vis a vis the FTAA: Between Relaunching and Alternatives», in *The Bush doctrine and Latin America*, New York, Palgrave Macmillan, 2007 ; «Redefining Cuba's International Economic Interest», in *Redefining Cuban Foreign Policy: The Impact of the Special Period*, University of Florida Press, 2006.

Marie-Catherine SCHERER achève une thèse en anthropologie sociale et culturelle à l'École des hautes études en sciences sociales, au sein du Centre d'études africaines. Ses recherches portent sur la relation entre l'individu et le «Nous» cubain, qu'elle appréhende à travers l'imaginaire des films de fiction réalisés depuis 1959. Elle s'intéresse particulièrement au sentiment d'appartenance collective et à son rapport complexe avec la diversité des individus et de leurs aspirations personnelles.

Docteur en ethnologie de l'université de Paris X – Nanterre, **Silvina TESTA** a réalisé une thèse intitulée *La Conquête de l'Est. Reconfigurations régionales de la santería cubaine (La Havane-Sagua la Grande)*. Elle est actuellement post-doctorante au sein du laboratoire MIGRINTER (UMR 6588) et consacre ses recherches à la mémoire de l'esclavage et aux formes contemporaines de la réémergence de la culture noire à Cuba. Elle a notamment publié *Como una memoria que dura. Cabildos, sociedades y religiones afro-cubanas de Sagua la Grande* (La Havane, Ediciones La Memoria, 2004).

Claudia WASSERMAN est docteur en histoire sociale de l'université fédérale de Rio de Janeiro, professeur associé de l'université fédérale du Rio Grande do Sul et chercheuse du CNPq. Auteur de nombreux livres et articles, elle est spécialiste de la question nationale, des mouvements sociaux contemporains et d'histoire intellectuelle en Amérique latine.

Sommaire

L'Atlantique français

GILLES HAYARD

« Les forcer à devenir Citoyens »

État, Sauvages et citoyenneté en Nouvelle-France (XVII^e-XVIII^e siècle)

CÉCILE VIDAL

Francité et situation coloniale

Nation, empire et race en Louisiane française (1699-1769)

Après la Shoah

FLORENT BRAYARD

La longue fréquentation des morts

À propos de Browning, Kershaw, Friedländer – et Hilberg

AUDREY KICHELEWSKI

La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ?

Fear de Jan T. Gross et les débats sur l'antisémitisme en Pologne

Qu'est-ce que la Protohistoire ?

ANNE LEHOËRET

Les paradoxes de la Protohistoire française

Conversions algériennes

KARIMA DIRÈCHE

Dolorisme religieux et reconstructions identitaires

Les conversions néo-évangéliques dans l'Algérie contemporaine

Histoire ancienne (comptes rendus)

Résumés / Abstracts

Livres reçus

Rédaction

54 bd Raspail 75006 Paris • Tél : 01 49 54 23 77 • annales@chess.fr

Abonnement

Armand Colin abonnements : 5, rue Laromiguière • 75240 Paris Cedex 05 • Tél : 08 20 06 5 09 5

(France) • Tél : 33 (0)1 40 46 49 89 (international) • Fax : 33 (0)1 40 46 49 93 • infos@armand-colin.com

Vente au numéro

Prix d'un numéro simple : 17 € • Prix d'un numéro double : 25 €

En ligne et en librairie : DifPop • 21ter, rue Voltaire • 75011 Paris

Tél : 33 (0)1 40 24 21 31 • Fax : 33 (0)1 40 24 15 88 • www.difpop.com

Sur place ou par correspondance : Éditions de l'ÉHESS • 131 boulevard Saint-Michel • 75005 Paris

Facturation : 33 (0)1 53 10 53 56 • Fax : 33 (0)1 44 07 08 89 • editions-vente@chess.fr

CARLOS AGUDELO, CAPUCINE BOIDIN, LIVIO SANSONE (coord.)

Autour de l'« Atlantique noir »

Une polyphonie de perspectives



Autour de l'« Atlantique noir »

Une polyphonie de perspectives

Préface de **Pap Ndiaye**

Éditions de l'IHEAL

CHRISTOPHE BROCHIER

Les collégiens des favelas

Vie de quartier et quotidien scolaire
à Rio de Janeiro



Éditions de l'IHEAL

Achévé d'imprimer : Imprimerie Bobillier
Dépôt légal n°1110
Novembre 2009

CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES

Numéro 41 : 16 €

Dossier : L'Argentine déboussolée

Numéro 42 : 16 €

Dossier : Terrains d'enquête

Numéro 44 : 16 €

Dossier : Relations interethniques et identité au Brésil et au Mexique (fin XVIII^e-XXI^e s.)

Numéro 45 : 16 €

Dossier : Migrations, territoires, multiculturalisme

Numéro 46 : 16 €

Dossier : Élections et démocratie

Numéro 47 : 16 €

Dossier : Changements démographiques en Amérique latine

Numéro 48-49 : 25 €

Dossier : Brésil/Brésils

Numéro 50 : 16,90 €

Dossier : Les dynamiques de l'intégration dans les Andes

Numéro 51-52 : 26 €

Dossier : Des sociétés en réseaux

Numéro 53 : 16,80 €

Dossier : Venezuela : portrait d'une société au quotidien

Numéro 54-55 : 26 €

La question environnementale en Amérique latine

Numéro 56 : 17,50 €

La frontière Mexique/États-Unis après 15 ans d'Alena

COLLECTION

TRAVAUX ET MÉMOIRES DE L'HEAL

Claudia Carolina Zamorano-Villarreal,
Naviguer dans le désert. Itinéraires résidentiels à la frontière Mexique-États-Unis

Numéro 73 : 20 €

Graciela Schneier-Madane et Bernard de Gouvello, dir.

Eaux et réseaux, les défis de la mondialisation

Numéro 76 : 22 €

James Cohen et Annick Tréguer, dir.

Les latinos des USA

Numéro 78 : 15 €

Claude Bataillon

Un géographe français en Amérique latine

Quarante ans de souvenirs et de réflexions

Numéro 79 : 19 €

Hélène Rivière d'Arc, dir.

Centres de villes durables en Amérique latine

Numéro 80 : 19 €

Carlos Aguelo, Capucine Boidin, Livio Sansone, coord.

Autour de l'«Atlantique noir»

Numéro 81 : 19 €

Christophe Brochier

Les collégiens des favelas. Vie de quartier

et quotidien scolaire à Rio de Janeiro

Numéro 82 : 19 €

COLLECTION INSTITUT DES AMÉRIQUES

Voter dans les Amériques : 19 €

Être indien dans les Amériques : 19 €

Égalité – Inégalité(s) dans les Amériques : 19 €

Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances : 19 €

Numéro 57-58, 2008

Chronique

- Le Honduras en crise : vie et mort des Constitutions
par [Alain Musset](#)

Dossier

Cuba : un demi-siècle d'expérience révolutionnaire

- De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques
par [Marie-Laure Geoffroy et Silvina Testa](#)
- La estrategia económica cubana : medio siglo de socialismo
par [Omar Everlery Pérez Villanueva](#)
- El conflicto Cuba/Estados Unidos, nuevas realidades versus viejas recetas : los límites del cambio
par [Dr Jorge Mario Sánchez Egozcue](#)
- Cuba e a esquerda latino-americana. Entre o impacto da Revolução de 1959 e a Revolução bolivariana
par [Claudia Wasserman et Vicente Ribeiro](#)
- Le nouveau mouvement culturel afro-cubain et le débat sur la question raciale dans la Cuba contemporaine
par [Alejandro de la Fuente](#)
- Acercamiento a la diáspora post-soviética en Cuba
par [Dmitri Prieto Samsonov et Polina Martínez Shvietsova](#)
- L'Église cubaine : cinquante ans d'expérience « contre-révolutionnaire » ?
par [Philippe Létrilliart](#)
- À propos des cultes d'origine yoruba dans la Cuba socialiste (1959 à nos jours)
par [Emma Gobin](#)
- Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique
par [Martha Peciña](#)
- L'individu et le « Nous » révolutionnaire. Réflexion cinématographique autour d'une relation complexe et délicate
par [Marie-Catherine Scherer](#)

Études

- Entre concubinage et prostitution. Processus d'exclusion dans le Costa Rica de la fin du XIX^e siècle
par [Marion Giraldu](#)
- Faire renaître et faire revivre São Luis : une ville brésilienne en mutation
par [Sylvia Marcet](#)

Informations scientifiques

- Lectures

Publié avec le concours
du Centre National
de Recherche Scientifique (CNRS)
Diffusion : La Documentation française



26 €

ISSN 1141-7161
ISBN 330-3-332400-57-7



3 303332 400577